

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 156-157

Mars-Avril 1998

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISBN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

## Sommaire

- IRAK : PLUS DE 1500 EXÉCUTIONS EN 1997
- L'ENLÈVEMENT DE SEMDIN SAKIK PAR L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN
- LE PREMIER MINISTRE TURC CRITIQUE L'ARMÉE PUIS RENTRE DANS LE RANG
- LA DÉTRESSE DES RÉFUGIÉS KURDES DE TURQUIE EN IRAK
- CÉLÉBRATIONS MOUVEMENTÉES DE NEWROZ
- MESUT YILMAZ S'EN PREND À NOUVEAU À L'ALLEMAGNE QU'IL ACCUSE DE CHERCHER À INSTAURER SON "ESPACE VITAL" À TRAVERS L'UE
- AINSI QUE....
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

---

### IRAK : PLUS DE 1500 EXÉCUTIONS POLITIQUES EN IRAK EN 1997

**S**ELON M. Max van der Stoel, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie à Genève, plus de 1500 exécutions extrajudiciaires répondant à des motivations politiques ont eu lieu en 1997 en Irak. Non admis sur le territoire irakien depuis 1992, le rapporteur spécial appuie son enquête sur les informations recueillies par deux spécialistes des droits de l'homme en février dernier

en Turquie auprès des réfugiés et d'autres personnes pouvant représenter des sources intéressantes à leur arrivée d'Irak.

Dans le rapport, il est fait état de "l'exécution massive de centaines de prisonniers" dont la plupart en novembre et en décembre dernier lors de la campagne de purification des prisons qui a frappé des détenus condamnés soit à la peine capitale soit à un minimum de quinze ans de détention. Les proches souhaitant

recupérer leurs corps ont dû rembourser le prix de la balle utilisée qui leur a donné la mort. Le rapporteur signale des cas d'exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires de personnes soupçonnées d'être hostiles au gouvernement et mentionne également des listes de personnes exécutées pour complot ou tentative d'attenter à la vie d'un responsable du régime. Une liste de 145 prisonniers qui auraient été victimes de la campagne de purification comprend des membres du parti Da'wa, de l'Union patriotique du Kurdistan, du Conseil national irakien et du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak. Le rapport

reproche aussi aux autorités les déplacements forcés de populations turkmène et kurde et de multiples atteintes aux droits fondamentaux, concluant que "la situation a plutôt

empiré en 1997". C'est l'aggravation de la situation sur place qui est à l'origine de l'afflux des réfugiés irakiens en Turquie et en Europe.

## L'ENLÈVEMENT DE SEMDIN SAKIK PAR L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN

**U**NE équipe de 40 hommes de forces spéciales turques transportés à bord de deux hélicoptères ont kidnappé dans la matinée du 13 avril Semdin Sakik, haut commandant du PKK qui s'était récemment réfugié auprès du PDK de Massoud Barzani. L'opération aéroportée a eu lieu près de la bourgade de Qasrok, située entre les villes de Dohouk et Aqra à environ 60 km de la frontière turque. S. Sakik, son frère et les quelques gardes kurdes irakiens qui les accompagnaient vers Erbil, capitale kurde irakienne, ont été surpris par cette embuscade militaire turque préparée dans le plus grand secret, apparemment à l'insu du Premier ministre et du Ministre de la défense. Arrêtés, Sakik et sa suite ont été transportés par hélicoptères à Diyarbakir, en Turquie.

Sakik, dit également Zeki sans-doigts, était le commandant militaire le plus célèbre du PKK. En conflit avec le chef de cette organisation, il s'était, le 16 mars, réfugié auprès de Barzani. Celui-ci s'était publiquement engagé le 23 mars à ne pas le rendre à la Turquie et avait déclaré qu'il serait libre de ses mouvements dans le Kurdistan irakien. Le chef du PKK, Ocalan, dans deux longues interventions sur MED-TV avait accusé Sakik de "trahison" et appelé la Turquie à le faire arrêter.

Dans un communiqué rendu public en début de l'après-midi du 13 avril,

le secrétariat de l'état-major des armées turques annonce que l'opération du kidnapping de S. Sakik "dans le nord de l'Irak a été décidée à la suite du refus réitéré des Parti démocratique du Kurdistan irakien de le remettre aux autorités turques".

De son côté, le PDK, dans un communiqué publié quelques heures après le kidnapping, "condamne fermement l'opération turque et tient responsables les autorités turques pour cet acte grave et pour la sécurité des personnes enlevées, dont nos propres hommes. Cet acte sape gravement les relations de bon voisinage et constitue une violation grave de la souveraineté de notre pays" ajoute ce communiqué qui indique par ailleurs que "Semdin Sakik, son frère ainsi que leurs gardes du corps étaient en train d'être transférés vers un endroit plus sûr dans la région d'Erbil".

Le numéro 2 du PDK, Neçirvan Barzani, dans une longue interview publiée dans le *Turkish Daily News* du 16 avril, parle d'un "acte de vol qui nuira sérieusement" aux relations de son parti avec la Turquie. "L'action militaire turque a ruiné les relations chaleureuses basées sur la confiance mutuelle existant entre la Turquie et le PDK" a-t-il souligné avant de demander: "Cela valait-il la peine de ruiner ainsi nos relations?". Il ajoute: "Beaucoup de militants du PKK se sont rendus au PDK. Semdin Sakik était l'une des dernières figures du PKK à se

rendre au PDK. Selon nos sources de renseignement il y avait plusieurs autres personnes du PKK à des niveaux variés dans la chaîne de commandement qui voulaient se rendre. La reddition de Sakik était une période d'essai pour tous ces défecteurs futurs. Ils voulaient voir si Sakik allait rester dans des mains sûres. Maintenant qu'ils ont vu ce qui est arrivé, personne dans le PKK n'osera plus nous approcher".

Selon Barzani le kidnapping de Sakik "servira les intérêts du PKK et préviendra l'éclatement possible de cette organisation". Affirmant que son parti est en train de "réexaminer nos relations avec la Turquie" qui "ont été profondément blessées par cette affaire", le responsable kurde irakien dénonce aussi "les fanfaronnades turques" autour de cet enlèvement: "ils (les hélicoptères turcs) viennent dans notre territoire et se posent. Nos gens ont pour instructions de ne pas tirer sur eux. Dès lors, présenter ce kidnapping comme une opération militaire extraordinaire n'a vraiment pas de sens. Cela ressemble davantage à un film hollywoodien bon marché (...) Si les gens en Turquie estiment que nos relations sont basées sur le nombre de gens du PKK que nous aurons tués ou capturés, ils se trompent. Nous ne sommes pas vos protecteurs du village (Ndt. milice pro-gouvernementale). Nos relations doivent être basées sur le respect mutuel. Elles ne doivent pas être basées sur l'enlèvement des gens chez nous pour nous embarrasser". Enfin, Barzani évoque le précédent dangereux créé par cette action militaire turque: "l'Iran se plaint toujours des dirigeants kurdes iraniens qui ont fui en Irak du Nord et les réclame. Nous refusons de le faire et les dirigeants iraniens en représailles ferment les bureaux du PDK en Iran et arrêtent nos gens. Nous avons 18 responsables du PDK dans les prisons iraniennes à cause de cela".

Les commentaires de la presse turque autour du kidnapping de Sakik soulignent surtout l'ignorance dans laquelle les militaires ont tenu le gouvernement dans cette affaire. Les ministres et le Premier ministre ont appris l'enlèvement par les médias diffusant le communiqué militaire. Réagissant à ces critiques, le ministre de la Défense Ismet Sezgin a eu cette formule: "Il n'est pas nécessaire que tout le monde soit informé de tout". Quelques journalistes écrivent que l'armée par cette opération a voulu étouffer dans l'œuf la tentative de création d'une faction politico-militaire dirigée par Sakik qui aurait conduit à la dislocation du PKK. Contrairement à Barzani, qui avait tablé sur cette option, les militaires turcs ne souhaitent apparemment pas la dislocation ou la disparition du PKK qui est pour eux "un ennemi en or" avancent certains commentateurs tandis que le politologue Dogu Ergil se demande dans le TDN du 20 avril si ce kidnapping hâtif ne vise pas également à empêcher Sakik de faire des révélations sur les liens financiers entre le PKK et certains responsables turcs corrompus. "Si une telle information était divulguée toute la légitimité de la méthode actuelle de traiter le problème kurde et les pertes humaines s'effondrerait" affirme-t-il.

Comme on pouvait s'y attendre la police turque a vite mis à profit des "aveux" attribués à Semdin Sakik pour tenter de régler ses comptes avec tous ceux, journalistes, hommes politiques, hommes d'affaires, qu'elle considère comme "ennemis" de l'Etat et pour relancer sa campagne de désinformation à l'étranger. Ainsi, selon le quotidien populaire turc Sabah du 28 avril, Semdin Sakik,

interrogé par les services de sécurité turcs, aurait déclaré que le PKK était responsable de l'assassinat de l'ancien Premier ministre suédois Olof Palme en 1986.

Ces déclarations qui n'ont pas été publiées officiellement et impossibles à vérifier de manière indépendante vont dans le sens de la stratégie turque de désinformation. Selon des sources diplomatiques "vraie ou fausse, cette information va donner de quoi réfléchir aux Occidentaux qui appellent la Turquie à ouvrir un dialogue politique avec le PKK". Mesut Yilmaz, Premier ministre turc, a déclaré que "on ne sait pas ce qu'il a dit et même s'il l'a dit, on ne sait pas sous quelles contraintes il était... Pour tout le monde, l'important sera ce qu'il dira au tribunal quand il passera en jugement". Par ailleurs, Lars Nylen, chef de la police nationale suédoise a déclaré qu'"il ya plusieurs années, la commission d'enquête Palme a mené des investigations approfondies à propos d'allégations similaires venant de Turquie, mais elles n'ont mené à rien".

Présentées comme des extraits des interrogatoires de Sakik, d'autres nouvelles sensationnalistes visent à incriminer des militants des droits de l'Homme et certains hommes politiques d'être à la solde du PKK. Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'Homme en Turquie, qui serait accusé par Sakik d'être "davantage un combattant du PKK" que lui-même, a affirmé qu'il considérait le PKK comme une "organisation de guérilla armée" et a ajouté que "c'est un stratagème très primaire" que d'accuser des opposants sur la base de "prétendus

aveux sans doute arrachés sous la torture". Il s'agit d'un complot ourdi par les services de police pour salir la réputation des démocrates turcs et kurdes a-t-il conclu.

L'Allemagne, la Syrie, l'Iran, l'Arménie et la Grèce, plusieurs hommes d'affaires turcs et des journalistes renommés seraient également cités par Sakik comme étant des sympathisants du PKK. A ce titre, Cengiz Candar et Mehmet Ali Birand, deux éminents chroniqueurs, ont été suspendus par leur journal Sabah à la suite de ces campagnes de désinformation médiatique orchestrée par la police politique (MIT).

Ilnur Cevik, directeur du quotidien Turkish Daily News, présente la situation en ces termes dans son éditorial du 27 avril:

"Nous sentons que ces affirmations devraient être regardées avec beaucoup de réserves. Il est facile de calomnier les gens mais il n'est pas facile d'effacer les dommages. Ce genre d'affirmations porte l'ombre sur d'importantes révélations que Semdin a pu faire à propos du PKK car cela ébranle la crédibilité de ses confessions. Certains observateurs indépendants en Occident sentent déjà que les autorités utilisent Semdin pour ruiner la crédibilité de certaines personnalités éminentes en Turquie... Nous ne devons pas jouer avec la dignité et l'honneur des gens en s'appuyant sur les déclarations d'un terroriste qui s'auto-confesse. Si ce genre de choses sont révélées à la presse, nous croyons que les autorités devraient faire très attention à ce qui est disponible dans les journaux".

## LE PREMIER MINISTRE TURC CRITIQUE L'ARMÉE PUIS RENTRE DANS LE RANG

**L**ES vellités d'autonomie du Premier ministre turc n'ont duré que quelques jours. Il a suffi aux généraux turcs une réunion à l'état-major et un communiqué musclé pour que M. Yilmaz rentre dans le rang et renonce à ses vellités de demander à l'armée de laisser le gouvernement traiter le problème des activités islamistes. Finalement M. Yilmaz a dû déclarer publiquement que "le gouvernement de coalition estime qu'il n'y a pas de divergences entre le cabinet et les militaires" dans la lutte contre l'extrémisme religieux.

Le 17 mars 1998, le président turc Suleyman Demirel avait été convoqué par les généraux pour un briefing ayant à son ordre du jour la lutte contre le fondamentalisme, les activités de grands conglomerats économiques d'obédience islamiste ainsi que les activités d'autres groupes islamistes dans le pays. Irrité par le rôle pesant joué par les militaires sur la scène politique turque, le Premier ministre Mesut Yilmaz avait appelé l'armée à "s'occuper de ses affaires". L'animosité entre les responsables militaires et le Premier ministre a pour origine le refus de l'état major des armées de mettre un terme au Groupe de Travail de l'Ouest (BÇG) et le fait que le Secrétariat général du Conseil national de sécurité donne des briefings et des directives aux recteurs d'universités sans aviser le Premier ministre, affichant ainsi l'indépendance de l'état-major à l'égard de ce dernier. En juillet 1997 M. Yilmaz avait demandé à l'armée

de mettre en sourdine les activités de ce Groupe de Travail de l'Ouest surveillant pour le compte de l'armée les activités islamistes, car cette question est de la compétence du gouvernement. L'armée n'a pas tenu compte de cette demande.

Le 13 mars le Premier ministre Mesut Yilmaz avait réagi en ces termes: " *Tous les citoyens sont sensibles à la question de la lutte contre le fondamentalisme. Les mêmes sensibilités se retrouvent au sein du gouvernement. Mais personne ne doit user du moyen de lutte contre le fondamentalisme pour s'approprier le pouvoir. Le but du gouvernement est de venir au bout de cela par la démocratie à l'instar de la lutte contre le terrorisme. Nous ne mettrons pas de côté les moyens démocratiques pour lutter contre cela... Nous trouverons des solutions dans le cadre de l'Etat de droit démocratique au problème de la terreur tout autant qu'au fondamentalisme... Celui qui soutiendra des options hors de l'Etat de droit, pour lutter contre le terrorisme ou le fondamentalisme, ne sera qu'une troisième menace pour la République au même titre que les deux précédentes... On ne peut lutter par des moyens arbitraires. J'invite tout le monde à lutter dans le cadre de l'Etat de droit*". Mesut Yilmaz a également rappelé que " *tout le monde devait tenir son rang et devait agir dans le cadre de ses fonctions*".

A l'issue d'une réunion des cinq plus hauts commandants des armées, l'état-major a visé directement M. Yilmaz en déclarant dans un communiqué du 20 mars 1998 que

"personne ne peut, pour ses intérêts personnels et ses ambitions politiques, faire des déclarations visant à affaiblir la détermination des forces armées à lutter contre le séparatisme et le fondamentalisme, qui constituent un danger pour la sécurité du pays... La lutte contre le fondamentalisme et le séparatisme (...) est une mission donnée à l'armée par la constitution".

Ce communiqué a été interprété comme un ultime avertissement au gouvernement d'autant plus que la plupart des quotidiens l'ont comparé au mémorandum de 1971, par lequel les militaires avaient obtenu la démission du gouvernement et réalisé un coup d'État. Comprenant le message, Mesut Yilmaz a fait machine arrière en déclarant samedi 21 mars que "les militaires se sont réunis pour exprimer leur malaise. Je ne contesterai pas cela... Ma tâche n'est pas de créer de nouvelles tensions".

Cédant à la pression, le Premier ministre a annoncé lundi 23 mars une série de mesures, dont un projet de nouvelle législation pour contrôler les activités des institutions soupçonnées de soutenir les islamistes et une surveillance plus étroite des émissions de radios et télévisions privées. Selon le projet, un organisme gouvernemental, le Département des affaires religieuses détiendra le pouvoir exclusif d'autoriser la construction des nouvelles mosquées; les peines de contravention aux lois sur les tenues dans la fonction publique devraient être alourdies et la loi sur les manifestations serait modifiée.

Jeudi 26 mars, le général Ismail Hakki Karadayi, chef d'état-major des armées a rencontré le Premier ministre turc, après s'être entretenu avec les quatre plus hauts

commandants militaires du pays, pour "faire le point sur la situation". A l'issue de cette visite, M. Yilmaz a affirmé que la tension était désormais dissipée et que civils et militaires sont sur la même longueur d'ondes.

Après ces préliminaires, la réunion du vendredi 27 mars, tant attendue que redoutée, du tout puissant Conseil national de sécurité (MGK) s'est déroulée "normalement". Le MGK a annoncé que "dans la lutte contre les mouvements religieux réactionnaires qui visent à abattre le régime laïc, les lois existantes doivent être appliquées sans concession et de nouvelles lois doivent être rapidement adoptées par le parlement". L'armée insiste sur une purge de tous les hauts responsables d'obédience islamiste infiltrés au sein de l'État, principalement au ministère de la Justice. D'ores et déjà, cinq sous-préfets ont été déférés en justice pour activités fondamentalistes et deux préfets et 73 sous-préfets feraient l'objet d'une enquête conduite par une commission spéciale créée au sein du ministère de l'Intérieur. Selon l'armée, "37 gouverneurs de province sur 80 et 200 sous-préfets (en fonction actuellement) sont des partisans notoires de la charria (loi coranique)". Le 31 mars, trois maires turcs ont été destitués par le ministère de l'Intérieur pour activités fondamentalistes et déférés devant la justice, dans le cadre de cette opération d'épuration. Le maire islamiste d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, poursuivi pour "provocation explicite du peuple à la haine par discrimination religieuse, raciale ou régionale", passible de cinq ans de prison, comparait le même jour devant la Cour de sûreté de l'État de Diyarbakir. Lors d'un discours en décembre dernier, il avait déclaré "les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupes nos casques et les croyants nos soldats".

Au cours de la réunion, un rapport a également été présenté sur les activités de Fethullah Gulen, l'influent chef d'une secte religieuse dont l'armée considère que le but à terme est d'aider à l'instauration d'un régime islamiste.

Les partisans du Refah islamiste, dissous, à qui aucun acte de violence n'est reproché, dénoncent "la persécution" de leur sympathisants et "une croisade aux allures de chasse aux sorcières".

Par ailleurs, le gouvernement turc a soumis au Parlement un projet de loi prévoyant l'instauration d'un système majoritaire à deux tours pour les élections municipales, ce qui devrait

défavoriser fortement les candidats islamistes, qui avaient réussi à s'emparer de nombreuses mairies avec des suffrages ne dépassant pas les 25% aux dernières municipales en mars 1994.

Le parti islamiste turc de la Vertu (Fazilet), créé en décembre à la suite de la dissolution pour activités contre le régime laïc par la Cour constitutionnelle, a critiqué les mesures annoncées par le gouvernement, les qualifiant "d'incompatibles avec un État moderne". Quant à Tansu Ciller, elle s'est contentée de ce commentaire lapidaire: "Le caporal Yilmaz est rentré dans le rang au premier coup de sifflet des généraux".

## LA DÉTRESSE DES RÉFUGIÉS KURDES DE TURQUIE EN IRAK

UN reportage de la BBC du 31 mars 1998 expose la situation tragique des réfugiés kurdes, pris au piège entre les autorités turques et irakiennes. Voici des extraits de ce reportage: " (...) Quatre ans après avoir fuit la Turquie, des milliers de réfugiés kurdes sont pris au piège au nord de l'Irak. Encerclés par des mines, ils sont forcés de vivre dans des installations de fortune".

" Bagdad les empêche d'aller vers le sud et des factions kurdes alliées de l'armée turque refusent de leur accorder le retour vers le nord. Environ 7000 personnes se sont installées près d'une base militaire irakienne à Sheikhan. Le correspondant de la BBC, Roger Omaar est le premier journaliste à visiter le camp. Même les besoins les plus élémentaires nécessaires à la vie humaine manquent. Pour simplement

s'approvisionner en eau ou en bois, ils doivent quitter le camp et traverser les champs jonchés de mines. Inévitablement, certains sont malchanceux. Ces derniers mois, 16 personnes ont été blessées pour avoir marché sur des mines enfouies. Étant dépourvus de tout soutien médical, ils ont recours à des morceaux de bois et autres débris trouvés aux alentours pour reconstituer leur "vrais faux membres".

Les Nations Unies et la Croix Rouge essayent de fournir les denrées de première nécessité aux réfugiés. Mais les relations avec l'Irak, suivies des sanctions infligées au pays par la communauté internationale rendent leur travail de plus en plus laborieux.

Un médecin irakien et une infirmière allemande, mariée à un Kurde, elle-même réfugiée, sont les seules personnes autorisées à apporter assistance sur le terrain. "Je peux dire

que le peuple kurde vit dans mon cœur et je veux rester avec eux, je veux les aider autant que je peux" a déclaré à la BBC l'infirmière Medea Mustafa.

Cependant chaque jour de nouveaux obstacles apparaissent pour le "peuple oublié". Prémunis avoir été kidnappés par des agents turcs, les époux de

nombreuses femmes se sont évaporés du camp. "Pour parler des droits de l'homme il est essentiel d'avoir le statut d'être humain. Il est nécessaire d'avoir sa propre place et sa propre maison et de préserver sa propre identité" résume la triste existence des Kurdes de Turquie, Ali Ghan, leader du camp. "

## CÉLÉBRATIONS MOUVEMENTÉES DE NEWROZ EN TURQUIE

**C**OMME chaque année au 21 mars, la fête de Newroz, le Nouvel An, a été célébrée par le peuple kurde. A cette occasion, les autorités turques avaient prévu d'organiser des festivités officielles, obligeant parfois le peuple y à prendre part, notamment à Siirt où le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait décidé de se rendre pour le Newroz. Les autorités ont procédé à des arrestations à Istanbul et fait des descentes de police dans les locaux de HADEP et de l'Association des droits de l'homme quelques jours avant la fête et des gouverneurs de certaines régions du Kurdistan n'ont pas permis des cérémonies de célébrations alternatives et d'autres comme à Urfa, Konya, Agri ont interdit de grandes festivités populaires.

Des délégations étrangères venues d'Angleterre, d'Allemagne, de France, d'Italie, des Pays Bas et des pays scandinaves se sont rendues à Diyarbakir et dans la région pour observer le déroulement de la fête.

Trois Italiens qui faisaient parti d'un groupe de pacifistes européens, Dino Frisullo de l'association "Sans frontières" et deux étudiants, Giulia Chiarini et Marcello Musto, arrêtés

lors d'une intervention de la police turque contre des milliers de personnes réunies pour fêter le nouvel an, kurde ont été interrogés par la police avant de comparaître devant un juge d'instruction qui a décidé, le 23 mars, de libérer deux Italiens et de garder en détention Dino Frisollo. Les Italiens sont accusés d'"instigation à la violence". L'intervention de la police turque à Diyarbakir a fait une trentaine de blessés.

L'hebdomadaire turc *Turkish Probe*, dans son numéro du 29 mars, écrit à ce sujet : " Les festivités de Newroz se sont déroulées dans une atmosphère de fêtes virtuelles en Turquie. Seules les célébrations autorisées étaient permises, chaque personne faisait l'objet de fouilles minutieuses à l'entrée des lieux désignés et toute personne habillée de couleurs kurdes (rouge, jaune et vert) était refusée.

A Ankara, un groupe de manifestants désirant fêter le Newroz s'est rassemblé au Sihhiye Square et s'est dirigé vers Tandogan. La police a érigé des barricades à l'entrée de Tandogan et a fouillé les manifestants. Des journalistes portant caméras et pancartes étaient présents sur les lieux. Parmi ces derniers, Suna Bayraktar, reporter au magazine *Kaldirac*, a été placé en garde à vue pour avoir refusé de lâcher sa pancarte.

3500 personnes participaient aux festivités d'Ankara. Après une minute de silence, le message de Murat Bozlak, président du Parti de la Démocratie (HADEP), incarcéré à la prison d'Elmadag a été lu à l'assemblée. Dans son message, Murat Bozlak déclarait que le Newroz était une fête pour tous les peuples. "Ce sont ces peuples privés de liberté et de paix qui allument ce feu. Nous partageons le même esprit avec tous les peuples du monde. C'est le jour pour entendre la voix du peuple et lutter pour la liberté" a-t-il ajouté.

Newroz a été célébré à Istanbul par diverses manifestations. La police a désigné Kazlicesme comme lieu de célébration. 20 000 personnes y ont été rassemblées conjointement par le Parti de la Liberté et de la Solidarité (ÖDP), le HADEP, le Parti du Travail (Emek) et le Parti Socialiste du Travail. 10 000 officiers de police mais également de nombreux militaires y avaient été déployés. Les forces de sécurité ont placé en garde à vue les personnes qui étaient vêtues des couleurs rouge, jaune et vert.

Izmir également était de fête. A Kusadasi, les journaux locaux et des chaînes de télévision ont été forcés par la police de diffuser et de publier des articles à propos de certaines activités de Newroz. Les festivités ont débuté à la place de la République d'Izmir sous étroite surveillance, les individus masqués et portant le drapeau du PKK ont été rapidement dispersés par le comité d'organisation dont le président Hacay Yilmaz a ouvert les festivités par un discours.

La célébration du Newroz a commencé à Van par des activités organisées par le gouverneur provincial au parc de la Culture. Un groupe qui ne participait pas à ces activités s'est réuni devant les locaux de HADEP en dansant et allumant un feu sans autorisation préalable. Scandant des slogans en

faveur d'Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ils se sont dirigés vers le parc municipal. La police, les militaires et deux hélicoptères qui suivaient le groupe se sont opposés aux manifestants. Trois policiers ont été blessés par des jets de pierre au cours de l'accrochage. Une fois dispersé, la police est intervenue contre d'autres manifestants qui s'étaient réunis à nouveau dans la même avenue. Au cours de la confrontation, 13 personnes ont été blessées et hospitalisées.

A Diyarbakir, les festivités ont commencé à 7 h du matin. Des enfants ont allumé des feux de Newroz dans certaines banlieues, Batikent, Ziyapasa, Sento, Gursel et Dicle et 15 personnes ont été placées en garde à vue par les forces de police. Newroz y a

été célébré sans incidents violents contrairement aux craintes.

Sanliurfa a été la ville où il y a eu le plus de gardes à vue durant le Newroz. La tension s'est aggravée lorsque des groupes ont débordé des lieux de célébration désignés au préalable par le gouverneur. 36 personnes ont été arrêtées à la suite des événements".

Les observateurs ont considéré que les festivités s'étaient déroulées dans un calme relatif puisqu'au cours des célébrations précédentes, 12 personnes avaient été tuées en 1991. En 1992, considérée comme l'année la plus sanglante de Newroz, il y avait eu 102 morts à Diyarbakir, Sirnak, Van et Hakkari et en 1993 il n'y a pas eu de célébrations.

utile dans le contexte actuel" a déclaré M. Bluem.

Par ailleurs, selon l'agence BTA, le Premier ministre Mesut Yilmaz a déclaré, le 14 mars, lors d'un voyage en Bulgarie qu'"à l'Union européenne il y a des milieux qui voient son avenir comme un club chrétien... La Turquie poursuivra sa voie européenne malgré les erreurs commises à son égard. Tant que ces erreurs ne seront pas réparées, il n'est pas question pour nous de changer notre attitude". En attendant la Turquie a boycotté la conférence européenne qui s'est réunie le 12 mars à Londres et à laquelle elle était invitée.

De son côté, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déclaré que "la route qui mène la Turquie à l'Europe comprend des obstacles importants: primo, l'occupation du nord de Chypre par les troupes turques, qui contrevient à une résolution de l'ONU, secundo, la situation des droits de l'homme en Turquie, et tertio, le problème kurde".

## MESUT YILMAZ S'EN PREND À NOUVEAU À L'ALLEMAGNE QU'IL ACCUSE DE CHERCHER À INSTAURER SON "ESPACE VITAL" À TRAVERS L'UE

**T**OUJOURS pas remis de la décision de l'Union européenne au sommet de Luxembourg écartant la Turquie du plan d'élargissement de l'UE, Ankara n'hésite pas à attaquer violemment les pays qui s'y sont opposés. Ainsi, dans une interview publiée par le *Financial Times* du 13 mars, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a comparé l'approche allemande d'expansion de l'Union européenne au fameux "Lebensraum" (l'espace vital) d'Adolf Hitler. "Les Allemands continuent la même stratégie qu'avant. Ils croient à l'espace vital... Cela veut dire que les pays de l'Europe centrale et de l'est sont d'une importance stratégique pour l'Europe et pour l'Allemagne comme dans son passé..."

Leur but à terme est d'inclure ces pays dans l'OTAN et l'UE et de diviser l'Europe entre la Bulgarie et la Turquie... La Turquie devrait être un bon voisin pour l'Europe mais non un membre de l'UE" a-t-il déclaré au quotidien".

La réaction allemande ne s'est pas fait attendre. L'Allemagne a rejeté ces propos les qualifiant de "calomnies inexcusables" et "d'insultes". Sur fond de crise avec Bonn, la visite en Allemagne du ministre turc du Travail, Nami Cagan a été annulée par la Turquie, après que son homologue allemand Norbert Bluem eut réduit sa participation aux rencontres prévues à partir du 15 mars à un simple déjeuner avec M. Cagan. "J'ai assez à faire moi-même et je ne pense pas que la visite serait très

### Ainsi que...

• **LE PROCÈS DE HADEP: 500 PERSONNES PLACÉES EN GARDE-À-VUE.** Le procès des responsables du Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), accusés d'avoir violé le paragraphe 1 de l'article 168 du code pénal turc a débuté le 27 avril devant la Cour de sûreté d'Etat d'Ankara. Le président de HADEP, Murat Bozlak, secrétaire-général Hamit Geylani, président adjoint Mehmet Satan, secrétaire-général adjoint Zeynettin Unay, Ali Riza Yurtsever, Ishak Tepe et Melik Aygul étaient présents dans la salle d'audience. Ils répondent du chef d'accusation d'"organisation de bande armée contre la sécurité de l'Etat" et

risque une peine de 22 ans et 6 mois de prison.

D'importantes mesures de sécurité avaient été prises par la police tout autour du tribunal avant l'audience. Environ 500 personnes, réunies pour soutenir les responsables du HADEP ont été placées en garde à vue et 10 véhicules de HADEP ont été interdits d'accès à la ville.

De nombreux observateurs étaient également présents à l'audience. Parmi eux, Mark Muller, vice-président de l'Union des Associations des Barreaux Britanniques, Gill Higgins, responsable des Avocats Sans Frontières, des responsables des ambassades britannique, américaine, allemande, française et espagnole.

Yusuf Alatas, un des avocats d'HADEP, a demandé la libération de ses clients mais cela a été rejeté par la cour, qui a ajourné les auditions jusqu'au 28 mai pour attendre l'issue de l'"affaire du drapeau", le dépôt du témoignage de Semdin Sakik et pour recueillir d'autres preuves et témoignages contre HADEP.

• **LE MAIRE ISLAMISTE D'ISTANBUL CONDAMNÉ À 10 MOIS DE PRISON.** Le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan a été condamné par la Cour de Sûreté de l'État de Diyarbakir à 10 mois de prison ferme pour des propos qui constitueraient une "provocation explicite du peuple à la haine par discrimination religieuse, raciale ou régionale". M. Erdogan dans une déclaration publique faite en décembre 1997 dans la ville kurde de Siirt, avait dit "les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les croyants nos soldats". Il s'agit d'extraits d'un poème de Ziya Gökalp, idéologue et

père fondateur du nationalisme turc, poème composé il est vrai au début du siècle dans un contexte de lutte contre "les puissances chrétiennes de l'époque". C'est la raison pour laquelle, le procureur de Diyarbakir a demandé l'acquittement du maire d'Istanbul, mais la Cour, semi-militaire, sans doute sur instruction de la hiérarchie militaire, a décidé de le condamner dans le dessein de mettre fin à la carrière de cet homme politique populaire dont la gestion semble appréciée par les Stambouliotes. Après avoir décapité le mouvement kurde, les militaires cherchent à décapiter la mouvance islamiste modérée. Si sa peine est confirmée par la Cour de cassation, le maire d'Istanbul, considéré par beaucoup comme futur chef des islamistes en Turquie, sera déchu de son mandat de maire et ne pourra plus se présenter à des élections car selon le code pénal turc, tout citoyen condamné pour "crimes contre l'État" devient inéligible ad vitam.

On sait que Sukru Karatepe, maire islamiste de Kayseri (centre) avait été condamné, sous le même chef d'accusation, à un an de prison en 1997, peine confirmée en appel.

Par ailleurs, la police a procédé à une opération sans précédent dans les milieux d'affaires islamistes à Ankara, Adana, Bursa, Istanbul et Kayseri. Une vingtaine d'arrestations d'hommes d'affaires qui, selon la police, seraient impliqués dans le blanchiment de fonds d'origine frauduleuse et le transfert illégal d'argent à des organisations islamistes, ont été réalisées dans la nuit du 20 au 21 avril, dans le cadre d'une enquête lancée par la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara. Cinq sous-préfets et trois maires islamistes ont déjà été déferés en justice pour menées islamistes dans le cadre des mesures annoncées par M. Yilmaz.

• **UNE NOUVELLE CONDAMNATION DE LA TURQUIE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.** La Turquie a été condamnée le 24 avril par la Cour européenne des droits de l'homme pour la destruction des maisons kurdes au cours des opérations anti-guerilla au Kurdistan. La Cour a jugé que les soldats s'étaient rendus coupable de "traitement inhumain" violant ainsi la Convention européenne des droits de l'homme. Les deux plaignants, Keje Selcuk et Ismet Asker, ont vu leurs maisons et leur moulin partir en feu et privés de tout, ont été obligés de quitter leur village d'Islamkoy (Diyarbakir) sans aucune assistance.

Ankara est également coupable d'avoir violé les principes de la Convention européenne relatifs au droit à une vie privée et familiale et à la libre disposition des biens personnels.

Ce n'est pas la première fois que la Turquie est condamnée pour de tels actes. Pour se défendre, Ankara a soutenu que toutes les procédures juridiques au niveau national n'étaient pas épuisées mais la Cour constatant que la lettre des plaignants au gouverneur du district était restée lettre morte, a souverainement décidé qu'une plainte devant les Tribunaux nationaux n'aurait "rimé à rien". Selon la Cour, les autorités turques n'ont pas apporté de preuve effective-les officiers chargés de l'opération et les témoins dans le village n'ont pas été interrogés.

La Cour a accordé à Keje Selcuk et Ismet Asker \$46 080 et \$53 800 respectivement et le remboursement des frais engagés.

• **PEINES DE PRISON POUR DEUX EX-DÉPUTÉS KURDES DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE.**

Mehmet Emin Sever et Muzaffer Demir, deux ex-députés kurdes du Parti de la Démocratie (DEP-dissous) ont été condamnés jeudi 12 mars 1998 à 11 mois 20 jours et 10 mois de prison respectivement par une Cour de Sûreté de l'État "pour des déclarations publiques de soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et pour propagande séparatiste". La sentence étant suspensive, les ex-députés devront purger leur peine s'ils commettent un autre délit.

• **DES POLICIERS TORTIONNAIRES D'ADOLESCENTS ACQUITTÉS.**

Les 10 policiers accusés d'avoir torturé 14 adolescents lycéens de Manisa, soupçonnés d'appartenance à un mouvement gauchiste, ont été acquittés du 11 mars par décision de justice. Le Tribunal, qui a changé de juges à six reprises, a estimé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes démontrant la culpabilité des prévenus, jugés pourtant pour avoir mis à nus les jeunes, puis les avoir sodomisés avec des matraques, arrosés avec de l'eau à grande pression et torturés à l'électricité. Un rapport du 2 janvier 1996 signé du docteur Emine Keskin, médecin légiste et de Kenan Güler, directeur du Bureau de la Médecine Légale, avait établi que les lycéens avaient bien été torturés.

Acquittés alors même que le procureur avait requis contre les accusés des peines de trois mois à trois ans de prison en affirmant qu'"il y a des preuves démontrant les sévices". Lorsque l'affaire de Manisa a éclaté en 1995, la Turquie était en pleine campagne électorale-période durant laquelle les responsables politiques turcs crient haut et fort

l'indépendance de la Justice. Firuz Çilingiroglu, alors ministre de la Justice, avait à ce titre affirmé devant le Parlement turc qu'"il y avait des preuves de l'usage de la torture" et ces propos ont été enregistrés dans le procès verbal du jour.

Les plaignants ont d'ores et déjà déclaré qu'ils feront appel de la décision et s'ils n'obtiennent pas justice ils saisiront la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

A Washington Lawyers Committee for Human Rights a vivement critiqué cet acquittement. "La Turquie se tire dans les pattes en acquittant dix policiers accusés d'avoir torturé des adolescents" affirme dans un communiqué la LCHR qui ajoute que "cela donne un coup aux prétentions du gouvernement turc qui se dit engagé dans un effort sérieux pour améliorer la situation des droits de l'homme".

Par ailleurs, le 19 mars, la cour d'assises d'Afyon a condamné à sept ans et demi de prison pour homicide involontaire cinq des onze policiers accusés d'avoir battu à mort Metin Göktepe, journaliste au quotidien Evrensel. Les six autres policiers ont été acquittés.

Battu à mort le 8 janvier 1996 par des policiers alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison d'Istanbul, le procès Göktepe s'était ouvert sous la pression de l'opinion publique et des médias en octobre 1996 à Aydin puis déplacé à Afyon pour des raisons de "sécurité". Après nombreux rebondissements, le verdict était très attendu par l'opinion publique, d'autant plus que Mesut Yilmaz avait déclaré solennellement que le déroulement et le verdict du procès seraient un test pour la Turquie en matière de droits de l'homme.

Reporter sans frontières, dans un communiqué du 19 mars, souligne le caractère "inique et inacceptable" du verdict et déplore que "des fonctionnaires de la police ou de l'armée bénéficient d'une certaine clémence devant la loi par rapport aux citoyens ordinaires". L'organisation appelle à ce que les hauts fonctionnaires de la police mis en cause dans ce meurtre soient également traduits devant la justice. La famille a d'ores et déjà annoncé qu'elle fera appel de la décision.

• **LA TORTURE RESTE SYSTÉMATIQUE LORS DES INTERROGATOIRES TURCS.**

La commission parlementaire des droits de l'homme, présidée par Mme. Sema Piskunsut (DSP) a effectué une visite au Kurdistan pour compléter ses investigations sur les conditions de détention dans les prisons et commissariats turcs. Au cours de leur enquête à Diyarbakir, Urfa, Batman et Mardin, les membres de la commission ont constaté de nombreuses irrégularités et ont déclaré qu'ils y avaient eu preuve de la pratique systématique de la torture. Ils ont reconnu avoir découvert de nombreux instruments de torture dans les lieux inspectés malgré l'effort de dissimulation et de maquillage que la police avait fourni pour détourner les regards. Câbles utilisés pour les chocs électriques d'une intensité de 48 volts, attaches pour la suspension, ont été découverts dans les salles d'interrogation aux départements de police de Batman, de Diyarbakir et autres postes de police de la région. Les membres de la commission ont également entendu de nombreux témoignages choquants appuyés par des centaines de photos de victimes torturées. En une semaine d'investigation, 2000 victimes ont été auditionnées, des milliers de

documents et 50 heures de film vidéo ont été recueillis. De plus, de nombreux anneaux en fer employés pour la pendaison palestinienne y ont été retrouvés. Selon les enquêteurs, les petits anneaux servent à pendre les victimes au plafond et les cerceaux sont utilisés pour les rouler sur le parquet. Des sacs de sable leur semblent également être des instruments de torture. Par ailleurs, les enquêteurs ont constaté dans de nombreux départements de police que les parquets étaient mouillés et que certains étaient en dessous des normes régulières de la santé.

Toujours selon les membres de la commission, les mauvais traitements des prisonniers ont souvent lieu lors des transferts. Au reste, des médecins associés à la commission parlementaire ont constaté des traces de torture sur de nombreux prisonniers.

Face à ces constatations tragiques, les responsables de la police locale n'ont eu que des réponses ridicules à fournir aux enquêteurs. A la demande insistante de la commission, une liste appelée "liste des fugitifs", contenant des milliers de noms livrés par les détenus, a été remise aux parlementaires. Sema Piskinsut, constatant l'illégalité de la procédure a déploré que des noms soient inscrits sans aucun fondement et aucune investigation. Les responsables locaux ont quant à eux "plaisanté" en disant "vous aussi vous êtes fichée Mme la présidente". Interrogés sur la raison pour laquelle aucune femme n'assiste aux interrogatoires, un responsable a rétorqué spontanément qu'"aucune personne ayant des enfants ne pouvait supporter cela". Un autre a avancé sans gêne que "l'interrogatoire était une tâche très plaisante".

• **LA TURQUIE, PREMIER DE LA LISTE DES PAYS AYANT EMPRISONNÉ SES JOURNALISTES.** Le Comité de Protection

des journalistes (CPJ) a, 27 mars rendu public son rapport de l'année 1997. Comme en 1996, la Turquie reste le premier pays à violer les droits et libertés des journalistes et cela malgré 37 libérations au cours de l'année écoulée.

En 1997, le nombre de journalistes emprisonnés dans le monde était de 129, contre 185 en 1996. Les libérations intervenues en Turquie ont largement contribué à cette baisse, d'ailleurs, le CPJ considère que ces relaxations ont été la plus grande évolution de l'année. Toutefois la Turquie reste le premier de la liste des pays cités dans ledit rapport avec ses 29 journalistes emprisonnés. Avec 20 journalistes tués, elle figure à la septième place dans un autre "palmarès", celui des journalistes assassinés dans le monde.

Alors que la commission de justice du parlement turc examinait le 31 mars un projet de loi amendement le code pénal turc pour empêcher l'emprisonnement de l'avocat Esber Yagmurdereli, la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul a ouvert une autre instruction à l'égard de Haluk Gerger, Yalçın Kuçuk et Kemal Burkay, accusés "de propagande séparatiste pour les propos qu'ils ont tenus au cours d'une émission de MED-TV le 19 novembre 1995". La première audience du procès aura lieu le 7 mai 1998.

Par ailleurs, à la veille de la Journée internationale de la liberté de la presse, le 3 mai 1998, Reporters sans frontières a publié son rapport annuel faisant le point sur les violations de la liberté de la presse dans 140 pays. En 1997, 26 journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions et au 14 avril 1998, 102 journalistes étaient emprisonnés pour leurs activités professionnelles.

La Turquie est un des pays qui enregistre le plus de violations des libertés à l'égard des journalistes. Selon le rapport, en 1997, près d'une vingtaine de journalistes ont été torturés en détention et au moins 255 ont été interpellés ou incarcérés. Le procès des onze policiers accusés du meurtre de Metin Goktepe, journaliste d'extrême gauche battu à mort, est largement retracé avec ses rebondissements dans le rapport.

De même, l'édition de 1998 dénonce la pratique de torture quasi systématique en Turquie et souligne que "les collaborateurs d'organes de presse pro-kurdes ou d'extrême gauche sont très souvent torturés dans les locaux des sections en charge de la lutte antiterroriste. En 1997, au moins 16 journalistes ont subi ce sort".

Toujours selon le rapport, 91 journalistes sont détenus en Turquie "sans qu'il soit possible d'affirmer qu'ils le sont pour leurs opinions ou pour avoir exercé leur profession". 62 journalistes y ont fait l'objet d'agressions et 73 autres ont été menacés ou harcelés en 1997 (estimation minimale). De plus, d'autres moyens de pressions sont utilisés contre les journalistes, tels que des pressions juridiques, administratives ou économiques; des procès ont été organisés contre des journalistes appartenant à au moins 44 médias turcs entre le 1er janvier et le 31 décembre 1997. 89 médias ont été suspendus pour des périodes variables ou fermés ou encore suspendus pour une durée indéfinie et au moins 33 quotidiens ou périodiques ont été saisis.

• **LE VAL D'AOSTE DÉCERNE À LEYLA ZANA SON LE PRIX DE LA FEMME DE L'ANNÉE 1998.** Le Conseil régional du Val d'Aoste a remis le 18 avril 1998, au cours d'une

cérémonie réunissant des personnalités du monde de la culture, de la science et de la presse, le Prix de la Femme de l'Année à Leyla Zana. Le jury, présidé par François Stévenin, président du Conseil régional du Val d'Aoste a motivé sa décision unanime par ces mots: *"Première femme kurde élue députée de toute l'histoire de la Turquie, a renoncé au bien le plus fondamental de l'homme, la liberté, pour défendre son peuple. Condamnée et incarcérée à la prison d'Ankara, elle est devenue le symbole de la résistance kurde pour la reconnaissance des valeurs démocratiques fondées sur la paix et la justice sociale"*.

Deux autres candidates, la militante calabraise Mme Teresa Cordopatri dei Capece et la journaliste algérienne Salima Ghezali ont également été distinguées par le prix.

Par ailleurs, Mme Claudia Roth, députée du parlement européen et vice-présidente s'est vue refusée l'autorisation de rendre visite à Leyla Zana, emprisonnée à Ankara. *"Malheureusement ça s'est passé comme d'habitude (...) Le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem m'avait dit lundi qu'il n'était pas en mesure de transmettre ma requête"* a déclaré Mme Roth, en visite à Ankara pour une réunion de la commission parlementaire mixte Turquie-Union Européenne.

• **RECONDUCTION DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LES 6 PROVINCES KURDES.** Le Parlement turc a décidé, mardi 24 mars, de prolonger pour quatre mois et à partir du 30 mars, l'état d'urgence dans les régions kurdes, décrété en juillet 1987 pour remplacer la loi martiale en vigueur en 1979. Ainsi Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sirtak, Tunceli et Van resteront

sous un régime d'exception où un super-préfet détient des pouvoirs extraordinaires. En octobre 1997, l'état d'urgence avait été levé dans les provinces de Batman, Bingol et Bitlis.

• **LE PARLEMENT TURC DÉCIDE DE CRÉER UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA FORTUNE DE MME ÇILLER.** La motion présentée contre Mme Tansu Ciller, ancien Premier ministre turc, a été adoptée le 21 avril au Parlement turc. Déposée par des députés des trois partis de l'actuelle coalition gouvernementale, la motion demande une enquête sur les biens personnels de l'intéressée. Les partis gouvernementaux affirment qu'elle a acquis illégalement des biens d'une valeur de 2,5 millions de dollars lorsqu'elle était Premier ministre. Une commission parlementaire sera constituée pour enquêter sur la fortune de Mme Çiller. A la suite du rapport de cette commission, qui devra être remis dans les deux mois, l'Assemblée plénière aura à se prononcer sur son sort et en cas d'approbation Mme Çiller sera alors déférée devant la Cour constitutionnelle.

Par ailleurs la commission préparatoire examine une autre requête demandant la levée d'immunité parlementaire des ténors du parti de la Juste Voie (DYP) dont Mme Çiller, Mehmet Agar, Meral Aksener, respectivement vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur dans le précédent gouvernement de coalition DYP- Refah (islamiste).

Mme Çiller qui avait échappé de peu, sous le gouvernement à dominante islamiste, à trois motions parlementaires l'accusant de corruption, dément toutes les accusations portées contre elle et

parle d'un règlement de comptes politiques.

• **VISITE DE WILLIAM COHEN EN TURQUIE.** M. William Cohen, secrétaire américain à la Défense, accompagné de M. Marc Grossman, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires européennes et canadiennes, sont arrivés vendredi 17 avril en Turquie pour une tournée incluant également la Jordanie, l'Égypte, Israël et la Grèce.

Les relations bilatérales entre les États-Unis et la Turquie, ainsi que les différends avec la Grèce- toutes deux membres de l'OTAN- à propos notamment de Chypre et des missiles russes commandés par Nicosie qui suscitent la colère et l'inquiétude d'Ankara, étaient à l'ordre du jour.

L'agenda du M. Cohen comprenait par ailleurs, d'autres questions non moins importantes: le projet turc d'acquisition des F-15, son programme d'achat d'hélicoptères d'assaut pour un montant de \$3,5 milliards, son projet de fabrication d'au moins 800 tanks pour un contrat de \$4,5 milliards et la question des frégates en supplément des trois premières Perry-class.

Le secrétaire américain s'est également rendu samedi 18 à la base d'Incirlik auprès des troupes américaines participant à l'opération "Northern Watch" de surveillance de la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak. Il a déclaré que *"l'Irak n'obtiendra pas d'allègement des sanctions de l'ONU tant qu'il ne fournira pas la preuve de la destruction de ses stocks d'armes chimiques et bactériologiques"*.

Au lendemain de cette visite la Turquie a annoncé qu'elle projetait de lancer cette année un appel

d'offres international pour moderniser ses vieux chars de combat M60 de fabrication américaine, un contrat atteignant plus de \$500 millions.

Des firmes américaine, israélienne et européennes s'intéressent de près à ce marché. En plus de la modernisation de ses M60, la Turquie a l'intention de fabriquer quelque 1000 chars de combat avec une firme qui reste à choisir et pour un montant de \$5 milliards.

• **LE PARLEMENT RUSSE DEMANDE À LA TURQUIE DE S'ASSEOIR À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS AVEC LES KURDES.** Le Parlement russe, la Douma, a demandé à la Grande Assemblée turque de s'asseoir à la table des négociations avec les Kurdes. A ce titre, la Douma a adopté une résolution sous le titre d'*"un appel pour une solution au problème kurde"*. La résolution en question souligne que le refus turc d'une solution pacifique au problème fait courir à toute la région des risques incalculables. *"La solution la plus intelligente passe par l'octroi d'un statut politique particulier à la région kurde"* a déclaré la Douma. Pour que le sang cesse de couler, elle a appelé les parlementaires turcs à user de leur autorité pour s'asseoir à la table des négociations de la paix avec les Kurdes. *"A l'origine du problème réside le refus du droit à l'autodétermination pour le peuple de la région et l'application d'une politique génocidaire et discriminatoire contre le peuple kurde"* a ajouté le Parlement russe.

Les autorités et médias turcs désignent la récente réunion tenue à Istanbul avec les pays du Caucase pour la promotion d'un oléoduc Bakou-Ceyhan comme la cause principale de la politique russe. La

Russie est mécontente de voir le pétrole de la Caspienne transiter par la Géorgie et la Turquie. Elle souligne qu'un tel oléoduc traverserait le Kurdistan turc et donc serait vulnérable aux attaques de la guérilla kurde, active dans cette région. Le territoire russe serait, selon Moscou, beaucoup plus sûr pour un oléoduc. De son côté, Washington favorise les projets renforçant l'indépendance des ex-républiques soviétiques du Caucase et d'Asie centrale de façon à les détacher définitivement de la Russie.

• **LA LIGUE ARABE ADOPTE UNE RÉOLUTION CONTRE LA TURQUIE.** Au cours de la réunion des ministres de la Ligue Arabe au Caire, une résolution demandant à la Turquie de revoir sa coopération avec Israël a été adoptée le vendredi 27 mars 1998. La Ligue a également appelé à ce que ses membres réexaminent leurs contrats avec les compagnies qui prennent part à la construction des barrages turcs sur le Tigre et l'Euphrate et a déploré que la Turquie continue cette construction sans concertation avec la Syrie ou l'Irak.

• **LA LICENCE DE MED-TV MISE EN DANGER EN ANGLETERRE.** La Commission Indépendante de la Télévision britannique (ITC) a officiellement donné un avertissement à la chaîne kurde par satellite MED TV pour le contenu de ses programmes. *"Ces derniers jours MED TV a reçu un avertissement formel de la part de l'ITC à cause d'un programme où un commandant du PKK se livrait à l'incitation à la violence"* a déclaré un responsable britannique. Il a ajouté qu'*"à la fin du mois de janvier, l'ITC a condamné MED TV à une peine d'amende car cette chaîne déroge à son devoir d'impartialité..."*. Selon l'agence de presse turque Anatolie, Med TV a été

sommée de payer £ 90 000 à la Commission à la suite des plaintes du ministère turc des affaires étrangères. Les autorités turques exercent une forte pression pour faire cesser les émissions de MED TV, unique chaîne de télévision en kurde très regardée au Kurdistan.

• **RÉPRESSION SANGLANTE LORS DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES EN TURQUIE.** Matraques et bombes lacrymogènes étaient présentes à la journée internationale des femmes en Turquie. Le 8 mars 1998, près de 2000 personnes, selon la police, ont marché sur une des avenues principales de la partie européenne de la ville, vers la place Taksim. Interdite d'accès et sommée de se disperser, la foule rejointe par d'autres manifestants et forte de 3000 personnes a affronté la police. Les forces de l'ordre ont matraqué et jeté des bombes lacrymogènes sur les manifestants qui ont lancé des pierres en réponse. Les autorités turques ont accusé le Parti de la démocratie du Peuple (HADEP-prokurde), d'être la cause des incidents car parmi les protestants, il y avait des femmes habillées aux couleurs nationales kurdes; rouge, vert et jaune. Pourtant on ne pouvait lire sur les bannières en turc et en kurde que; *"Vive le 8 mars"* ou encore *"Halte à la torture dans les prisons"*.

La police a procédé à au moins cinquante interpellations, dont celles de deux reporters du quotidien prokurde *Ülkede Gündem*, Faruk Aktas et Bülent Acar. Par ailleurs, plusieurs manifestants ont été blessés au cours de l'incident.

Selon la police, une autre manifestation organisée à l'appel d'associations et syndicats rassemblant plus d'un millier de femmes dans le quartier de Sisli a pris fin dans le calme.

A Diyarbakir, chef-lieu du Kurdistan, une marche de femmes a été interdite par la police. Les manifestantes se sont pacifiquement dispersées à la demande des forces de l'ordre, selon l'agence de presse Anatolie.

• **LA TURQUIE ET LA FRANCE SIGNENT UN ACCORD DE 441 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES MISSILES ANTICHARS.** Un accord préliminaire d'une valeur de \$441 millions a été signé 12 mars 1998 par le ministère turc de la Défense et la société française Aérospatiale pour la production conjointe de missiles antichars Eryx, d'une portée de 600 mètres, très efficace contre toutes sortes de blindage.

Après l'accord intervenu l'an dernier entre Ankara et le consortium franco-allemand Eurocopter pour la production de 30 hélicoptères Cougar AS-532, c'est le second accord commercial franco-turc dans le domaine de la défense en terme de valeur. Un contrat de \$50 millions avait également été signé entre les deux pays en septembre dernier pour la vente à la marine turque de cinq dragueurs de mines de la classe Circé de la marine française. Par ailleurs un contrat de \$52 millions a été d'être signé le 20 mars avec la firme italienne Augusta pour la vente de cinq hélicoptères AB-412. Selon les autorités, ces appareils seront utilisés dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, la contrebande et l'émigration illégale vers les pays européens.

du conflit avec l'Iran. - JACQUES CHIRAC INVITE SADDAM HUSSEIN À RESPECTER PLEINEMENT SES ENGAGEMENTS. Tout manquement aurait de graves conséquences. (*Le Monde*, 5 mars 1998), p.9.

YESIL, L'ILLUSOIRE, UN DIRIGEANT DU CHP REND VISITE AU SIÈGE DE HADEP. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1998), p.10.

UN CHANGEMENT DE FORTUNE POUR LE LEADER DE L'OPPOSITION IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 5 mars 1998), p.12.

LA COLÈRE ALLEMANDE À PROPOS DE L'INSULTE DU PREMIER MINISTRE TURC. (*Financial Times*, 7/8 mars 1998), p.13.

LES SOUVERAINS DU GOLFE DANS DES EAUX TROUBLES SUR LEUR POSITION ENVERS L'IRAK ET L'IRAN. (*Financial Times*, 7/8 mars 1998), p.13.

## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN CRITIQUE À NOUVEAU LA SITUATION ACCABLANTE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Gamk*, 2-3 mars 1998), p.1.

LA STRATÉGIE DE SADDAM, OU LE DICTATEUR EST DANS LES DÉTAILS. (*International Herald Tribune*, 3 mars 1998), p.2.

MAZLUMDER: 237 OFFICIERS EXPULSÉS POUR LEURS OPINIONS RELIGIEUSES. (*Turkish Daily News*, 4 mars 1998), p.2.

UN LEADER DE L'OPPOSITION IRAKIENNE DEMANDE L'AIDE DES ÉTATS-UNIS. (*Turkish Daily News*, 3 mars 1998), p.3.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ A TROUVÉ UN COMPROMIS SUR LA FORMULATION DE SA MISE EN

GARDE À L'IRAK. (*Le Monde*, 4 mars 1998), p.4.

LA PRIORITÉ D'ANKARA: DES RELATIONS MEILLEURES AVEC LES VOISINS. (*Turkish Daily News*, 4 mars 1998), p.5-6.

NOUVELLE INVITATION EUROPÉENNE À LA TURQUIE. - ENTRETIEN ENTRE LEYLA ZANA ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT AMÉRICAIN. (*Gamk*, 4 mars 1998), p.7.

L'UNION EUROPÉENNE TEND UNE BRANCHE D'OLIVIER À LA TURQUIE DANS LES POURPARLERS SUR CHYPRE. - PARLER DU BON SENS À LA TURQUIE. (*Financial Times*, 5 mars 1998), p.8.

EN IRAK, LES DEUX VILLES SAINTES DU CHIISME PLEURENT TOUJOURS LEURS PÈLERINS. Karbala et Najaf payent le prix de l'insurrection de 1991 et

LA FRANCE VEUT ADOPTER ENVERS L'IRAK UNE " PÉDAGOGIE RÉPÉTITIVE ". L'accord du 23 février, concernant l'inspection des sites " présidentiels ", n'a toujours pas été appliqué (*Le Monde*, 8/9 mars 1998), p.14.

LA CRISE POLITIQUE N'INTERDIT PAS LES GRANDES MANŒUVRES COMMERCIALES. Les sociétés américaines viennent voir ce qui se passe ici, assure un observateur. (*Le Monde*, 8/9 mars 1998), p.15.

ESCALADE VERBALE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TURQUIE (*Le Monde*, 8/9 mars 1998), p.15.

LES TROUPES TURQUES ONT TUÉ 40 SÉPARATISTES KURDES, AFFIRME L'AGENCE OFFICIELLE TURQUE. (A.F.P., 9 mars 1998), p.16.

LA TURQUIE ANNULE UNE VISITE MINISTÉRIELLE SUR FOND DE CRISE

AVEC BONN. (A.F.P., 10 mars 1998), p.16.

OFFENSIVE DE L'ARMÉE TURQUE CONTRE LE PKK DANS LE SUD-EST. (A.F.P., 11 mars 1998), p.16.

LE JEU DE COQUILLE DE SADDAM, L'ACCORD QUE KOFI ANNAN RAPPORTE DE BAGDAD POURRAIT NE PAS TENIR LONGTEMPS. (*Time*, 9 mars 1998), p.17.

LES ETATS-UNIS OFFRENT À LA RUSSIE UN ACCORD SUR LES SATELLITES SI CELLE-CI ARRÊTE (sa vente de) TECHNOLOGIE DE MISSILES À L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 10 mars 1998), p.18.

DAMAS POUSSE SES KURDES À REJOINDRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 10 mars 1998), p.19.

ATHÈNES ESSAIE DE RASSEMBLER LES MÈRES DES MEMBRES DU PKK TUÉS. (*Turkish Daily News*, 10 mars 1998), p.19.

L'INSPECTEUR-CLÉ D'ARMEMENT QUITTE L'IRAK, ACHEVANT LE PREMIER TEST DE L'ACCORD. (*International Herald Tribune*, 11 mars 1998), p.20.

LES HAVANES DE KOFI ANNAN. L'accord négocié à Bagdad a été considéré comme un grand succès pour l'ONU et pour son secrétaire général. " On attaque le secrétaire général pour avoir établi une relation humaine avec Saddam Hussein. C'était la seule manière de se faire entendre ". (*Le Monde*, 11 mars 1998), p.21.

HALABJA, 10 ANS PLUS TARD ENCORE EMPOISONNÉ EN CORPS ET ESPRIT. (*International Herald Tribune*, 12 mars 1998), p.23.

ANKARA ATTEND UN GESTE DES EUROPÉENS, Analyse : De part et d'autre les déclarations d'intention ne suffisent plus. (*Le Monde*, 12 mars 1998), p.24.

L'ALLEMAGNE CRITIQUE SES PARTENAIRES DE L'U.E. SUR LES RELATIONS AVEC LA TURQUIE. (A.F.P., 12 mars 1998), p.24.

M. DEMIREL DÉFEND LES MILITAIRES DANS UNE POLÉMIQUE IMPLIQUANT L'ARMÉE. (A.F.P., 12 mars 1998), p.25.

UNE CONDAMNATION DE 248 MILLIONS DE DOLLARS CONTRE L'IRAN, MAIS COMMENT LES COLLECTER ? (*International Herald Tribune*, 13 mars 1998), p.26.

VOYAGE AU CŒUR DE LA TURQUIE ORIENTALE. LE SILENCE, LE SANG ET LA MAFIA. REPORTAGE : Quand une journaliste d'Istanbul débarque à Urfa, ville de province proche de la frontière syrienne, elle peut avoir l'impression de changer de planète ou de siècle... Seules les armes et les voitures sont de notre époque... (*Courrier International*, 12-18 mars 1998), p.27.

KINKEL APPELLE LA TURQUIE À METTRE DE CÔTÉ LA QUERELLE. (*Turkish Daily News*, 14 mars 1998), p.31.

MIT EST EN CONTACT AVEC LA CIA ET LE MOSSAD. (*Turkish Daily News*, 14 mars 1998), p.31.

IL Y A DIX ANS, TERREUR CHIMIQUE À HALABJA. Le 16 mars 1988, les Irakiens bombardent la cité kurde : au moins 5000 morts. (*Libération*, 16 mars 1998), p.32.

LES IRANIENS MONTRENT UN INTÉRÊT CROISSANT POUR LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 18 mars 1998), p.33.

55 SÉPARATISTES KURDES TUÉS DANS UNE OPÉRATION DE L'ARMÉE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 16 mars 1998), p.34.

LA TURQUIE SE DÉFEND CONTRE LE PKK ET AFFIRME NE PAS VOULOIR ENVAHIR L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 18 mars 1998), p.34.

HALABJA UNE BOMBE GÉNÉTIQUE. (*Dagens Nyheter*, 16 mars 1998), p.35.

24 REBELLES DU PKK TUÉS EN TROIS JOURS, selon Ankara. (A.F.P., 15 mars 1998), p.36.

DU KURDISTAN AU PARLEMENT SUÉDOIS VIA TENSTA (banlieue d'immigrés de Stockholm). Le parcours de la députée social-démocrate Nalin Baksi. (*Stadsdelstidningen*, 16 mars 1998), p.35.

APPELANT À UN CHANGEMENT DE POLITIQUE COURAGEUX, L'IRAK DEMANDE AUX ETATS-UNIS DE CONSTRUIRE DE NOUVELLES RELATIONS. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1998), p.38.

LE GOUVERNEMENT D'ANKARA SURVIT À UNE MOTION DE CENSURE SUSCITÉE PAR L'INTERDICTION DU FOULARD ISLAMIQUE. (*International Herald Tribune*, 18 mars 1998), p.38-39.

IL EST TEMPS POUR L'AMÉRIQUE DE PRÉPARER UN PLAN DE FIN DE PARTIE POUR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 19 mars 1998), p.39.

LES KURDES, UN PEUPLE EN PÉRIL. En parallèle à l'exposition de Suayip Adlig, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, a alerté l'opinion publique sur les dangers qui menacent un peuple en mal identité. (*La Dépêche*, 19 mars 1998), p.40-41.

TURQUIE: CLÉMENCE RELATIVE POUR DES POLICIERS TUEURS. (*Libération*, 20 mars 1998).

LA COUR TROUVE 5 POLICIERS COUPABLES DE LA MORT DU JOURNALISTE GÖKTEPE. (*Turkish Daily News*, 20 mars 1998), p.41.

MUSIQUE SPÉCIALE POUR LES "FORCES SPÉCIALES". (*Turkish Daily News*, 20 mars 1998), p.42.

PROCÈS D'UNE ALLEMANDE ACCUSÉE D'AVOIR COMBATTU DANS LES RANGS DU PKK. (A.F.P., 19 mars 1998), p.43.

MEURTRE DE JOURNALISTE: LA FAMILLE POURRAIT SAISIR LA COUR EUROPÉENNE. (A.F.P., 19 mars 1998), p.43.

LE MASSACRE DE HALABJA DOIT ÊTRE JUGÉ. (Turkish Daily News, 20 mars 1998), p.44.

LE ROI HUSSEIN: PAS DE PLANS POUR REJOINDRE LA COOPÉRATION MILITAIRE TURCO-ISRAËLIENNE. (Turkish Daily News, 20 mars 1998), p.44.

REDDITION D'UN IMPORTANT COMMANDANT KURDE REBELLE, selon le gouvernement turc. (A.F.P., 21 mars 1998), p.45.

MESUT YILMAZ TENTE DE RÉDUIRE LA TENSION AVEC L'ARMÉE. (A.F.P., 21 mars 1998), p.45.

ARRESTATION DE TROIS ITALIENS EN TURQUIE. (A.F.P., 22 mars 1998), p.46.

M. YILMAZ S'ENGAGE SOUS LA PRESSION DE L'ARMÉE À COMBATTRE LE FONDAMENTALISME. (A.F.P., 22 mars 1998), p.46.

L'ARMÉE TURQUE TUE SEPT SÉPARATISTES KURDES. (A.F.P., 22 mars 1998), p.46.

TURQUIE : NECMETTIN ERBAKAN DÉSEPÈRE LA JEUNE GARDE ISLAMISTE. Officiellement interdit d'activité politique pour cinq ans, l'ex-Premier ministre dirigera par procuration le nouveau parti intégriste, le Fazilet, créé pour remplacer le Refah dissous. (Courier International, 19-25 mars 1998), p.47.

LE ROYAUME DU DÉSIR, CRITIQUE DU LIVRE " KURDISTAN, IN THE SHADOW OF HISTORY ". (The Nation, 23 mars 1998), p.48.

LES KURDES IRAKIENS ÉCHANGENT DES PRISONNIERS. (Turkish Daily News, 23 mars 1998), p.50.

S'ÉTANT RENDU SAKIK RESTE SOUS LA GARDE DU PDK. (Turkish Daily News, 23 mars 1998), p.51.

LA TURQUIE PEUT-ELLE MANIER LA VISITE DU PAPE ? (Turkish Daily News, 23 mars 1998), p.52.

LE PKK CONDAMNE LA " TRAHISON DE LA CAUSE KURDE " D'UN DE SES COMMANDANTS. (A.F.P., 24 mars 1998), p.53.

RECONDUCTION DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS SIX PROVINCES TURQUES. (A.F.P., 24 mars 1998), p.53.

DES DÉPUTÉS ITALIENS BRANDISSENT LE DRAPEAU KURDE AU PARLEMENT. (A.F.P., 26 mars 1998), p.54.

NOUVELLES ARRESTATIONS DE DIRIGEANT D'UN PARTI PRO-KURDE. (A.F.P., 26 mars 1998), p.54.

LA TURQUIE COMBATTRA LE FONDAMENTALISME DANS LE CADRE DE LA DÉMOCRATIE. (A.F.P., 27 mars 1998), p.54.

LES GÉNÉRAUX TURCS CRITIQUENT L'INEFFICACITÉ DU POUVOIR CONTRE L'EXTRÉMISME RELIGIEUX. (Le Monde, 25 mars 1998), p.55.

BAGDAD DÉMENTIT UN RAPPORT DISANT QU'IL A ENVISAGÉ D'EMPOISONNER LA GRANDE-BRETAGNE. (International Herald Tribune, 25 mars 1998), p.55.

POURQUOI LA TURQUIE DEVRAIT-ELLE RAPATRIER SEMDIN SAKIK ? (Turkish Daily News, 25 mars 1998), p.56.

SEMAINE TENDUE DANS LE DOMAINE POLITIQUE. (Turkish Daily News, 25 mars 1998), p.56.

LE DOSSIER DE FERMETURE DU DKP DEVANT LA COUR CONSTITUTIONNELLE. (Turkish Daily News, 25 mars 1998), p.58.

L'IRAK DONNERA À L'ONU L'ACCÈS AU SCIENTIFIQUE D'ARMEMENT EMPRISONNÉ. (International Herald Tribune, 26 mars 1998), p.58.

ARMÉNIENS EN TURQUIE : " NOUS SOMMES D'ICI. A ISTANBUL, LA TERREUR DE 1915 EST UN SOUVENIR FANÉ ". (International Herald Tribune, 26 mars 1998), p.59.

LA TURQUIE VA RELANCER SA LUTTE CONTRE LE FONDAMENTALISME RELIGIEUX. (A.F.P., 27 mars 1998), p.60.

DES ANCIENS MEMBRES DU PKK REJOignent LE FRONT DU PDK EN LUTTE CONTRE LE GROUPE SÉPARATISTE. LES DIVISIONS ACTUELLES AU SEIN DU PKK VONT AFFECTER LA POLITIQUE SYRIENNE, AFFIRMENT DES SOURCES. (Turkish Daily News, 27 mars 1998), p.61.

IRAN ET GRÈCE ACCUSÉS D'AIDER LE PKK. (Turkish Daily News, 27 mars 1998), p.62.

LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT RELÂCHE AHMET TURK. (Turkish Daily News, 28 mars 1998), p.62.

MED TV NE RÉUSSIT PAS À OUVRIR UN BUREAU AUX PAYS-BAS. (Turkish Daily News, 28 mars 1998), p.63.

TURQUIE : GOUVERNEMENT ET ARMÉE S'ACCORDENT SUR LA LUTTE ANTI-ISLAMISTE. (Le Monde, 29 mars 1998), p.63.

DES SÉPARATISTES KURDES À CHYPRE AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE ANKARA. (A.F.P., 29 mars 1998), p.64.

ANKARA ACCUSE LA GRÈCE DE FACILITER L'ENTRAÎNEMENT DES

REBELLES KURDES. (A.F.P., 28 mars 1998), p.64.

TÉHÉRAN ÉTUDIE LA PROPOSITION AMÉRICAINE D'OUVRIR UN BUREAU. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1998), p.65.

TROIS NOUVELLES ARRESTATIONS DE DIRIGEANTS D'UN PARTI PRO-KURDE. (A.F.P., 30 mars 1998), p.65.

UN HÂVRE HÉLLÉNIQUE. L'AFFLUX DES RÉFUGIÉS KURDES VERS LA GRÈCE AJOUTE AU CYCLE DE VIOLENCE ET DE VENGEANCE. (*Time*, 30 mars 1998), p.66.

TURQUIE : LENDEMAINS DE CAUCHEMAR. Rejetée par l'Europe, suspectée par le monde arabo-islamique, confrontée, à l'intérieur, à une montée des périls du fait de l'irréductibilité kurde, de la poussée islamiste et de la corruption généralisée de la classe politique, la Turquie n'en reste pas moins une pièce maîtresse sur l'échiquier moyen-oriental. (*Le Nouvel Afrique Asie*, mars 1998), p.67.

QUAND " NOTRE " AMI SADDAM GAZAIT SES KURDES. L'hégémonie des États-Unis à l'épreuve. (*Le Monde Diplomatique*, mars 1998), p.69.

L'ACCORD D'ANKARA VISE À MAINTENIR LA PRESSION SUR LES ISLAMISTES. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1998), p.71.

COHEN VA VISITER LA TURQUIE EN AVRIL. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1998), p.71.

VERS DES LIENS NORMAUX ENTRE L'IRAN ET L'AMÉRIQUE. (*International Herald Tribune*, 31 mars 1998), p.72.

VISITE MERCREDI DU GÉNÉRAL AMÉRICAIN WESLEY CLARK EN TURQUIE. (A.F.P., 31 mars 1998), p.73.

SÉRIE DE PRISES D'OTAGE DANS LES

PRISONS TURQUES. (A.F.P., 31 mars 1998), p.73.

LA SITUATION DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE IRAKIEN POURRAIT-ELLE RETOURNER CONTRE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 74 mars 1998), p.74.

L'AMÉRIQUE ET L'IRAN. (*The New York Times*, 1 avril 1998), p.75.

LE PROBLÈME À ÉLIMINER EN IRAK EST SADDAM LUI-MÊME. (*International Herald Tribune*, 1 avril 1998), p.75.

L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE À L'HEURE DU DÉGEL. Depuis vingt ans, la République islamique n'a cessé de marquer son hostilité à la monarchie saoudienne, allant jusqu'à organiser des manifestations violentes à La Mecque lors du pèlerinage annuel. Son nouveau président, Mohammad Khatami, joue la carte de rapprochement. KURDISTAN HORS DE L'IRAK, POINT DE SALUT. (*Courrier International*, 2-8 avril 1998), p.76.

LA PAGAILLE CHYPRIOTE. (*International Herald Tribune*, 2 avril 1998), p.76.

LA BATAILLE DE LA LAÏCITÉ SE DÉPLACE VERS UNE COUR TURQUE. Le maire d'Istanbul fait face à des charges de subversion. (*International Herald Tribune*, 6 avril 1998), p.77.

LA DÉTENTION DU MAIRE DE TÉHÉRAN SEMBLE JETER DE LA LUMIÈRE SUR LES DIVISIONS POLITIQUES DE L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 7 avril 1998), p.77.

TURQUIE : RELIGION - UN MODESTE PRÊCHEUR DEVIENT LA VEDETTE DE L'"ISLAM MODÉRÉ". Vu d'un bon œil par les Américains, Fethullah Hodja s'est hissé à la tête d'un empire de presse. Sa communauté possède 300 écoles en Turquie et en Asie Centrale. (*Courrier International*, 9-15 avril 1998), p.78.

LE CHEF DU PKK PROPOSE UN CESSEZ-LE-FEU À L'ARMÉE, SELON LA PRESSE. (A.F.P., 7 avril 1998), p.79.

LA TURQUIE MENACÉE D'UNE CRISE FINANCIÈRE ET D'UNE INFLATION GALOPANTE. (A.F.P., 8 avril 1998), p.79.

KURDES : HISTOIRE D'UN PEUPLE SANS PATRIE. Leur territoire s'étend principalement sur la Turquie, l'Iran et l'Irak. Ils n'en ont jamais vraiment été les maîtres. Qui sont-ils ?... (*L'Express*, 9 avril 1998), p.80

LE MAIRE DE TÉHÉRAN ATTISE LA GUERRE DES FACTIONS. Incarcéré pour " corruption ", Karbastchi doit être jugé en public. (*Libération*, 13 avril 1998), p.86.

UN VOILE PUDIQUÉ SUR LA PRESSE IRANIENNE. (*Libération*, 13 avril 1998), p.87.

LES MILITAIRES CAPTURENT LE COMMANDANT DU PKK, SAKIK. (*Turkish Daily News*, 14 avril 1998), p.87.

COMMANDANT REBELLE SAISI PAR DES TURCS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 13 avril 1998), p.88.

UN DIRIGEANT IRANIEN SOUTIEN LE MAIRE DE TÉHÉRAN. (*International Herald Tribune*, 13 avril 1998), p.88.

LA TURQUIE MARQUE UN POINT DANS LE COMBAT CONTRE LES REBELLES KURDES. (*CNN interactive*, 14 avril 1998), p.89.

TURQUIE : LE DIALOGUE OU LA GUERRE, MENACE LE CHEF DU PKK. (*Reuters*, 12 avril 1998), p.90.

LE PDK " CONDAMNE " UNE OPÉRATION MILITAIRE TURQUE. (A.F.P., 13 avril 1998), p.90.

UN RESPONSABLE KURDE CONDAMNÉ POUR FORMATION DE

" BANDE ARMÉE ". (A.F.P., 15 avril 1998), p.91.

IRAN : TCHADOR ET BALLON ROND, CONSERVATEURS ET RÉFORMISTES S'AFFRONTENT. Les iraniennes pourront jouer au foot. Mais pas question d'apparaître non voilées dans la presse... (Le Figaro, 13 avril 1998), p.92.

UN ANCIEN COMMANDANT DU PKK ARRÊTÉ DANS LE NORD DE L'IRAK ET CONDUIT EN TURQUIE. (A.F.P., 13 avril 1998), p.93.

LA DÉROUTE DES KURDES DU PKK, ANKARA ARRETE DEUX RESPONSABLES " HISTORIQUES " DU MOUVEMENT. (Libération, 14 avril 1998), p.94.

L'ARRESTATION DU MAIRE DE TÉHÉRAN MET À RUDE ÉPREUVE LE CAMP DES MODERNISTES. " ULTIME EXAMEN " EN JUSTICE POUR LE JOURNALISTE MORTEZA FIROUZI. (Le Monde, 15 avril 1998), p.95.

LA TURQUIE ANNONCE LA CAPTURE D'UN CHEF DU PKK. (Le Monde, 15 avril 1998), p.96.

UNE ALLÉGATION D'EXÉCUTION DE MASSE EN IRAK " LE NETTOYAGE DE PRISON " ÉTAIT ORDONNÉ PAR LE FILS DE SADDAM AFFIRME LE RAPPORT DE L'ONU. (International Herald Tribune, 15 avril 1998), p.96.

L'ARMÉE CRAIGNAIT QUE SAKIK NE FÛT " ÉLIMINÉ ". (Turkish Daily News, 15 avril 1998), p.97.

TANSU ÇILLER: UN PERSONNAGE CONTROVERSÉ RÉPROUVÉ PAR L'ARMÉE. (A.F.P., 16 avril 1998), p.98.

SEMDIN SAKIK : UN HOMME POUSSÉ VERS LA RÉBELLION PAR LA PAUVRETÉ, SELON LA PRESSE TURQUE. (A.F.P., 17 avril 1998), p.98-99.

L'OPÉRATION DE L'ARMÉE TURQUE DÉBORDE SUR LE NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 16 avril 1998), p.99.

UNE TABLE KURDE À CHERBOURG. Suayip Adlig vient d'ouvrir à Cherbourg un restaurant voué aux spécialités de son pays. Il a été acteur, assistant-réalisateur, photographe kurde réfugié politique depuis treize ans en France. — Point de vue : CES KURDES QU'ON ASSASSINE. (La Presse de la Manche, 16 avril 1998), p.100.

L'ENLÈVEMENT DE SEMDIN SAKIK PAR L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN. (Gank, 17 avril 1998), p.101.

LE PARLEMENT (TURC) VOTE POUR UNE ENQUÊTE SUR ÇILLER. (International Herald Tribune, 17 avril 1998), p.101.

LE PRÉLAT IRANIEN FAIT UN PLAIDOYER POUR L'UNITÉ. Khamenei cherche à raccommoder la division au sujet de l'arrestation du maire de Téhéran. (International Herald Tribune, 17 avril 1998), p.102.

LA CONTROVERSE À PROPOS DE SAKIK CONTINUE. (Turkish Daily News, 20 avril 1998), p.103-104.

LA TURQUIE ET ISRAËL VONT COOPÉRER SUR UN NOUVEAU PROJET DE MISSILE. (Turkish Daily News, 20 avril 1998), p.105.

AVEC DES REBELLES EN CAVALE, LA TURQUIE DEVIENT PLUS DURE. (The Christian Science Monitor, 22 avril 1998), p.106-107.

PAS DE PROGRÈS EN IRAK. (International Herald Tribune, 20 avril 1998), p.107.

L'ANCIEN COMMANDANT DES REBELLES KURDES RISQUE LA PEINE DE MORT. (A.F.P., 18 avril 1998), p.108.

LE MAIRE D'ISTANBUL CONDAMNÉ À DIX MOIS DE PRISON POUR PROPOS SUBVERSIFS. — Un maire pro-islamique condamné en Turquie. — IL EST ACCUSÉ D'INCITATION " À LA HAINE PAR DISCRIMINATION ". (A.F.P., 21 avril; International Herald Tribune, 22 avril; Le Monde, 23 avril 1998), p.108, 111, 113.

L'ÉTAT TURC POURSUIT TOUS AZIMUTS SA LUTTE CONTRE LES MENÉES ISLAMISTES. (A.F.P., 21 avril 1998), p.109.

OPÉRATION POLICIÈRE DANS LES MILIEUX D'AFFAIRES ISLAMISTES: 20 ARRESTATIONS. (A.F.P., 21 avril 1998), p.109-110.

ANKARA REFUSE À UNE DÉPUTÉE EUROPÉENNE DE VOIR UNE EX-DÉPUTÉE KURDE EN PRISON. (A.F.P., 21 avril 1998), p.110.

M. JUNKER CONTESTE AVOIR ÉTÉ L'"EXÉCUTANT DE KOHL" CONTRE L'ADHÉSION D'ANKARA. (A.F.P., 21 avril 1998), p.110.

LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN, VICTIME DU " NÉGATIONNISME D'ÉTAT ". (Le Monde, 23 avril 1998), p.111.

DANS LE SUD DE L'IRAK LA RÉVOLTE DE 1991 EST DEPUIS LONGTEMPS TERMINÉE. (International Herald Tribune, 22 avril 1998), p.112.

UN ORGANISME DES DROITS DE L'HOMME STIGMATISE L'IRAN. (International Herald Tribune, 23 avril 1998), p.113.

UN POLITICIEN TURC, DENIZ BAYKAL, VOIT DES ÉLECTIONS EN MARS 1999. — Des politiciens du Sud-Est débattent des élections. (International Herald Tribune, 23 avril; Turkish Daily News, 25 avril 1998), p.113-115.

REFORGER UNE RÉPONSE À SADDAM. (International Herald Tribune, 24 avril 1998), p.115.

## LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN CRITIQUE À NOUVEAU LA SITUATION ACCABLANTE DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Le Département d'État américain a rendu, vendredi 30 janvier, public son rapport annuel sur la situation dans divers pays du monde. Ce rapport officiel présenté au Sénat, consacre une large place à la situation des droits de l'homme en Turquie. Entre autres abus, il énumère des cas de torture de prisonniers, "les assassinats mystérieux", évoque le sort Kurde et la détention de douzaines de journalistes. Selon le Département d'État, les efforts en matière des droits de l'homme, entrepris par le Premier ministre Mesut Yilmaz depuis le mois de juillet, date de sa prise de pouvoir, ne sont pas suffisants. Voici des extraits de la section de ce rapport consacré à la Turquie: "Dans les six provinces en état d'urgence, le gouverneur de la région autorise les forces de sécurité à opérer des perquisitions sans aucun mandat,



aussi bien chez l'habitant que dans les locaux des partis politiques, de commerçants, d'associations, ou de toutes autres organisations. Selon l'Association du Barreau, autoriser les forces de sécurité dans ces provinces, à procéder à des recherches, arrestations ou saisies sans

mandat est contraire à la Constitution. Au total, six provinces conservent un statut de "province adjacente", autorisant la Gendarmerie (Jandarma) à endosser la responsabilité de la sécurité, à la fois dans les municipalités comme dans les régions rurales, concédant ainsi des pouvoirs extraordinaires au gouverneur de la province les forces gouvernementales aussi bien que les terroristes du PKK ont commis entre eux mais également à l'égard des civils, des violations des droits de l'homme. Selon le gouvernement, de 1984 jusqu'en novembre 1997, 26 532 membres du PKK, 5 185 membres des forces de sécurité et 5 209 civils sont morts dans le conflit.

Dans le but d'affaiblir le soutien logistique du PKK, le gouvernement a rationné nourriture et autres besoins de première nécessité dans la province de Tunceli, le village de Tepe, autour de Lice (province de Diyarbakir) et dans la province de Bingöl, créant de sévères et importantes disettes parmi la population. Selon des responsables des organisations locales des droits de l'homme, Tepe a été bloquée par des militaires pendant deux mois en représailles au meurtre d'un gardien de village par le PKK.

En novembre, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie à trois reprises pour avoir violé l'article

8 (droit au logement). Dans ces trois affaires les forces de sécurité avaient brûlé les maisons des plaignants en 1993. La Cour a mis l'accent sur le fait que le procureur n'avait pas mené d'investigations significatives concernant ces dossiers. En raison des déplacements de population et d'un conflit s'acheminant vers les montagnes, les forces de sécurité ont évacué et détruit moins de villages que dans les années précédentes. Journalistes et responsables des organisations des droits de l'homme se sont vus interdire l'accès au village de Lice où nombreux villageois ont été placés en détention par la police pour avoir refusé de devenir gardien de village. Le nombre exact de personnes déplacées des villages du Sud-Est depuis 1984 reste inconnu. De nombreuses estimations s'accordent sur un chiffre de 2600 à 3000 villages et hameaux vidés de leurs habitants.

Les programmes gouvernementaux d'aide aux villageois évacués apparaissent insuffisants. Les responsables locaux et provinciaux réalisent néanmoins des efforts pour leur fournir des besoins de première nécessité. Restent nombreux, les migrants vivant dans des endroits surpeuplés, aux conditions de vie insalubres avec très peu de perspectives de travail. Selon le gouvernement, 7 608 personnes sont retournées dans 61 villages du Sud-Est cette année.

Le gouvernement organise, arme et finance une force de défense civile dans la région, connue sous le nom de gardiens de village. Si les villageois sont d'accord pour servir, le PKK prend pour cible leur village. Si les villageois refusent de participer, les forces de sécurité peuvent réagir contre eux et leur village. Les gardiens de village ont la réputation d'être les moins bien entraînés et disciplinés parmi les forces de sécurité du Gouvernement. Ils sont fréquemment accusés de corruption, de crimes de droit commun et de violations des droits de l'homme. Outre ces derniers, la Gendarmerie (Jandarma) et les "équipes spéciales" de la police sont considérées comme étant les plus responsables des abus perpétrés.

Le gouverneur régional de l'état d'urgence a le pouvoir de censurer les journaux, d'interdire les grèves ou les lockouts et d'imposer des exiles internes. Seul un recours judiciaire limité peut être formulé contre les décisions administratives du gouverneur.

D'après les chiffres gouvernementaux, 3 223 écoles primaires restent fermées dans les 22 provinces d'Est et du Sud-Est, pour des raisons de sécurité ou par manque d'enseignants.

L'armée de terre turque a mené à l'aide d'un soutien aérien plusieurs opérations dans le nord de l'Irak contre le PKK au cours de cette année. D'après les rapports de la presse, le gouvernement y a envoyé en mai entre 25 000 et 50 000 soldats et en septembre entre 8 000 et 15 000 soldats. En novembre, l'armée turque a combattu le PKK et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) au côté du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK). Les forces turques avaient strictement limité l'accès à la presse durant ces opérations".

# Saddam's Strategy, or the Dictator Is in the Details

By William Safire

WASHINGTON — Having suffered a half-defeat at the hands of President George Bush, Saddam Hussein scored a half-victory over President Bill Clinton. That is apparent to anyone who troubles to read the agreement that Saddam did not deign to sign, especially the "fine print" that United Nations officials urge us to ignore.

But the dictator is in the details. In the key paragraph, Iraq accords inspectors "immediate, unconditional and unrestricted access" to — what? There's no object in that sentence. No clear language states "access to all sites the UN chooses to inspect."

Instead, the secretary-general agreed to a fuzzy "access in conformity with the resolutions referred to in paragraph 1." Search back to paragraph 1 to find out access to what, and you get a couple of 1991 resolutions that leave out the most stringent one that UNSCOM inspectors quote to affirm clear rights of access.

Clintonites pretend this means nothing, but UN bureaucrats and Arab diplomats caught the signal: Access is to be negotiated on a site-by-site basis, with impediments to be introduced as the United States tires of churning its carriers around in the Gulf.

But what of the opening of the eight presidential "palaces" with Yevgeni Primakov's KGB chaperones — isn't that a great victory for access? No; after sanitization, those palaces will be proudly shown to the world's cameras with a smiling "See? All clean. Weren't you foolish to be worried." Then the palaces will be placed off-

limits again — for uncheckable storage of germ warfare equipment.

This is the new technique of "guerrilla peace," the way a third-class power can defeat a superpower. The hapless Clinton team says sternly it intends to test Saddam, but in reality he has been testing us for years — steadily poking holes in our leaky containment.

In his most serious test, Saddam struck at our CIA-sponsored opposition in northern Iraq, wiping out its headquarters in Arbil and bringing the Kurds' Massoud Barzani to Baghdad on his knees. Mr. Clinton expressed irritation by lobbing a few dozen missiles into the southern desert. Small wonder that Saddam was emboldened to throw out inspectors pursuing his germ war production.

His second test of our American resolve was his demand that the UN nearly triple the amount of oil he was permitted to sell. We offered that sop to Cerberus on the eve of UN Secretary-General Kofi Annan's summons to Baghdad, after which Saddam must have danced a jig as Hitler did at Compiègne forest.

Having smashed internal opposition with ludicrous U.S. response; having eroded sanctions in return for another promise to keep broken inspection agreements; having maneuvered the feckless U.S. president into threatening military action without a mission, what is the dictator's next goal?

He does not have to precipitate another confrontation, forcing an American bomb spasm and possibly annoying his guard. As a good guerrilla he only has to harass, give way, harass again.

Little by little, one corruption at a time, he can rid himself of effective inspection and erode the rest of the sanctions — without giving up his ability to develop germs, poison gas and, ultimately, nuclear weapons. And with new oil revenues, the dictator can buy the missile technology to strike anywhere, any time.

For Saddam is not Saddam without the incipient possession of a terror weapon. Without its potential he is just another local dictator. With it he can say to the Arab world: Only I can save you from 60 million nuclear-equipped Persians. Only I can enable you to dream of obliterating the Jewish intruders. Only I can humiliate the superpower.

Mr. Clinton has shown time and again that he is not the one to frustrate Saddam's revival. Nor is our present president likely to be afforded clear provocation for an unavoidable and publicly supported strike.

The Clinton strategy comes as a prayer: Let this cup pass from my lips.

Our next president, confronted with Saddam's tanks rolling through Kuwait to Saudi Arabia, will prepare to counter-attack. Saddam will credibly threaten, if we do, to take out a major U.S. city in a germ attack. We counterthreaten nuclear holocaust. He laughs — just for Saudi oil, are we really ready for an exchange of wholesale death?

At that point, Mr. Clinton's gamble with our security may come in for some criticism.

*The New York Times.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 3, 1998

## Mazlumder: 237 army officers expelled for religious views.

4 March, 1998, Copyright © Turkish Daily News

The pro-Muslim Association of Human Rights and Solidarity for Oppressed People (MAZLUMDER) said Tuesday that the armed forces had expelled 237 officers in the past 12 months because of their religious views.

In a written statement, Mazlumder also criticized authorities for shutting down 406 Koranic courses in the past year, as part of efforts to stamp out Islamic fundamentalism and impose its secular education on the masses.

MAZLUMDER also accused authorities of detaining 1,403 people because of their close ties to Islam.

The rights' group said that many believers of Islam had been submitted to inhuman treatment, in the wake of a February 20, 1998 meeting of the military-dominated National Security Council, which accused the previous Islamist-led government of pandering to religious interests and attempting to establish an Islamist state in Turkey.

"The human rights of religious people have been violated," MAZLUMDER asserted.

It also said that authorities had threatened to fire 1,120 men and women employees for wearing turbans and headscarves. Turkey's pro-western ruling elite views turbans and headscarves as symbols of Islamic fundamentalism.

## Un leader de l'opposition irakienne demande l'aide des Etats-Unis

WASHINGTON, 3 mars (AFP) - Un des dirigeants de l'opposition irakienne en exil, Ahmad Chalabi, a appelé lundi les Etats-Unis à aider son mouvement, le Congrès National Irakien (CNI), à renverser le régime de Saddam Hussein.

"Je suis ici pour demander un soutien américain public -- pas une action américaine clandestine," a affirmé M. Chalabi qui témoignait devant une sous-commission du Congrès responsable pour les Affaires internationales au Sénat.

"Saddam Hussein ne peut être renversé que par une insurrection populaire, il n'est pas susceptible d'être la victime d'un coup d'Etat," a ajouté M. Chalabi, dont le mouvement est basé à Londres depuis 1996.

"Nous demandons aux Etats-Unis de fournir une aide politique, logistique et militaire nécessaire pour affronter et remplacer Saddam," a-t-il affirmé.

"Ce dont nous avons besoin n'est pas une armée américaine d'occupation, mais une armée irakienne de libération," a-t-il ajouté.

M. Chalabi a notamment souhaité que les Etats-Unis déclarent zones d'exclusion militaire les régions au sud du 31ème parallèle, au nord du 35ème parallèle et à l'ouest de l'Euphrate pour permettre à l'opposition de s'y implanter sans risquer l'affrontement avec les blindés irakiens.

"Donnez au Congrès National Irakien une base protégée des chars de Saddam (...) et nous vous donnerons un Irak libre," a affirmé le leader du mouvement de coalition.

M. Chalabi a toutefois accusé le gouvernement américain de l'avoir trahi en 1996 lorsque les forces aériennes américaines qui patrouillent au-dessus de l'Irak, avaient refusé d'intervenir pour bloquer une offensive de Saddam Hussein contre une zone kurde du nord du pays.

Et "nous n'avons reçu aucune aide américaine depuis au moins 18 mois," a-t-il ajouté.

M. Chalabi a estimé que le vice-président américain Al Gore lui avait promis le soutien de Washington dans une lettre datée du 4 août 1993. M. Gore affirmait notamment dans cette lettre que "le président et moi-même vous assurons que nous ne tournerons pas le dos aux Kurdes" et aux autres opposants du régime.

M. Chalabi s'est entretenu à plusieurs reprises ces derniers jours avec des responsables du département d'Etat, mais le gouvernement américain s'est abstenu de lui faire trop de publicité et n'a promis jusqu'à présent que de "renforcer" son soutien à l'opposition.

Un ancien directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA), James Woolsey, a qualifié la politique américaine vis-à-vis de l'Irak de "molasse et irréfléchie", tant sous la présidence du républicain George Bush que sous celle du démocrate Bill Clinton.

M. Woolsey, qui a occupé son poste à la CIA de février 1993 à janvier 1995, a estimé que Washington devrait adopter une politique d'endiguement de l'Irak, associée à un soutien accru à l'opposition marqué notamment par la reconnaissance d'un gouvernement en exil et des réponses militaires musclées aux infractions de Bagdad.

Les Etats-Unis devraient par ailleurs organiser un blocus maritime du Golfe pour mettre fin aux exportations clandestines de pétrole irakien, a-t-il affirmé.

Frank Murkowski, un sénateur républicain de l'Alaska, a récemment affirmé que la valeur de ces exportations illicites de gazole, par l'intermédiaire de l'Iran et des Emirats Arabes Unis, avait augmenté de 10 millions de dollars en 1996 à 75 millions de dollars en 97.ab eaf.tmf

# Le Conseil de sécurité a trouvé un compromis sur la formulation de sa mise en garde à l'Irak

Jacques Chirac dépêche un émissaire à Bagdad

Le président Jacques Chirac devait adresser, mardi 3 mars, un message au président irakien pour l'inviter à « jouer le jeu » s'il veut que son pays

soit réintégré dans la communauté internationale. Le numéro deux du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, devait quitter Paris mardi à midi pour

Bagdad. Auparavant, le Conseil de sécurité avait adopté une résolution avertissant l'Irak contre « les conséquences les plus graves ».

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

En mettant l'Irak en garde, lundi 2 mars, contre « les conséquences les plus graves » que pourrait avoir une éventuelle violation de ses engagements envers les Nations unies, le Conseil de sécurité a rejeté toute idée d'automatisme entre une infraction et le recours à la force. Mais la résolution 1154 adoptée à l'unanimité par le Conseil est sujette à des interprétations contradictoires, car la communauté internationale reste profondément divisée à propos de l'Irak.

Mettant l'accent sur l'avertissement, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne font valoir que la résolution est « le triomphe de la diplomatie soutenue par la force ». Pour la France et la Russie notamment, « la victoire » réside dans le fait d'avoir évité la notion d'un recours automatique à la force et d'avoir introduit implicitement la notion de « lumière au bout du tunnel », c'est-à-dire la levée des sanctions économiques imposées à l'Irak depuis 1991. Cette levée est tributaire du désarmement de Bagdad.

## EXCLUSION DE L'AUTOMATICITÉ

Le texte est en réalité le fruit d'un compromis entre les quinze pays membres du Conseil de sécurité. Malgré leur position a priori dure, les Britanniques, qui avec les Japonais avaient coparrainé la résolution, en ont bien résumé le sens. « Cette résolution adresse deux messages très clairs à l'Irak », a dit l'ambassadeur britannique, Sir John Weston. Le premier s'adresse « à la population pour dire qu'il existe bien une lumière au bout du tunnel, que les sanctions économiques peuvent être levées. L'autre avertit le gouvernement irakien des conséquences graves » d'une éventuelle violation de ses « engagements ». La résolution « n'est pas une menace, mais trace le chemin pour l'avenir ».

L'adoption de la résolution a été rendue possible par l'intervention très active et inhabituelle de pays non alignés, membres du Conseil - tels le Brésil, le Costa Rica, la Suède et la Slovaquie -, qui, bien que divisés, ont tenu à faire respecter l'autorité du Conseil, rejetant ainsi toute automatisme entre une violation et le recours à la force. Outre le Royaume-Uni, les Etats-Unis bénéficiaient du soutien du Japon, de la Gambie, du Portugal et de Bahreïn,



seul membre arabe du Conseil. Le texte est bien différent du projet d'inspiration américaine proposé par Londres et Tokyo. Sous la pression des Républicains, l'administration du président Bill Clinton voulait pratiquement « réécrire le memorandum d'accord » signé par Bagdad et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à propos de l'inspection des sites dits « présidentiels » en Irak. Washington souhaitait aussi introduire l'expression « violation flagrante » des termes du cessez-le-feu, qui aurait impliqué aux yeux des Américains un feu vert pour le recours à la force.

« Conscients de la position difficile de l'administration vis-à-vis des républicains », explique un ambassadeur occidental, « notre stratégie a consisté à grignoter la position amé-

ricaine ». Pour que Washington « puisse affirmer à son opinion publique » que la résolution est ferme, les « pacifistes » au sein du Conseil - c'est ainsi que les nomment les Américains - ont accepté l'expression « conséquences les plus graves », au lieu de « conséquences graves ». En échange, ils ont obtenu qu'il soit expressément dit que le Conseil « reste activement saisi de la question de façon à assurer l'application de la présente résolution et à préserver la paix et la sécurité dans la région », ce qui est interprété comme une exclusion de l'automatisme.

Les Etats-Unis ont rejeté une proposition brésilienne visant à préciser que la violation devait être « déterminée par le Conseil de sécurité ». Ils ont également refusé de

## « L'Irak a retardé » la levée des sanctions

En vertu de la résolution 1154 qu'il a adoptée lundi 2 mars à propos de l'Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU souscrit « au memorandum d'accord » signé par l'Irak et par le secrétaire général de l'ONU. Il souligne que le respect par l'Irak « de l'obligation d'accorder immédiatement, inconditionnellement et sans restrictions » aux inspecteurs qualifiés « les facilités d'accès prévues dans les résolutions pertinentes (...) est nécessaire pour assurer l'application de la résolution 687 (1991), et que toute violation aurait les conséquences les plus graves pour l'Irak ». Le Conseil « réaffirme son intention de se conformer aux dispositions de la résolution 687 (...) et note qu'en refusant jusqu'à présent de s'acquiescer des obligations qui lui incombent en l'espèce, l'Irak a retardé le moment où le Conseil pourra prendre une décision ». Le Conseil décide enfin « de demeurer activement saisi de la question, de façon à assurer l'application de la présente résolution ».

prendre des engagements même verbaux et à huis clos sur l'exclusion de l'automatisme. Mais lors des réunions informelles, auxquelles les Américains n'ont pas participé, affirment des diplomates, Londres et Tokyo, les deux co-auteurs du texte, « se sont solennellement engagés à exclure la notion d'automatisme ».

A l'ouverture de la réunion, M. Annan, tout en rappelant « la nature, les exigences et les promesses » du memorandum d'accord qu'il a signé avec l'Irak, a tenu à adresser son propre avertissement à Bagdad : « L'Irak comprend pleinement que si l'accord fait l'objet d'obstruction, de fraude ou de falsification, il n'y aura pas une deuxième chance pour la diplomatie », a-t-il dit. Rappelant que pour Paris une résolution n'était pas « juridiquement et politiquement » nécessaire, l'ambassadeur français, Alain Dejambet, n'en a pas moins estimé que le texte était justifié parce qu'il « dissipe toute ambiguïté sur la durée des sanctions » et qu'il confirme « les prérogatives du Conseil de sécurité d'une manière qui exclut toute idée d'automatisme ».

Enfonçant le clou, le représentant russe, Sergey Lavrov, s'est félicité du fait que « toute idée d'automatisme pour ce qui concerne l'action militaire a été exclue ». Un rôle « déterminant a été joué par les co-auteurs du texte, qui lors des consultations à huis clos ont pris des engagements dans ce sens », a affirmé M. Lavrov. « Personne, a-t-il insisté, ne peut désormais outrepasser le Conseil de sécurité. »

Un certain scepticisme demeure toutefois de rigueur aux Nations unies. Interrogé sur la stratégie du Conseil de sécurité en cas de violation par l'Irak de ses engagements, un ambassadeur pourtant « pacifiste » répond : « On se déchirera une fois de plus. » Les Etats-Unis « n'attendent personne pour déclencher le feu ». En attendant, les Américains ont une guerre à mener avec leurs propres médias. Interrogé sur sa réaction à la nouvelle résolution sur l'Irak, un responsable de haut rang du département d'Etat, joint par téléphone à Washington, a répondu : « Tout dépend de ce que l'on va lire dans les journaux du matin, il faut voir comment vos collègues anglo-saxons ont décidé d'interpréter la résolution ! »

Afsané Bassir Pour

## Ankara's priority: better ties with neighbors

- New Iranian envoy to arrive by Friday
- **Senior Turkish official:** 'We had to initiate dialogue with Syria, especially at a time during which unexpected developments regarding northern Iraq were taking place'

SAADET ORUC

4 March 1998, Copyright © Turkish Daily News

Ankara - Turkish Daily News

In order to improve relations with neighboring states and Arab friends, the Turkish Foreign Ministry is now spending most of its energy on a new Turkish policy towards the Middle East and its neighbors.

Djelaeddin Namini, charge d'affaires at the Iranian Embassy in Ankara, was invited to the Foreign Ministry on Tuesday to be informed once again about that new policy. Tehran is expected to give its response to Turkish proposals regarding Iraq and its neighbors for the establishment of regional security and economic cooperation.

Turkey presented the details of its peace initiative, which gained urgency with the crisis in Iraq, to Iraq's neighbors in a series of official meetings.

Foreign Ministry Undersecretary Korkmaz Haktanir briefed Iran about Turkey's new project for regional cooperation, while Aykut Cetirge of the ministry discussed the issue with Damascus. Foreign Minister Ismail Cem visited Iraq and Jordan and will travel to Saudi Arabia as a follow-up to that mission. Two main priorities of that plan are the U.N. embargo on Iraq and the territorial integrity of Iraq.

The Turkish initiative consists of the following components:

- An arrangement for Iraq and all its neighbors for regional security and cooperation comprising confidence and security-building measures and not excluding an institutionalized framework;
- An initiative aiming at establishing a zone free of weapons of mass destruction and their delivery systems in the Middle East as envisaged in U.N. Security Council resolutions 687 and the Jordan-Israeli peace treaty of 1994;
- Support for efforts which would facilitate the lifting of all economic sanctions on the Iraqi people; and
- A sequential plan which would assure the security of the entire Iraqi population and enable Iraq to exercise its sovereignty over its territory.

### New Iranian envoy

Meanwhile, the new Iranian ambassador, Hussein Levasani, will be in Ankara by March 6, diplomatic sources told the TDN. Sencar Ozsoy, the new Turkish ambassador, arrived in Tehran late Monday.

Since February 1997, Turkish-Iranian diplomatic relations have gone through a shaky period following a speech by former Iranian envoy Muhammed Reza Bagheri at a special occasion organized by the Bekir Yildiz, the mayor of Ankara's Sincan district. Both countries expelled each other's envoys from their respective capitals. Osman Koruturk, Turkey's former ambassador to Iran, had to leave Tehran and is now representing Turkey in Norway.

### Syria

Commenting on the new period of repairing ties with Syria, a governmental source told the TDN that Turkey had to be in dialogue with Syria, especially at a time when unexpected developments were taking place regarding northern Iraq.

When asked to provide further comments on what he called "unexpected developments," the senior official declined to do so. "Even the creation of rumors over the future of northern Iraq made such communication with neighboring countries urgent," he continued.

Parallel to the crisis between Iraq and the United Nations, a debate over the future of Iraq, particularly over possible scenarios in the region, dominated the region's agenda. Even Deputy Prime Minister Bulent Ecevit was quoted as saying then that the United States may have a hidden agenda regarding Iraq, alluding to the rumors that the United States was in favor of the establishment of a Kurdish state within Iraqi territory.

Washington, however, strongly denied that officially and reiterated its respect for the territorial integrity of Iraq.

### **Turkey: more tolerant?**

Turkish diplomats also seemed more tolerant towards Syria than they had before regarding the Kurdistan Workers' Party (PKK) issue. "Syria has been claiming that the leader of the PKK is not in its territory. So we don't expect an immediate step which would completely deny Damascus' former argument. Perhaps Damascus is planning to expel some leading figures of the PKK or narrow the PKK's area of activity. We don't know. We will wait and see," commented the Turkish official.

### **Reports: 'Syria welcomes good ties with Turkey'**

In a related development, according to a Reuters report, Syria on Monday welcomed good ties with Turkey, and Ankara said it sought to launch a fresh dialogue with Damascus to improve the battered ties between the two neighbors. "We have always called for good ties with Turkey as an Islamic nation. We believe that Turkey's ties with Israel contradict its belonging to the Islamic nations," a senior Syrian official said.

Earlier, Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli said a Syrian delegation might visit Turkey soon, following the recent visit of Turkish envoy Aykut Cetirge to Damascus. "The idea is to start talks on matters of mutual concern," he added.

Syrian Vice President Abdel-Halim Khaddam, in remarks published on Monday reiterated Syria's criticism of Turkey's ties with Israel. "This relationship serves Israel in the short- and long-term, and it inflicts great harm on Turkey's interests in the long-term," Khaddam said during an interview published in the weekly Tishreen's first issue.

"Turkey is an Islamic country regardless of its political system. Its natural place is among the Arab nations. Its normal ties should be with Arab and Islamic nations," he added.

Khaddam said he hoped Turkish leaders would soon realize the dangers for Ankara of relations with Israel. "I don't think that day is far away," he commented.

### **Syrian natural gas**

In addition, Turkey earlier made a offer of cooperation to Syria regarding Syria's natural gas reserves in its northern region. "We, with the Petrochemicals Industry (PETKIM), prepared plans for the construction of factories in the border areas between Syria and Turkey. But the Syrians were not enthused by that proposal," said a senior Turkish Foreign Ministry official, complaining that it was not only Turkey but also Syria who had closed communication channels.

---



# Nouvelle invitation européenne à la Turquie

Recevant mercredi le président turc Suleyman Démirel, le premier ministre espagnol José Maria Aznar a à son tour pressé la Turquie de prendre part à la conférence européenne ouverte aux pays candidats à l'Union européenne. La France, qui est à l'initiative de cette idée, avait déjà lancé un appel en ce sens au président turc



lors de sa visite à Paris au début du mois; mais M. Démirel avait décliné une nouvelle fois l'invitation de M. Chirac, restant sur un refus

provoqué par la décision européenne, en décembre dernier, de laisser son pays à l'écart d'un processus ouvert à dix pays d'Europe centrale et orientale et à Chypre. M. Aznar avait pourtant mis certaines formes pour relancer cette invitation à participer en qualité d'observateur, à la conférence qui doit se tenir très prochainement à Londres; mais l'important contrant portant notamment sur la vente d'appareils militaires à la Turquie n'a pas infléchi l'attitude du président turc, qui appelait la veille encore l'Union européenne à corriger une "erreur historique" et à mettre fin à son attitude "discriminatoire" envers la Turquie dans le processus d'élargissement.

Peut-être le nouveau plan présenté mercredi par les Quinze, qui prévoit l'élargissement de l'accord d'union douanière liant la Turquie à l'Europe, amènera-t-il Ankara sinon à accepter de prendre place sur le strapontin qui lui a été dévolu à Londres, du moins de reprendre le dialogue politique qu'elle a suspendu avec Bruxelles. Mais c'est avec un optimisme mesuré que les Turcs ont pris acte des assurances répétées du commissaire européen aux affaires étrangères, Hans van den Broek, selon

lequel "la Turquie est et reste un partenaire clé de l'Union européenne, malgré les difficultés actuelles". L'élargissement proposé par la Commission européenne concerne les secteurs de l'agriculture et des services; il prévoit également une coopération plus soutenue dans les télécommunications, les investissements, la recherche scientifique, l'environnement, le transport et l'énergie. Mais le

Parlement européen bloque toujours un prêt qui devait servir à financer la mise en place de l'Union douanière, en raison de l'attitude d'Ankara en matière de droits de l'homme. Et la Turquie ne manque pas de rappeler que cette union douanière, ratifiée après de longs atermoiements en décembre 1995 par le Parlement de Strasbourg, profite pour l'heure plus aux Européens qu'aux Turcs.

4 MARS 1998

## Entretien entre Leyla Zana et le secrétaire d'État adjoint américain

Lors de sa visite en Turquie, John Shattuck, secrétaire d'État adjoint américain pour les droits de l'Homme s'était entretenu, samedi 21 février, avec Leyla Zana et les autres députés kurdes emprisonnés à la Prison Centrale d'Ankara. M. Shattuck s'est d'abord assuré auprès de Mesut



Leyla Zana

Yilmaz, Premier ministre turc, du respect des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, juridiction saisie par les députés kurdes. D'après les informations recueillies, le secrétaire d'État adjoint américain a soulevé le sujet au cours de son entretien avec le Premier ministre turc, qui a affirmé que "la Turquie avait déjà déclaré qu'elle se soumettrait aux décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme".

"Le respect de la liberté d'expression est très important pour les États-Unis. C'est pourquoi nous suivons de très près votre affaire" a déclaré M. Shattuck à Leyla Zana. Il a également précisé qu'il se préoccupait de la situation des journalistes emprisonnés en Turquie et qu'une collaboration en matière de

formation entre la police des deux pays est envisagée pour mettre fin à la torture. Selon M. Shattuck, au delà des mesures économiques, la Turquie a besoin d'avoir une approche politico-sociale pour résoudre la question du Sud-Est (kurde).

Leyla Zana, nommée pour le Prix Nobel de la Paix a, quant à elle, demandé aux États-Unis d'annuler la vente d'hélicoptères prévue pour un montant de 3 milliards de dollars à la Turquie. Critiquant la situation des droits de l'homme en Turquie, elle a souligné dans une lettre remis à M. Shattuck que "les États-Unis devraient une fois de plus revoir leur politique quant à la vente envisagée des hélicoptères d'attaques". En décembre dernier, Washington avait donné son feu vert aux firmes américaines Bell Helicopter, Textron et Boeing-McDonnell Douglas pour participer à l'appel d'offres turc portant sur l'acquisition de 145 hélicoptères.

"La torture systématique continue d'être une méthode d'interrogatoire les obstacles à la liberté d'expression n'ont pas été levés, la tragédie kurde se poursuit" a rappelé Leyla Zana à son interlocuteur américain.

# EU holds out olive branch to Turkey on Cyprus talks

By Lionel Barber in Brussels

The European Commission yesterday stepped up its efforts to defuse an escalating crisis with Turkey over European Union plans to open membership negotiations with Cyprus at the end of the month.

Before flying to the divided island for talks with Greek Cypriot leaders, Hans van den Broek, EU foreign affairs commissioner, unveiled proposals for a broader EU-Turkey customs union and deeper co-operation on agriculture, industry and services.

Turkish officials welcomed the Commission proposals, some of which can go forward without risking a Greek veto. But they warned that Ankara would still boycott next week's pan-European conference in London - a meeting the British hosts had hoped might defuse tensions between Greece and Turkey.

Mr van den Broek made an indirect appeal to Greece to stop blocking the release of Ecu375m (\$412m) financial aid to Turkey to finance the Commission's

beefed-up strategy. "[The proposals] will lead to a deepening of our relations," he said. "This will be to the benefit of all our citizens."

Turkey plans to retaliate when the EU formally opens negotiations with the internationally recognised Greek Cypriot government in Nicosia on March 31. The Turks are likely to meet the Turkish Cypriot community to discuss the possibility that Ankara might "annex" the northern half of the island, where 35,000 Turkish troops are stationed.

The British presidency of the EU and the Commission agree that "things are likely to get worse before they get better", said a senior Brussels official.

Some officials involved in the intensive US-EU-UN mediation effort over Cyprus are said to be resigned to the possibility that Turkey will launch air strikes if the Greek Cypriot government goes ahead with its planned deployment of Russian S-300 anti-aircraft missiles later this year. One recipe for breaking the deadlock would be for the Turkish

Cypriot community to join their Greek counterparts in the forthcoming membership talks. Attempts to forge an agreement are bogged down in the long-standing dispute over the status of the participants.

Rauf Denktaş, the Turkish Cypriot leader, refuses to sit alongside the Nicosia government and is holding out for some recognition of the Turkish community as a separate entity. He is also refusing to meet Mr van den Broek, who is pressing for each delegation to sit under the neutral tag of "Cyprus".

In a separate report to the European Parliament, the Commission said the Turkish government's programme for improving human rights and democracy "had not had sufficient impact".

Turkey argues that the EU is applying dual standards on human rights and wants its membership application to be put on the same footing as the 10 candidates from central and eastern Europe.

Thursday March 5 1998

FINANCIAL TIMES

## Talking sense to Turkey

The European Commission, yesterday published its "initial operational proposals" for the "European strategy for Turkey" requested by the Luxembourg summit last December.

The object of this strategy is "to prepare Turkey for accession by bringing it closer to the European Union in every field". Unfortunately that noble aim is not taken at face value by the Turks themselves, because at the same time they were excluded from the "accession process" to be launched on March 30 - a process which includes not only the six states that are to start negotiating their terms of entry straight away but also five others (Romania, Slovakia, Latvia, Lithuania and Bulgaria) that are being held in a queue.

Turkey has been in a state of high dudgeon ever since. There is a real danger that it will not even look at the menu now proposed by the commission. And it is already certain that Turkey will not attend next week's inaugural

session in London of the "European Conference". This conference was designed with Turkey in mind, which is why the Turks do not like it: they want not special treatment, but the same treatment as other candidates.

Turkish scepticism about the new proposals would be justified in so far as some of them involve expenditure by the EU, and the EU has yet to deliver on the financial measures intended to accompany the customs union. These have been held up by a

Greek veto, which Greece says it will lift only when Turkey agrees to submit the dispute over an uninhabited Aegean island to the world court. Turkey says it will do so only if Greece agrees to let the same court rule on its deployment of military forces on other, larger islands close to Turkey's coast, in apparent violation of international treaties.

The whole situation is absurd. Both the EU and Turkey know that Turkish membership is at

best a distant goal, and contingent on reforms which Turkey should in any case undertake in its own interests. There is a real danger that Turks will punish themselves, by continuing to finance their deficit through the bond market rather than correct it through fiscal and structural reforms (a sure route to hyperinflation); by failing to end serious human rights abuses, and allowing their armed forces to continue making and unmaking governments; and by discouraging Turkish Cypriots from settling their differences with the Greeks and playing a role in Cyprus's EU membership negotiations.

Such a course would be disastrous for Turkey, but it would also create a very unhealthy and dangerous situation for the EU on its south-eastern border. Dissuading Turkey from adopting it, and persuading other EU members to take the Turkish problem seriously, is the most urgent task facing the UK presidency. In this cause, Tony Blair should make a presidential visit to Ankara.

# En Irak, les deux villes saintes du chiisme pleurent toujours leurs pèlerins

KARBALA

de notre envoyé spécial

L'ordre règne à Karbala et à Nadjaf, mais les deux villes saintes du chiisme pleurent toujours leurs pè-

## REPORTAGE

Karbala et Nadjaf payent le prix de l'insurrection de 1991 et du conflit avec l'Iran

lerins. Avec difficulté, elles tentent de surmonter leurs deux dernières épreuves: le prix de l'insurrection de 1991, et l'embargo qui frappe l'Irak depuis l'invasion du Koweït, en 1990. Sept ans après les émeutes qui avaient éclaté après la libération du Koweït et la débâcle de l'armée irakienne, les traces des combats ont presque toutes disparu. Insurgées au début du mois de mars 1991, les deux villes avaient été prises vingt jours plus tard, à l'arme lourde, par les colonnes envoyées par le président Saddam Hussein.

A Karbala, la reconstruction mas-

sive du centre-ville a tout emporté, y compris le bazar persan qui jouxtait les mosquées où reposent Abbas et Hussein, martyrs de la bataille éponyme. Les dômes et les minarets dorés qui abritent les tombeaux ont été également soigneusement restaurés. A Nadjaf, il faut aussi s'éloigner de la mosquée d'Ali, père de Hussein et fondateur du chiisme, pour retrouver sur les murs des impacts de balles. Inutile d'espérer pouvoir visiter l'immense cimetière qui s'allonge presque indéfiniment aux portes de la ville et où ont été longtemps ensevelies les dépouilles d'Iraniens chiïtes.

« Il y a un problème », bredouille, gêné, le « traducteur » du ministère de l'information qui accompagne, comme c'est la règle, les voyageurs étrangers en dehors de Bagdad. « Ce n'est pas possible, décision du gouvernement », conclut-il. C'est ici aussi que reposent les corps des victimes de la répression. Le gouvernement de Bagdad a toujours imputé les troubles de 1991 à des éléments iraniens infiltrés en Irak.

Bien sûr, ces lieux saints ne sont pas vides, loin de là. Majoritaire-

ment chiïte, l'Irak vénère Ali et Hussein. Sunnites et « partisans d'Ali » tournent ensemble, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, autour des grilles d'argent qui enferment les reliques qui sont tour à tour embrassées et caressées par les fidèles. Mais il manque, à Karbala et à Nadjaf, l'activité bouillonnante des boutiques et des hôtels que l'on trouve, par exemple, dans un autre lieu de culte chiïte, la mosquée de Sayyida Zeynab, dans la banlieue de Damas, en Syrie. Les lieux saints irakiens attendent des jours meilleurs.

## PRISONNIERS DE GUERRE

Ils tardent de voir s'améliorer le climat entre Bagdad et Téhéran, toujours en froid après une impitoyable guerre de huit ans achevée par un armistice en 1988. Les deux pays n'ont pourtant jamais rompu leurs relations diplomatiques. A Bagdad, au plus fort du conflit, les couleurs iraniennes ont continué de flotter imperturbablement, à deux pas du ministère irakien de l'information.

Car ce sont, dans une large mesure, les chiïtes iraniens présents dans les deux villes qui ont fait leur prospérité jusqu'au début de ce siècle, comme l'établissent les tra-

vaux de l'historien Pierre-Jean Lizard. Dignitaires religieux ou hommes d'affaires, les Iraniens ont été chassés par vagues successives. La dégradation des échanges entre les deux pays a tari la source de revenus que constituaient les nombreux pèlerins. Les chiïtes pakistanais ou indiens ne les ont jamais remplacés. Ils sont d'ailleurs bien rares autour des mausolées.

Pour sortir de son isolement diplomatique, l'Irak a fait quelques pas en direction de deux de ses voisins: la Syrie et l'Iran, alliés de longue date. Si une animosité ancienne entre Saddam Hussein et Hafez El Assad interdit pour l'instant de plus amples progrès, Bagdad et Téhéran continuent par ailleurs d'être divisés par un sujet sensible, celui des prisonniers de guerre.

Plusieurs milliers d'Iraniens ont été officiellement recensés en Iran par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Par petites vagues successives, des soldats rentrent au pays. « Après quatorze ou quinze ans de captivité, ils se trouvent dans l'état psychologique que vous pouvez imaginer », murmure un Père carme français, qui a récemment assisté au retour dans sa famille de l'un de ses fidèles. Les Iraniens ont établi, de leur côté, de longues listes de soldats disparus, qui diffèrent très largement des effectifs réduits des prisonniers en Irak estimés par les observateurs internationaux. Tant que ce douloureux contentieux n'aura pas été apuré, on continuera de se retourner sur le sillage des très rares pèlerins iraniens autorisés, ici, à venir honorer leurs saints.

Gilles Paris

# Jacques Chirac invite Saddam Hussein à respecter pleinement ses engagements

## Tout manquement aurait de graves conséquences

NÉ PAS LEVER le pied, serrer le président irakien de près, obtenir qu'il applique sans faille les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et préparer l'étape suivante, c'est-à-dire envisager d'ores et déjà, et à la condition que Bagdad « joue le jeu », la levée des sanctions qui lui ont été imposées par la communauté internationale en 1991: cela s'appelle assurer un suivi et c'est en substance la logique de l'attitude de la France après l'avertissement adressé, lundi 2 mars, par le Conseil de sécurité à l'Irak.

A la différence de la position des Etats-Unis marquée par un profond scepticisme, cette attitude est sous-tendue par la volonté de croire qu'un règlement avec l'Irak est possible, si Bagdad comprend qu'il y va de son propre intérêt.

Le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, Bertrand Dufourcq, est arrivé, mar-

di 3 mars, à Bagdad, où il doit remettre à Saddam Hussein un message du président Chirac, pour qui la crise entre l'Irak et l'ONU ne s'est dénouée, à ce stade, que sur le papier. Tout reste à faire dans la pratique, à commencer par l'application au pied de la lettre par l'Irak de l'accord qu'il a conclu avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le 23 février.

Dans une première missive adressée au début de février à son homologue irakien, M. Chirac exposait la conjoncture internationale, prévenait M. Hussein que les résolutions de l'ONU étaient incontournables, le mettait en garde contre les risques qu'encourait son pays en refusant de les appliquer et proposait une voie de sortie. Il lui expliquait que la diplomatie n'était pas inépuisable. La démarche française n'avait pas laissé l'Irak indifférent.

Si, dans son nouveau message, le chef de l'Etat français se félicite de

voir que la voix de la raison l'a emporté en Irak - comme en témoigne l'accord conclu avec M. Annan -, il n'en rappelle pas moins à M. Hussein qu'il serait vain de miser sur une quelconque division du Conseil de sécurité, ou sur un éventuel laxisme de l'un ou l'autre de ses membres.

## VOLONTÉ DE TRANSPARENCE

Cette insistance de M. Chirac à clarifier sa position publiquement et dans ses messages à M. Hussein est à double détente: elle vise d'une part à expliquer à ce dernier que la France est intraitable sur l'application à la lettre des exigences légitimes de la communauté internationale et d'autre part à dissiper les soupçons de mercantilisme, de partialité pro-arabe, voire pro-irakienne qui sont portés sur Paris, aux Etats-Unis notamment, dès lors que la France ne s'aligne pas purement et simplement sur la position amé-

ricaine. Cette volonté de transparence a réussi à la France jusqu'à maintenant.

En des termes plus explicites que la résolution 1154 du Conseil de sécurité, M. Chirac rappelle dans son nouveau message au président irakien qu'en acceptant de coopérer avec l'ONU, il peut voir levé l'embargo pétrolier, premier pas vers la réintégration de son pays dans la communauté internationale. Paris estime en effet que s'il faut afficher une fermeté voire une certaine dureté avec Bagdad, il est non moins indispensable de lui expliquer que sa coopération sera payante.

A cet effet, la résolution 687 du Conseil de sécurité dispose à son paragraphe 22 que l'embargo pétrolier sera levé, dès lors que ses armes de destruction massives auront été éliminées.

Mouna Naïm

# Le Monde

JEUDI 5 MARS 1998

## The illusive Yesil

*Following the accident at Susurluk on November 3, 1996, Mahmut Yildirim, code named "Yesil", was sought but couldn't be found. First it was announced that he was dead but he's very much alive.*

HAKAN ASLANELI  
Istanbul - Turkish Daily News

He was known by the code names Yesil (Green) and Sakalli (Bearded). In Tunceli between 1990 and 1993, and for two more years in Elazig, he spent his time mixing with people to collect information for the Gendarmerie Information Agency (JITEM). It has been further claimed that during these years he tortured villagers and his name was linked to unsolved murders. It has been proven that he collected \$17 million in bribe money from Casino King Omer Lutfu Topal using the name Ahmet Demir. In order to capture Yesil, who let it be known that he worked for the National Intelligence Agency (MIT), the police have started an operation which covers all of Turkey.

The "Green" operation

Police headquarters are now looking for Mahmut Yildirim, code-named Yesil, a key name in the 1996 Susurluk traffic accident in which a top police official and a wanted criminal were killed and a member of parliament injured. Within the past week the police raided a house in Antalya which the press had found and identified as belonging to Yesil. The house in the Lara district of Antalya was exactly opposite the Emperyal Casino which belonged to the murdered Topal. Yesil's personal effects were found in the house.

As a result of initiatives to catch Yesil which began with this operation, a raid was carried out on the two houses Yesil used in Ankara's Etlik district. These two raids ended with Yesil's wife, daughter and older brother being picked up by the police. At the same time in Antalya, Yesil's sister's husband was taken into custody. According to the statements these people gave to the police, they hadn't seen Yesil for a year and he could have been killed.

But the people who lived near Yesil's house in Antalya, discovered by the press before the police raid, said that they had seen Yesil as recently as three months ago.

Earlier a statement was issued by Prime Minister Mesut Yilmaz in which it was announced that he was dead. But the realities unfolding in front of one's eyes lend credence to the belief that he is still alive.

Yet another shock accusation connected to Yesil has been made regarding Brigadier General Veli Kucuk. In the Susurluk report prepared by the Prime Ministry's Investigative Commission it was written that Yesil and Veli Kucuk, the Giresun Gendarmerie Commander, had been in contact with each other. According to a claim made by Kutlu Savas who prepared the report the telephone which Yesil used belonged to Brigadier General Kucuk. Prior to this, while the latter was stationed in Kocaeli, the General Staff had begun an investigation over Veli Kucuk who, it was claimed, had been cooperating with criminal elements in Kocaeli.

Just two days ago, President Suleyman Demirel, who was on an airplane on his way to Spain, said that General Ismail Hakki Karadayi, the chairman of the General Staff, had given him information about Kucuk and said the man was innocent. Saying that the claims which had been made concerning Kucuk were groundless, President Demirel essentially said that the man was not guilty. Asked whether there had been any progress or not over Susurluk, Demirel replied as follows: "Everything is in the hands of the judge, the prosecutors and the investigating offices. What can anybody else do besides this?"

Who can do anything about Yesil and what?

Some circles, claiming that the operations being mounted throughout the country to arrest Yesil were just show, say that it is impossible to catch the man. While the Susurluk accident showed that the government was using some criminal parties at its own command, it is acknowledged that Yesil was at the head of these people.

Does the name Yesil belong to a real person who was responsible for everything from operations against ASALA, the Armenian terrorist group, in Europe to

coup attempts in Azerbaijan, from kidnapping Kurdish businessmen for ransom to unsolved murders in the southeast? Or is it the name of a unit of the Intelligence Agency?

The answer to this question will come only when Mahmut Yildirim, codenamed Yesil, is arrested. Various people have claimed that it was Yesil who made statements to some press organizations and brought the name "Yesil" onto the stage following the Susurluk accident. As a result it was announced that Yesil was not the name of one person but of a unit which the government used and which had flinched at its being revealed.

Yesil's name was in every section of the Susurluk report which was prepared on orders of Prime Minister Mesut Yilmaz after the Anadol-D government had taken the reins of power. The report made it clear that criminal elements connected to the government had first been used by the state but these had later gotten out of control and were working for their own interests. In the report it was written that the key name was Yesil.

Yesil, Topal and the special team

The murder of Omer Lutfu Topal has special significance for casting an eye over the whole of the Susurluk affair. After the Casinos King was shot down in the cross fire in his car in Istanbul's Yenikoy district during the summer months of 1996 it emerged that Topal had earlier put money into Yesil's account many times.

As a result of the operation started afterwards, three policemen, special team members, were arrested as the murder suspects. When the register of telephone calls used by the three -- Ayhan Carkin, Ercan Ersoy and Oguz Yorulmaz -- was found, it was claimed that the murder ring had broadened. The name of the former Interior Minister Mehmet Agar was mentioned as the head of this ring. Agar resigned over these rumors. In later developments the head of the special team members, Ibrahim Sahin, was arrested and put in prison but a short time later was released.

The investigation carried out over all these developments showed that there had been cooperation among Topal, Abdullah Catli, who was wanted by Interpol and died in the Susurluk accident, the special team members and Yesil.

According to one view, at the moment unproven but gaining in credibility, Catli, the chairman of an ultra-nationalist youth organization, was continually being

paid tribute by Topal. Topal, threatened with death, was putting the money in the account of Mahmut Yildirim -- code name was Yesil.

Catli whose cordial relations with the special team members have been attested to in photographs which appeared in the press was sharing this money with Yesil and the special team members. Topal was only one person from whom this criminal gang was extorting money with threats. Many a businessman like Topal were paying the gang money on a regular basis. Of these southeastern Anatolian businessman Behcet Canturk was kidnapped because he refused and killed by a single bullet in the mouth. In addition Gaziantep businessman Mehmet Ali Yaprak claimed that special team members had kidnapped him and asked for ransom.

The special team was originally established to fight the Kurdistan Workers' Party (PKK) members. It has been claimed that their orders forced them to cooperate with people who were wanted by the state and they received their instructions from the higher offices of the government. That is, when the Susurluk incident is joined together with the evidence in hand, a hair-raising vision appears. The press, which has been on top of the whole business all along, is now after Yesil, and the police are following the press. The press says, "There's Yesil's home" and the police raid it.

As for the circles which claim the gangs within the state have climbed to the highest levels possible, they are of the opinion that it will be impossible to find Yesil. Because Yesil doesn't resemble any of the other players in the game.

## **CHP official visits HADEP headquarters**

*Ercan Karakas said that the CHP has accepted the Kurdish reality, and the next step was to remove the legal obstructions preventing Kurds from expressing their own identity*

Ankara - Turkish Daily News  
Republican People's Party (CHP) deputy Ercan Karakas visited the headquarters of the People's Democracy Party (HADEP) in order to get information

about the raid on HADEP and the arrest of party administrators.

Karakas said the CHP wanted to find a democratic and peaceful solution to the Kurdish problem. The CHP accepts the Kurdish reality and wants the obstacles preventing Kurds from expressing their identity to be removed, he said. The raid on the party's headquarters and the arrest its officials was undemocratic, he stressed.

Kemal Bulbul, chairman of the Ankara provincial branch of HADEP, thanked Karakas, and said that he found the visit very meaningful. Bulbul stated that HADEP expected everyone to stand up for democracy. "The raid on HADEP had no legal basis," he said.

Bulbul repeated their wish to solve the problem peacefully and democratically.

Karakas, noting that nearly 50 parties have been closed in the past 70 years, said that showed that the Turkish people do not have the total right to organize and enjoy freedom of expression. The Kurdish problem derives from that lack as well, said Karakas. Karakas and Bulbul also criticized the closure of the Democracy Party (DEP). Karakas said that unless the Kurdish problem was solved, it would be impossible to provide peace, and political and economic stability in Turkey.

Karakas said he would bring up the subject for debate in Parliament.

## A Change of Fortunes for Iraqi Opposition Leader

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Six months ago Ahmed Chalabi, Saddam Hussein's most persistent and effective Arab political opponent, was a pariah in this town.

Desk officers in the U.S. government's Middle East bureaucracy would not return Mr. Chalabi's calls when he visited. The CIA was bad-mouthing him to reporters.

It was a grim time for a man who has been an honest, observant and reliable interpreter of Iraq since we met in Beirut 26 years ago. Our friendship survived my departure from the Middle East a few years later, several wars in the region and numerous betrayals of Mr. Chalabi's cause by successive American governments.

Despite his own unrelenting confidence on recent visits here, I felt growing apprehension for this cultivated Iraqi banker, mathematician and revolutionary.

But tomorrow is always another day in the life of an exile politician. On Monday, Mr. Chalabi appeared before the Senate subcommittee on the Middle East and got a sympathetic hearing for his new, detailed paramilitary plan for undermining Saddam's reign of terror. Mr. Chalabi is suddenly sought after by officials at the Pentagon and State to talk about low-intensity conflict scenarios.

Republican senators have taken up Mr. Chalabi's years-old campaign to have Saddam declared a war criminal and tried by an international tribunal. Some of these lawmakers speak of guiding tens of millions of dollars toward a reactivated, united Iraqi opposition.

Mr. Chalabi has been delivered from the hands of the spies, with whom he worked for a few years, and the U.S.

government's Arabist ideologues (who disdain his willingness to work with Iraq's Kurds and other minorities) into the hands of American politicians. My reaction wavers between "Hallelujah" and "Oh no."

On balance the arrival of the politicians, however late, is good for Mr. Chalabi. They will open up a debate about change in Iraq that Washington's area experts, bureaucrats and military commanders always struggle to shut off.

What changed Mr. Chalabi's fortunes? Nothing new that he has done.

Instead, the Clinton administration bungled into yet another confrontation with Saddam. It was forced to acknowledge at the end of the day that it was incapable of overthrowing the Iraqi dictator with anything less than a replay of Desert Storm, which this administration is incapable of mounting. That left a political vacuum into which Trent Lott and others have rushed.

Kofi Annan's stomach-turning praise of Saddam also energized Mr. Lott, Jesse Helms and others who detest Saddam but who hate the United Nations. The Iraqi opposition has suddenly become a national issue in American politics, with the Republicans eager to showcase Bill Clinton's mistakes and neglect of Iraq — an all too easy task.

Long cowed into silence by memories of the warm embrace that George Bush and Bob Dole, among others, fastened on Saddam before Kuwait, the Republican Party now has standing to ask Who Lost Iraq (This Time) and to credibly blame it on President Clinton

and Vice President Al Gore. Time and fresh incompetence may not heal all wounds in Washington, but they do grant amnesia, and perhaps amnesty, to all political parties.

The Republicans will be tempted to use Mr. Chalabi and his organization, the Iraqi National Congress, as a club to swing at Mr. Clinton. The Democrats will respond by protecting themselves at Mr. Chalabi's expense, repeating old, discredited smears about banking troubles in Jordan, as Charles Robb did at Monday's Senate hearing.

Mr. Robb's question had the earmarks of a plant from the White House or the CIA. Mr. Chalabi's recent troubles in Washington stem from his decision to go public in interviews with The Washington Post and ABC Television last summer revealing the agency's bungling in Iraq in 1995 and 1996.

The agency's director, George Tenet, and his aides still resist serious internal or outside inquiry into what went wrong in Iraq. As long as they do, take administration claims that it will finally get tough with Saddam as more self-serving fluff from masters of the genre.

Working to undermine Saddam's rule is a long, difficult — and worthy — enterprise. The spies and government experts of the Bush and Clinton eras are busy telling you that since they couldn't do it, it can't be done; the opposition is too weak and divided; the victim is to blame.

American politicians of both parties should sign on to this task of opposing Saddam with a determination to see it through, and to show how wrong the experts can be.

*The Washington Post.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 5, 1998

# German anger over Turkish PM's 'insult'

## 'Lebensraum' claim threatens EU talks on Cyprus membership

By Peter Norman in Bonn, John Barham in Ankara and Lionel Barber in Brussels

The German government reacted forcefully and with unusual anger yesterday to accusations from Mesut Yilmaz, Turkey's prime minister, that it was pursuing a policy of *Lebensraum* for the German people in eastern and central Europe.

Peter Hausmann, the official German government spokesman, said the remarks by the Turkish premier were "completely out of order". Mr Yilmaz compared present German policies with the aggressive expansion for *Lebensraum* - or living space - pursued by Adolf Hitler.

Bonn also rejected Mr Yilmaz's charge that Germany was blocking Turkey's hopes of joining the

European Union.

In Brussels, officials reacted with dismay at the timing and tone of Mr Yilmaz's remarks, which come at the height of delicate EU negotiations to defuse tensions over Cyprus. Martin Erdmann, the German foreign ministry spokesman, said Mr Yilmaz's *Lebensraum* statement, in a *Financial Times* interview, was "unprecedented among partners" and "an inexcusable defamation of German and European policy".

He said it was "an insult to the countries of central and eastern Europe" to describe them as *Lebensraum* and Germany's backyard. These countries were partners of Germany and would soon be members of the European Union and Nato, the Atlantic alliance.

"The choice of words and the

body of thought behind them will rebound on their author," Mr Erdmann prophesied.

Turkey's government did not comment on the German statements but a Turkish diplomat said Ankara would like to consider the matter closed. He said: "The prime minister said what he was thinking and the Germans reacted, that is all. Sometimes it is good to be open. The point is not to continue reacting."

But the remarks threaten to upset attempts by the EU and European Commission to persuade the Greek Cypriot government to allow the Turkish Cypriot community to take part in a joint delegation to open EU membership negotiations for Cyprus at the end of the month.

Mr Yilmaz's remarks have put ties between Bonn and Ankara

under new strain, after months in which once warm relations between the two countries have cooled sharply.

Yesterday Mr Hausmann refused to be drawn on whether German-Turkish relations had hit a new low. He pointed instead to decades of friendship between the two countries and the friendly co-existence of millions of Turks living in Germany.

But Germany's sharp response to the Turkish premier's comments shows that Bonn feels it has nothing to gain by turning the other cheek to Mr Yilmaz.

Officials said German public opinion required a tough response to the Turkish premier's remarks.

# Gulf rulers in troubled waters over stance on Iraq and Iran

## Leaders of the Arab Gulf states still find it hard to reach agreement on regional issues, reports Robin Allen in Riyadh

The oil-rich Arab states of the Gulf risk being outmanoeuvred by the US and Middle East rivals in the quickening pace of new regional political and commercial arrangements, according to senior Saudi businessmen and western diplomats in Riyadh.

Falling oil prices and lower state revenues are further undermining the Gulf states' economic influence and confidence, they add.

The members of the Gulf Co-operation Council - Saudi Arabia, Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar and the United Arab Emirates (UAE) - together own almost 45 per cent of proven global oil reserves and 15 per cent of world reserves of natural gas. But their attempts to translate shared interests into common policies have run aground on disagreements on a wide range of issues.

Today GCC foreign ministers will meet in Riyadh to make a new attempt to achieve a unified position on such questions as how to

react to US policies towards Israel, Iran and Iraq; their conflicting views on Iran's "charm offensive" towards its neighbours; and the reluctance of individual ruling families to take a common GCC approach to regional issues.

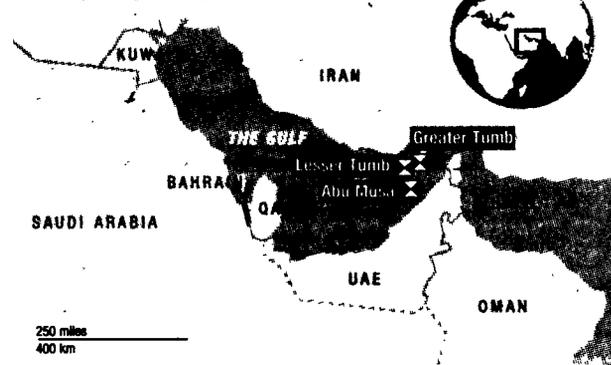
"In all the main areas of foreign policy and economic relations, as well as regional defence and security issues, intra-Gulf Arab disputes have allowed outside powers to dictate the agenda," said a western diplomat in Riyadh.

Even the recent beginnings of a rapprochement with Iran, with which Gulf Arab states share an interest "as a counterweight to a revanchist Iraq and to help maintain stability in the Gulf", is marked by controversy.

"Despite Iran's openness since the election of President Mohammed Khatami," the UAE's official news agency commented on Tuesday, "there have not been any worthwhile developments confirming issues of dispute in Iranian foreign



Rafsanjani: publicly attacked by the mufti



policy." The UAE has an outstanding dispute with Tehran over the Iranian occupation of the strategic islands of Abu Musa and the Greater

and Lesser Tumbs.

Saudi Arabia's traditional Sunni Moslem hierarchy resents the Iranian Shia and public insults hurled at the

visiting former President Hashemi Rafsanjani by the Grand Mufti in Medina last week have provoked a hardening in Iran's attitude to Saudi Arabia's insistence that Iranian pilgrims hold no political rallies during the hajj next month.

The Saudi government is likely to react strongly if Iranian pilgrims carry out last Wednesday's instructions from Iran's spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, to hold rallies denouncing the US and Israel.

Gulf Arab states are hamstrung in their efforts to decide the shape of future relations with Iran and Iraq by their desire not to offend the US, the ultimate guarantor of their external defence.

"The result is a GCC policy vacuum," said one diplo-

mat, "ill-disguised, even from their own people, by high-sounding declarations of intent and general statements of disapproval concerning Israel and Iraq."

"Gulf Arab states are angry and embarrassed because the US is permissive over Israeli intransigence, while simultaneously rigid in enforcing its 'dual containment' policy against Iran and Iraq," said another diplomat.

The US's doctrinaire approach, diplomats say, in particular its threat of sanctions against companies doing business with Iran, has prevented the development not only of a regional security order of which the GCC would be the core, but also of Gulf economies where bilateral trade with

the US might be balanced by ties with regional states such as Iran.

But reports last week from the US Commerce and Energy departments emphasised Washington's determination to cut its dependence on energy flows through the Gulf and focus on Turkey, not Iran, as the main conduit for oil and gas flows from the region.

The GCC, according to younger Saudi businessmen and western diplomats, has to address two main questions: the nature of future relations with Iraq on the one hand, and with the US on the other.

"Sooner or later," said one diplomat, "Iraq will rejoin the regional order, and Kuwait and Saudi Arabia in particular will have to cope

with this. That's a compelling argument for the GCC to get closer to Iran."

Iran is a natural trading partner and its vast energy reserves complement those of the GCC. It alone has some 8 per cent of global oil reserves and 15 per cent of the world's natural gas, and could be a conduit for GCC trade with central Asia. But the US wants Iran isolated.

"The only answer for Gulf states is to seek to act as one," said one senior diplomat in Riyadh.

"At last December's summit in Kuwait they agreed to set up a regional advisory council. But that is all. There is no willingness to integrate, so they remain at the whim of their political and commercial rivals."

## La France veut adopter envers l'Irak une « pédagogie répétitive »

Le chef du groupe spécial de l'ONU qui sera chargé de l'inspection des sites « présidentiels » se rend lundi à Bagdad. L'accord du 23 février n'a toujours pas été appliqué

**LE DIPLOMATE** sri-lankais Jayantha Dhanapala, chef du groupe spécial de l'ONU qui sera chargé de l'inspection des sites dits « présidentiels » en Irak, doit partir, lundi 9 mars, pour Bagdad, où l'accord signé le 23 février entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et l'Irak attend toujours d'être appliqué. Avant sa mise en œuvre, M. Annan doit mettre sur pied le dispositif d'inspection des sites et les modalités de ces inspections.

Les équipes d'experts en désarmement de l'ONU continuent leur travail. L'une des « bêtes noires » des autorités irakiennes, l'inspecteur américain Scott Ritter, n'a rencontré aucune difficulté lors de missions menées vendredi, mais il ne s'agit pas encore de l'inspection des sites litigieux, qui a failli entraîner une intervention militaire américano-britannique contre l'Irak.

Les autorités irakiennes ont informé le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, Bertrand Dufourcq, qu'elles respecteraient leur part des engagements pris en vertu de l'accord - c'est-à-dire le libre accès des experts en désarmement de l'ONU à

tous les sites, sans limitation, ni restriction -, à condition que l'ONU respecte ses propres engagements. S'agit-il d'une simple rhétorique, qui permet à Bagdad de sauver la face, ou de l'anticipation d'une dérobade toujours possible ?

### ECHANGE D'ENGAGEMENTS

A Paris, où M. Dufourcq est rentré, jeudi, après avoir remis au président irakien Saddam Hussein un message de Jacques Chirac, on se dit « convaincu » que M. Hussein ne faillira pas aux promesses consignées dans l'accord du 23 février, parce qu'il s'agit à ses yeux, de décisions souverainement consenties, contrairement aux injonctions qui lui sont signifiées par le Conseil de sécurité en vertu des résolutions pertinentes.

Cette notion d'échange d'engagements avec M. Annan est très importante pour le chef de l'Etat irakien, parce qu'elle crée un équilibre des devoirs entre les deux parties, explique un diplomate. L'Irak, ajoute-t-il, « semble » avoir compris que la diplomatie a ses limites, que l'application de l'accord amorce une « nouvelle phase » et

que « la lumière au bout du tunnel » ne relève plus de l'utopie.

Le président et le gouvernement français sont en tout cas persuadés de la nécessité de continuer à « parler » avec Bagdad, d'adopter avec l'Irak une sorte de « pédagogie répétitive », qui permettra de « surmonter l'autisme irakien ». Les pays arabes, dont les ambassadeurs en France ont été informés des résultats de la mission de M. Dufourcq, approuvent cette démarche. Le chef de l'Etat irakien veut, lui aussi, maintenir le dialogue. Il envisage de dépêcher à Paris le vice-premier ministre Tarek Aziz, à une date qui reste à déterminer.

L'affaire irakienne devait être, entre autres sujets au menu du dîner de travail que M. Védrine devait avoir, dimanche soir à Paris, avec la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Les Etats-Unis, qui ont approuvé les démarches françaises auprès de l'Irak, demeurent extrêmement sceptiques quant à la volonté de Bagdad de respecter ses engagements.

Mouna Naïm

# La crise politique n'interdit pas les grandes manœuvres commerciales

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Pendant la crise, les affaires continuent. La dernière tension en date entre l'Irak et les Nations unies n'a pas interrompu les grandes manœuvres commerciales en cours. Le marché est énorme et attirant. Un pays tout entier est à remettre sur pied, et il concentre les deuxièmes réserves mondiales estimées de pétrole. Deux stratégies sont simultanément engagées en Irak. La première concerne les accords qui peuvent être conclus dans le cadre de la résolution 986 dite « Pétrole contre nourriture ». Celle-ci autorise l'Irak à vendre des quantités limitées de sa principale matière première pour acheter, pour l'essentiel, des denrées alimentaires, des médicaments et des biens d'équipement. La seconde prépare, elle, la levée de terme des sanctions internationales et le retour de l'Irak sur le marché mondial.

Selon les tout derniers chiffres dont peut disposer le ministère de l'économie et des finances à Paris, la France apparaît comme le principal bénéficiaire des deux premières phases de la résolution 986 engagées depuis plus d'un an. Alors que la part de marché française dans le commerce mondial est de l'ordre de 6 %, en Irak elle atteint 17,37 %. La France devance l'Australie (11,43 % de part de marché) et la Jordanie (8,65 %), qui est talonnée par les Etats-Unis (7,96 %). Mis à part le voisin jordanien, lié à l'Irak par un protocole bilatéral (qui lui permet d'importer à bas prix du pétrole irakien pour couvrir la totalité de sa consommation), la résolution « Pétrole contre nourriture » profite surtout aux grandes puissances productrices de céréales.

« La France a cru, plus tôt que les autres, que cette résolution pouvait avoir un avenir, d'où ses bons résultats actuels », explique un observateur. Un poste d'expansion économique a, en effet, été installé à Bagdad dès octobre 1996. Bien sûr, l'attitude adoptée par Paris au cours des derniers accrochages entre Bagdad et les Nations unies a également aidé les dossiers fran-

çais, suscitant souvent, en retour, les foudres de la presse anglo-saxonne, prompte à dénoncer le « mercantilisme » français. La variable politique explique d'ailleurs l'arrivée en force de la Chine et de la Russie au cours de ces derniers mois. Leurs parts de marché cumulées (10,52 %) dépassent à présent celle des Etats-Unis.

Un observateur attentif du pays relativise cependant cette « prime ». « Les Irakiens se prononcent au moins autant sur un pavillon que sur un critère de qualité, assure-t-il. Les Russes ont eu beaucoup de difficultés à obtenir des contrats compte tenu de la médiocrité de leurs produits. On sait qu'ils achètent à l'extérieur pour revendre en Irak, afin d'être présents. » « L'Irak n'est pas un pays en voie de développement, poursuit-il, il a été riche et j'ai souvent été surpris par le degré d'exigence des standards du pays. »

L'augmentation des volumes de pétrole autorisés à la vente par les Nations unies (4 milliards de dollars - près de 24 milliards de francs - par semestre au lieu de la moitié) va diversifier la nature des contrats négociés dans le cadre de la résolution 986. Des sommes nettement plus importantes que précédemment sont, en effet, prévues pour la remise en état des réseaux électrique et de la distribution de l'eau. En dépit de l'urgence de la situa-

« Les sociétés américaines viennent voir ce qui se passe ici, assure un observateur. Bien sûr, elles ne viennent pas en leur nom propre, elles passent

par leurs filiales à l'étranger »

tion, très dégradée, ces achats en équipements lourds ne se concrétiseront pas avant de longs mois. Le marché laisse pourtant songeur, puisque la somme de 16 à 18 milliards de dollars est avancée pour la réhabilitation intégrale de ces deux services essentiels pour la population.

« L'Irak attire davantage aujourd'hui. Dans ces conditions, les positions françaises vont certainement s'effriter, l'enjeu est à présent de les consolider », ajoute un expert. Les contrats en cours ne sont pourtant qu'un avant-goût de ce qui suivra après la levée de l'embargo, laquelle sera décrétée dès lors que la Commission spéciale des Nations unies (Unscorn), chargée du désarmement irakien, aura donné son feu vert. Naturellement, ce sont les gisements pétroliers qui suscitent le plus de convoitises. Lors d'une conférence de presse fin février, le ministre irakien du pétrole, Amr Mohamad Rachid, a indiqué que les alliés de l'Irak dans les moments difficiles ne seraient pas oubliés lors du partage des réserves... La Chine, la France et la Russie ont été nommément citées.

Cette promesse est pourtant loin de convaincre les spécialistes du secteur. « La Russie et la Chine ont déjà obtenu de bons contrats. Il en reste encore au mains deux autres très importants à conclure. Il serait bien étonnant que tout soit refusé aux sociétés américaines », estime-t-on. Si le blé américain est consommé quotidiennement en Irak et si tous les jours les automobiles roulent aux Etats-Unis avec du pétrole irakien acheté par les Russes qui le revendent aussitôt, c'est que la politique n'interdit pas les affaires.

« Les sociétés américaines viennent voir ce qui se passe ici, assure un observateur. Bien sûr elles ne viennent pas en leur nom propre, elles passent par leurs filiales à l'étranger, mais elles sont là, c'est

bien l'essentiel. » En matière de pétrole, les groupes américains restent marqués par le précédent vietnamien. Les compagnies avaient, en effet, quitté le pays à la suite de la débâcle militaire de 1975, après avoir pourtant découvert des gisements offshore très intéressants. Elles n'ont jamais pu revenir sur ce marché. Déjà des voix s'élèveraient aux Etats-Unis pour souhaiter que l'histoire ne se répète pas.

Le pétrole se mariant décidément très bien avec les affaires étrangères, certains experts n'hésitent pas à voir dans la modestie des demandes irakiennes à propos de la résolution 986 (4 milliards alors que l'ONU en proposait 5,2 milliards) la volonté de ne pas déstabiliser un marché déjà très perturbé. « Les Irakiens ont peut-être des problèmes d'exportation compte tenu de l'état de l'oléoduc vers la Turquie et du terminal qui débouche sur le Golfe, mais ils n'ont pas de problèmes de production. Tout ceci peut être une bonne manière faite aux Saoudiens », premiers producteurs régionaux.

Ce souci serait ainsi le prix à payer pour une réintégration politique, comme une réponse à l'opposition de l'Arabie saoudite à d'éventuelles frappes américaines. La dernière note envoyée au ministère français de l'économie et des finances enregistre d'ailleurs la percée de nombreux pays arabes dans le cadre de « Pétrole contre nourriture ». L'Egypte, la Syrie, la Tunisie et les Emirats arabes unis sont maintenant bien présents sur le marché irakien. Pendant les affaires, la diplomatie, elle aussi, continue.

Gilles Paris

## Escalade verbale entre l'Allemagne et la Turquie

BONN. Le gouvernement allemand a réagi avec indignation, vendredi 6 mars, aux propos du premier ministre turc, Mesut Yilmaz, qui a accusé Bonn de rechercher la défense de son « espace vital » en favorisant l'entrée dans l'Union européenne des pays d'Europe centrale et

orientale, mais pas de la Turquie. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a rejeté « une diffamation inexcusable » et « une insulte » à la politique allemande, jugeant « sans précédent » les critiques de M. Yilmaz, qui faisaient directement allusion à la politique européenne de Hitler et du III<sup>e</sup> Reich. Dans un entretien publié par le *Financial Times* le jour même, le premier ministre turc a déclaré que l'Allemagne était la principale responsable de la « discrimination » imposée à son pays par l'Europe, qui a refusé de l'inclure dans les négociations d'adhésion lors du sommet de Luxembourg en décembre 1997. - (AFP)



Lun 09 Mar 98 - 17h57 GMT

## **Les troupes turques ont tué 40 séparatistes Kurdes, affirme l'agence officielle**

ANKARA, 9 mars (AFP) - L'agence semi-officielle turque Anatolie a affirmé lundi que les troupes turques, qui ont lancé une nouvelle campagne dans le sud-est du pays contre les séparatistes Kurdes, avaient tué ces trois derniers jours 40 d'entre eux.

Les combats entre l'armée turque et des combattants du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), les plus importants depuis l'automne, ont eu lieu dans une zone montagneuse de la province de Bingol, selon l'agence.

L'agence ignorait lundi si les combats avaient fait des victimes du côté turc.

Vendredi, des responsables des forces de sécurité avaient affirmé que celles-ci avaient tué sept membres du PKK dans la province de Diyarbakir.

L'armée turque estime que le PKK a perdu peu à peu l'initiative militaire ces trois dernières années dans la région en raison des opérations intensives menées au Kurdistan turc mais aussi dans les régions kurdes du nord de l'Irak.

Le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, a reconnu le mois dernier que le PKK avait ralenti le rythme de ses attaques depuis quelques mois en raison de l'hiver, mais averti que celles-ci reprendraient au printemps.

Plus de 29.000 personnes, y compris des combattants des deux côtés et des civils, ont été tués depuis le début des affrontements en 1984 dans le sud-est de la Turquie, où le PKK lutte pour un Kurdistan indépendant.

## **La Turquie annule une visite ministérielle sur fond de crise avec Bonn**

Mar 10 Mar 98 - 11h14 GMT

ANKARA, 10 mars (AFP) - La Turquie a annulé une visite ministérielle prévue pour la semaine prochaine en Allemagne, dans une apparente escalade de la crise entre les deux pays, a-t-on appris mardi de source diplomatique à Ankara.

Le gouvernement turc a approuvé lundi la décision du ministre du Travail Nami Cagan d'annuler sa visite, après que son homo-

logue allemand Norbert Bluem eut réduit sa participation aux rencontres à un simple déjeuner avec M. Cagan, ont indiqué les journaux turcs.

"Le ministre allemand affirme qu'il est trop occupé et qu'il ne peut participer aux discussions entre les délégations", a déclaré M. Cagan au quotidien Sabah.

"J'ai assez à faire moi-même et je ne pense pas que la visite serait très utile dans le contexte actuel", a-t-il ajouté.

M. Cagan faisait apparemment allusion à une polémique entre la Turquie et l'Allemagne provoquée par des propos du Premier ministre turc Mesut Yilmaz selon lesquels l'Allemagne poursuivait actuellement la politique de "Lebensraum" (espace vital) d'Adolf Hitler en Europe de l'Est.

L'Allemagne a rejeté ces propos, tenus dans un entretien accordé au Financial Times la semaine dernière, les qualifiant "de calomnies inexcusables" et d'"insultes". La visite de quatre jours de M. Cagan, qui devait débiter dimanche, devait être axée sur les problèmes rencontrés par les quelque 2 millions de Turcs vivant en Allemagne.

Les commentateurs turcs ont accusé M. Bluem d'arrogance et attribué l'incident à ce que la presse appelle désormais "la crise à propos d'Hitler".

## **Offensive de l'armée turque contre le PKK dans le sud-est**

Mer 11 Mar 98 - 08h18 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 11 mars (AFP) - L'armée turque a lancé une grande offensive dans la nuit de mardi à mercredi contre des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la province de Sîrnak située à la frontière avec la Syrie et l'Irak, a-t-on appris de sources militaires locales à Diyarbakir (sud-est).

Ce genre d'opération de l'armée turque est habituelle en cette saison de l'année et vise à empêcher les militants armés du PKK de se réorganiser après l'hiver, rigoureux dans cette partie de la Turquie.

L'opération a été déclenchée dans la zone de Besta sur le mont Cudi, dans le sud de la province de Sîrnak, près de la frontière avec l'Irak. Des avions et hélicoptères soutenaient cette nouvelle offensive, a-t-on affirmé de mêmes sources, sans préciser le nombre de troupes mobilisées.

Le mont Cudi, qui culmine à 2.114 mètres, est un point de passage des rebelles du PKK entre la Turquie et le nord de l'Irak qu'ils utilisent comme base arrière.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts, selon un bilan annoncé le mois dernier par le super-préfet de Diyarbakir, Aydin Aslan, chargé de la coordination de la lutte contre le PKK.

VIEWPOINT

Josef Joffe

# Saddam's Shell Game

The agreement Kofi Annan brought back from Baghdad may not last long

**L**AST TIME, JUST BEFORE THE CRUISE MISSILES SWOOPED in over Iraq in 1991, peace-minded Germans hung white sheets from their windows. Since Berlin wasn't the target, the symbolism was a bit muddled. Were they capitulating to the Americans? Did they want to surrender as surrogates of Saddam? Hardly.

The white-sheet warriors wanted to conquer the moral high ground and tell those retrograde Americans that, by unleashing their might, they were more evil than Saddam. The message of the pure-at-heart was: Absolutely nothing is worth fighting for.

This time, there was no bedding at the windows because the script had changed. This time, the United States wasn't calling in its chits or twisting arms to harness a worldwide coalition against Iraq. As a high U.S. official put it in early February: Please join, but if you won't, do not undermine us and kindly get out of the way.

This whiff of irresolution—and the option of neutrality—made all the difference. Cheering from the sidelines, Germany pledged, in the words of Chancellor Helmut Kohl, “full political support,” and there was only a smattering of German protestors who took to the streets.

The serious opposition came from America's oldest ally France, and its more recent comrade-in-world-order, Russia. This bodes ill for the dicey business ahead as Washington and London try to enforce the Iraqi commitment to “immediate, unconditional and unrestricted” access to all suspected weapons sites. Indeed, one might well argue that France's and Russia's increasingly pronounced tilt toward Iraq caused the November-to-February crisis in the first place. Watching the battle for pride and prestige unfold in the U.N. Security Council, Saddam surely concluded last fall that this was a fine moment to test great-power cohesion and to drive a few more wedges into the crumbling coalition.

Has he been disabused? Not at all, as already demonstrated by the events since Kofi Annan, U.N. Secretary-General, returned from Baghdad. While the United States and Britain demanded a new resolution pre-authorizing swift retaliation if Iraq fails to comply, French President Jacques Chirac loudly rejected any “automatism.” Hearing this, Saddam must have purred with pleasure. The scenario is proceeding exactly as he had calculated. Soon, the Anglo-American armada assembled around the Gulf will dwindle away. Soon, he will play the “Inspector's Game, Part II.”

He will attack the procedure and the personalities—what might be inspected when, who might be on the team (“I

want Monsieur X, and not this American spy”). He will play Kofi Annan against the hardliner head of UNSCOM, Richard Butler. He will watch calmly as Washington and Britain, railing furiously, will be stymied by Moscow, Paris and Beijing in the Security Council.

Meanwhile, Saddam continues with his old shell game, only opening up those sites where materials of mass destruction have been whisked away. Then, arguing the finer points of the agreement, he will stonewall where the inspectors want to intrude.

Why is this so easy to predict? Because Saddam has not been seized by a sudden epiphany, and because he has devoted all of his almost 20 years in power to amassing nuclear, chemical and biological weapons. War in 1991 has not stopped him, and neither have the sanctions and inspections

since. Indeed, a man who would rather starve his people than yield surely has priorities other than rejoining the community of nations as its most recent convert to the gospel of meek-mindedness and responsibility.

Although Saddam may have “blinked” when he signed the Annan pledge, it is the United States and Britain who have been swallowing hard ever since. There is a tactical victory that might yet turn into a strategic debacle because the anti-Saddam coalition is no more.

France and Russia, aspiring to be world players again, have put the U.S. on notice

that they are going back to the oldest game of nations: countervailing No. 1 to maintain the balance of power. The other Europeans, with the exception of Britain, will rally to the posse with the same enthusiasm as did the good townsfolk who left Gary Cooper alone to confront the three baddies in *High Noon*. And the U.N.'s Kofi Annan, having tasted the glory of high-level mediation, will not so soon play handmaiden to American strategy.

But the Anglo-American game is not lost. Clinton's best argument continues to be that only the dispatch of superior firepower has sobered Saddam. Washington and London could remind their half-ally France that anthrax “Made in Iraq” might not be worth the glory of standing up to No. 1—or the profits to be made from Iraqi oil fields. Mr. Clinton might also tell Mr. Yeltsin that, next time, he will have to choose more discriminately between American and Iraqi benevolence.

And to the rest of the world, Mr. Clinton might pose this simple question: If you don't want us to do the dirty work, are you willing to dispatch your fleets and your planes? For diplomacy without swords is but words. ■



Diplomacy prevailed as Kofi Annan averted the bombing of Iraq

EMILE WAMBERGER/AP

# U.S. Offers Russia a Satellite Deal if It Halts Missile Technology to Iran

By Michael R. Gordon  
New York Times Service

MOSCOW — The United States is offering Russia the opportunity to expand its lucrative business of launching foreign satellites if it clamps down on the sale of missile technology to Iran, senior American officials say.

The American position has been conveyed confidentially to the Russians and is part of a broad effort to discourage Russian companies and institutes from helping Iran develop a new surface-to-surface missile.

The offer is potentially worth hundreds of millions of dollars to Russian companies and the Western companies that have formed partnerships with them.

Washington has long been worried about Russian nuclear cooperation with Iran. But more recently the United States has also become concerned about Iran's effort to develop missiles that could carry a nuclear warhead, poison gas or germ weapons.

The nuclear and missile issues are on the agenda of this week's meetings in Washington between Vice President Al Gore and Prime Minister Viktor Chernomyrdin of Russia.

Iran has been developing a new missile, called the Shahab 3, that has a range of about 800 miles (1,300 kilometers) — long enough to reach Israel and Saudi Arabia and more than twice the range of a Scud missile.

American intelligence experts expect Iran to flight-test the missile in the next year or so. Although much of the missile design is based on North Korean technology, American officials have become increasingly worried about the flow of missile technology from Russia. Under strong American pressure, the Russians have taken a number of steps, including a new decree by President Boris Yeltsin tightening controls on the export of missile know-how to Iran.

But American officials are waiting to see if the Russians strictly enforce the measure.

If the Russians do crack down, Washington is willing to ease limits on Russia's launching of foreign satellites, American officials say.

"This is not a carrot that is being created for this issue," said an American specialist, who like some of the others willing to discuss the issue, spoke on condition of anonymity.

"The idea of allowing more launches is something that makes commercial sense, unless something disturbs the atmosphere and makes it difficult to do. If

Iran did not exist, it is something that would probably proceed."

Many of the satellites launched are American, and the United States already has an agreement that permits a limited number of Russian launches.

Certainly, the easing of the limits could be a major boost for Russia's hard-strapped space program and a boon for the American companies, which have begun to join forces with the Russians in offering services to launch communications, imaging and navigational satellites.

"The increase of the quota is an important and necessary issue for us," Yuri Koptev, the director of the Russian space agency and the official in charge of preventing sales of missile technology to Iran, said in an interview.

"It is not only a problem for Russia, it is also in the interest of American companies. We know that on Feb. 5, the main manufacturers contacted Mr. Gore with a proposal to abolish these restrictions."

Charles Vick, a research analyst at the Federation of American Scientists, estimated that the cost of each satellite launch could range from \$80 million to \$100 million.

"There would be more missions, more contracts, and it would really help the U.S. balance of payments as well as provide more money for the Russian economy," Mr. Vick said of the proposed deal.

Still, given the political sensitivity of the Iran issue and uncertainty about Russia's enforcement of its new technology controls, lifting the restriction will not be quick or easy.

To encourage Moscow to act, American officials have been sharing intelligence with it about suspected Russian deals with Iran.

Roger Gallucci, the former senior official who helped resolve the stalemate over North Korea's suspected nuclear program, was recently appointed a special administration envoy to Russia on the missile technology issue and visited Moscow last week.

Responding to American concerns, Russia has expelled an Iranian diplomat who was trying to purchase missile technology. It has also suspended a contract between a Russian rocket engine manufacturer and Iran.

But there have been allegations that Iranian missile scientists are still being trained by the Baltic State Technical University in St. Petersburg.

And while Mr. Yeltsin ordered the tightening of export controls, the Rus-

sian bureaucracy has not always effectively carried out his orders.

"They have taken a number of important steps, but the issue now is implementation," a senior American official said.

Russia's recently disclosed plans to increase the number of nuclear reactors it plans to sell to Iran have also clouded the picture.

Russian officials insist, however, that they are cracking down.

"The 13 cases which our American colleagues have so nicely informed us of have been considered, and we have provided detailed explanations," Mr. Koptev said. "In the cases where we saw some doubtful aspects, these contacts were severed."

Both sides have been careful not to link the question of raising the space launch quota publicly with the Iran issue, though privately officials on both sides acknowledge the questions are bound together.

Mr. Koptev said the Americans had not made an "official" proposal to ease the quota on launchers in return for Russian cooperation on Iran.

But he quickly added: "I take dinner conversations very calmly, and I don't consider it an official discussion."

The Clinton administration, for its part, appears to be concerned with avoiding the impression that it is rewarding the Russians for good behavior.

"The Russians understand a lot about the American political system and they know that some steps are easier when relations are good and harder when they aren't," an American expert said.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MARCH 10, 1998

## Les troupes turques ont tué 40 séparatistes Kurdes, affirme l'agence officielle

ANKARA, 9 mars (AFP) - L'agence semi-officielle turque Anatolie a affirmé lundi que les troupes turques, qui ont lancé une nouvelle campagne dans le sud-est du pays contre les séparatistes Kurdes, avaient tué ces trois derniers jours 40 d'entre eux.

Les combats entre l'armée turque et des combattants du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), les plus importants depuis l'automne, ont eu lieu dans une zone montagneuse de la province de Bingol, selon l'agence.

L'agence ignorait lundi si les combats avaient fait des victimes du côté turc.

Vendredi, des responsables des forces de sécurité avaient affirmé que celles-ci avaient tué sept membres du PKK dans la province de Diyarbakir.

L'armée turque estime que le PKK a perdu peu à peu l'initiative militaire ces trois dernières années dans la région en raison des opérations intensives menées au Kurdistan turc mais aussi dans les régions kurdes du nord de l'Irak.

Le dirigeant du PKK, Abdullah Ocalan, a reconnu le mois dernier que le PKK avait ralenti le rythme de ses attaques depuis quelques mois en raison de l'hiver, mais averti que celles-ci reprendraient au printemps.

Plus de 29.000 personnes, y compris des combattants des deux côtés et des civils, ont été tués depuis le début des affrontements en 1984 dans le sud-est de la Turquie, où le PKK lutte pour un Kurdistan indépendant.

## Damascus pushes its Kurds to join PKK

<sup>turkish</sup> **daily news** 10 March, 1998

Ankara - Turkish Daily News

Syria is said to have been oppressing its Kurdish minority for the last two years by forcing them to join the outlawed Kurdish organization that launches separatist attacks against Turkey.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting since 1984 against Turkish security forces for an independent country in Turkey's Southeast, supports the Baath-regime's repressive policies against the Syrian Kurds. The group's leader, Abdullah Ocalan allegedly supports this policy as part of a compromise with Syrian authorities who allow him to reside in Damascus, according to intelligence sources.

There are currently 450,000 ethnic Kurds in Syria. Damascus has been depriving its Kurdish youth of a university education and encouraging them to join the PKK. Also, Kurdish families are targeted by the Syrian government which forces them to send one out of every two sons to join the PKK. Syrian authorities are currently trying to persuade ethnic Kurdish families to have no more than three children in an attempt to lower their population.

Moreover, Syrian authorities have thwarted any chance at prosperity for Kurdish businessmen by

imposing restrictions on their businesses. They also try to contain the Kurdish population in rural areas, preventing them from migrating to larger urban areas.

The Syrian military also prevents Kurdish officers, who are few in number, from being promoted to significant posts.

## Athens tries to gather the mothers of killed PKK members

*Sources say Greek intelligence is allegedly behind the efforts*

Ankara - Turkish Daily News

Greek authorities in Athens are allegedly planning in the near future to gather the mothers of the separatist Kurdish organization members who were killed during clashes with Turkish security forces.

The attempts to gather mothers in Greece and in southern Cyprus are being made in order to hold a number of events aimed at disseminating further negative propaganda against Turkey, the intelligence sources confirmed.

Plans to hold such events are said to have been engineered by the Greek chairman of the Kurdistan Solidarity Committee in southern Cyprus, Lazaros Mavros, and a senior member of the ruling party in Greece, Michalis Haralambidis. They also reportedly received help from the official Greek intelligence organization and the representatives of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) which has been fighting against Turkey for independence.

### 'Repression continues in Western Thrace'

The same sources also underlined another issue in Greece, saying that the alleged repression by the Greek government against its 150,000 ethnic Turks continued. A majority of the ethnic Turks live in Western Thrace, an area that consists of three provinces north of Greece.

According to the sources, among the repressive policies are the exclusion of most the Turkish minority from higher education rights, the continuous seizure of Turks' assets by the government, and restrictions on their religious rights.

## Key Arms Inspector Leaves Iraq, Ending First Test of Accord

*The Associated Press*

BAGHDAD — Scott Ritter, the American head of a United Nations team carrying out weapons inspections in Iraq, completed his work Tuesday and left for Bahrain, UN officials said.

Since they arrived Thursday, Mr. Ritter and his 50-member team visited eight sites that Iraq considers sensitive, said Janet Ann Sullivan, spokesman for the UN Special Commission, which oversees the inspections.

Sensitive sites include ministries and headquarters of intelligence or military operations. UN teams generally are accompanied by high-ranking Iraqi officials on visits to these sites.

Mr. Ritter's inspections were seen as the first test of the agreement that Kofi Annan, the UN secretary-general, reached last month with officials here: Iraq agreed to cooperate fully with the UN inspectors and to open eight presidential compounds that it earlier declared off-limits.

The United States had threatened military strikes to force Iraqi cooperation, but relented after the accord was reached.

Iraqi sources said that among the sites visited by Mr. Ritter were barracks of the elite Republican Guards and the Defense Ministry.

"All sites were inspected to the satisfaction of the inspection team," Ms. Sullivan said. She gave no details.

Mr. Ritter left for Bahrain with "the majority" of his team, she said, adding that a few stayed behind to work on other operations.

Earlier, the official Iraqi press agency quoted Mr. Ritter as having told the Iraqi side that he "finished his mission without any problems."

### ■ Annan's Novel Inspection Deal

*Barbara Crossette of The New York Times reported from the United Nations, New York:*

Mr. Annan has forged another direct link with Iraq by unveiling procedures he devised under which the presidential sites will be inspected.

The novel inspections, which could begin in two weeks, are the latest of a series of steps that a newly assertive Mr. Annan has taken that defer to Iraqi concerns about weapons inspections and in the process allow Baghdad to bypass the Security Council. In the last two weeks, the Iraqis have effectively moved from near-pariah status to regular and direct contact with the highest ranking UN officials.

If President Saddam Hussein continues to abide by his side of the bargain struck with Mr. Annan and does not interfere with arms inspections at any site in Iraq, the United States will be significantly more isolated in the Security Council if it tries to punish Iraq or prolong sanctions indefinitely.

Emboldened, Iraq is already trying to test its power.

The country's foreign minister, Mohammed Said Sahhaf, wrote to Mr. Annan over the weekend, demanding to know why arms inspectors were not being disciplined for talking to the press

"despite the promises that have been made to us." High-ranking officials said that they did not know what promises Iraq was talking about.

On Wednesday, Mr. Annan will go to Washington to meet with President Bill Clinton and other high-level adminis-

tration officials to talk about Iraq — and American dues owed to the United Nations.

The visit comes just after the secretary-general made several public statements in the last week supporting the view of some Security Council members that in a resolution last week endorsing Mr. Annan's Baghdad mission the United States did not, as the Clinton administration insists, win the right to use force automatically against Iraq.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

MARCH 11, 1998

**L'accord négocié à Bagdad a été considéré comme un grand succès pour l'ONU et pour son secrétaire général. Histoire d'une rencontre minutieusement préparée, où Kofi Annan a su gagner la confiance de Saddam Hussein, qu'il ne connaissait pas...**



## Les havanes de Kofi Annan

**N**E le dites pas aux Américains, mais Cuba a joué un rôle mémorable dans la résolution de la dernière crise entre l'Irak et les Nations unies. A Bagdad, un havane a servi de calumet de la paix. Ce dimanche 22 février, dans l'un des palais présidentiels, les discussions entre le secrétaire général de l'ONU et le président irakien piétinent. « J'étais un peu inquiet », se rappelle Lakhdar Brahimi, présent aux côtés de Kofi Annan. « Une réunion qui commence avec un cahier de doléances n'est pas de bon augure », songe le diplomate algérien, qui participe à la rencontre avec deux autres conseillers du secrétaire général. M. Annan, lui, est calme et écoute attentivement les récriminations de son interlocuteur. Au bout d'une demi-heure, le secrétaire général sort de sa poche deux Lancers de Cohiba et en offre un à son interlocuteur. Saddam Hussein le regarde droit dans les yeux, hésite de « longues » secondes avant d'assurer : « Je ne fume qu'avec des gens auxquels je fais confiance. » Il attend encore un instant, mais accepte enfin le cigare. La confiance est établie.

Le chef d'Etat irakien accepte d'ouvrir ses huit palais présidentiels aux inspections « avec des gants blancs » de l'ONU. Il continue cependant de s'opposer à ce que ces visites soient éventuellement répétées, comme l'exige le Conseil de sécurité. Le principe d'une date butoir pour les inspec-

tions est aussi jugé inacceptable. Le secrétaire général décide alors de poursuivre la discussion en tête à tête. M. Annan admet que soit présent « uniquement » l'interprète irakien. Seul avec Saddam Hussein, Kofi Annan explique, « poliment mais fermement », les « choses telles qu'elles sont ». « Ne vous faites pas d'illusions, lui dit-il : ce que vous me proposez n'est acceptable pour personne, ni pour la Russie, ni pour la France, ni même pour la Chine. Les inspections doivent être sans condition aucune, sinon l'action militaire est inévitable, et tout ce que vous avez reconstruit depuis la guerre du Golfe sera de nouveau détruit. » Deux heures passent. Le secrétaire général parvient à convaincre Saddam Hussein. « J'accepte, concède-t-il, pas parce que j'ai peur des Américains, mais parce que vous et un grand nombre de nos amis nous le demandent. »

Il pose cependant deux « conditions » : que la dignité et la souveraineté de l'Irak soient respectées, et que le secrétaire général s'engage à attirer l'attention des membres du Conseil de sécurité sur l'urgence d'une levée des sanctions économiques. Kofi Annan, à son tour, donne son accord. Pour satisfaire le premier point, il est convenu que, dans le mémorandum d'accord, à propos des palais présidentiels, le mot « inspections » sera remplacé par « visites ». Le dernier paragraphe du projet d'accord est consacré aux sanctions économiques. En quatre heures de conversation, les deux hommes auront fumé six havanes. Lorsque les portes s'ouvrent, la fumée est blanche. Avant de quitter

son invité, le président irakien tient à lui dire, devant ses conseillers : « Monsieur le secrétaire général, je vous fais confiance. » La bataille, à Bagdad, est gagnée.

Un autre diplomate ayant participé à la réunion se rappelle avoir été frappé par l'assurance du président irakien. « Il était très sûr de lui et parfaitement au courant de tout ; il connaissait parfaitement le dossier et n'avait pas besoin de l'intervention de ses conseillers juridiques. » Ce diplomate, qui requiert l'anonymat, se dit aussi « très impressionné » de voir à quel point le secrétaire général avait préparé sa rencontre avec un homme qu'il ne connaissait pas. Avant de se rendre à Bagdad, Kofi Annan avait pris le soin de se faire « débriefer » par « toutes les personnes » qui avaient rencontré Saddam Hussein. « On l'appelait le "confesseur général", il voulait tout savoir de tout le monde. » Le secrétaire général savait donc que le président irakien parle d'une manière très particulière. Il commence une phrase, s'arrête, et attend systématiquement de longs moments avant d'aller au bout de sa pensée. « Il ne faut surtout pas l'interrompre », avait-on recommandé à M. Annan. « A plusieurs reprises, j'avais moi-même envie de finir sa phrase », avoue notre interlocuteur.

Cette mission « sacrée » avait, en effet, été bien préparée. M. Annan prend la décision d'intervenir dans le nouveau conflit lié au désarmement irakien lors du sommet économique de Davos, fin janvier, où il est approché par de « nombreux » chefs d'Etat et ministres des affaires étrangères.

Sa stratégie est en premier lieu de comprendre les positions des cinq membres du Conseil de sécurité. Le 11 février, les représentants des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la France et du Royaume-Uni se retrouvent dans son bureau au 38<sup>e</sup> étage du palais de verre de l'ONU, à New York. Ce jour-là, le secrétaire général propose ses bons offices et évoque « prudemment » l'idée d'un déplacement en Irak.

L'ambassadeur américain refuse immédiatement et catégoriquement : « Vous n'allez pas nous mettre dans une boîte », assure Bill Richardson. Malgré l'opposition du secrétaire d'Etat à la défense et de Sandy Berger, le conseiller pour la sécurité nationale, le président Bill Clinton tranche. Le 12 février, il accepte le voyage de Kofi Annan. Lors de deux autres réunions entre le secrétaire général et les cinq ambassadeurs à New York, M. Richardson reste silencieux. La tâche de « définir le mandat » de M. Annan dans un sens restrictif revient aux Britanniques. Pour éviter de se rendre à Bagdad sans marge de manoeuvre, le secrétaire général sollicite le rôle de la France, qui va devenir « très important ».

L'ambassadeur français Alain Dejammot parvient à imposer l'idée de « paramètres », au lieu de « mandat ». Inquiète, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright se rend chez M. Annan à la veille de son départ pour Bagdad. Les « lignes rouges » tracées sont sans ambiguïté : accès sans conditions à tous les sites, et respect de l'« intégrité » de la Commission spéciale des Nations unies (Unscsm), qui doit

garder la maîtrise des opérations.

**P**ARALLÈLEMENT, M. Annan a des conversations « quotidiennes » avec son principal interlocuteur en Irak, le vice-premier ministre Tarek Aziz. « Ce qui a permis aux Irakiens de voir qu'il était attentif à leur point de vue », explique l'Indien Shashi Tharoor, un des proches du secrétaire général. « Personne n'avait jamais vraiment parlé aux Irakiens. On ne leur avait adressé que des ultimatums. »

Avant même d'arriver à Bagdad, M. Annan a réglé le problème central : l'accès aux huit sites présidentiels suspectés d'abriter des armes prohibées. Son « coup de génie », estime M. Brahimi, est l'envoi, malgré les réticences américaines, d'une mission technique en Irak pour « définir » les huit sites en question. Dirigée par le Suédois Staffan de Mistura qui les jugera « anodins », la mission « démystifie » ces palais qui attisent les spéculations les plus folles. Il ne reste alors qu'à résoudre la question centrale, à savoir les visites répétées des sites. Cette question, a prévenu Tarek Aziz, « seul le président peut la trancher ».

Une rencontre avec Saddam Hussein s'impose donc mais, après l'arrivée à Bagdad de la délégation onusienne, le rendez-vous crucial n'est toujours pas fixé, ni même prévu. Samedi 21 février au soir, à la villa officielle du secrétaire général, l'inquiétude est palpable. M. Annan reste confiant. « Ce rendez-vous, je l'aurai ; ne vous inquiétez pas », confie-t-il. Il a raison. Le téléphone sonne enfin : la rencontre est fixée pour midi le lendemain, dimanche 22 février.

En accueillant le secrétaire général dans son palais, le président Saddam Hussein lui dit : « Nous avons une tradition chez nous, quand quelqu'un nous rend visite, on attend trois jours avant de lui demander la raison de sa visite. » En serrant la main de son invité, le président ajoute : « Je vous ai observé et je tiens à vous dire que j'admire votre courage pour être venu à Bagdad étant donné la situation. » A quelques kilomètres de là, les autres conseillers du secrétaire général font les cent pas sur le marbre rose de la villa officielle. « Au bout de quatre heures, je me suis dit que les choses devaient mal se passer », se rappelle la Française Elizabeth Lindenmayer.

Quelques minutes plus tard, entrée par la porte de derrière pour éviter les dizaines de journalistes massés devant l'entrée principale, M<sup>me</sup> Lindenmayer se trouve face à face avec son patron. « Je crois

avoir obtenu quelque chose », dit M. Annan avec un grand sourire. « J'ai dû sortir de la pièce pour éclater en sanglots », se souvient John Isaac, le photographe officiel de l'ONU. « Nous sommes fiers de vous », répond M<sup>me</sup> Lindenmayer, elle aussi extrêmement émue. « On attaque le secrétaire général pour avoir établi une relation humaine avec Saddam Hussein, indique-t-elle aujourd'hui. C'était la seule manière de se faire entendre. » « Les Irakiens ne deman-

daient qu'une chose », explique encore la diplomate française : « que l'on respecte leur dignité, et cela, Kofi l'avait bien compris ».

M. Aziz aussi a apprécié les « qualités humaines » de Kofi Annan. « Vous savez pourquoi Kofi Annan a réussi là où son prédécesseur a échoué ? », explique-t-il, havane à la bouche, peu après l'accord, en référence à la mission désastreuse de Javier Perez de Cuellar à la veille de la guerre du Golfe. « Il était venu pour nous adresser un ultimatum, et nous ne les aimons pas », explique-t-il. « Notre président a admis que les portes de ses palais présidentiels soient ouvertes parce que Kofi Annan a accepté de frapper à la porte avant de rentrer. »

Après quelques douzaines de cigares partagés avec Tarek Aziz, l'accord est signé. Le lundi 23 février, l'heure est à la fête. Son dernier déjeuner à Bagdad, M. Annan le prend avec son entourage et en compagnie de M. Aziz dans le plus grand des palais présidentiels, à Radwaneya. L'Égyptien Ahmed Fawzi est impressionné par la somptuosité des lieux : « Nos pas sonnaient lugubrement dans les halls de marbre. » Les meubles avaient été retirés par peur de frappes militaires. « Les portes monumentales étaient surmontées d'aigles immenses, et nous marchions solennellement sous les ailes déployées des aigles. » Le vice-premier ministre irakien commence par montrer l'immense lac artificiel où il pêche. « Voici notre usine d'armes biologiques. Les poissons de ce lac, je les mange, moi ! », ajoute-il.

Quasiment détruit par la guerre de 1991, ce palais a été entièrement reconstruit par « des architectes irakiens », poursuit-il. La petite troupe entre dans le palais où

Tarek Aziz allume encore un havane « avant le déjeuner ». M. Annan préfère attendre le repas. « J'étais étonné de la manière dont les chaises étaient ordonnées, raconte Ahmed Fawzi. Chaque rangée était disposée dans une direction différente, comme si on se préparait à jouer aux « chaises musicales » ! » En smoking noir et gants blancs, un serveur est affecté à chaque invité. « La table du banquet était impressionnante, ex-

tral en personne. Une heure plus tard, c'est d'une autre capitale que provient un nouvel appel. Retourné au lit à 5 heures du matin, le secrétaire général est réveillé à 6 heures par Bill Clinton.

A 10 h 30, lundi 23 février à New York, le personnel de l'ONU attend depuis une heure et demie l'arrivée du secrétaire général. Il tient d'emblée à rendre hommage au président américain pour avoir été « le meilleur gardien de la

## « On attaque le secrétaire général pour avoir établi une relation humaine avec Saddam Hussein. C'était la seule manière de se faire entendre »

plique le diplomate égyptien, qui dirige le bureau de l'ONU à Londres. Deux cents personnes, au moins, auraient pu se nourrir. « Le mouton entier au centre de la table me regardait de travers. Il a eu sa revanche. J'avais à peine avalé la première bouchée que Tarek Aziz se levait. » Pas la peine d'attendre que les assiettes soient débarrassées. Le dessert est servi dans une autre salle, aussi monumentale. Le café dans une troisième, dans le bungalow al-Rayya, sur le lac. Ceux qui préfèrent le thé au café turc doivent attendre pour être servis sur le toit du palais. Épuisé par son marathon diplomatique, M. Annan profite de cette pause pour faire un petit somme. Le secrétaire général vient de « visiter » l'un des sites interdits.

Le président Clinton a « déployé la force pour ne pas être obligé d'y avoir recours », explique M. Annan. Il monte dans son bureau, dépose son sac et se précipite dans la salle du Conseil de sécurité. Les formalités sans fin l'exaspèrent. Un membre de son cabinet raconte : « On avait l'impression que les quinze ambassadeurs autour de la table étaient tout à fait passés à côté de l'évènement. Il n'arrivait pas à établir le contact. » Pour se tenir éveillé, le secrétaire général se lève et marche dans les couloirs. Kofi Annan allume son dernier Cohiba et revient dans la salle, prêt à défendre son accord.

Afsané Bassir Pour  
Dessin : Pancho

**M**<sup>me</sup> LINDENMAYER a fait le compte. Le voyage aller-retour de New York à Bagdad via Paris a duré cent quarante-quatre heures. « Nous avons dormi huit heures en tout. » Après plusieurs nuits blanches, à New York et à Paris, les entretiens avec Tarek Aziz ne se sont jamais terminés avant 3 heures du matin. Le dimanche 22 février, l'accord en poche, les conseillers du secrétaire général sont enfin prêts à passer « la première nuit tranquille ». Mais à 2 h 30 du matin, M<sup>me</sup> Lindenmayer est réveillé par un garde du corps qui annonce « un coup de fil important ». « Je préfère ne pas dire de qui », s'excuse la diplomate française. « Sans réfléchir, j'ai dit au garde de lui demander de rappeler plus tard. » Deux minutes plus tard, le garde revient à la rescousse : « Je n'ose pas le lui dire. » La personne refuse de laisser un message et exige de parler au secrétaire gé-

Le Monde

MERCREDI 11 MARS 1998

# Halabja, 10 Years On:

By Christine Gosden

## Still Poisoned in Body and Spirit

**L**IVERPOOL — On March 16, 1988, an Iraqi military strike subjected Halabja, a Kurdish town of 45,000 in northern Iraq, to bombardment with the greatest attack of chemical weapons ever used against a civilian population.

The chemical agents used were a "cocktail" of mustard gas (which affects skin, eyes and the membranes of the nose, throat and lungs), and the nerve agents sarin, tabun and VX.

The chemicals drenched the people's skin and clothes, affected their respiratory tracts and eyes and contaminated their water and food.

Many people simply fell dead where they were, immediate casualties of the attack. Estimates put these deaths at about 5,000.

A few were given brief and immediate treatment, which involved taking them to the United States, Europe or Iran. The majority of them returned to Halabja.

Since then, no medical team, either from Iraq, Europe or America, or from any international agency, has monitored either the short- or the long-term consequences of this chemical attack.

Gwynne Roberts, a film director, made the award-winning film "The Winds of Death" about the attack in 1988. I saw this film, and it had a tremendous effect on me.

Gwynne revisited Halabja last year, and was concerned that many of the survivors seemed very ill. He could not understand why no one had tried to find out what was happening to them. He convinced me that this was something I had to do.

Why would a female professor of medical genetics want to make a trip like this? I went to learn and to help. This was the first time that a terrible mixture of chemical weapons had been used against a large civilian population. I wanted to see the nature and scale of the problems these people faced, and was concerned that in the 10 years since the attack no one, including the major aid agencies, had

visited Halabja to determine exactly what the effects of these weapons had been.

I was worried about possible effects on congenital malformations, fertility and cancers, not just in women and children but in the whole population. I also feared that there might be other major long-term effects, such as blindness and neurological damage, for which there is no known treatment.

What I found was far worse than anything I had suspected. These chemicals seriously affected people's eyes and respiratory and neurological systems. Many became blind. Skin disorders which involve severe scarring are frequent, and many progress to skin cancer.

Working in conjunction with the doctors in the area, I compared the frequency of conditions such as infertility, congenital malformations and cancers (including skin, head, neck, respiratory system, gastrointestinal tract, breast and childhood cancers) in those who were in Halabja at the time with an unexposed population from a city in the same region.

We found that the frequencies in Halabja are at least three to four times greater, even 10 years after the attack.

An increasing number of children are dying each year of leukemias and lymphomas. The cancers tend to occur in much younger people in Halabja than elsewhere, and many people have aggressive tumors, so that mortality rates are high. No chemotherapy or radiotherapy is available in this region.

I found that there was also a total lack of access to pediatric surgery to repair the major heart defects, hare lip and cleft palate or other major malformations in the children. This meant that children in Halabja are dying of heart failure when children with the same heart defects could have had surgery and would probably have survived in Britain or the United States.

It was agonizing for me to see beautiful children whose faces were disfigured by hare lip and cleft palate, when I know that skilled and gifted surgeons correct these defects every day in North America and Europe.

The neuropsychiatric consequences are seen as human tragedy on every street, in almost every house and every

ward of the hospital. People weep and are in great distress because of their severe depression, and suicidal tendencies are alarmingly evident. The surgeons often have to remove bullets from people who have failed in their suicide attempts.

Many people have neurological impairment or long-term neuromuscular effects. Most people cannot afford even the cheapest treatment or drugs, and so are reluctant to come to the hospital. At present, even for those with life-threatening conditions, there is no effective therapy for any of these conditions in Halabja.

The findings of serious congenital malformations with genetic causes occurring in children born years after the chemical attack suggest that the effects from these chemical warfare agents are transmitted to succeeding generations.

Miscarriage, infant deaths and infertility mean that life is not being replenished in this community.

The people hoped that after the attack they could rebuild the families and communities that had been destroyed. The inability to do so has led to increasing despair. Their lives and hopes have been shattered.

One survivor described being in a cellar with about a hundred other people, all of whom died during the attack. Not only do those who survived have to cope with memories of their relatives suddenly dying in their arms, they have to try to come to terms with their own painful diseases and those of their surviving friends and relatives.

For instance, many people have more than one major condition, including respiratory problems, eye conditions, neurological disorders, skin problems, cancers and children with congenital malformations and childhood handicaps such as mental handicap, cerebral palsy and Down's syndrome.

Ten years after the attack, people are suffering a wide spectrum of effects, all of which *Washington Post* newspaper reported Wednesday.

Among the 24 people killed latest clash overnight Sunday were leaders of a local band of the Islamic Group, Kaddour Taouison Hacherni, an independent newspaper, *La Tribune*, reported

The newspaper, quoting unid-

The cases we encountered were extremely sad.

The people of Halabja need immediate help. There is a need for specialists (such as pediatric surgeons), equipment, and drugs. Even more basic is the need for heat, clean water and careful efforts to safeguard them against further attacks.

We have to realize that there is very little medical or scientific knowledge about how to treat the victims of a chemical weapons attack like this effectively. We need to listen, think and evaluate with skill, since many of these people have had exposures to strange combinations of toxic gases. They have conditions that have not been seen or reported before.

We have virtually no knowledge about how to treat the problems resulting from these terrible weapons, which have been used to more inhumane effect than ever before.

The pictures beamed around the world after the attack in 1988 in newspapers and on television were horrifying. One picture was of a father who died trying to shield his twin sons from the attack.

The statue in the road at the entrance to Halabja is based on that picture. This is not a traditional statue of someone standing proud and erect, captured in stone or bronze to represent man triumphant and successful, but of a man prostrate and agonized, dying in the act of trying to protect his children.

A deep and lasting chill went through me when I entered the town and saw the statue, and it settled like a toxic psychological cloud over me. This proved hard to dispel; it intensified as I met the people, heard their stories and saw the extent of the long-term illnesses.

The terrible images of the people of Halabja and their situation recur in my nightmares and disturb my waking thoughts. Perhaps these thoughts persist so vividly as a reminder that the major task is now to try to get help for these people.

*The writer is a professor of medical genetics at the University of Liverpool. This comment is adapted from a longer article in The Washington Post.*

**The people of Halabja need immediate help.**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 12, 1998

# Ankara attend un geste des Européens

LE MONDE / JEUDI 12 MARS 1998

## ISTANBUL

de notre correspondante

L'absence de la Turquie à l'ouverture de la Conférence européenne de Londres est paradoxale

## ANALYSE

De part et d'autre, les déclarations d'intention ne suffisent plus

si l'on se souvient que le concept même de cette conférence avait été développé en grande partie pour lui permettre de prendre sa place dans le processus d'élargissement de l'Union sans pour autant l'inclure sur la liste officielle des candidats. Le stratagème n'a visiblement pas atteint son but. Les dirigeants de l'Union, qui avaient également espéré que les négociations d'élargissement avec Chypre débloquent la crise chypriote en forçant une entente entre les communautés turque et grecque de l'île, se trouvent dans une impasse. Là aussi, l'effet contraire semble s'être produit.

« Ils ont détruit toutes les chances de solution... La candidature [de Chypre] à l'UE a été déposée pour détruire l'équilibre entre la Grèce et la Turquie à Chypre », a proclamé Rauf Denktaş, le dirigeant turc chypriote. Le parlement de la République turque de Chypre du Nord, qui n'est reconnue que par la Turquie, a voté cette semaine contre l'envoi de représentants dans la délégation chypriote qui doit entamer les négociations d'élargissement, condition posée par l'Union pour que le processus puisse progresser.

La Turquie et l'UE sont liées par un accord d'Union douanière qui, selon un rapport de la Commission européenne sur l'évolution des relations avec la Turquie publié la semaine dernière, fonctionne de manière satisfaisante. Mais Ankara, qui avait claqué la porte du sommet de Luxembourg en décembre dernier, s'en tient à sa décision de refuser désormais tout dialogue politique avec l'Europe sur des sujets tels que Chypre ou les droits de l'homme qui, depuis de longues années, font obstacle au développement de leurs relations.

L'indignation des Turcs est dirigée en particulier contre la Grèce, qui bloque systématiquement toute mesure en faveur d'Ankara, mais aussi contre l'Allemagne, perçue comme le principal opposant à la candidature turque. Le premier ministre, Mesut Yılmaz, qui avait déjà accusé les Européens de vouloir rejeter la Turquie musulmane pour faire de l'Union un club chrétien, a donné récemment libre cours à sa frustration lorsqu'il a accusé Bonn de pratiquer une politique de « Lebensraum » en Europe de l'Est. Cette référence à la politique nazie, qui a provoqué une dispute diplomatique entre Bonn et Ankara, n'aura rien fait pour convaincre l'Allemagne de l'éligibilité de la Turquie, mais telles sont les frustrations des Turcs que les sentiments l'emportent parfois sur la raison.

La Turquie a beau être vexée, plus de la moitié de ses échanges commerciaux se font avec l'Europe. De son côté, l'Union européenne ne peut guère se permettre de laisser lui échapper un

pays qui représente à la fois un marché lucratif de 65 millions de consommateurs et un allié stratégique aux frontières de l'Europe. Ni l'une ni l'autre des parties ne souhaite ou ne peut se permettre de tirer un trait sur leurs relations. Alors comment remettre sur les rails le rapprochement turco-européen qui avait été scellé par l'accord d'Ankara en 1963 ?

## UN CERTAIN SCEPTICISME

La Turquie exige d'être incluse sur la liste des pays candidats, mais il est peu probable que l'UE change sa position, à moins de développements majeurs - que la fragilité de la coalition au pouvoir à Ankara ne donne pas de raisons d'espérer - sur les grands dossiers qui préoccupent Bruxelles. Dans son rapport, la Commission estime que la Turquie devrait avoir une « stratégie économique adéquate pour maîtriser les finances publiques, freiner l'inflation et stabiliser la monnaie ». Et elle note, en matière de droits de l'homme et de démocratisation, que le programme du gouvernement « n'a pas encore eu un impact significatif ». Ce document qui propose d'élargir le champ de l'union douanière pour inclure les services et les produits agricoles et de développer la coopération et le dialogue entre Bruxelles et Ankara dans des domaines tels que la communication, l'énergie, les transports et l'environnement, la recherche scientifique et technologique, contient des propositions - déjà anciennes - susceptibles d'intéresser la Turquie. Mais il a été reçu avec un certain scepticisme à Ankara. « Le ton du rapport n'est pas mauvais, il est meilleur

que certaines communications récentes », explique un diplomate turc. « Mais il ne suffit pas pour faire disparaître les doutes que nous avons sur les intentions de l'Union européenne. »

## LE VETO GREC

Quels seraient dès lors les développements qui permettraient de sortir de l'impasse ? Le non-versement de l'assistance financière promise par l'UE dans le cadre de l'union douanière demeure, aux yeux des Turcs, un symbole du manque de détermination des 14 pays membres face à l'attitude hostile de la Grèce. La levée du veto grec, qui permettrait à l'UE de tenir ses engagements financiers vis-à-vis de la Turquie, serait un pas en avant important.

La mise en place rapide et efficace de certains programmes mentionnés dans le récent rapport de la Commission qui, selon le document, devrait se faire dans la première moitié de cette année, « ne résoudrait pas les problèmes existants, mais montrerait une volonté d'intégrer la Turquie d'une façon ou d'une autre », estime un diplomate turc : « Nous ne demandons qu'à être convaincus. »

De part et d'autre, les promesses et déclarations d'intention ne suffisent plus. Tout comme les Européens, les Turcs attendent désormais « des pas concrets ». Ayant exploité avec succès la déception de leur population après l'échec de Luxembourg, les politiciens turcs devront aussi fournir des résultats visibles pour justifier tout assouplissement de leur position.

Nicole Pope

## L'Allemagne critique ses partenaires de l'UE sur les relations avec la Turquie

ISTANBUL, 12 mars (AFP) - L'Allemagne a vivement critiqué jeudi certains de ses partenaires de l'Union européenne, les accusant d'être responsables de l'actuelle crise dans ses propres relations avec la Turquie.

"Les allégations selon lesquelles Luxembourg a reflété une opposition spécifiquement allemande à l'accession de la Turquie à l'UE sont fausses et ne gagnent pas en crédibilité par leur répétition inlassable", a écrit l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara, Hans-Joachim Vergau, dans un article publié par le quotidien de langue anglaise Turkish Daily News.

"Il est très injuste que certains Européens, ayant leurs intérêts commerciaux en tête, vous racontent des contes de fées derrière notre dos", a dit M. Vergau à l'adresse des Turcs.

"A notre regret, il se trouve des politiciens turcs assez naïfs pour avaler ces sornettes", a-t-il ajouté.

Les relations turco-allemandes se sont sérieusement détériorées depuis le sommet européen de Luxembourg en décembre dernier, lors duquel la Turquie a été tenue à l'écart du processus d'élargissement de l'UE, Ankara accusant Bonn d'être responsable de cette décision.

La France, en particulier, a regretté publiquement cette décision.

M. Vergau a par ailleurs indiqué pour la première fois que l'Allemagne regrettait la manière dont la décision de Luxembourg a été rédigée.

"Le texte du sommet de Luxembourg a été malheureusement amendé à la dernière minute, par l'ajout de termes qui apparaissent partisans", a-t-il écrit. "Je comprends la déception des Turcs devant ces ajouts".

La Turquie avait objecté vigoureusement aux demandes, contenues dans ce texte, qu'Ankara résolve ses disputes territoriales avec la Grèce et accepte la juridiction de la Cour internationale de Justice, les rejetant comme autant de préconditions inacceptables à ses négociations avec l'UE.

"Ces ajouts (...) ne doivent pas être interprétés comme des préconditions", a affirmé M. Vergau. "Il n'y a pas de préconditions à la participation de la Turquie à la Conférence européenne ou à l'amorce d'une stratégie européenne pour elle".

L'article de l'ambassadeur survient alors que les dirigeants de 26 pays sont réunis à Londres pour lancer la Conférence européenne, conçue initialement comme un moyen d'associer Ankara au dialogue européen mais qui est boycottée par la Turquie, furieuse de la décision de Luxembourg.

---

### **M. Demirel défend les militaires dans une polémique impliquant l'armée**

ANKARA, 12 mars (AFP) - Le président Suleyman Demirel a pris la défense de l'armée dans une polémique lancée par un chef de l'opposition sur le rôle des militaires dans la vie politique, à la veille de l'anniversaire d'un des trois coups d'Etat ayant marqué l'histoire récente de la Turquie.

La polémique a été déclenchée par le chef du Parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate), Deniz Baykal, qui a récemment déclaré qu'"un régime intérimaire constituerait une trahison vis-à-vis de la démocratie".

L'expression "régime intérimaire" est en Turquie une allusion à la désignation, hors parlement, d'un gouvernement de technocrates, suite à une intervention des militaires, comme cela s'était produit le 12 mars 1971.

A l'époque, les militaires, mécontents de la situation politique et sociale du pays marquée de troubles, avaient contraint le Premier ministre, qui était alors M. Demirel, à démissionner et avaient imposé la formation d'un gouvernement de transition dont la plupart des membres n'étaient pas parlementaires. La constitution turque stipule que le gouvernement doit être composé de parlementaires.

"Personne n'a le droit de présenter l'armée comme l'ennemi de la démocratie. L'armée ne menace pas la démocratie", a rétorqué M. Demirel, dans une interview télévisée mercredi soir. "Lancer une controverse sur l'éventualité d'un coup d'Etat ne sert qu'à détériorer l'image de la Turquie que nous tentons d'améliorer", a-t-il ajouté.

"L'ouverture d'une polémique sur l'éventualité d'un coup d'Etat entraînerait un manque de confiance envers le régime et sa Constitution", a estimé M. Demirel, vétéran de la politique turque qui fut six fois Premier ministre et renversé à deux reprises par les militaires, en 1971 et en 1980.

Cette controverse sur le rôle de l'armée survient un peu plus d'un an après que les militaires eurent dicté une série de mesures au gouvernement de coalition à dominante islamiste de l'époque, dont Mme Ciller était membre, contre ce qu'ils considéraient comme une montée du fondamentalisme islamique en Turquie.

Cette initiative de l'armée, gardienne farouche de la laïcité de l'Etat, avait entraîné en juin 1997 la démission de cette coalition gouvernementale dirigée par le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, dont le Parti de la Prospérité (Refah) a été dissous en janvier dernier pour "activités contre le régime laïc de l'Etat" par la Cour constitutionnelle.

M. Erbakan, à qui l'armée avait alors reproché d'encourager une dérive islamiste, a été interdit de politique pour cinq ans.

Jeudi, la presse écrivait que l'armée serait mécontente du manque d'efficacité de la lutte menée par l'actuel gouvernement de coalition pro-laïc du Premier ministre Mesut Yilmaz contre l'intégrisme musulman, et qu'elle s'apprêterait à présenter un rapport au gouvernement, le 27 mars, lors de la réunion mensuelle du Conseil national de Sécurité, organe politico-militaire par lequel les généraux exercent leur influence sur le gouvernement.

# \$248 Million Ruling Against Iran, but How to Collect?

NEWS ANALYSIS

By Bill Miller and Barton Gellman  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — When a federal judge ordered the government of Iran to pay \$247.5 million in damages to the family of an American college student who was killed in a suicide bombing while studying in Israel, it was the largest judgment returned by a U.S. court against a nation deemed responsible for a terrorist act.

But it is far from clear whether it can be enforced.

Further, the ruling places the Clinton administration in a quandary. While consistent with government assessments of Iranian links to terrorism, foreign policy officials said it risked stoking unwelcome conflict at a moment when the administration sees realistic prospects of a change of course by Tehran.

The suit was brought by the family of Alisa Flatow, a 20-year-old from New Jersey who died in April 1995 after a suicide bomber drove a van filled with explosives into the bus in which she was riding in the Gaza Strip. Seven Israelis also died in the attack.

The Palestinian group Islamic Jihad, then led by Fathi Shiqaqi from Damascus, took responsibility for the attack. U.S. and Israeli authorities, who later authenticated the claim, have long asserted that the Shiqaqi faction of Islamic

Jihad is funded primarily by Tehran.

"An innocent girl was needlessly killed," the U.S. District Court judge, Royce Lamberth, said in announcing his 60-page ruling. "The court cannot be stronger in condemning this action. It has no place in a civilized society."

Judge Lamberth's ruling was based on legislation passed by Congress two years ago that permits citizens who are victims of terrorist acts abroad to sue foreign countries in U.S. courts if those countries, like Iran, have been classified by the State Department as sponsors of terrorism.

The court heard no evidence that Iran planned or carried out the attack that

killed Ms. Flatow, but lawyers for her family presented testimony last week from former officials of the FBI and Israel's security service describing Iran's funding and training for Islamic Jihad.

Judge Lamberth based his finding on testimony that Iran has supplied virtually all of the \$2 million annual budget of the faction of Islamic Jihad, a group believed to have only about 100 members.

The vital question for the Clinton administration is not whether Iran has sponsored terrorism in the past but whether a series of public and private overtures from its new president, Mohammed Khatami, signal meaningful changes of policy on Iran's financial and operational backing for political violence. Senior administration officials have expressed optimism that important movement could be under way.

Washington greeted as intriguing and potentially promising Mr. Khatami's election in May on a platform of domestic reform. In a January interview with CNN, among several other public and private communications, the new president expressed regret for the 1979 seizure of hostages at the U.S. Embassy and denounced the killing of civilians in Israel.

In public, President Bill Clinton welcomed the overture and responded with a parallel message to the Iranian people.

"This case is not what we needed at this time, in terms of what we're trying to do," an administration official said. "At a time when Khatami may be trying to move a country in areas where our long-term strategic interests are involved, we don't want to smack him."

Judge Lamberth ordered Iran and its leaders to pay \$22.5 million in compensatory damages to Ms. Flatow's parents and four siblings, and another \$225 million in punitive damages. He said he wanted Iran to spend three times its "annual expenditure for terrorist activities" on punitive damages as a deterrent.

The family has little chance of collecting the damages directly from Iran. The defendants, who included the senior religious leader, Ayatollah Sayed Ali Hoseini Khamenei, and former President Hashemi Rafsanjani, did not respond to the filing of the lawsuit last year and sent

no attorneys to court. The defense table was empty throughout two days of hearings at the courthouse in Washington.

Steven Perles, an attorney for the Flatows, said the family was considering asking Mr. Clinton to turn over Iranian assets under U.S. control. Washington froze an estimated \$12 billion in Iranian assets in 1979, during the seizure of the U.S. Embassy in Tehran, but most of that sum has been adjudicated through a claims panel. Iranian assets impounded in the United States now total \$20 mil-

lion, a Treasury Department spokesman said. Mr. Perles said the family also could attempt to persuade another nation to turn over Iranian assets in its control.

"Iran by any standard is a wealthy country," he said. "We anticipate collecting the entirety of the judgment."

Until Wednesday, only one other nation had been ordered to pay damages under the new law. In December, a federal judge in Miami ordered Cuba and its air force to pay nearly \$187 million to the families of three U.S. citizens killed last year when Cuban fighters shot down two small planes in international airspace.

Congressional leaders and lawyers said they believed Judge Lamberth's decision, although not binding on other courts, would influence future rulings in cases filed under the 1996 amendment to the Foreign Sovereign Immunities Act. Relatives of the victims of the Pan Am 103 bombing over Lockerbie, Scotland, have a similar claim pending in New York against Libya for the 1988 attack.

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE,

MARCH 13, 1998

# Voyage au cœur de la Turquie orientale



RENCONTRE AU SOMMET

Les dirigeants de deux clans, les Seyhvanli et les Arisoglu, se réconcilient sous la houlette du MHP, le parti d'extrême droite.

**REPORTAGE** Quand une journaliste d'Istanbul débarque à Urfa (appelée aussi Sanliurfa), ville de province proche de la frontière syrienne, elle peut avoir l'impression de changer de planète – ou de siècle. Ne fut-elle pas, pendant 800 ans, sous le nom d'Edesse, un important centre intellectuel, puis un des Etats latins fondés par les croisés ? Aujourd'hui, dans cette région du sud de l'Anatolie à populations mêlées – kurde, turque et arabe –, le clanisme, la polygamie, la vente de jeunes filles à marier, la soumission policière aux parrains, les trafics de toutes sortes semblent surgir d'un passé immémorial.

Seules les armes et les voitures sont de notre époque...

## REPORTAGE PHOTO FEDAI GÛL

**U**rfa, entourée de montagnes et de brume... Ce chant est toujours fredonné par un jeune homme au cœur brisé, un garçon perdu. Car cette ville et ce pays, isolés par la brume et les montagnes, sont différents. La vie y est différente. Ici, un autre droit et d'autres sanctions sont appliqués. Les jeux sont virils, les "affaires" se règlent en silence. Le silence est la langue d'I rfa. Il est rompu chaque matin par une colombe au collier d'argent, dont les yeux ont vu des milliers d'histoires. Pour certains, ce sont des histoires cruelles ; pour d'autres, elles sont incroyables, ridicules même. Mais l'oiseau est témoin de ces histoires, où la terre tient entre ses mains le destin des humains, où elle les tue et les fait vivre. La colombe voit ces histoires.

Si tu te mettais à la suivre, tu te dirais : "Si seulement ils ne tuaient pas les jeunes filles !" Tu te dirais : "Si les gens n'attendaient pas, impuissants, la miette que leur donne le seigneur du clan !" Tu te dirais : "Si tout le monde n'était pas armé à ce

document **LE SILENCE, LE SANG ET LA MAFIA**

## COURRIER INTERNATIONAL

point ! Si les vendettas ne se réglaient pas de cette façon, en payant avec de l'argent !" Tu te dirais tout cela car tu viens de l'ouest, et tu n'es qu'un voyageur ignorant. Si tu suis la colombe, tu apprendras d'abord à te taire. Sinon, en un battement d'ailes, tu te retrouveras entouré d'hommes armés. Et alors, si tu n'es pas toi-même armé, tu es nu.

C'est un jeu sérieux. Des Cherokee, des Mercedes sur la route du village de Cakmakli, et on imagine déjà

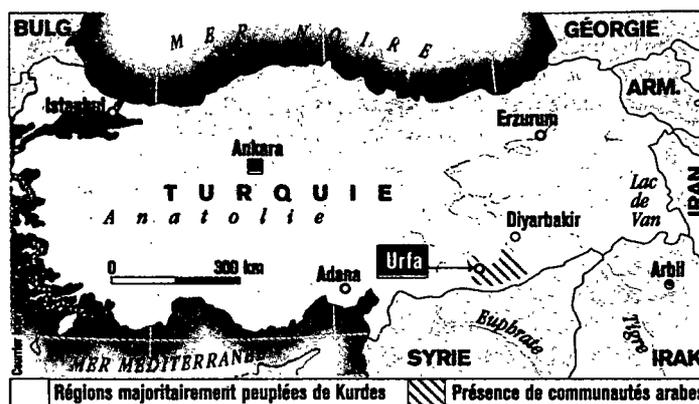
les titres des journaux du lendemain : "Rendez-vous entre la mafia et les clans. Drej Ali [ "Ali le Grand" en kurde, chef mafieux recherché] sert d'intermédiaire pour réconcilier deux clans." Les clans des Seyhvanli et des Arisoglu se rencontrent aujourd'hui dans la maison blanche de Muzaffer Cakmak, membre du comité exécutif du MHP [Parti d'action nationaliste, extrême droite]. Ils feront la paix dans cette maison qui s'érige comme un château en haut d'une colline dominant le village. Tout est comme il se doit : les notables des deux clans, vêtus de leurs plus beaux costumes pour affronter la presse, les hommes armés, les murmures incompréhensibles en kurde, en arabe, en zaza [dialecte kurde], parlois en turc... On attend Ali, "le Drej". Des hommes s'affairent à étaler des tapis rouges autour d'une piscine de dimensions olympiques, dans le jardin de Cakmak, où aura lieu le banquet.

Pendant ce temps, nous engageons la conversation avec Ihsan Bucak, membre du comité exécutif local du DYP [Parti de la juste voie, dirigé par M<sup>me</sup> Tansu Çiller]. Bucak est également président du club de foot local Siverek Spor. Nous l'interrogeons sur les trafics de drogue et d'armes et sur "l'après-Susurluk" [allusion à l'accident de la route qui a révélé, fin 1996, les connexions mafieuses de l'ex-Premier ministre Çiller, notamment avec le clan des Bucak - voir CI n° 318 du 5 décembre 1996].

Bucak répond sans masquer sa colère : "Si quelqu'un cultivait de la drogue dans son village, vous croyez que ça se ferait avec notre autorisation ? Le vrai coupable, c'est l'Etat." Brusquement, la foule s'agite : le Drej arrive. Un cercle d'hommes très dense l'entoure aussitôt. Il pose pour la presse, de face, de profil. La police lui ouvre un passage, visiblement à son service. La cérémonie commence quand le Drej et les chefs des clans arrivent à la maison blanche. Pendant que l'imam récite une longue prière, quelqu'un nous chuchote le prix de la paix : "33 milliards de livres [près de 1 million de FF] ont été payés pour effacer le sang, mais vous ne le ferez avouer à personne."

Plus tard, un membre du clan Seyhvanli, celui de la victime, confirme le renseignement et ajoute : "Ceux qui ont servi d'intermédiaires dans cette affaire ne seront plus pris au sérieux. Ils ne seront plus convoqués pour d'autres affaires. Tout de même, établir un prix du sang aussi élevé !" L'argent collecté auprès de tous les membres du clan des Arisoglu sera versé à la famille du clan Seyhvanli, dont le fils a été tué. Tout le monde est au courant, mais personne ne parlera : le silence est la langue d'Urfa. Du m'ra [café très fort, typique de la région] est servi dès la fin de la prière. Le Drej prend place à côté d'Ihsan Bucak. Ils se plongent dans une conversation, comme deux bons amis. Nous nous approchons du Drej pour lui demander : "N'est-ce pas recherché ? Comment as-tu pu venir jusqu'ici ?" A cet instant, vingt têtes au moins se tournent vers nous, vingt têtes peu bienveillantes. On arrive tout de même à se parler : "J'ai évidemment joué un rôle pour conclure cette paix, dit le Drej. Avec l'aide des amis, bien sûr. On vient assez souvent par ici. Ils ont la gentillesse de nous inviter." Quant à la question de savoir qui sont ces "amis" et pourquoi ces puissantes familles auraient besoin des services de Drej Ali, ou plutôt pourquoi elles accepteraient sa décision...

C'est que le Drej collabore avec Adem Seyhvanlioglu, qui, dit-on, est le parrain de la mafia du charbon à Istanbul. Et celui-ci avait tué l'homme qui, lors d'un procès, au tribunal, avait tiré sur Ibrahim Tatlisises [originaire d'Urfa, "Ibo" est la plus grande voix de la musique populaire en Turquie et dirige une chaîne de fast-foods kurdes ainsi qu'un réseau de bus interurbains]. On dit donc qu'Adem Seyhvanlioglu est soutenu par Ibo et le Drej. C'est également la raison pour laquelle les Ari-



soglu se sont résignés à un prix du sang aussi élevé. La partie adverse s'appuyait sur une mafia qui a pignon sur rue à Istanbul. Dès que je prononce le mot "mafia", l'employé qui s'occupe du café s'empresse de se présenter : "Ramazan Kara, le père des parrains, père sans père, serveur de café des mafias, ravi de faire votre connaissance, madame." Ramazan se vante d'avoir servi du café à "plusieurs mafieux", à commencer par Drej Ali. C'est maintenant le tour de Muzaffer Cakmak, "le plus grand parrain de la mafia", selon lui. Il veut plaisanter, mais ceux qui sont à proximité sont très prudents envers "certains médias" et font vite disparaître Ramazan.

Les plats sont étalés sur les tapis. Une multitude d'hommes plongent leurs cuillères dans le riz à la viande. Suivent les discours : d'abord le commandant de la brigade militaire locale, puis le préfet d'Urfa, enfin les Bucak. La paix est conclue. Qui avait tué qui ? Et pourquoi cette grande cérémonie, qui a coûté plus de 1 milliard de livres à Muzaffer Cakmak - il est vrai que cela lui a également servi à consolider sa réputation -, se termine-t-elle sans qu'on prononce une seule fois les noms de la victime et du tueur ? Plus tard, un membre du clan Seyhvanli répond à ces questions : "C'est une histoire de fille. Deux jeunes étudiants se sont battus. L'affaire a pris de l'ampleur, impliquant les familles. Mais ne dites à personne que c'était une affaire de fille. Ce serait une honte pour les familles !"

A Urfa, on lave le sang avec de l'argent. Le fait que deux jeunes gens se poignardent en se disputant une jeune fille aboutit finalement à cette cérémonie qui réunit les plus hautes autorités de la ville, offre un grand spectacle à la presse et rajoute des bons points à la carrière politique de la dignité locale, Muzaffer Cakmak. Celui-ci se lance dans un discours politique. "L'argent qu'on gagne ailleurs, on l'investit ici, à Urfa. Vous voyez : nous avons enterré 30 milliards dans cette maison, par exemple. Elle a été construite en trois mois." En contrebas de la maison, ou plutôt de ce qu'il faut appeler une forteresse blanche, on voit l'école du village de Cakmakli. Muzaffer Cakmak la contemple et évoque ses souvenirs d'enfance, quand il s'y rendait pieds nus, portant ses souliers à la main pour ne pas les user. Cet hiver encore, les enfants du village continueront, peut-être, à aller à l'école leurs souliers à la main. Et ils le feront parce que chacun rêve d'être un nouveau Muzaffer Cakmak.

Tu t'interroges sur cette loi incompréhensible : 33 milliards de livres suffisent-ils pour une vie ? Pourquoi d'ailleurs le cadavre d'un homme coûterait-il 33 milliards, alors qu'une femme, de son vivant, ne vaut pas plus de 1 milliard ? La colombe chuchote : "Ici, les gens créent leur propre droit si la justice ne les satisfait pas. Ce n'est pas comme les autres endroits que tu connais. Ici, le sang se lave soit avec du sang, soit avec de l'argent. Si les gens ne se vengent pas, ils portent comme une tache noire sur le front." Et, d'un battement d'ailes, la colombe s'envole vers le village de Zeynep, où vit une partie des familles arabes de la région. Halime, la plus belle femme de Zeynep, est mariée depuis un an à peine. Elle s'est mariée en échange de 600 millions de livres [18 000 FF] versés à ses parents. Ses amies, admiratives devant sa beauté, soupirent : "Si elle avait épousé un étranger, sa famille aurait exigé pas moins de 1 milliard, mais comme on l'a mariée à son cousin..."

Halime parle très peu. Elle explique qu'elle descend à Urfa quelques fois par an et qu'elle n'est jamais allée plus loin. Quand on lui demande si elle n'aurait pas eu envie d'aller ailleurs, elle répond : "Pour quoi faire ? Que ferait-on ailleurs ?" Halime et les autres jeunes filles sont pour la tradition, qui consiste à rémunérer la famille de la jeune fille demandée en mariage : "De toute façon, cet argent nous revient à la fin, et nous achetons ce qu'il faut pour la maison ou de l'or", disent-elles. "Mais vous ne pouvez pas vous marier à l'homme de votre choix." Elles rient, timides : "Cela ne se fait pas." Et puis, la voix tremblante, Halime dit : "Dans le village, ce serait mal vu, d'aimer et..." Ce serait également mal vu de poser des questions sur cette phrase en suspens. Alors, nous nous taisons.

Une jeune fille, Hülya, avait fait le tour des chaînes de télévision, dans des costumes arabes bariolés, pour dénoncer la condition des femmes de la région, pour dire qu'elles étaient vendues, et même tuées. La presse à sensation avait fait d'elle une vedette d'un jour. Sans se demander quel est le prix à payer quand on parle. Les journalistes l'avaient interrogée sans cesse, et elle avait parlé. Elle avait raconté que, là-bas, les jeunes filles se font égorger, qu'elles sont vendues, qu'elles aimeraient faire des études... La télévision l'avait rendue célèbre pendant quinze minutes, avant de la laisser tomber comme un vieux chiffon. Maintenant, à Urfa, tout le monde parle d'elle.

"Nous n'aimons pas qu'on évoque notre ville de cette façon", disent-ils, en laissant percer leur hostilité. Même les femmes la détestent et protestent contre ses affirmations : "Nous ne sommes pas vendues comme du bétail." Elles savent que dire le contraire entraînerait une punition.

"J'ai défendu l'idée de la réforme agraire, des droits des femmes, explique Hülya. J'ai dénoncé la pratique de la bigamie [interdite par la loi turque]. Malgré les réactions, je suis allée jusqu'à Istanbul, jusqu'à Ankara. La réussite, pour moi, consistait à faire entendre ma voix. Pour qu'enfin on me comprenne !

- Comment ont réagi les autres jeunes filles de ton village ?

- Au début, elles l'ont mal pris. L'année dernière, il y avait des cours d'alphabétisation pour adultes. Il y a eu seulement 12 participantes, dont moi-même. On ne voulait pas qu'on y assiste. Mais celles qui nous critiquaient sont venues d'elles-mêmes cette année, en achetant leurs cahiers et leurs crayons. Maintenant, elles aussi commencent à s'ouvrir. Elles sont prêtes à parler comme moi, devant les caméras, si les équipes de télé viennent par ici.

- Le fait que tu as parlé ne posera pas de problèmes pour ton mariage ?

- Je ne le crois pas. Les candidats se multiplient. Mais la plupart sont des hommes déjà mariés à deux ou trois femmes !

- Que dit ton père ?

- Il s'est trouvé dans une position difficile. Mais il a eu également des éloges.

- Quelque chose a-t-il changé après tes dénonciations ?

- Les jeunes filles sont plus conscientes, maintenant. L'argent est versé directement à la mariée. Sinon, elle le réclame. Avant, elles avaient honte de le réclamer à leur famille et, quand elles partaient vivre dans la famille de leur mari, elles étaient humiliées.

- Et toi, tu vas demander de l'argent pour te marier ?

- Je ne peux pas faire autrement. Je l'accepterai, mais, au moins, je pourrai utiliser cet argent pour moi-même, pour ma maison, pour acheter des bijoux.

- Pourquoi ne t'opposes-tu pas à cette pratique de vente de la femme ?

- C'est une tradition.

- Tu vas continuer ta formation jusqu'à quel niveau ?

- Je vais arrêter après le lycée. Ici, on ne peut pas faire d'études, vous savez. D'ailleurs, moi-même, je n'ai pas envie de continuer.

- Tu sembles lasse, maintenant.

- Je suis fatiguée, oui. J'ai beaucoup parlé, beaucoup trop. Aux autres, maintenant, de prendre la relève."

Hülya, arrachée à son village par la presse, puis rendue, non pas telle quelle, mais avec une lourde facture à payer, n'a plus de rage et de joie dans les yeux. Pourtant, l'an dernier, sa mère a été élue "mère de l'année", et la presse s'est penchée sur la vie d'Hülya, considérée comme un "cas intéressant". Et maintenant ? La colombe bat des ailes : "Si elle par-

lait davantage, elle ne pourrait pas en payer le prix. De même si elle apprenait davantage... Le fait de ne pas pouvoir vivre tout ce qu'elle aura appris lui ferait de la peine ; elle le sait." Après un nouveau battement d'ailes, nous nous trouvons face à un autre visage, celui de Murat Badilli, fils d'un chef de clan, ex-étudiant à la Sorbonne. Il a fini par revenir sur ses terres, qui l'ont arraché à l'ivresse des rêves où il était plongé, là-bas, à Paris. La colombe se pose silencieusement sur les dalles de pierre de la cour.

C'était une autre époque. Le père tenait le bras de son fils. Tous deux étaient silencieux. L'homme avait sorti d'un vieux tiroir un flacon d'encre bleue. Tout était très lent, très pesant. Le garçon regardait son père avec de grands yeux. Celui-ci riait, sans rien dire. Et puis, l'homme a pris le pouce de son fils et y a déposé une goutte d'encre bleue. L'enfant a-t-il pris peur ? Le père lui a demandé :

ment. Bon, on est à Urfa. Les gens se moquent de moi et me crient : 'Monsieur ! Mister !' Mais, l'autre jour, quand je me suis montré avec un chalwar [pantalon bouffant] et bardé d'armes, ça a beaucoup plu à tout le monde. Je pense qu'ils s'habituent à moi quand même."

Son père, Kemal Badilli, était l'homme le plus puissant d'Urfa. Lorsque Murat l'a perdu, à 16 ans, il ne savait rien de lui. Il n'a appris que plus tard que son père était membre du Parti de la nouvelle Turquie, fondé par M<sup>me</sup> Behice Boran [sociologue d'Istanbul, qui a ensuite dirigé le Parti ouvrier de Turquie, de tendance marxiste]. Il a également appris que son père était passionné d'astrologie et qu'il avait écrit plusieurs livres sur les étoiles et les constellations, ainsi que la première gram-



FUNÉRAILLES

Les femmes du clan des Siya, tournant en rond, se frappent la poitrine.

que tu vois dans l'encre, lis ton avenir !" Le garçon y a vu des pays lointains ; il a vu une ville immense avec une tour au milieu, des jolies filles, de grandes rues et des amours volages. Mais, avant qu'il puisse voir davantage, la goutte a coulé de son doigt.

"Mon père m'a fait lire mon avenir ce jour-là", raconte Murat Badilli. Il sait maintenant que le pays lointain vu dans l'encre était la France. "Pour moi, ça a été une période de vagabondage. J'ai changé d'école plusieurs fois et j'ai passé quelques années à la Sorbonne." Le voilà de nouveau sur ses terres, à Urfa. Bien qu'il ait voulu ne plus jamais y revenir, bien qu'il ait plusieurs fois envisagé de vendre toutes ses terres et aller s'installer à Istanbul ou à Paris. "Avant, je n'avais aucun but dans la vie. Maintenant, petit à petit, je vois des choses à faire. J'ai fait relier mon village au réseau d'électricité, par exemple. Et j'essaie de faire venir l'eau, égale-



HÜLYA, celle par qui le scandale arrive.

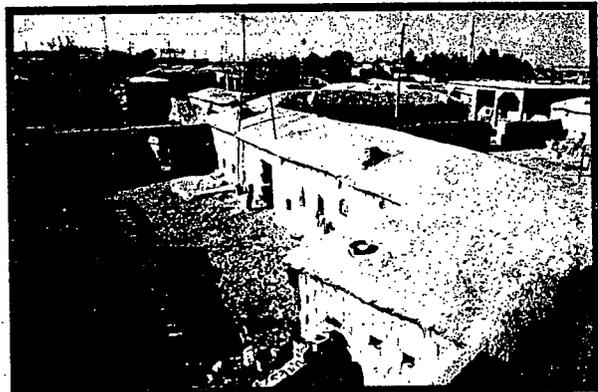
mère de langue kurde. Et, qu'au moment de sa mort, il travaillait sur un dictionnaire kurde. Murat n'a plus que sa solitude, maintenant. Sa solitude et 1 000 hectares de terres héritées de son père. S'il ne s'est toujours pas marié, c'est qu'il a laissé son cœur en France. Seul fils de la famille, les pressions du clan l'ont empêché d'épouser la Française qu'il avait aimée là-bas. Maintenant, toute la famille se mobilise pour le voir enfin casé. Ils ne le font pas ouvertement, mais en essayant la magie. Lui s'en moque. Après la vie tumultueuse qu'il a vécue, ce qui lui rend la solitude supportable, c'est qu'il se rapproche ainsi de la trajectoire de son père. Chaque fois qu'il se rend au village, il achète un grand sac de bonbons pour les distribuer aux enfants, comme faisait son père. Et il s'occupe de ses terres. "Combien de fois ai-je essayé de les vendre, soupire-t-il, mais ces terres ne m'ont pas lâché. Et je pense que ça continuera ainsi."

"La terre est le destin des gens. Ici, chacun a



**URFA**  
Dans la cour d'une  
mosquée.

**UN VILLAGE DES ENVIRONS**  
Kurde, Murat Badilli  
y a fait venir  
l'électricité, en  
attendant l'eau  
courante.



*le sien. Si tu crois au destin, il devient réalité...*" La colombe est imprévisible. On ne peut savoir où elle va se poser. Maintenant, elle fait briller son collier d'argent dans un taxi collectif. Le chauffeur a les yeux rougis par l'insomnie. Le matin, Necmi est instituteur. L'après-midi, il est chauffeur. Et, la nuit, quand il y a du travail, il devient "Neco", gardien de chantiers. A 40 ans, il enseigne depuis dix-sept ans. Il n'a pas pu se marier jusqu'à présent - "A cause de mon faible poids côté livres turques". Il vit

avec ses sœurs. Quand on lui demande son origine, il lance, avec l'accentuation nécessaire, conscient de l'importance, à Urfa, d'une telle question : "J'appartiens à la famille des Sans-personne !" Même la colombe en rit. Necmi, lui, est entre rire et larmes. Il devrait aller tuer sa tristesse dans le raki [pastis turc], mais il ne boira pas ce soir, il doit conduire.

La colombe descend dans un village arabe, dessinant de grands cercles dans l'air. De la fumée monte de la place centrale. Une tente noire en peau de chèvre est dressée, pour le deuil qui dure déjà depuis une semaine. Les hommes attendent silencieusement, accoudés à des coussins brodés de fils d'or. Le chef du clan des Siya, Sattam el-Bedr, se tient au milieu, entouré de 200 hommes. Les femmes sont debout, en cercle devant la plus grande maison du village. Elles tournent en rond, se frappant la poitrine et chantant des lamentations en arabe. Des tatouages sur leurs mentons, et plus de fatigue que de tristesse sur leurs visages. Elles sont fatiguées de tourner en rond, de ce deuil. Nous voulons nous éloigner sans trop les déranger, mais l'une d'elles nous interpelle : "Venez,

prenez les femmes en photo." Le chant funèbre tourne dans l'air pour devenir d'abord un cri aigu, puis une lamentation grave, rauque. Les femmes elles-mêmes deviennent un cri tourmenté qui vous arrache le cœur. Mais chacune d'entre elles jette un regard furtif, au moins une fois, à l'appareil photo, et puis se frappe encore plus violemment la poitrine.

La colombe s'envole à nouveau les ruelles étroites de la ville défilent sous ses yeux, les marchés, les femmes aux corps splendides et les mille histoires d'Urfa... Elle aime ce lieu et elle a de la peine, car les histoires d'Urfa sont souillées de sang, pleines d'armes et de lois impitoyables. Les gens naissent ici pour vivre ces histoires. Dès que l'on franchit les montagnes et la brume qui entourent la ville, les histoires d'Urfa deviennent ridicules et invraisemblables. Urfa est comme la magie : personne ne peut démontrer l'existence de son âme et personne ne peut la nier. Une seule chose est certaine : à Urfa, il y a des colombes à collier d'argent.

**Ece Tomokuran**

*Les pressions du clan ont empêché Murat d'épouser la femme qu'il a aimée en France*

## Kinkel urges Turkey to put row aside

- Kinkel: '...however, Yilmaz's remarks were not helpful. I have openly rejected his remarks. We now have to look ahead'



Ankara - TDN with wire dispatches . MARCH 14 1998

German Foreign Minister Klaus Kinkel on Friday urged Ankara to turn aside from a row over Turkey's bid to join the European Union (EU) and to look to its future which, he said, was inconceivable without Europe.

Kinkel rejected Turkish accusations that Germany wanted the EU to be an exclusively "Christian club" and that Bonn was the chief obstacle to its bid to join the bloc

"We Germans have always made it quite clear what is or is not possible and that we want Turkey in Europe and to make its way towards full membership," Kinkel told the daily Cologne Rundschau in an interview. "We should now look ahead. The Turkish government knows very well its best interests lie in the European option," Kinkel said.

A meeting of leaders from 26 countries, including candidates in eastern Europe for EU membership, in London on Thursday to discuss enlarging the bloc was overshadowed by Turkey's refusal to attend. The 15-nation bloc had put Turkey's longstanding membership bid in cold storage last year. Ankara responded angrily and froze all political dialogue with the EU.

Kinkel underlined EU concerns over Turkey's human rights record, the Kurdish conflict and disputes with EU-member Greece. "Candidates for the EU are not judged on the basis of religion; the decisive thing is that they must fulfil the criteria," Kinkel stated.

Turkey's relations with the EU took a turn for the worse last week when Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz said Germany was behind Ankara's exclusion from EU membership. He also infuriated Bonn by charging the German government with pursuing in eastern Europe a policy of "Lebensraum" -- Adolf Hitler's policy of expansion in the 1930s to create a "living space" for the German people.

But Ankara remained defiant late on Thursday, saying it had made the right decision by refusing to attend the EU enlargement conference in London.

---

## MIT is in contact with CIA and MOSSAD

---

Ankara - TDN Parliament Bureau

National Intelligence Organization (MIT) Undersecretary Senkal Atasagun, noting that different intelligence organizations could interact with each other and share information on some issues, added that MIT sometimes has contact with the CIA and MOSSAD.

In an answer to Virtue Party (FP) deputy Zeki Unal's written question which he addressed to Prime Minister Mesut Yilmaz in order to learn whether claims that the MIT was in contact with the CIA and MOSSAD were true, Atasagun provided a written declaration by State Minister Yuçel Seckiner on behalf of Mesut Yilmaz. "The fact that intelligence organizations share information when needed is a known reality. The MIT interacts with these organizations with the permission of the relevant state offices," the statement said.

---

# Il y a dix ans, terreur chimique à Halabja

Le 16 mars 1988, les Irakiens bombardent la cité kurde: au moins 5000 morts.

libération

1 9 9 8  
M A R S  
1 6  
J U N D I

Le bombardement de la ville d'Halabja a commencé à midi et demi, le 16 mars 1988, il y a tout juste dix ans. Ce n'était pas la première fois que cette localité kurde était la cible de l'aviation de Saddam Hussein. Le 26 avril 1974, lors de l'écrasement d'une précédente révolte kurde, une quarantaine d'habitants avaient été tués et une centaine d'autres blessés par des raids aériens. Cette fois, le bombardement est plus intense et frappe quartier après quartier. C'est ce qui amène Ali Razgar, âgé à l'époque de 25 ans, à fuir avec sa famille et non pas à attendre la fin de l'attaque. Pari risqué puisqu'il lui faut partir sous les bombes mais qui lui sauve la vie. Réfugié dans le petit village tout proche d'Abu Obeida, situé sur une colline qui domine la ville, il assiste à la poursuite du pilonnage d'Halabja. Des fumées grises montent des incendies. Puis, d'autres, de couleur jaunâtre. Ali Razgar ne sait pas encore que la ville est alors bombardée à l'arme chimique depuis 15 heures. Le gaz employé est un «cocktail» de gaz moutarde (qui attaque les yeux, la peau, les membranes du nez, la gorge et les poumons), de sarin et de VX (lesquels détruisent le système nerveux).

**Défaite majeure.** Halabja est une grosse bourgade située à une trentaine de kilomètres de la frontière iranienne. Comme l'état-major irakien a décidé de vider les villages environnants de leur population et de les regrouper dans des baraquements autour de la ville, elle compte une cinquantaine de milliers d'habitants. En 1988, l'armée iranienne est passée à l'offensive sur le front du Kurdistan et, la veille, les forces irakiennes ont enregistré une défaite majeure qui les a contraints à abandonner la ville. Des centaines de soldats irakiens se sont rendus. L'après-midi du 15 mars, des milliers de *pasdaran* (Gardiens de la révolution iraniens) entrent dans Halabja, accompagnés des *peshmergas* kurdes, principalement des guérilleros de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani). Les habitants se félicitent de la «libération» de leur cité.

«On était contents», se souvient Ali Razgar. Ils vont vite déchanter en voyant la ville passer sous contrôle iranien, les combattants kurdes n'ayant guère qu'un rôle de supplétifs. Les *pasdaran* arrêtent les principaux responsables de l'administration irakienne. «Mais beaucoup d'autres cadres se sont enfuis la veille des bombardements, avertis par Bagdad de ce qui allait



Halabja, mars 1988. Le bombardement a fait quelque 5000 morts et des dizaines de milliers de blessés.

se passer», complète Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

«**Pleins pouvoirs.**» La nuit du 15 au 16 mars, la population l'a vécue dans la plus grande inquiétude. Elle craint une possible attaque à l'arme chimique. L'aviation irakienne a déjà utilisé les gaz à de nombreuses reprises contre d'autres localités aux mains de la résistance kurde, faisant des centaines de morts. Le Kurdistan est la propriété privée d'un cousin de Saddam Hussein, Ali Hassan el-Majid, l'un des responsables des programmes irakiens d'armements de

destruction massive. Il a reçu du raïs «**Beaucoup d'autres cadres se sont enfuis la veille des bombardements, avertis par Bagdad de ce qui allait se passer.**»  
Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

«**les pleins pouvoirs**» pour régler la révolte kurde. Et n'a jamais fait mystère de son goût pour les méthodes les plus radicales afin d'en venir à bout. Lorsque le soir tombe, Ali Razgar et son frère décident de revenir en ville pour chercher des vivres et des couvertures. C'est l'odeur de pourriture qui d'abord les met en alerte. Puis, les gens qu'ils croisent se plaignent de ne plus pouvoir respirer, de violentes quintes de toux et de brûlures aux yeux. Les deux frères ne s'attardent pas. Eux-mêmes ont mal à la gorge et les yeux rouges. C'est sur le chemin de l'Irak qu'ils découvrent l'ampleur de la tragédie. Un peu partout, dans une pagaille effroyable, des milliers de civils, dont certains ne voient plus et d'autres ne peuvent plus marcher, cherchent à gagner la frontière. Dans la foule, Ali Razgar reconnaît un ami, Ibrahim, âgé de 32 ans. Il est devenu aveugle. Il le prend par la main mais le blessé n'ira pas

beaucoup plus loin. Il mourra sur le bord de la route. Il s'occupera ensuite de sa sœur qui décèdera quelques jours plus tard. Le rescapé et sa famille arriveront finalement en Iran où ils seront soignés.

Aujourd'hui, Ali Razgar se dit convaincu que le bombardement d'Halabja était destiné à exterminer la population outre, bien sûr, les forces iraniennes qui occupaient la ville. «*Il y a eu deux phases de bombardements. La première, avec des bombes classiques, était destinée à pousser la population à se réfugier dans les abris afin de pouvoir l'anéantir lors de la seconde pha-*

*se, où l'arme chimique a été employée», affirme-t-il. «Pendant les bombardements, une partie de la population s'est réfugiée à Aba Obeida, un village proche. Les Irakiens s'en sont rendu*

*compte et sont revenus les gazer», ajoute-t-il.*

On estime que le bombardement d'Halabja a fait quelque 5 000 morts et des dizaines de milliers de blessés. Dix ans plus tard, la liste des victimes continue de s'allonger. Christine Gosden, professeur de génétique à l'université de Liverpool, écrivait dernièrement dans le *Washington Post* qu'«*un nombre croissant d'enfants (d'Halabja) mourraient chaque année de leucémie et de lymphopénie», que «les cancers se développaient chez les jeunes beaucoup plus tôt qu'ailleurs dans le monde» et que «beaucoup d'habitants étaient victimes de tumeurs malignes (...).*»

**Fosses communes.** Pour Kendal Nezan, «*Halabja est l'arbre qui cache la forêt de la tragédie kurde.*» «Ce-

*la ne doit pas faire oublier que les campagnes d'extermination d'Ali Hassan al-Majid ont fait disparaître 182 000 Kurdes. On ignore encore où sont les fosses communes. Sous son autorité, un centre de tri avait été établi à Kirkouk. Les filles et les femmes étaient dirigées vers les harems des dirigeants irakiens et des Etats du Golfe. Les hommes de 17 à 45 ans condamnés à disparaître. Les enfants et les vieillards déportés vers le sud», indique-t-il. Au total, il estime à 400 000 le nombre de Kurdes tués par le régime de Saddam Hussein entre 1974 et 1991.*

Ali Razgar travaille aujourd'hui dans une banque à Paris. Avec d'autres rescapés, il milite aussi pour que le 16 mars soit consacré journée internationale pour l'interdiction des armes chimiques et que Saddam Hussein soit traîné un jour devant la Cour permanente de justice qui devrait être prochainement créée par l'ONU ●

JEAN-PIERRE PERRIN

## Iranians show growing interest in northern Iraq

- Iranians court PUK, send Shiite forces into northern Iraq and try to expand sphere of influence

Editorial by Ilnur Cevik

18 March, 1998, Copyright © Turkish Daily News

In the past few years Iraq has been opposing Turkish military incursions into northern Iraq, not because they oppose Turkey violating their territory, but because they feel this is setting a pretext for Iran to intervene in the region.

Iran has been showing increased interest in northern Iraq in recent years.

They have courted the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) which is using their territory as their main outlet to get to the outside world. There is talk that Iran has been infiltrating into Iraqi opposition Shiite forces in northern Iraq much to the concern of Baghdad.

The Saddam Hussein administration is closely watching the actions of Iran and is concerned about Tehran's growing influence, especially in some parts of northern Iraq.

The Kurdistan Democratic Party (KDP), the arch rival of the PUK which has fallen at odds with Iran in recent years, has started to feel growing pressure from Tehran.

The Iranians reportedly have arrested 19 KDP officials and one, identified as Tahsin Haji Argushi, has been killed in detention. The KDP protested the incident in a politburo statement March 10 and asked for help from the international community for the release of their 18 officials. The KDP says they do not directly accuse the Iranian government for the detention of their officials and feel it could be the work of some factions within Iran who are trying to embarrass the Khatami administration.

It seems Saddam Hussein's recent statements urging his officials to be patient with the Kurds and treat them with understanding while he also shows the stick, saying those Kurds who move out of line should be punished, are directed against those who show the inclination to cooperate with other powers...

Northern Iraq is Iraqi territory and the sooner Baghdad's control over the region is restored the better for those who care for the future of the Kurds. Of course, this will mean Iraq will have to provide guarantees for the well being of the Kurds within an enhanced autonomy agreement. Meanwhile, Turkey can forge closer ties with the autonomous region of Kurdistan.

All these developments show that it is time Turkey started looking into northern Iraq not only as a region where the notorious PKK is being based and poses a threat to Turkey, but as Turkey's backyard, which is owned by Iraq but where Ankara also should wield some influence.



## **55 séparatistes kurdes tués dans une opération de l'armée turque**

DIYARBAKIR (Turquie), 16 mars (AFP) - Cinquante-cinq séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués durant une opération de quatre jours menée par l'armée turque dans le sud-est de l'Anatolie, a annoncé lundi un des responsables chargés de la coordination de la lutte contre le PKK.

Interrogé par l'AFP à Diyarbakir (sud-est), ce responsable a précisé que cette opération des militaires turcs était "terminée" et avait porté "un grand coup" aux séparatistes. "Un total de 55 terroristes du PKK ont été tués dans la région de Besta et dans la province de Sirnak (à la frontière avec l'Irak et la Syrie)", a-t-il dit.

Trois soldats turcs ont également trouvé la mort dans la région de Besta, selon un bilan officiel. L'armée avait déployé des milliers d'hommes.

Ce bilan porte à plus de 100 le nombre de militants armés du PKK tués dans des opérations de l'armée turque en Anatolie de l'est et du sud-est en mars.

Ce genre d'opérations de l'armée est habituel en cette saison de l'année et vise à empêcher les hommes du PKK de se réorganiser après l'hiver, rigoureux dans cette partie de la Turquie.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts, selon un bilan annoncé en février par le super-préfet de Diyarbakir, Aydin Aslan.

---

## **La Turquie se défend contre le PKK et affirme ne pas vouloir envahir l'Irak**

DUBAI, 18 mars (AFP) - La Turquie se défend contre les séparatistes kurdes turcs (PKK) et n'a pas l'intention d'envahir le nord de l'Irak, a affirmé mercredi le ministre turc des Affaires étrangères, M. Ismail Cem.

"Nous ne sommes pas en train d'envahir le nord de l'Irak, nous nous défendons contre les opérations" du PKK, a déclaré M. Cem au journal saoudien ash-Sharq al-Awsat.

Il a répété que son pays "défendait sa sécurité face aux incursions séparatistes à partir des zones kurdes du nord" de l'Irak, échappant au contrôle du pouvoir central à Bagdad.

Le ministre turc, qui a accordé cette interview à Doha où il participait à une réunion ministérielle de l'Organisation de la Conférence islamique, a en outre rassuré les pays arabes, principalement la Syrie, que l'accord de défense israélo-turc "ne visait aucun de ces pays".

"Je comprends et je respecte la sensibilité et les réserves de ces pays, et je les rassure que cet accord ne les vise pas", a-t-il ajouté.

Le ministre syrien des Affaires étrangères Farouk Al-Chareh a annoncé lundi avoir demandé à M. Cem, lors d'un entretien à Doha, de reconsidérer l'accord israélo-turc pour permettre une amélioration des relations entre Damas et Ankara.

M. Cem a indiqué avoir convenu avec M. Chareh d'"oeuvrer à améliorer les relations bilatérales et de poursuivre les contacts".

Le dialogue politique entre Ankara et Damas est suspendu depuis septembre 1995. La Syrie s'indigne de la coopération militaire établie en 1996 par la Turquie et Israël.

---

# "Halabja är en genetisk bomb"

## Gasattacken mot kurderna i Irak

Tio år efter den irakiska militärens giftgasattack mot Halabja bär den kurdiska staden fruktansvärda spår av Saddam Husseins kemiska vapen. Genetikprofessorn Christine Gosden har som en av de första besökt Halabja för att studera giftmolnets långsiktiga effekter. Hon fann cancer, svåra hudskador och kvinnor som föder missbildade barn.



För tio år sedan, den 16 mars 1988, utsattes Irakregimen staden Halabja i norra Irak för en gasattack. Bilden föreställer en far som försöker skydda sin son från den dödliga gasen.

### Av Christine Gosden

**HALABJA.** Den 16 mars 1988 attackerades den kurdiska staden Halabja av den irakiska militären. Staden bombades med den största mängd stridsgas som någonsin använts mot civila. De kemiska ingredienserna var en "cocktail" av senapsgas (som påverkar huden, ögonen och slemhinnorna i näsan, halsen och lungorna) och nervgaserna sarin, tabun och VX. Kemikalierna penetrerade människornas hud och kläder, påverkade deras luftvägar och ögon och förorenade vattnet och maten.

Många människor föll medelbart döda ner; man räknar med att det var 5 000 personer. Ett fåtal fick kortva-

rig, omedelbar vård i USA, Europa och Iran. De flesta återvände till Halabja. Sedan dess har inga medicinska team, vare sig från Irak, Europa eller Amerika eller från någon internationell organisation, följt de kort- eller långsiktiga följderna av gasattacken. Gwynne Roberts gjorde den prisbelönta filmen "Dödens vind" om attacken 1988. Gwynne besökte återigen Halabja 1997 och blev oroad över att så många av de överlevande verkade mycket sjuka. Han övertygade mig om att jag var tvungen att resa dit.

Min medicinska specialitet var speciellt passande. Mitt huvudsakliga forskningsområde handlar om medfödda missbildningar, ofruktsamhet och cancer i

bröst, underliv och tarm.

Detta var första gången som en sådan fruktansvärd blandning av kemiska vapen hade används mot en stor civil befolkning. Jag var orolig för missbildningar, infertilitet och cancer, inte enbart hos kvinnor och barn, utan i hela befolkningen. Jag var också rädd för att det skulle finnas andra långsiktiga effekter, som blindhet och neurologiska skador, för vilka det inte finns någon känd behandling.

**Vad jag fann** överträffade mina värsta farhågor. Kemikalierna har allvarligt påverkat människornas ögon, luftvägar och neurologiska system. Många har blivit blinda. Många lider av skador i huden som ofta utveck-

las till cancer.

Tillsammans med läkare från området jämförde jag ofruktsamhet, missbildningar och cancer (inklusive hud, huvud, nacke, andningsorgan, matsmältningsorgan, bröst och barncancer) hos de människor som befann sig i Halabja vid tiden för attacken med befolkningen från en stad i samma region.

Vi fann att dessa avvikelser är åtminstone tre till fyra gånger vanligare i Halabja, även tio år efter anfallet. Ett ökande antal barn dör varje år av leukemi och lymfcancer. Cancern tenderar att uppstå hos mycket yngre människor i Halabja än på andra ställen, och många människor får aggressiva tumörer - dödligheten är mycket hög.

Jag fann också en total avsaknad av barnkirurgi för att åtgärda allvarliga hjärtdefekter, harmynthet och andra missbildningar hos barnen.

De neuropsykiatriska konsekvenserna ser man i mänskliga tragedier på varje gata, i nästan varje hus och på alla avdelningar på sjukhusen. Människor gråter och är upprörda på grund av sina allvarliga depressioner; kirurger måste ofta avlägsna kulor från människor som misslyckats med att begå självmord. Många människor har neurologiska handikapp och långsiktiga neuromuskulära skador. De flesta har inte råd med ens den allra billigaste behandling eller medicin och tvekar därför att besöka sjukhusen. För tillfället finns ingen effektiv behandling ens för dem med livshotande sjukdomar i Halabja.

Under min första dag på sjukhusets BB hade ingen kvinna en normal förlossning och ingen kvinna hade nyligen fött ett helt friskt barn. Tre kvinnor hade just fått missfall. Personalen be-

rättade att en mycket stor andel av de barn som föddes hade missbildningar.

Dessutom förekommer många missfall, döda foster och många dödsfall bland spädbarnen. Frekvensen av dessa är fyra gånger så hög hos kvinnorna i Halabja som i grannstaden Soulemaneya. Upptäckterna av dessa medfödda genetiska missbildningar hos barn som föds åratals efter den kemiska attacken tyder på att effekterna från de kemiska vapnen förs vidare till efterkomman-

de generationer.

Fallen av genetiska mutationer och cancer hos den här gruppen människor kan jämföras med den situation som uppträdde två kilometer från Hiroshima och Nagasaki och visar att de kemikalier som användes vid anfallen, framför allt senapsgasen, har en generell effekt på kroppen som kan jämföras med den från jonisk strålning.

Människorna i Halabja behöver omedelbar hjälp. De behöver specialister (som barnkirurger). utrustning

och medicin. Och än mer grundläggande än så är behovet av värme, rent vatten och omsorgsfulla ansträngningar att skydda dem mot vidare attacker. Vi måste inse att det finns mycket liten medicinsk eller vetenskaplig kunskap om hur man effektivt behandlar offren efter anfall med stridsgas av denna typ. Många av dessa människor har utsatts för ovanliga kombinationer av giftiga gaser. De har besvär som aldrig tidigare setts eller rapporterats.



Copyright: Washington Post

# Brutal parentes i kriget mot Iran

## Iran-Irak-kriget. Gasattacken mot Halabja ökade rädslan för kemiska vapen.

Av Lars Boström  
DN:s korrespondent

Kriget mellan Iran och Irak pågick i åtta år (1980-88) och krävde uppskattningsvis 1 miljon människors liv. Striderna fördes periodvis längs hela den långa gränsen - från Kurdistan i norr till Persiska viken i söder - och präglades i hög grad av Irans mänskliga massoffensiver, där "frivilliga" med Koranen i hand kastades fram

mot de irakiska linjerna.

Andra inslag var det så kallade tankerkriget mot oljetransporterna i Persiska viken och det så kallade städernas krig, där båda sidor angrep varandras huvudstäder med Scudmissiler.

**Den irakiska gasattacken** mot den egna staden Halabja var en parentes, om än en brutal och olycksbådande sådan, i detta krig. Dagen före attacken, den 15 mars, hade

staden erövrats av iranska trupper i samarbete med irakkurdisk gerilla.

Några månader senare var kriget slut, utan segrare. Halabja hade visat att irakerna var redo att sätta in kemiska stridsmedel mot civila och i Iran ökade rädslan för att Irak skulle ladda sina Scudmissiler med kemiska stridsspetsar - kanske bidrog denna oro i någon mån till att förkorta kriget.

Kriget började i september

1980 när irakiska trupper gick till anfall på bred front. Efter inledande framgångar drevs irakierna tillbaka och kriget fördes senare delvis på irakisk mark.

En viktig konfliktorsak var Shatt al-Arab, den 20 mil långa vattenvägen från floderna Eufrats och Tigris sammanflöde ner till Persiska viken, som Irak ville ha ensam kontroll över.

## 24 rebelles du PKK tués en trois jours, selon Ankara

Dim 15 Mar 98 - 11h07 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 15 mars (AFP) - 24 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors de trois jours de combats survenus en Anatolie du sud-est, a annoncé dimanche la superpréfecture de Diyarbakir, chargé de la coordination de la lutte contre le PKK.

Les combats qui se sont déroulés entre forces de sécurité et rebelles du PKK dans la province de Sirnak, à la frontière avec la Syrie et l'Irak, ont fait 24 morts parmi les rebelles. Trois agents de sécurité ont été tués dans les affrontements, précise un communiqué.

Ce bilan porte à plus de 100 le nombre de militants armés du PKK tués dans des opérations de l'armée turque en Anatolie de l'est et du sud-est depuis une semaine.

Ce genre d'opérations de l'armée est habituelle en cette saison de l'année et vise à empêcher les militants du PKK de se réorganiser après l'hiver, rigoureux dans cette partie de la Turquie.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts, selon un bilan annoncé en février par le super-préfet de Diyarbakir, Aydin Aslan.

# Från Kurdistan till riksdagen via Tensta

**Nalin Baksi, Tensta, socialdemokratisk riksdagsledamot med båda fötterna på jorden.**

NALIN ÄR flickan från Kurdistan som fick stryk av sin lärare eftersom hon inte kunde tala turkiska. Men hennes far kände rektorn och tack vare ett samtal med denne upphörde läraren att slå **Nalin Baksi**.

– Så här efteråt tycker jag att den händelsen egentligen bara stärkt mig i min politiska övertygelse, säger Nalin Baksi som redan tidigt i livet bestämde sig för att inte låta andra bestämma över henne.

– Jag har egentligen aldrig valt att bli politiker. Jag är uppvuxen i en politisk aktiv flyktingfamilj. Med den bakgrund som jag har är det nog mer så att politiken valt mig, säger hon och berättar att det aldrig går en dag utan att hon tänker på Kurdistan. Hon var 13 år när hon kom till Sverige.

– ATT JAG trivs så bra i Tensta beror nog på att stadsdelen påminner mig om en av de sista byarna min familj bodde i innan vi flydde från Kurdistan, säger hon och hon har inte några planer på att flytta från Tensta. Snarare har hon förstått vikten av att vara väl förankrad i den värld hon vill påverka till det bättre.

Medan vi promenerar runt i Tensta stannar personer till på gångvägarna för att hälsa på Nalin Baksi som också gärna växlar några ord med människorna i stadsdelen.

DET FINNS ingen som kan anklaga henne för att hon låtit sitt arbete på toppolitisk nivå förvridd huvudet på henne. Nej, Nalin Baksi är ett skolexempel på en tjej som står med båda fötterna på jorden och som har gott om civilturage.

Visserligen släpper hon inte gärna människor in på livet. Hon vakar noga över sin integritet och hon gör det på ett sätt att man bara måste respektera henne ännu mer, för man känner att den som blir insläppt har funnit en vän för livet.

I SIN POLITISKA verksamhet har hon inte helt överraskande arbetat hårt för att motarbeta etnisk diskriminering. Hon har också lagt fram en motion där hon diskuterat homosexuellas rätt att omfattas av lagen om hets mot folkgrupp.

Under sin politiska karriär har hon inalles lagt fram fyra motioner och hon har enbart gjort det i sakfrågor där hon vet med sig att hon kan påverka. Hennes senaste motion behandlade de ungas situation på bostadsmarknaden.

Någon populist är inte Nalin Baksi. Tvärt om, hon tackar ofta nej till intervjuer eftersom hon tycker att det är politikens sakfrågor som ska stå i centrum och inte hon som person. Däremot tycker hon att det är bra att väljarna får större makt att välja sina representanter i riksdagen genom personval.

– Om vi inte hade haft medlemsmörkning i partiet hade inte någon som jag kommit fram, säger hon och betonar att det inte är familjens pengar eller kontakter som får avgöra vad våra barn ska bli.



## Fakta

**Familj:** Gift och har en son

**Ålder:** 30 år

**Bor:** Hidingebacken 3

**Kör:** Inget körkort

**Favorituttryck:** Om barnen lydde sina föräldrar skulle vi leva i stenåldern.

**Sämsta egenskap:** Inget lokalsinne, fast hittar i Tensta vilket kan bero på att hon delat ut många politiska flygblad här

– I en demokrati ska alla ha samma möjligheter till utbildning, rätt till en bra vård och äldreomsorg. I Tensta finns det många motiverade föräldrar som inget hellre vill än att det ska gå bra för deras barn. Det är politikernas ansvar att se till att alla får samma möjligheter, säger Nalin Baksi som i nio år själv hjälpt till med läxläsning i SSU-lokalen.

I FRAMTIDEN vill Nalin Baksi utbilda sig till lärare.

– Jag tror inte att man ska ägna hela livet åt politiken utan varva det politiska arbetet med annan verklighetsförankring, säger hon och planerar bli kvar i Riksdagshuset till år 2002.

Därefter sätter hon sig säkert till rätta i skolbanken

men nu i ett land som har mycket mänskligare undervisningsmetoder än vad Nalin Baksi var van vid.

Att tålmodiga Nalin Baksi har alla kvalifikationer som behövs för att bli en skicklig pedagog är det ingen som tvivlar på. Inte heller att hon efter några år i skolvärlden kan bli tillräckligt arg för att göra en orädd politisk comeback och rätta till bristerna.

Amina Baklouti

## Calling for 'Courageous' Policy Change, Iraq Urges U.S. to Build New Relations

The Associated Press

BAGHDAD — In a change from its usual anti-American rhetoric, Iraq on Sunday urged the United States to "courageously" change its policies and normalize relations with Baghdad.

An editorial in the state-run Baghdad Observer said that such a move by President Bill Clinton and his main ally, Prime Minister Tony Blair of Britain, would be in their political and economic interests.

Britain and the United States have been the main supporters of maintaining United Nations trade sanctions on Iraq. The sanctions, which limit exports of oil, were designed to punish Saddam Hussein for his 1990 invasion of Kuwait, which set off the Gulf War.

The Iraqi editorial called for "a

daring step by reasonable and realistic politicians" to reassess American policy toward the Baghdad regime and "eventually call for direct talks with the government of Iraq so as to normalize relations."

The editorial urged the United States to "courageously reshuffle" its policy "for a more realistic one that serves America's legitimate interests as well as the cause of peace, security and stability in this region."

In an interview published Sunday in the weekly Al Musawir Al Arabi, the Iraqi deputy foreign minister, Riad Qaissi, said Iraq-American talks were likely. "Iraq does not mind a dialogue with Washington — it calls for it," Mr. Qaissi was quoted as saying.

The Iraqi statements came amid

what appeared to be a change in Iraq's dealings with UN weapons inspectors following the Feb. 23 agreement negotiated by the UN secretary-general, Kofi Annan. Under the terms of the deal, Iraq agreed to open eight of Mr. Saddam's palace compounds to UN inspectors and to improve cooperation with UN weapons teams.

Last week, for the first time, Iraq allowed a UN team into the Defense Ministry. And next weekend, the chief UN arms inspector, Richard Butler, is due in Baghdad to begin the palace inspections.

On Sunday, UN inspection teams paid unannounced visits to eight sites, the official Iraqi News Agency reported. In addition, a UN team specialized in biological and chemical weapons as well as missiles visited a state-run university. The inspections "were conducted with full cooperation from the Iraqi side," the agency said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MONDAY, MARCH 16, 1998

## Over Head-Scarf Ban Ankara Survives Vote

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — A bright-eyed medical student hardly seems the sort to touch off a national crisis, but Tuloy Erdogan and her friends are at the heart of an intense new conflict between secularism and conservative Islam in Turkey.

Many Turks thought this conflict was resolved last year when the Islamic-oriented government of Necmettin Erbakan was forced out of power. In the last few weeks, however, the conflict has erupted anew, complete with sharp warnings from top military commanders, dire predictions by politicians, mass demonstrations and pledges of undying defiance from devout Muslims.

[Although the conflict, over a ban on the wearing of traditional Islamic head carves, had appeared to threaten the government of Prime Minister Mesut Yilmaz, it defeated a parliamentary challenge Tuesday, Reuters reported from Ankara. The National Assembly voted, 266 to 213, to reject a motion to censure Education Minister Hikmet Ulugbay over the ban.]

The main battleground in this latest confrontation is the campus of Istanbul University. That is where Miss Erdogan, 23, attended medical school until two months ago, when she was turned away for wearing the traditional Islamic head scarf.

Miss Erdogan's troubles began when the government, evidently acting at the behest of military commanders, issued a decree in January demanding that school administrators strictly enforce the secular dress code. The code, which dates from 1925, bans clothing that is deemed religious. It was first imposed by Mustafa Kemal Ataturk, founder and first president of the Turkish Republic, as part of his revolutionary restructuring of a society that had been ruled for centuries

by a highly traditional theocracy.

When Miss Erdogan arrived to take a surgery examination at the end of January, she was turned away because she was wearing a head scarf. She was later forbidden to take other exams, and since the new term began last month she and scores of her classmates have been prevented from attending classes.

The decree was quickly embraced by the rector of Istanbul University, Kemal Alemdaroglu, who since taking office in December has shown himself to be an aggressive defender of secular principles. He ordered an absolute ban on head scarves, triggering a wave of angry demonstrations at which thousands of conservative Muslim students were joined by others who denounced the decree as undemocratic.

Mr. Alemdaroglu, faced with an incipient uprising, agreed to postpone the ban on head scarves until September. He insisted, however, that it be enforced at the medical school, arguing that since most doctors in Turkey work at state hospitals where head scarves are banned, female medical students should accustom themselves to going bareheaded.

Those who oppose the Muslim students accuse them of using the scarves and the argument of religious freedom to disguise larger motives — ultimately, support for an Islamic theocracy.

Miss Erdogan denied in an interview that her scarf has political meaning.

"We love God, we read our Koran, we believe in our religion, and we want to apply this religion in our lives," Miss Erdogan said. "What has happened in the last few weeks makes me very angry."

"It's bad to become a fanatic," she added, "but they are pushing us toward fanaticism."

Secularists, however, are convinced that even if young women like Miss



Staton R. Winter/The New York Times

Istanbul University students in Islamic garb walking on campus in front of a statue of Ataturk, who first imposed the secular dress code.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 18, 1998

Erdogan are sincere in asserting that they have no political motive, fundamentalists are quietly rejoicing at the political firestorm they have sparked. "The head scarf is a symbol which represents an ideology," said Toker Dereli, an economics professor and member of the administrative board at Istanbul University. "Many people who

like to see the scarves would also like to see a regime like the one in Iran. That suggests a totalitarian approach."

#### ■ Ciller Escapes Prosecution

Turkey's appeals court ruled Tuesday that former Prime Minister Tansu Ciller could not be prosecuted on the basis of an allegation that she misused a gov-

ernment slush fund, Reuters reported. Prosecutors had objected in January to a previous appeals court decision that appeared to exonerate Mrs. Ciller from claims that she gave three embezzlers money from the fund to aid her conservative True Path Party.

## It's Time for America to Prepare An Endgame Plan for Iraq

WASHINGTON — Iraq appears to have been tested successfully in the initial implementation of the agreement negotiated by the UN secretary-general with Saddam Hussein.

This is a positive step provided that the agreement is strictly implemented without either politicizing or diminishing the integrity of the United Nations Special Commission, or Unscm.

The Iraq sanctions crisis is not over, but it is evident that managing the crisis has become extremely difficult for the United States.

The urgent policy question for Washington is how to develop an endgame strategy for the inevitable acceleration of the lifting of sanctions and for the potential rehabilitation of Saddam Hussein.

The goal must be to normalize Iraq as much as possible while severely and permanently limiting Saddam's dangerous behavior.

Every crisis Saddam Hussein creates contributes to his international rehabilitation. This aura of acceptability that has developed around Saddam; the reluctance of the international community to back the use of force; the absence of a U.S. strategy about what comes next, and the virtual collapse of the U.S.-sponsored Arab-Israeli peace process — all this leaves a vacuum in which Saddam can manipulate the international community.

This creates a potentially extremely dangerous situation because Saddam Hussein remains the strongman in the Arab world and a threat to Iraq's neighbors.

The U.S. policy of pressure, threats to use force and occasional use of force have had only limited success in the last seven years. Even with strict sanctions and the use of military force against Iraq, Saddam's grip on power remains strong. U.S. policy has neither changed his behavior

nor succeeded in removing him from power, and it is unlikely to do so in the future.

What is necessary now is to continue to disarm Iraq according to UN sanctions and, at the same time, to politically entangle Baghdad in legally binding and guaranteed agreements supported by the international community that will prevent other Iraqi adventures.

Washington ought to send a strong message to Saddam declaring clearly that when and if Iraq is certified in compliance by Unscm, the United States will be the first to advocate lifting sanctions. But there is a price the Iraqi leader must pay.

Some of the key elements of a U.S.-sponsored package deal that Saddam Hussein cannot be allowed to refuse include:

- Iraq's signed agreement that any outstanding disputes with Kuwait or any other state will be resolved by peaceful means.

- An agreement by Iraq of

nonbelligerency to guarantee Kuwait's sovereignty and territorial integrity and noninterference in the internal affairs of its neighbors.

- An agreement that conventional defensive forces in Iraq will be rebuilt only under the close supervision of the international community.

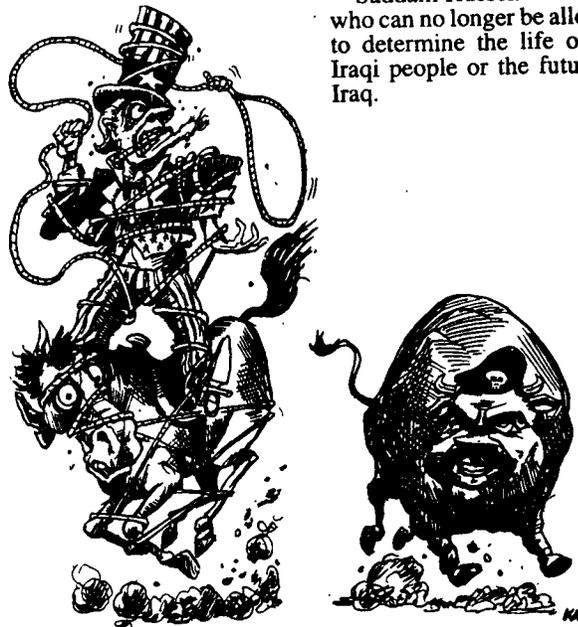
- An agreement that Iraq will continue to be contained and monitored militarily.

- A full and permanent peace treaty with Israel. As part of that treaty, Iraq will build a pipeline to the Israeli-Jordanian port of Eilat-Aqaba that will significantly benefit Iraq's economy by providing a much needed route for the export of Iraqi oil.

- An agreement that Iraq will create an international fund for its reconstruction and development with a fixed percentage of Iraqi oil revenues after sanctions are lifted.

- An agreement that Iraq will resettle Palestinian refugees from Lebanon as part of the labor force that will be required to rebuild the country.

Saddam Hussein is a brute who can no longer be allowed to determine the life of the Iraqi people or the future of Iraq.



By KAL in 'The Economist' (London). C&W Syndicate.

Iraq's geopolitical position and its vast oil resources make it one of the most important countries in the Middle East. Its economic development is critical not only for the Iraqi people but for the region.

The reconstruction and development of an Iraq whose leader can never be trusted but who has been tamed would create a much needed economic boom in the area and significantly contribute to stability in this vital region.

The tension in the area over Iraq would be lessened and the stagnating Arab-Israeli peace process prodded, creating a new geopolitical landscape.

If Saddam refuses to pay what is a reasonable price for his own survival, there can be no doubt that all means will have to be used to control him and to ultimately remove him from power.

The choice must be put clearly in front of him while Unscm continues its work and before sanctions are lifted.

Now that the current crisis has been resolved diplomatically, the situation demands that the Clinton administration develop a strategy for the long-term outcome. This is the only way the United States can hope to protect its seriously threatened regional interests in the Middle East.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 19, 1998

# Les Kurdes, un peuple en péril

En parallèle à l'exposition de Suayip Adlig, Kendal Nezan, président de l'institut kurde de Paris, a alerté l'opinion publique sur les dangers qui menacent un peuple en mal d'identité.

« On ne parle pas assez des Kurdes parce que nous n'avons jamais pris d'otage, jamais détourné un avion, mais j'en suis fier », a dit Abdül Rahman Ghassemlou, leader kurde assassiné à Vienne en 1989.

D'où le recours à la résistance pacifique, comme le prône l'institut kurde de Paris qui œuvre pour la défense d'une culture millénaire en péril. De nombreux Kurdes ont donc choisi de mener un combat pour la reconnaissance de leur identité et de leurs droits en utilisant les armes que sont la littérature, le théâtre, les arts plastiques, le cinéma, la photographie. Simplement en racontant le peuple kurde et son malheur à travers ses productions et ses activités.

## Un peuple sans Etat

L'exposition présentée à la médiathèque (visible jusqu'au 24 mars), comprend 140 photos prises par Suayip Adlig lors d'un reportage



réalisé de 1980 à 1983 en Turquie. Prises pour la plupart, l'appareil dissimulé dans un sac, elles témoignent sans ostentation de tout ce que peut être la vie d'un peuple sans Etat, auquel est refusé tout développement, qu'il soit économique ou culturel.

Le jour de l'inauguration, une conférence-débat animée par Kendal Nezan a permis de faire la lumière sur les raisons du morcellement du Kurdistan, un pays au sol riche et fertile, propice à l'agriculture de par l'importance de son réseau hydrographique.

140 photos sur la Turquie entre 1980 et 1983 sont exposées

Le sous-sol est lui aussi d'une grande richesse : pétrole, charbon, fer, plomb argentifère, cuivre, chrome, houille, magnésium. « Depuis la première guerre mondiale, suite à laquelle les Français et les Anglais se sont partagés le Proche-Orient, le pays est écartelé en quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie et ses ressources naturelles en sont en grande partie l'explication », dit Kendal Nezan avant de brosser la situation dans chaque pays.

En Turquie, depuis les années soixante, période où l'on assiste à la montée des partis nationalistes kurdes, ce ne sont que répressions sur répressions et massacres de milliers de civils. « En 1987, environ 50.000 Kurdes sont déportés de plus de 234 villages ».

En Iran, à partir de 1979, les pasdars, miliciens islamistes, pillent et incendient villes et villages kurdes et exécutent les militants qualifiés de « fils de Satan ». Des pourparlers officieux engagés par le leader kurde A.-R. Ghassemlou avec des émissaires iraniens en vue de la signature d'un traité de paix aboutissent à son assassinat,

à Vienne, en juillet 1989, par les Iraniens chargés de négocier.

En Irak, de 1961 à 1975, les affrontements se succèdent entre le pouvoir de Bagdad et les Kurdes. Face à l'armée irakienne qui bombarde villes et villages, les pechemerges se battent avec une énergie farouche jusqu'en mars 1975, où, après les accords d'Alger, le gouvernement irakien annonce la suspension des opérations au Kurdistan.

Mais, à partir de là, une campagne intense d'arabisation et de déportation de la population kurde est engagée. « Les villages traditionnels sont détruits et la population relogée dans des villes nouvelles, dans des camps, ou près des postes militaires. L'utilisation des armes chimiques contre la population kurde a tué ou blessé 50.000 personnes de 1983 à 1988 ».

En Syrie, depuis 1972 et l'arrivée au pouvoir de Hafez el-Hasad, la condition des Kurdes s'est un peu améliorée sans que des droits leur soient accordés. Les interdictions de publier en kurde, d'enseigner le kurde ne sont pas levées...



Une conférence-débat animée par K. Nezan avait lieu le jour de l'inauguration

LA DÉPÊCHE

JEUDI 19 MARS 1998

### Le grand cri pour la liberté

Suayip Adlig de résumer dans un écrit : « *La langue, la culture, l'histoire, l'art, la littérature kurdes ont été interdits sans pitié. On a usurpé et renié les droits démocratiques et nationaux du Kurdistan. En dépit de*

*tout, on n'a pu étouffer le grand cri pour la liberté et l'indépendance.* »

Indiens, d'Amérique du Nord ou du Sud, Touaregs, Kurdes et autres peuples tombés sous le joug des « marchands du temple »... ceux-ci, pour mieux les broyer sous leurs bottes, utilisent aujourd'hui, pour se

donner bonne conscience vis-à-vis de l'opinion internationale (laquelle condamne parfois, quand c'est trop voyant, telle ou telle action, elle aussi pour se donner bonne conscience) un mot-clé qui résonne comme une épitaphe : « minorités ».

Est-ce à dire qu'il existe de par le monde un peuple, une culture mineurs ?

Alain Detallante

### Turquie: clémence relative pour des policiers tueurs

Les cinq policiers accusés du meurtre de Metin Goktepe, 27 ans, journaliste de l'ex-quotidien de gauche *Evrensele*, ont été

condamnés hier par le tribunal de la ville d'Afyon à sept ans et demi de prison. Six autres policiers ont été acquittés. La famille de la victime a annoncé son intention de faire appel de ce verdict « trop clément » auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. De nombreux journalistes ont défilé à Afyon pour protester contre ce ju-

gement. Metin Goktepe avait été battu à mort par un groupe de policiers après son arrestation le 8 janvier 1996 à Istanbul, alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus, tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison de la ville. Cette affaire a provoqué une grande émotion en Turquie.

L I B E R A T I O N 2 0 M A R S 1 9 9 8

## Court finds 5 policemen guilty of slaying Goktepe

- Apparently Goktepe's family members and their lawyers are not satisfied with the court verdict, saying that they found the sentence 'not severe enough for murderers.' They say they will appeal

Ankara - TDN with Wire Dispatches

A court in the western Anatolian town of Afyon on Thursday sentenced five police officers to seven and a half years each in prison for the beating death of a journalist and acquitted six others due to lack of evidence.

One morning in January 1996, the body of Metin Goktepe, a 27 year-old reporter working for the daily *Evrensel*, was found in a park in Istanbul. The night before, Goktepe and hundreds of others were detained at a sports hall following the funeral of an armed, ultra-leftist militant which turned into a mass protest. Goktepe was covering the funeral.

According to witnesses, all of whom were among those detained, said Goktepe was beaten severely by police for hours until he lost consciousness. The witnesses said he was chosen by police because he was working for a leftist newspaper. When his body was found the next day, police concluded that Goktepe died as the result of falling from a wall. They denied any responsibility for his death.

The trial of eleven Turkish policemen lasted for months. The first hearing was held one year after the incident and was moved from one location to another, apparently in an attempt to reduce public attention. It finally made its way to Afyon. Until recently, the defendants were tried in absentia, but Goktepe's relatives, other journalists and human rights activists continued to attend the trials. One of the trial judges was appointed to another province and another judge withdrew voluntarily. The prosecution asked the court to convict the six officers accused of inflicting the fatal blows and to sentence them to the maximum 15 years.

According to Thursday's verdict, the police officers who allegedly beat Goktepe: Suayip Mutluer, Saffet Hizarci, Fedai Korkmaz, Metin Kusat and Seydi Battal Kose were given seven and a half years of imprisonment each, while Murat Polat, Burhan Koc, Ilhan Sarioglu, Selcuk Bayraktaroglu, Tuncay Uzun and Fikret Kayacan were acquitted for lack of evidence.

The first of the reactions came from Seydi Battal Kose, a police chief, who openly asked "What kind of justice is this?"

Apparently Goktepe's family members and their lawyers were not satisfied with the court verdict, saying that they found the sentence "not severe enough for murderers." One of the lawyers, Kamil Tekinsurek, said the defendants might have been given 20 years each.

The victim's mother, Fadime Goktepe, also expressed disapproval. Following the verdict, a number of journalists who had been covering the case since the beginning marched to Afyon's Victory Square to protest the decision. The former editor of a now-banned newspaper, Isik Yurtcu, said that journalists are also human beings with the right to life and the right to seek information. Yurtcu was released from jail last year with a 16-year suspended sentence following pressure by international press organizations.

International observers were more optimistic. This trial is seen as a test of the government's promise to crack down on torture and abuses by the security forces, the Associated Press reported. Earlier, U.S. Assistant Secretary of State John Shattuck who recently visited Turkey, said that his government attributed great importance to the result of the Goktepe trial in proving whether or not Turkey is sincere about taking positive steps to prevent human rights abuses. Another case, to which Shattuck attributed the same importance, was one involving the alleged torture by police officers of a group of youths responsible for writing leftist graffiti on walls in the province of Manisa. That court acquitted the officers last week for lack of evidence.

The verdict is open for appeal; if the Court of Appeals upholds the ruling, the sentences stand. So far, none of the defendants' attorneys have said they will appeal, but the victim's lawyers are already saying that they will appeal to show their dissatisfaction with the verdict. They believe the police officers received minimal sentences and that they will be set free prior to serving their entire sentences.

In a separate trial, an additional 37 police officers involved in the roundup at the funeral face charges of using excessive force. They face up to three years each in jail if convicted.

---

## Special music for 'Special Forces'

---

Ankara - Turkish Daily News

The new program of the Ankara Police Department, which requires police forces who are involved in stressful job-related activities to listen to classical music, has received support from the Presidential Symphonic Orchestra (CSO) and the Turkish Philharmonic Association (TFD).

CSO Chairman Nedim Tanrikulu emphasized the positive effects of classical music on people, and stated that they were willing to maintain support for the Ankara Police Department's program. "Our doors are open to the police, who maintain our security," said Tanrikulu.

Drawing attention to the significant influence of classical music on the nervous system, Tanrikulu said: "Due to its multi-vocal nature, classical music teaches people to be tolerant to different voices. It makes people think, it makes people feel closer to other humans and nature. It is full of love."

Indicating that, contrary to general thinking, classical music was not the musical taste of a specific class, and no education was required in order to understand it, Tanrikulu stated, adding, "Music, as in all the other art forms, is universal."

Moreover, the TFD, most of whose members are from the CSO as well, stated that they would give support to the new scheme by preparing special tapes, mainly of Beethoven and Mozart, and organizing activities for the Police Department.

Pieces from Haydn, Mozart, Beethoven, Tchaikovsky, Bach and Turkish classical composers such as Ulvi Cemal Erkin and Ferit Tuzun will be recorded on the tapes, which will be prepared for the police.

The Ankara Police Department Special Forces Office has received 150 tickets from the CSO for the weekly concert on Saturday morning. The police, who will get rid of job-related stress at the CSO concerts, will listen a program composed of works by Verdi, Gries and Prokofieff.

---

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Procès d'une Allemande accusée d'avoir combattu dans les rangs du PKK

ANKARA, 19 mars (AFP) - Une ressortissante allemande accusée par la justice turque d'avoir combattu dans les rangs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a comparu jeudi devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Van (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

La capture d'Eva Juhnke avait été annoncée lors d'une opération de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak en février.

Lors de l'audience, à laquelle ont assisté la famille de l'accusée et des observateurs étrangers, dont un député allemand des Verts (écologistes), l'avocat d'Eva Juhnke a demandé que sa cliente soit jugée par un tribunal allemand ou international. Cette requête a été rejetée par la Cour.

Interrogée par le président de la Cour sur le lieu où elle avait été arrêtée, l'accusée a répondu: "dans le Kurdistan du sud". La Cour a rejeté cette appelation, indiquant qu'il n'existait pas de pays de ce nom. Le PKK désigne "Kurdistan du sud" l'Irak du nord et "Kurdistan du nord" les régions à population kurde du sud-est de la Turquie.

Le procès a ensuite été ajourné à une date ultérieure.

Un général turc avait affirmé, le 20 février à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien, qu'"une ressortissante allemande avait été capturée en territoire turc il y a quelques mois".

"Malheureusement, il y a toujours des ressortissants des pays d'Europe de l'ouest qui combattent dans les rangs du PKK", s'était plaint le général Cetin Dogan.

L'armée turque avait déjà affirmé dans le passé que des étrangers luttant pour le PKK avaient été capturés ou tués lors d'opérations.

Le nord de l'Irak échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. L'armée turque y fait de fréquentes incursions pour "nettoyer" des camps de militants armés du PKK.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait au moins 29.000 morts, selon un dernier bilan.

## Meurtre journaliste: la famille pourrait saisir la Cour européenne

Jeu 19 Mar 98 - 12h28 GMT

AFYON (Turquie), 19 mars (AFP) - La famille d'un journaliste mort lors d'une garde à vue par des policiers qui ont été condamnés jeudi pour homicide involontaire, a annoncé son intention de faire "si nécessaire" appel du verdict auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

La mère de la victime, Fadime Goktepe, qui s'est déclarée indignée du verdict, qu'elle juge trop clément, a déclaré à la presse: "Nous avons fait appel du verdict, mais nous projetons si nécessaire d'en appeler à la Cour européenne des droits de l'homme".

La Cour d'assises d'Afyon (ouest) a condamné cinq policiers accusés du meurtre de Metin Goktepe à sept ans et demi de prison. Six autres policiers également accusés dans la même affaire ont été acquittés, pour insuffisance de preuves.

"Nous sommes déçus, nous nous attendions à une condamnation plus lourde, pour homicide volontaire", a déclaré à l'AFP Fikret Ilkiz, principal avocat de la famille de la victime.

Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans Frontières, a pour sa part qualifié le verdict de "scandale", ajoutant que "la Turquie a encore beaucoup de chemin à parcourir pour devenir un pays démocratique".

Journaliste de l'ex-quotidien de gauche Evrensel, Metin Goktepe, 27 ans, avait été battu à mort par un groupe de policiers, selon des témoins, après son arrestation le 8 janvier 1996 à Istanbul alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus, tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison de la ville.

Il avait succombé à une hémorragie et son corps avait été retrouvé dans l'enceinte d'une salle de sports située dans la partie européenne d'Istanbul.

L'affaire Goktepe, très suivie en Turquie et à l'étranger, notamment par les associations de défense des droits de l'Homme et de la presse, était devenue un symbole des cas de brutalité policière en Turquie.

Après l'annonce du verdict, de nombreux journalistes, la plupart ayant suivi toutes les audiences du procès, ont défilé dans les rues d'Afyon pour protester contre la décision.

D'importantes mesures de sécurité avaient été prises à l'entrée d'Afyon et autour du palais de justice et avaient été encore renforcées après l'annonce du jugement.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —



## Halabja massacre to be judged

- An international criminal court will be established in June to judge the people responsible for the Halabja massacre. Human Rights Association (IHD) Chairman Akin Birdal said that they would also apply to the court for the condemnation of Kenan Evren and other junta generals who planned the 1980 coup in Turkey

Ankara - Turkish Daily News

Akin Birdal, acting both as chairman of the Human Rights Association (IHD) and as deputy chairman of the International Human Rights Federation, said at a press conference on Thursday that an international criminal court would be formed in order to judge the people who were responsible for the Halabja massacre in northern Iraq in 1998.

Birdal stated that the federation had recently contacted other European countries with the intention of forming an international criminal court that would condemn those responsible, particularly Saddam Hussein and Tarik Aziz, for the Halabja massacre.

Birdal noted that their request had been accepted by other European countries, and in July 1998, an international criminal court would be established to judge these people. After the Iran-Iraq War in 1988, Iraq attacked Iraqi Kurds with chemical weapons on the grounds that they had cooperated with Iran. There were also rumors that Iran had attacked the Iraqi Kurds. It is said that 5,000 people were killed in the attacks.

Birdal said that human rights violations would not go unnoticed and that any kind of violation of human rights would be judged eventually, whether now or later.

Consequently, Birdal said that some day, the architects of the Sept. 12 coup in Turkey would also be judged in an international criminal court. "We, the IHD, will put the judgment of Kenan Evren and the other junta generals on the agenda of the international criminal court that will soon be formed. We have made an offer to hold the next meeting of the federation in Diyarbakir in June," Birdal added.

## King Hussein: No plans to join Turkish-Israeli military cooperation

Washington- Turkish Daily News UGUR AKINCI

King Hussein of Jordan, who is on an official visit to Washington, said that Jordan has no plans to join the Turkish-Israeli military cooperation arrangement since Jordan already has excellent bilateral relations with Turkey.

Answering reporters questions at the U.S. State Department on Wednesday, after he met with Secretary of State Madeleine Albright, Hussein said:

"As far as we are concerned, we have excellent relations with Turkey, and we believe that they are very important, in terms of the region itself. There is no plan to join any coalition, or whatever it might be described as, because on the bilateral level, we have excellent relations."

When asked if the issue was brought up during her meeting with Hussein, Albright replied in the negative, "We did not discuss that, but our discussions are not over."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Reddition d'un important commandant kurde rebelle, selon le gouvernement turc

Sam 21 Mar 98 - 14h06 GMT

ANKARA, 21 mars (AFP) - Un haut commandant kurde rebelle membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'est rendu à un groupe kurde irakien coopérant avec la Turquie dans le nord de l'Irak, a indiqué samedi un responsable du gouvernement turc, confirmant des informations de la presse locale.

Semdin Sakik, commandant des forces du PKK dans le sud-est de la Turquie, s'est rendu au Parti démocratique du Kurdistan (KDP) après un différend avec le dirigeant du PKK Abdullah Ocalan, a déclaré le gouverneur régional du sud-est de la Turquie, Aydin Arslan, à l'agence semi-officielle Anatolie.

Il n'a pas été possible de joindre immédiatement pour commentaire le KDP à Ankara, mais Anatolie a cité des sources du KDP dans le nord de l'Irak affirmant que ce parti ne savait pas encore s'il allait extraditer Semdin Sakik vers la Turquie.

Ces sources du KDP ont indiqué à Anatolie que le commandant rebelle, qui s'est rendu avec six hommes de sa garde personnelle, se trouvait actuellement à Arbil, la capitale régionale du nord de l'Irak.

Les premières informations faisant état de la reddition de Semdin Sakik ont paru dans les quotidiens Sabah et Hurriyet, qui ont affirmé que les autorités turques étaient en contact avec le KDP pour obtenir l'extradition du responsable du PKK.

MM. Ocalan et Sakik ont eu des divergences ces derniers mois sur la stratégie du PKK, selon le journal Sabah, qui écrit aussi que les deux hommes étaient en compétition pour prendre la tête du mouvement.

Plus de 29.000 personnes ont été tuées dans des violences impliquant le PKK dans le sud-est de la Turquie depuis que le PKK a lancé en 1984 sa lutte armée pour obtenir un Etat kurde indépendant.

Accusant le PKK de se servir du nord de l'Irak comme d'une base arrière des Kurdes pour lancer des attaques contre la Turquie, l'armée turque a fait de nombreuses incursions dans cette région.

L'armée turque coopère depuis mai dernier avec le chef local local des Kurdes irakiens du KDP, Massoud Barzani, pour lutter contre le PKK dans le nord de l'Irak

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Mesut Yilmaz tente de réduire la tension avec l'armée Par Hervé COUTURIER

Sam 21 Mar 98 - 10h59 GMT

ANKARA, 21 mars (AFP) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a cherché samedi à réduire la tension avec les militaires, après avoir reçu la veille de l'état-major un communiqué en forme d'ultime avertissement, à propos de la lutte contre le fondamentalisme musulman.

Dans une déclaration dans la nuit à une chaîne de télévision, M. Yilmaz a exclu de démissionner, mais il a concédé à l'armée le droit de s'exprimer comme elle l'a fait et de se considérer comme responsable de la lutte contre l'extrémisme religieux.

L'état-major avait déclaré vendredi soir dans un communiqué, à l'issue d'une réunion des cinq plus hauts commandants des armées, que "personne ne peut, pour ses intérêts personnels et ses ambitions politiques, faire des déclarations visant à affaiblir la détermination des forces armées à lutter contre le séparatisme et le fondamentalisme, qui constituent un danger pour la sécurité du pays".

Cette phrase visait directement M. Yilmaz.

"La lutte contre le fondamentalisme et le séparatisme (...) est une mission donnée à l'armée par la constitution", ajoutait le communiqué.

Ce texte répliquait à une déclaration faite mardi dernier par M. Yilmaz, dans laquelle il avait appelé l'armée à "s'occuper de ses affaires" et à laisser au gouvernement le soin de lutter contre le fondamentalisme, considéré depuis un an comme le danger numéro un pour le pays, avant même celui représenté par la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Le coup de colère de M. Yilmaz avait été déchiffré comme signifiant son irritation du rôle important joué par les militaires dans les coulisses de la politique turque.

D'autant plus que certaines mesures exigées par l'armée, comme l'interdiction du foulard islamique dans les universités et la fonction publique, le mettent en porte-à-faux vis-à-vis de son électorat conservateur.

Le communiqué des généraux a été, lui, interprété comme un dernier avertissement avant une possible intervention.

"Mémoire du 20 mars", proclamait samedi la manchette du quotidien Sabah, dans une allusion au "coup d'Etat par mémorandum" de 1971, lors duquel les militaires, sans utiliser la force, avaient demandé et obtenu la démission du gouvernement, dans un mémorandum.

Deux autres journaux, Cumhuriyet et Yeni Yuzyil, évoquaient eux aussi en "une" ce mémorandum.

Outre celui de 1971, les militaires turcs ont fait deux autres putsches, en 1960 et 1980, toujours pour protéger l'Etat contre des menées subversives.

Dans sa déclaration télévisée, M. Yilmaz a semblé avoir compris le message. Il a fait machine arrière par rapport à sa position précédente, concédant que "les commandants en chef ont utilisé un de leurs droits démocratiques en rendant public leur point de vue sur la lutte contre le fondamentalisme".

"Les militaires se sont réunis pour déclarer leur malaise (face au fondamentalisme). Je ne contesterai pas cela (...) Ma tâche n'est pas de créer de nouvelles tensions", a-t-il ajouté, tout en précisant que "le gouvernement poursuivra sa tâche".

Dans ce contexte, la prochaine réunion, le 27 mars, du Conseil national de Sécurité (MGK), organe dominé par les militaires, devrait être déterminante pour l'avenir de M. Yilmaz.

C'est lors d'une réunion de ce conseil, en février 1997, que les généraux avaient lancé leur campagne contre ce qu'ils considéraient comme une montée de l'extrémisme religieux, en exigeant du gouvernement à dominante islamiste de Necmettin Erbakan un plan en 18 points pour y mettre un frein.

M. Erbakan, ayant refusé d'appliquer ce plan, avait été contraint de démissionner en juin sous la pression des militaires et avait été remplacé par M. Yilmaz

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

### **Arrestation de trois Italiens en Turquie**

ROME, 22 mars (AFP) - Trois Italiens ont été arrêtés samedi par la police turque alors qu'ils participaient aux festivités kurdes du Newroz, le nouvel an kurde, à Diyarbakir (est de la Turquie), a rapporté dimanche soir la télévision publique italienne Rai.

Les Italiens, qui faisaient parti d'un groupe de parlementaires et de pacifistes européens, ont été arrêtés lors d'une intervention de la police turque contre les milliers de personnes réunies pour fêter le nouvel an, a indiqué le journal de Rai Uno.

L'intervention, dont les raisons n'ont pas été précisées, aurait fait une trentaine de blessés et entraîné l'arrestation de 200 autres personnes.

Dino Frisullo de l'association "Sans frontières" et deux étudiants, Giulia Chiarini et Marcello Musto, ont été interrogés dimanche par la police au tribunal de Diyarbakir et doivent comparaître lundi devant un juge d'instruction qui décidera de les renvoyer ou non devant la justice.

Les Italiens sont accusés d'"instigation à la violence", notamment semble-t-il en raison de documents trouvés en leur possession. Ils risquent trois ans de prison. Le consul italien à Smyrne, Stefano Ravagnan, s'est rendu à Diyarbakir pour suivre l'évolution de l'affaire.

---

### **M. Yilmaz s'engage sous la pression de l'armée à combattre le fondamentalisme**

Dim 22 Mar 98 - 18h30 GMT

ANKARA, 22 mars (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz s'est engagé au nom de son gouvernement à se consacrer pleinement à la lutte contre le fondamentalisme islamiste, cédant ainsi à de fortes pressions exercées par les généraux de la puissante armée pro-laïque.

"Notre gouvernement est le plus déterminé dans la lutte contre l'extrémisme religieux et continuera à l'être", a déclaré M. Yilmaz au cours d'une conférence de presse donnée à l'issue d'une rencontre avec ses partenaires de la coalition gouvernementale.

Cette mise au point intervient deux jours après un sérieux avertissement adressé au Premier ministre par des généraux de haut rang, qui avaient souligné leur détermination à lutter contre le fondamentalisme et accusé le gouvernement d'"inefficacité" dans la lutte contre l'extrémisme islamiste.

---

### **L'armée turque tue sept séparatistes kurdes**

Dim 22 Mar 98 - 11h05 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mars (AFP) - Sept séparatistes kurdes ont été tués au cours de combats avec l'armée turque, samedi, dans le sud-est de l'Anatolie, a annoncé dimanche un communiqué des autorités régionales.

Ce communiqué, qui ne fait pas état d'éventuelles pertes dans les rangs de militaires, précise que ces affrontements avec des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont déroulés dans la province de Sirnak, à la frontière avec l'Irak et la Syrie.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts, selon un bilan annoncé en février par le super-préfet de Diyarbakir, Aydin Aslan.

# TURQUIE Neçmettin Erbakan désespère la jeune garde islamiste

*Officiellement interdit d'activité politique pour cinq ans, l'ex-Premier ministre dirigera par procuration le nouveau parti intégriste, le Fazilet, créé pour remplacer le Refah dissous. Il a placé son avocat personnel et l'un de ses proches aux commandes.*

CUMHURİYET

Istanbul

**A**près l'interdiction d'activité politique imposée à Neçmettin Erbakan par la Cour constitutionnelle pour une durée de cinq ans, on se demandait si celui-ci se retirerait réellement de la scène ou s'il continuerait, par personne interposée, à tirer les ficelles de la nouvelle formation politique [le Fazilet (le Parti de la vertu), créé pour remplacer le parti islamiste Refah, dissous le 22 février dernier sous la pression des militaires pour "activités contre le régime laïc"].

De son premier parti, Nizam [Parti de l'ordre], à sa dernière aventure, nommée Refah [Parti de la prospérité], en passant par le Parti du salut national et sa brève incarcération après le putsch de 1980, Erbakan a toujours été un *hodja* [professeur, sage, mais également guide religieux] pour une certaine communauté. Ce qualificatif ne faisait pas allusion à sa personnalité académique (il a été professeur d'université), mais au rôle d'imam que ses "ouailles" lui attribuaient. Mais, ces derniers jours, les partisans d'un parti démocrate musulman ont cru pouvoir enfin donner corps à leur rêve en favorisant l'ascension de figures jeunes à la tête du nouveau parti islamique. Tayyip Erdogan [maire d'Istanbul, que beaucoup considéraient comme le dauphin présomptif d'Erbakan] s'est vu offrir leurs propositions sur un plateau d'argent. C'en était trop pour le "Hodja", qui a rompu le silence en déclarant : "Je ne suis pas encore mort !"

Ce cri - qui figurait en manchette du quotidien *Sabah* - dévoilait la nouvelle stratégie du plus vieux politicien du pays. Conformément à la loi sur les partis politiques, et à sa propre réglementation interne, le Fazilet possède bien une instance dirigeante placée sous l'autorité d'un président. Ismail Alptekin, à qui est confiée cette responsabilité, est un avocat inscrit au barreau d'Ankara. Il se trouve être également le conseil d'Erbakan, détenteur d'une procuration de celui-ci établie devant notaire. Cela veut dire qu'Alptekin est habilité à représenter Erbakan devant des tiers et des instances judiciaires, à tenter des procès et à procéder à des achats ou à des ventes en son nom.

## Le Fazilet est devenu le premier parti du Parlement

Lorsque l'interdiction du Refah était encore en cours d'examen à la Cour constitutionnelle, certains voyaient l'avocat du barreau d'Ankara comme le président provisoire du Parti de la vertu, qu'il venait de créer. Et l'on mettait en avant des noms comme ceux de Tayyip Erdogan, Abdullah Gül [ministre d'Etat dans le dernier gouvernement de coalition dirigé par le Refah] ou Bülent Arınç [jeune loup de l'ex-Refah] pour venir dans un deuxième temps prendre la direction de la nouvelle formation. Il semblait logique qu'un parti voulant poursuivre son existence au sein du Parlement soit dirigé par un président lui-même membre de ce Parlement. Mais ce qui importait pour le "Hodja", c'était la crainte de voir un tel président se transformer, à force de monter à la tribune parlementaire, en un vrai leader. Car, ne l'oublions surtout pas, Erbakan n'était "pas encore mort". Pour cette raison, il a tenu à garder sous son contrôle l'organisation et l'administration du nouveau parti, en confiant formellement le fauteuil de président à un avocat investi de sa procuration.



Neçmettin Erbakan. Dessin d'Ong - PAYS-BAS

A l'heure actuelle, le Parti de la vertu s'organise rapidement au sein du Parlement : les députés vouant un attachement inconditionnel à Erbakan rejoignent ses rangs. [Avec 140 députés sur un total de 550, le Fazilet est devenu... le premier parti de l'Assemblée.] Que le président du nouveau groupe parlementaire soit Recai Kutan n'est pas étonnant : connue pour son ouverture au dialogue et son caractère conciliant, cette personnalité bénéficie de la totale confiance du "Hodja". Kutan a d'ailleurs participé à presque tous les gouvernements dont Erbakan a fait partie. Il apparaît donc que le pouvoir dans le nouveau parti appartiendra à cette "sainte trinité" : le "Hodja", installé sur les hauteurs de Balgat [quartier d'Ankara où habite Erbakan] ; Ismail Alptekin, son représentant général, qui s'occupera des questions organisationnelles comme la préparation des congrès, la désignation des délégués, etc. ; et enfin Recai Kutan, qui dirigera le groupe parlementaire. Bien évidemment, les rênes resteront entre les mains du "Hodja".

"Notre système peut-il tolérer une telle absurdité ?" me dira-t-on. Je réponds que c'est sans doute cela qu'on appelle le leadership par procuration notariale.

**Orhan Birgit**

The Nation.

## BOOKS & THE ARTS

March 23, 1998

# Kingdom of Desire

TOM LECLAIR

"No friends but the mountains," Kurds say. Kurds aren't walking up out of the surf on Long Island or Cape Hatteras, not yet. But arriving now by boatloads in Greece and Italy, Kurds are the Fertile Crescent's canaries, escaping national cages, refusing to be poisoned again. Iraqi Kurds know another Western attack on Saddam Hussein will further impoverish them, already caught between Saddam's embargo and the West's sanctions. Turkish Kurds can smell signs of further military repression in Turkey's recent crackdown on Islamic parties. Americans don't have to befriend Kurds to hear their warnings or understand the prison states they're fleeing.

Many writers have told the Kurds' recent history. But the photographer Susan Meiselas's mountain of a book—388 folio pages—best introduces and summarizes Kurds and their kingdom of desire located in eastern Turkey, northern Iraq, northwestern Iran and northeastern Syria. *Kurdistan* opens with a postcard, a double-page color photo of mountains in Iraq, a mellow-lighted field in the foreground, snow-topped blue peaks in the background, a road barely visible in the upper left corner, no humans in sight. The next image is also a double-page shot of Iraqi mountains, several miles of a winding trail packed with thousands of Kurds—babies in their arms, sacks on their backs, suitcases balanced on their heads—walking toward the camera and Turkey in April 1991. This photo is a flashcard, a still flashback to the videotape that horrified Western television viewers after the allies proclaimed "victory" in the Gulf War and Saddam's "defeated" army took its revenge on panicked Kurds.

City-dwelling Kurds found the mountains and Turkey unfriendly. Denied entry by one of the allies, thousands died on shit-stenched mudscapes while waiting for

Western aid to parachute down to their "safe haven." Meiselas's next two images explain the Kurds' unpreparedness and panic. One shows the town of Qala Diza, every structure dynamited, flattened to the ground in Saddam's "Anfal" campaign of the eighties, which razed mountain towns, relocated women and children in "victory cities" and murdered men, a systematic genocide with more than 80,000 victims. A photograph of a cemetery in Goktapa shows white-daubed gravestones of Kurds killed by Saddam's poison gas in 1988. The gravestones, unfinished rocks, really, are numerous. In the background, those postcard mountains.

Beauty and terror. It's the three-word, four-image story of Kurdistan and Kurds. The rest of Meiselas's book extends the

*Like assassinated bodies, these photos were recovered from burial places and smuggled into a safe haven of Kurdish history.*

story back to the 1890s, personalizes it with photos of famous and nameless Kurds, widens the focus from Iraq to Iran and Turkey, complements the visual story with facsimiles of remarkably varied texts and puts raw materials in context with a cultural historian's running narrative in chapter introductions. *Kurdistan* has the emotional impact of a documentary film and the informational density of a document file. One photo shows wooden crates of captured Iraqi papers, eighteen tons of them proving the Anfal genocide, awaiting airlift out of Kurdistan to a safe place. Other photos were, like assassinated bodies, recovered from burial places and, because still subversive, smuggled into this collection, a safe haven of Kurdish history.

Heroism was required to take many of the photographs, and obsession was needed by Meiselas to gather, identify and publish them, activities continuing on her interactive Web site—[akakurdistan.com](http://akakurdistan.com)—which offers a sampling of the book's distinctive features. Unfortunately, the heroic range, scale and quality of *Kurdistan*—every page

is glossy, painstakingly designed, expensive to produce—places this book beyond the means of many people naturally interested in its subject. Librarians could be the Kurds' best friends. But before you razor out this review and take it to your branch or send it to your university bibliographer, consider, please, that *Kurdistan* may well be worth a place on your coffee table.

This compendium is not just about a place that impinges on Americans' gas tanks. The Kurds are not just the Middle East's Native Americans, a second chance to expiate some national guilt. The oldest and largest people—20-25 million—without a homeland, Kurds represent issues of ethnic and cultural survival everywhere. *Kurdistan* fairly poses those issues, questions the bases of ethnic and racial identity, admits Kurds' struggles with each other, recognizes the claims of national states. And more: This massive album treats and exemplifies how history is made, how technologies of representation—such as photography and print—affect both events and their recall. And still more: *Kurdistan* asks who took the photographs, who wrote the documents, why and—finally, recursively—why the materials of history are arranged as they are.

In the introduction, Meiselas describes

her book as an archive for a people without one and as a "mosaic." "Patchwork" might be a more appropriate description of *Kurdistan*—and of a culture pieced together from many tribes and several dialects. Switching back and forth among the four countries where most Kurds live, Meiselas stitches a pattern of repression, rebellion, repression. When the first photographers—anthropologists, missionaries, adventurers—showed up a century ago, Kurds had an oral culture. The camera was a leap, a different kind of remembering. In many of the first shots Meiselas includes, Kurdish leaders look like Native American chiefs, proud and independent, but also posed and welcoming an individual validation that might be lost in oral history. "That's me, show it to the great-grandchildren."

Early photography implied culture was costume and custom. Though Meiselas doesn't say so, I think photos initially reinforced the feudal quality of Kurdish life, discouraging the mass movements needed for autonomy or independence. In the early twentieth century (and even now), genealogy-conscious Kurds

Tom LeClair teaches at the University of Cincinnati. His most recent book is *Passing Off* (Permanent Press), and he's just finished a novel about refugees in the Middle East.

were hero-worshippers. When their much-photographed leaders were hanged or exiled, political movements often collapsed.

In the 1910s, Great Britain encouraged Iraqi Kurds to develop writing, the key to modern culture. But oil soon led the Kurds' protectors to betray and then in 1924 to bomb them. Meiselas has the goods on the British in their own words—diplomatic cables, journals and letters. Kurdish writing and print surfaced again in the Mahabad Republic, the only Kurdish state. Carved out of Iran in 1945, represented by documents and photos of poets in Kurdistan, Mahabad was reabsorbed in 1946. Farsi, Arabic and Turkish had the power to suppress an upstart language. After Mahabad, Kurds in Iraq were not allowed typewriters. In the fifties, only Kurds in the Soviet Union had access to printing presses. To this day, Turkey and Iran forbid education in Kurdish dialect, and Turkey denies the validity of the word "Kurd," calling eastern citizens "Mountain Turks." In this mid-century

Kurds found cameras used against them. A 1984 newspaper photo, obviously staged for propaganda, shows Kurds surrounded and humiliated by Turkish troops. Meiselas also includes 1990 photos of Kurdish villagers wearing numbers, easy identification for Turkish police files.

If the technology of the Iranian revolution was the cassette and of the Chinese student uprising the fax, Kurds broke into Western consciousness with bleary videotape—of dead children, their eyes wide open, gassed in the streets of Iraq's Halabja in 1988—and with this decade's magazine photographs, in vivid color. Compiling this history, contributing to it with photos of her own, Meiselas also implies the limits of her profession. She includes a Canon ad using a photograph of a Kurdish guerrilla, rebellion commodified just as exotic difference was in much earlier postcards of Kurdish natives. Meiselas's last image—a black-and-white shot from inside a prison—suggests that Kurds who are not refugees are still trapped in national and international politics.

Much of *Kurdistan's* truth and appeal is in its details, its scrapbook juxtapositions, art-book continuities. We see respectful photos from Albert Kahn's early-twentieth-century *Archives of the Planet*. On the next page are a British traveler's photos of her car pulled from mud by Kurds. A facsimile of a memorandum reminds readers not to call an Iraqi Kurd "a 'dog' under any circumstances." A journalist's album casually identifies a group of Yezidi Kurds as "Devil-worshippers." An Iranian soldier holds up by the hair the head of a dead Kurdish leader so his face can be snapped. A 1930 photo of a primitive oil refinery in Iraq looks like nothing less than original sin. Qazi Mohammad, head of the Mahabad Republic, has the same pensive look sitting in his office in 1946 and dangling in a noose in 1947.

The chain on an Iraqi prisoner in 1948 is thick enough to pull a German-made Turkish tank confronting a Kurdish woman and child in 1993. There's a page from an alphabet book banned by Turkey in 1968, a photo of Saddam in Kurdish costume, Meiselas's 1991 shot of an American forensic anthropologist standing in an Iraqi grave, holding in his bare hands a blindfolded Kurdish skull, a too-late Hamlet to a too-real Yorick. More than any photographer included, the editor knows the power of close-ups and blow-ups, the allegory of the super-specific. The last of her nine color photos and the penultimate image in *Kurdistan* presents a mother's life-sized hands holding a thumb-sized photo of her dead son, a fit-

ting emblem for Meiselas's project.

For all their affecting detail, photographs can only witness. Sixteen chapter introductions by Martin van Bruinessen—the Kurdish-speaking author of *Agha, Shaikh and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*—do a fine, objective job of clarifying political movements and diagnosing Kurds' friendlessness. Because Iran and Iraq have been avowed enemies of the United States, the material on the recent history of those countries in *Kurdistan* is relatively familiar. More compelling are the sections on Turkey, America's only friend in the region. Striking photographs, legal documents, newspapers, oral histories and van Bruinessen's mini-essays demonstrate just how similar our ally is to Iraq under Saddam. In the past ten years, the Turkish military has destroyed hundreds of Kurdish villages near Iraq and Iran, killed villagers and disappeared Kurdish spokespeople, imprisoned Kurdish parliamentarians and displaced millions to urban privation. In recent months, European nations have charged Turkey with encouraging Kurdish refugees to leave the country, thus punishing Europe for denying Turkey's own refugee petition to join the European Union.

Excellent as *Kurdistan* is, two other books—*After Such Knowledge, What Forgiveness?* by Jonathan Randal and *Atatürk's Children* by British reporter Jonathan Rugman and photojournalist Roger Hutchings—are necessary to understand the Kurds' struggle for human rights. An American reporter who has covered the Kurds for more than a decade, Randal has interviewed all the Kurdish political leaders and risked his life in several corners of Kurdistan. He supplies historical background that predates the century covered in *Kurdistan*, and provides information about Kurdish political parties that would be out of place in Meiselas's project. But Randal's best chapters are about U.S. involvement in Kurdistan. He shows in persuasive insider detail how Nixon, Kissinger and the Shah of Iran betrayed a Kurdish uprising against Saddam Hussein in 1975; how Bush, Baker and feckless diplomats both "suckered" the Kurds into rebellion after the Gulf War and waffled on aiding them; and how the Clinton Administration might have brokered a settlement in northern Iraq in 1996 instead of allowing a civil war and then airlifting thousands of friendly Kurds to Guam. Randal's chapter on Turkey records how the United States has in recent years skirted its own laws restricting arms sales to human rights abusers and made Turkey "the biggest single importer of

#### IN THIS REVIEW

##### **KURDISTAN: In the Shadow of History.**

Edited by Susan Meiselas.  
Random House. 388 pp. \$100.

##### **AFTER SUCH KNOWLEDGE, WHAT FORGIVENESS?: My Encounters With Kurdistan.**

By Jonathan C. Randal.  
Farrar, Straus & Giroux. 356 pp. \$25.

##### **ATATÜRK'S CHILDREN: Turkey and the Kurds.**

By Jonathan Rugman and Roger Hutchings.  
Cassell. 128 pp. \$45.

##### **KURDISTAN.**

Photos by N. Kasraian; text by Z. Arshi and K. Zabihi.  
Oriental Art Publishing. 139 pp.  
\$76.50.

period, many of Meiselas's photographs were taken by Western military men, engineers, journalists and other colonial scouts.

When Kurds could afford cameras of their own, photography became a suspect and dangerous occupation, capable of undermining massive print propaganda. A Kurdish photographer in Iraq recounts the 1962 arrest of his cousin for carrying a photo; he was jailed for ten days. In Iran, photographs were destroyed in 1974 because they were "cultural products." Negatives were buried in backyards, undeveloped for decades, and some are now printed in *Kurdistan*. Fearful of using cameras,

American military hardware," much of it used against Kurds inside Turkey and in the so-called safe haven of northern Iraq.

Randal is no ideologue; he knows the Kurds have often held on to old tribal loyalties and betrayed each other, and he reports with disgust the 1996 civil war that led one of the foremost Kurdish leaders, Massoud Barzani, to ally himself with Saddam. But even "after such knowledge," Randal refuses "forgiveness" to U.S. governments that have contributed to the Kurds' historical repression and present plight.

Randal treats Abdullah "Apo" Ocalan—leader of the Marxist-influenced Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), which has waged guerrilla war in Turkey since 1984—as a posturing clown, safe in his Syrian hideaway. In *Kurdistan*, van Bruinessen is more measured toward Ocalan. For a detailed study of the P.K.K., the only Kurdish organization with widespread support and power in Turkey, one needs Rugman and Hutchings's *Atatürk's Children*. After examining Ocalan's background and the rise of the P.K.K. in the eighties, Rugman de-

scribes the reciprocal escalation of terror in eastern Turkey during the nineties: the state terrorizing its Kurdish citizens (sometimes called "Armenians") while attacking the guerrillas; the P.K.K. terrorizing Kurds while attacking the state; the state consuming itself with its expensive violence; the P.K.K. undermining itself with the cheap murder of tourists.

Both Turkish politicians and the P.K.K. are, implies Rugman, Atatürk's children in their single-minded devotion to a single goal. He represents the resulting polarity in two 1994 interviews—with President Suleyman Demirel and P.K.K. spokesman Kani Yilmaz. Shorter comments in a section called "Voices from the Crossfire"—and Hutchings's photographs, which illustrate the text—tip Rugman's neutrality toward sympathy for the P.K.K. The thirty pages of stark black and white photos grouped at the book's end have a now-familiar narrative line: military and police surveillance, Kurds driven from the land, new squalid conditions, political protest, more refugees, trials of Kurds and, finally, Atatürk's statue from the rear, father

of Turkey standing tall despite his exposed flank.

*Atatürk's Children* is almost all terror. Except for one map, *After Such Knowledge* is all text. As for Meiselas's *Kurdistan*, my only complaint is the partial misnomer of her title. Most of the photos are of Kurds. We see little of the land or the Kurds' land-hugging culture, the reasons Kurds have worn their bandoliers, fought against overwhelming forces and, ironically, become a refugee people. For more photographs of Kurdistan's beauty, you may need inter-library loan to find a 1990 book Meiselas doesn't mention in her bibliography—another *Kurdistan*, with photos by N. Kasraian. The introduction is in garbled translated English, but the large color plates—of pueblo-like villages and nomadic camps, Kurds in their homes, with their families, at their ceremonies, mountains in the background and foreground—are further reasons to mourn the terrible devastation that Meiselas documents. Mourn and then celebrate the culture that Kurds and Kurdistan have managed to preserve. ■

---

## Iraqi Kurds exchange prisoners

---

Ankara - Turkish Daily News

March 23, 1998

Rival Iraqi Kurdish groups that control much of northern Iraq exchanged dozens of prisoners Saturday to commemorate their new year, one of the groups said in a statement.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) said it released 75 members of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to commemorate the Kurdish new year, which began Saturday, the first day of spring. The PUK released 67 KDP members in turn, said the KDP statement.

The exchange took place in the areas of Koysinjaq and Deigala in northern Iraq, the statement said.

The groups reached an agreement last month to exchange all their prisoners. PUK and KDP officials exchanged lists with names of prisoners who were supposed to be swapped a week later, but the exchange never took place.

Three bilateral meetings between the KDP and the PUK aimed at creating better relations between the rival groups took place in northern Iraq with the participation of high level members of both parties. Confidence building measures, the initial one of which was the exchange of prisoners, were widely discussed during these meetings.

---

## Surrendered Sakik to remain in KDP custody

- Turkey's choice would be to keep Sakik in N. Iraq under KDP control as a dividing force against Ocalan in an effort to further split the seperatist organization

Ankara - Turkish Daily News

Attention in both Turkey and northern Iraq is focused on what will happen next now that Semdin Sakik, the leading figure of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has surrendered to the Kurdistan Democratic Party (KDP), an ally of Turkey.

Sources told the Turkish Daily News that Sakik will remain in KDP custody, adding that Turkey's choice would be to keep Sakik in northern Iraq under KDP control as an alternative force against Ocalan in an effort to further split the illegal seperatist organization.

The KDP has said that it will not hand over Sakik to Turkey and that it will be responsible for his safety in northern Iraq. Sakik had given himself up to the KDP on Thursday in the northern Iraqi city of Erbil on condition that he would not be harmed.

"He neither wants to be sent to Turkey nor does he want to leave the KDP headquarters because of risks to his life that might occur from an attack by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) or PKK seperatists," sources said.

Ankara is approaching the Sakik case very cautiously, sources say, since it is believed that Sakik's surrender, which is a major blow to the PKK, is expected to divide the organization into two factions. Sakik defection from the terrorist group came after PKK leader Abdullah Ocalan had ordered the execution of 18 terrorists known for being close to Sakik, reports said.

Interior Minister Murat Baseskioglu said over the weekend that this is an indication of how much the PKK has weakened and it is in a turmoil adding that Sakik surrendered by his own will. He added that the negotiations for Sakik will be held with the KDP under mutual understanding and friendship but not under international law.

There are some reports that after Sakik surrendered, the National Intelligence Organization (MIT) sent a team to northern Iraq to hold talks with KDP officials to decide whether he would be sent to Turkey or stay under KDP custody. Turkey has allied itself with the KDP in its frequent operations into northern Iraq against PKK terrorists.

Other reports say that Sakik, known as "Fingerless Zeki," was willing to travel to Turkey to face trial if given assurances that he would not face execution. Sources denied these reports, saying that it seems that he would be kept in northern Iraq as part of Turkey's plans to use him as a tool against Ocalan.

Worsening ties between the PKK leader Abdullah Ocalan and Sakik which signalled a possible split inside the organization had been previously reported by the TDN. Sakik has been accused in the killing of 33 unarmed soldiers, breaking a PKK-declared cease-fire in 1993 and sparking an eventual rift with PKK leader Ocalan.

### It is another's turn ?

Meanwhile, there are some claims that following the surrender of Sakik, Cemil Bayik, another key figure in the PKK, might also surrender himself to the KDP in the coming period, but there has been no confirmation of this by either group.

Meanwhile, the PKK's political wing, the National Liberation Front of Kurdistan (ERNK), played down the surrender of one of the most feared of the PKK commanders to the KDP. According to the Germany-based pro-Kurd Dem news agency, the group gave no importance to Sakik's turning himself over to Turkey's ally in northern Iraq.

"It's a very unimportant event, actually," the agency quoted Kani Yilmaz, the European head of the ERNK, as saying. "He was a harmful obstruction who has committed war crimes... In spite of his crimes our leadership forgave him many times and now we have been relieved of this burden."

"He was a harmful obstruction who has committed war crimes... In spite of his crimes our leadership forgave him many times and now we have been relieved of this burden," Yilmaz said.

## Can Turkey handle Papal visit?

- 'We are not willing ... to have a courtesy visit be overshadowed by political issues,' an official states

### Alparslan Esmer

Ankara - As the leader of the world's Roman Catholic community continues to fascinate people with his visits to a number of countries, it still remains unclear whether Turkish officials, who invited him to Turkey, will also be fascinated, or merely frustrated.

Officials appear worried about whether or not they are well prepared to host Pope John Paul II. President Suleyman Demirel sent the pope an invitation last February to visit Turkey as part of the celebrations on the 2000th anniversary of the birth of Christ.

Recent foreign trips by the pope have been attracting popular attention for another reason: The 77 year-old Pontiff has been visiting countries with weak human rights records, such as Nigeria and Cuba.

The pope was recently in Nigeria for a three-day visit. He urged that nation's military rulers to respect human rights, saying there was no place for abuse of power or intimidation of the weak and that the African nation had to strive to prevent any violation of human rights.

Officials in Ankara are concerned that, if the visit takes place, the pope may underline a number of issues Turkey is troubled with, such as human rights and the Kurdish issue. Turkey's Islamists may also bring the pope's attention to their "claims" that their religious rights are curbed by the authorities, they added.

"If he makes similar remarks [concerning Turkey's human rights issues] we will give him the adequate response," a foreign ministry official said. "We are not willing, however, to have a courtesy visit be overshadowed by political issues," another official stated.

### Papal visit expected

The foreign ministry said that the Vatican's affirmative response for the pope's visit was conveyed to Ankara by the Italian government, but no date for the visit has been set. This visit will be the pontiff's second visit to Turkey-- the first was made in 1979. In 1981, he was shot and injured by a Turkish right-wing terrorist during a mass in the Vatican, but this did not strain relations with Turkey.

### 'Pope received PKK delegation'

In January, the Turkish Daily News reported that the Pope received a delegation from the so-called "Kurdish Parliament in Exile," a group which Turkish authorities claim to have a relationship with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The PKK has been fighting for independence against the Turkish Armed Forces since 1984.

The Pontiff reportedly told the delegation that he "would pray for the sufferings of the Kurdish people under the Turkish authorities." Turkish authorities did not give an official reaction to the Pope's reception of the group.

The group then asked the Pope to use his influence within the international community "to find a peaceful solution to the conflict of Kurdistan."

During the historic visit to Cuba in the same month, the pope called on the Cuban regime to release the political dissidents from prisons. Having an overwhelming Roman Catholic population, Cuba's leader, Fidel Castro, affirmatively responded to the calls by the pope and released a small portion of these dissidents.

In making his call to Cuban leaders, the Pope submitted to the authorities in Havana the names of 270 inmates, whom he called "prisoners of conscience."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Le PKK condamne la "trahison de la cause kurde" d'un de ses commandants

ANKARA, 24 mars (AFP) - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a condamné mardi un de ses anciens commandants de haut rang qui s'est livré la semaine dernière à un groupe kurde irakien allié de la Turquie, le qualifiant de traître.

Semdin Sakik, commandant des rebelles kurdes opérant dans le sud-est de la Turquie, s'est rendu dans le nord de l'Irak au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, à la suite de désaccords apparents avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Le PKK mène une rébellion armée séparatiste depuis 1984 dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde et a également une présence militaire dans le nord de l'Irak.

"La reddition de Sakik à une force que le PKK combat est une trahison de la cause kurde", a déclaré l'ARGK (Armée populaire de Libération du Kurdistan), la branche armée du PKK, dans un communiqué.

"Mais ce genre de trahison ne gênera pas notre combat", a ajouté l'ARGK dans ce communiqué diffusé par l'agence pro-kurde Dem qui émet en Allemagne.

De source kurde à Ankara, on a confirmé que Sakik s'était rendu la semaine dernière, tout en estimant peu probable que le PDK le livre à la Turquie.

"S'il y a un accord entre les Turcs et Sakik, ce que je crois, son extradition en Turquie n'aurait pas de sens", a, pour sa part, déclaré à l'AFP un analyste politique, Dogan Akin.

"En effet, en Turquie, il devrait être jugé et risquerait la peine de mort. Mais s'il y a un accord, il sera plus simple de le maintenir dans le nord de l'Irak sous le contrôle du PDK. Ainsi, il pourra rester en sécurité en échange d'une coopération avec la Turquie".

"De toute façon, la reddition de Sakik est un rude coup pour le PKK", a-t-il ajouté.

Des responsables gouvernementaux turcs avaient confirmé pendant le week-end la reddition de Sakik, naguère l'un des deux principaux commandants du PKK.

Il était le chef des rebelles dans le "nord du Kurdistan", c'est-à-dire le sud-est de la Turquie dans la terminologie du PKK. Dans la structure militaire du groupe, le deuxième commandement couvre le "sud du Kurdistan", c'est-à-dire le nord de l'Irak.

La presse turque avait rapporté depuis plusieurs mois qu'Ocalan et Sakik étaient en désaccord sur la stratégie du PKK, affirmant également qu'ils étaient en compétition pour la direction de l'organisation.

Plus de 29.000 personnes ont été tuées dans les violences liées à la rébellion du PKK depuis son déclenchement en 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Sakik avait été accusé par les autorités turques d'avoir ordonné l'attaque contre 33 soldats turcs tués qui voyageaient sans armes à bord d'un bus dans le sud-est en 1993 alors qu'un cessez-le-feu était en principe décrété, l'une des pires attaques du PKK sur des cibles militaires.

Accusant le PKK de se servir du nord de l'Irak comme base arrière pour lancer des attaques contre la Turquie, l'armée turque fait depuis quelques années de nombreuses incursions dans cette région.

Elle coopère depuis mai dernier avec Massoud Barzani contre le PKK dans le nord de l'Irak. Des accrochages entre le PDK et le PKK ont fait des dizaines de victimes l'an dernier.

Selon Ankara, le PKK a perdu beaucoup de ses forces à la suite d'intenses campagnes de l'armée turque.

Ocalan avait reconnu en février que les activités de son groupe étaient en diminution à cause de l'hiver, mais avait promis qu'elles reprendraient au printemps.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Reconduction de l'état d'urgence dans six provinces turques

ANKARA, 24 mars (AFP) - Le parlement turc a décidé mardi de prolonger pour quatre mois à partir du 30 mars l'état d'urgence dans six provinces de l'est et du sud-est anatolien, théâtre de la rébellion armée du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes Kurdes), a rapporté l'agence Anatolie.

Il s'agit de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité Kurde, Hakkari (sud-est), Siirt (sud-est), Sirnak (sud-est), Tunceli (est) et Van (est), selon Anatolie.

Ces six provinces sont les dernières à être soumises à ce régime d'exception.

Le régime d'état d'urgence avait été décrété en juillet 1987, précédé d'une période de loi martiale en vigueur depuis 1979, et une super-préfecture basée à Diyarbakir avait été instaurée pour la coordination de la lutte contre la rébellion armée du PKK.

La rébellion du PKK, qui vise à créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien, et les opérations de repré-sailles de l'armée turque ont fait plus de 29.000 morts, selon un dernier bilan

L'état d'urgence pour les provinces de Batman (sud-est), Bingol (est) et Bitlis (sud-est) avait été levé en octobre 1997.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

### **Des députés italiens brandissent le drapeau kurde au Parlement**

Jeu 26 Mar 98 - 12h51 GMT

ROME, 26 mars (AFP) - Des députés italiens appartenant au groupe des Verts et communistes ont brandi jeudi dans l'enceinte de la Chambre des députés le drapeau kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes) pour protester contre l'arrestation en Turquie d'un pacifiste italien.

L'incident a été dénoncé par le président de séance de la Chambre, Alfredo Biondi (droite), qui a protesté contre un acte "de propagande et un peu guignolesque".

Les députés écologistes Paolo Cento et Vito Leccese ainsi que le député communiste Walter De Cesaris ont expliqué que, par leur geste, qualifié de "symbolique", ils souhaitaient exprimer leur solidarité avec Dino Frisullo. Cet Italien a été arrêté samedi par la police turque alors qu'il participait avec une délégation de parlementaires et de pacifistes italiens aux festivités du nouvel an kurde à Diyarbakir (sud-est de la Turquie). M. De Cesaris avait lui-même été interpellé par la police turque au cours de cette manifestation.

Selon les parlementaires, M. Frisullo, membre de l'association "Sans frontières", est actuellement détenu dans une prison de haute sécurité.

"Il existe un fort courant de solidarité avec le peuple kurde au sein du Parlement italien et une forte exigence pour que le gouvernement turc respecte les droits de l'homme", a expliqué M. Cento.

---

### **Nouvelles arrestations de dirigeants d'un parti pro-kurde**

Jeu 26 Mar 98 - 10h01 GMT

ANKARA, 26 mars (AFP) - Deux dirigeants du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde), dont un ancien député, ont été interpellés dans la nuit de mercredi à jeudi par la police turque à Ankara, dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée contre sept autres dirigeants de ce parti, a rapporté jeudi l'agence Anatolie.

Ahmet Turk et Abdullah Varli ont été arrêtés par la police anti-terroriste et seraient passibles de plus de 22 ans de prison en cas d'inculpation par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM), selon cette source.

Sept dirigeants du Hadep, dont son président Murat Bozlak, ont été inculpés la semaine dernière sous l'accusation d'être la branche politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Selon l'acte d'accusation de la DGM d'Ankara, les dirigeants du Hadep sont accusés "d'avoir agi et tenu des propos en faveur du PKK", ce qui les rend passibles d'au moins 22 ans de prison, selon l'article 125 du code pénal.

Outre M. Bozlak, le vice-président du Hadep Mehmet Saten ainsi que son secrétaire général Hamit Geylani figurent parmi les dirigeants inculpés.

C'était la seconde inculpation prononcée en un mois par la DGM contre ces sept personnes, arrêtées le 15 février.

Une première inculpation avait été prononcée pour "propagande séparatiste" et "appartenance à une organisation séparatiste", c'est-à-dire au PKK, aux termes de l'article 168/1 du code pénal, parce que leur parti avait publié cette année un calendrier contenant, selon le parti, des photos de membres du Hadep tués dans des attentats non élucidés, selon la police, des photos de militants du PKK. Les sept dirigeants étaient passibles de 15 ans de prison pour ce premier chef d'inculpation. Le PKK est en rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

---

### **La Turquie combattra le fondamentalisme dans le cadre de la démocratie**

ANKARA, 27 mars (AFP) - Le Conseil national de sécurité (MGK) a annoncé vendredi soir que la Turquie continuera son combat contre le fondamentalisme musulman dans le cadre des règles démocratiques.

Dans la lutte contre les mouvements religieux réactionnaires qui visent à abattre le régime laïc, les lois existantes doivent être appliquées sans concession et de nouvelles lois doivent être rapidement adoptées par le parlement", a déclaré le Conseil dans un communiqué.

"Ce combat doit être mené dans le cadre des règles de la démocratie et de l'Etat de droit", ajoute le communiqué, adopté à l'issue d'une réunion de six heures du Conseil.

Celui-ci regroupe le chef de l'Etat, le Premier ministre Mesut Yilmaz, les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, ainsi que les cinq plus hauts commandants des armées.

# Les généraux turcs critiquent l'inefficacité du pouvoir contre l'extrémisme religieux

Une réunion du Conseil national de sécurité s'annonce houleuse

Une nouvelle épreuve de force s'est engagée en Turquie entre les militaires et le gouvernement de coalition dirigé par Mesut Yilmaz. L'armée,

qui se veut le gardien constitutionnel de la « laïcité » de l'Etat, reproche au premier ministre de mener une politique inefficace contre l'extrémisme et le fondamentalisme religieux. Les observateurs politiques n'excluent pas une crise pouvant conduire à des élections anticipées.

misme et le fondamentalisme religieux. Les observateurs politiques n'excluent pas une crise pouvant conduire à des élections anticipées.

## ISTANBUL

de notre correspondante

Pour tenter de désamorcer la crise de confiance entre le gouvernement et l'armée qui a, ces derniers temps, entretenu de nombreuses spéculations sur la possibilité d'un coup d'Etat ou la chute imminente du gouvernement, le premier ministre, Mesut Yilmaz, s'est plié, apparemment, à la volonté des généraux.

Lundi 23 mars, quatre jours avant une réunion cruciale du Conseil national de sécurité, il a annoncé que son gouvernement lancerait une nouvelle offensive légale contre les islamistes, en ouvrant des enquêtes sur les « sources financières du fondamentalisme » et sur les activités de fondations religieuses. Des mesures seront prises pour surveiller les émissions de chaînes de télévision et radio privées et pour assurer le respect d'une application plus stricte du « code vestimentaire » qui interdit le port de vêtements religieux. « Notre gouvernement, a-t-il déclaré, a constaté qu'il y avait des lacunes dans la surveillance du fondamentalisme, nous avons pris les mesures nécessaires. »

En désaccord, jusqu'ici, avec les militaires sur les méthodes à utiliser pour combattre l'islam politique, le premier ministre avait récemment défié ouvertement les

forces armées. « J'avertis tout le monde. (...) La lutte contre le fondamentalisme est une lutte d'Etat, une lutte commune. Personne ne doit en faire un véhicule pour le pouvoir », avait-il dit lors de son récent voyage en Géorgie, faisant allusion à d'éventuelles disputes intestines au sein de l'état-major. M. Yilmaz avait, par la suite, annoncé que la responsabilité du combat contre les islamistes incombait au gouvernement, lequel n'avait pas mandaté les militaires pour cette tâche.

Les déclarations du premier ministre avaient provoqué une riposte cinglante des forces armées, qui, ne cachant pas leur colère, ont une fois de plus réaffirmé le rôle prédominant que l'armée occupe en Turquie. « Personne, quelle que soit sa position, ne peut émettre des suggestions qui puissent faire planer un doute ou affaiblir la lutte des forces armées turques contre le séparatisme et l'activisme islamiste », affirmait un communiqué, publié le 20 mars, qui avait causé des remous dans les milieux politiques.

Dimanche, les dirigeants des trois partis de la coalition au pouvoir en Turquie avaient annoncé, après une réunion qui avait duré cinq heures, que le gouvernement entendait poursuivre son travail et que des élections anticipées

n'étaient pas prévues. Mesut Yilmaz avait exprimé l'espoir que les « malentendus » avec les forces armées et « la crise artificielle » qui avait été créée seraient dissipés sous peu.

La réunion du Conseil national de sécurité, qui mettra, vendredi, face à face les dirigeants civils et militaires du pays, sera consacrée essentiellement à l'islam politique et, en particulier, aux dix-huit mesures adoptées lors de la réunion du 28 février 1997, dont la non-application avait coûté le pouvoir au premier ministre Necmettin Erbakan (islamiste). La dissolution du Parti de la prospérité (Refah) et l'adoption de la loi sur l'enseignement obligatoire de huit ans - une décision prise l'été dernier qui permettait de limiter l'accès aux écoles religieuses - semblent n'être que les premières étapes du combat acharné que les militaires sont déterminés à poursuivre contre l'« obscurantisme » religieux.

## ÉLECTIONS ANTICIPÉES ?

Au début du mois, le gouvernement avait mécontenté les institutions laïques. Il avait suspendu - en raison des réactions hostiles - l'application d'une décision qui visait à interdire le port du foulard dans les universités. Les forces armées, qui ont organisé récemment

des réunions d'information pour le président de la République ainsi que pour les recteurs d'université sur le danger présenté par « les forces de réaction », exigent plus de vigilance et de rigueur. Cependant, les partis de droite membres du gouvernement - qui sont soutenus par des électeurs souvent conservateurs et pieux - veulent éviter de donner l'impression que la religion elle-même est attaquée.

Vu la fragilité du gouvernement actuel, qui est en bout de course si l'on en croit Deniz Baykal, le dirigeant du Parti populaire social-démocrate - la formation qui soutient au Parlement la coalition, minoritaire sans y participer -, et en l'absence d'autres solutions politiques, des élections anticipées pourraient être la seule issue. Elles ne peuvent cependant avoir lieu que si les partis parviennent à se mettre d'accord sur une révision du système électoral : les lois actuelles pourraient en effet ramener au pouvoir les islamistes qui, réunis dans leur nouveau Parti de la vertu, forment actuellement le groupe le plus important à l'Assemblée nationale.

De nombreux scénarios circulent actuellement dans les couloirs : formation d'un nouveau cabinet dont le seul mandat serait de préparer les élections ou d'un gouvernement de technocrates. Selon la plupart des observateurs, la Turquie entre, en tout cas, dans une nouvelle période de tensions et d'instabilité, et les réformes dont elle a besoin - redressement de l'économie et démocratisation - seront vraisemblablement, une fois de plus, mises en veilleuse.

Nicole Pope

## Baghdad Denies Report It Planned To Poison Britain

The Associated Press

BAGHDAD — Iraq denied accusations in Britain on Tuesday that it had threatened to smuggle deadly anthrax to the United Kingdom.

A tabloid, The Sun, reported that President Saddam Hussein plotted to flood Britain with the toxin. The newspaper theorized that the toxin could be hidden in duty-free bottles of alcohol, cosmetics, cigarette lighters and perfume sprays.

The newspaper reported that a March 18 intelligence document contended that the Iraqi government had plotted to smuggle large quantities of anthrax into "hostile countries."

A spokeswoman for the office of Prime Minister Tony Blair confirmed Monday that the document was authentic.

As a result, Britain's air and sea ports have been put on alert, the spokeswoman said.

A minister at the Home Office, Mike O'Brien, said Tuesday on the BBC that he did not believe "there is any imminent threat to Britain, but from time to time in this dangerous world, there are warnings which our very capable security apparatus is able to respond to."

"We're vigilant," Mr. O'Brien said. "But there are certainly no grounds for scaremongering over this or for frightening people. This is not the first terrorist warning that we've had and I suspect it won't be the last, and we are able to deal with these things."

He added that there was no "likelihood that Saddam or Saddam's

agents would be likely to put the anthrax in duty-free in the vague hope that some British tourists would pick it up."

Colonel Terry Taylor, a former weapons inspector for the United Nations who last year uncovered evidence of a biological weapons program, agreed that it was difficult to deliver anthrax in a dangerous form.

"If it was really being sent like this, in bottles, it's quite difficult to keep alive and to get it out in a form that might actually kill somebody," he said.

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE,  
MARCH 25, 1998

## Why should Turkey extradite Semdin Sakik?

- Sakik would pose a security hazard in Turkey, so he is better off in northern Iraq under KDP protection



Editorial by Ilnur Cevik

For months we have been reporting about the rift in the leadership of the Kurdistan Workers' Party (PKK). At the time many people tried to dismiss these reports as simple propaganda. The news that Semdin Sakik gave himself up to the authorities of the Iraqi Kurdistan Autonomous Administration proved how accurate our reporting was and that things are not as rosy in the PKK leadership as some people would like to think.

Sakik was the terrorist leader who played havoc with our security forces for all these years. He was well-respected among the PKK militants, and he was the main adversary of PKK leader Abdullah Ocalan. He frequently accused Ocalan of failing to lead the PKK forces and, instead, of hiding away in Syria. Sakik criticized Ocalan as a commander trying to lead his forces by remote control.

All that Sakik said was true. Ocalan remains holed up in Syria and cannot move out of the country for fear that he may be caught. As a matter of fact, the Syrians use him as a trump card against Turkey. In a way, Ocalan is a hostage in Damascus who also resides in the Bekaa Valley in Lebanon, which is under Syrian control.

There are Turkish press reports that Ankara wants to extradite Sakik. These reports are erroneous and misleading.

Turkey does not want to extradite Sakik. A team of intelligence officials have been sent to interview him because they feel they can obtain valuable information.

The Kurdistan Democracy Party (KDP), led by Massoud Barzani, has always said if PKK people give themselves up to their authority, they will not be handed over to Turkey. They will remain in northern Iraq in KDP custody.

As a matter of fact this suits Turkey. Turkish officials feel Sakik would be "too hot to handle" and would pose serious problems for our authorities. "Where and how to you jail him? How do you provide security for him?" So Turkish officials feel it is better that Sakik remains in northern Iraq.

KDP officials also say any extradition would also dissuade other PKK people from defecting. "But if they see that Sakik is not handed over to Turkey, others may join him, and that would be very harmful for the PKK and Ocalan," a leading KDP source told the Turkish Daily News.

Sakik's defection should open new areas of cooperation between the KDP and Turkey. Until now they have limited this cooperation to combatting the PKK only in northern Iraq. Now this cooperation can be extended to combatting the PKK on a global basis.

## Tense week in the political domain

- Tension dominated the political and social sphere and, late on Friday afternoon, the Turkish Armed Forces (TSK) made pointed statements referring to Prime Minister Mesut Yilmaz. The very tough statements, which mirrored the tone of Yilmaz's own statements, obviously referred to the Prime Minister

Emel Aktug

Ankara - Last Friday, late in the afternoon, newspaper offices in Turkey experienced the calm before the storm. Ankara could sense this silence, knowing that a storm would soon follow. Thus, when it came, the Turkish Armed Forces' (TSK) note had the effect of a bomb in all circles in Turkey.

### What were the stages that led to that note?

Republican People's Party (CHP) Chairman Deniz Baykal, although he provided external support for the

government, could not benefit from doing so. Consequently, he sought to increase his votes by opposing the government. Deniz Baykal almost seemed to be the main opposition leader, given the obvious end of the Welfare Party (RP) and the problems currently faced by the True Path Party (DYP) leader. Having noted the success of recent CHP congresses, Baykal increased the intensity of his criticisms.

Motherland Party (ANAP) Leader Mesut Yilmaz and his staff, in response to these criticisms, abandoned their approach toward the headscarf issue and made concessions to people who wore or supported the wearing of headscarves, since ANAP also has to consider its potential votes. In view of the possibility of an election, ANAP reconsidered the votes of the former RP and present Virtue Party (FP) and Prime Minister Mesut Yilmaz started to criticize the coercion exercised on the Islamic sector of society in the fight against reactionary movements in Turkey. Yilmaz accelerated his criticisms to such an extent that he declared in his party's group meeting, "I didn't direct the military to fight against reactionary movements." Not satisfied with this, he kept on with his tough speeches during his visits to foreign countries.

### **Military note and TV rating of Yilmaz's reaction**

Following these developments, tension dominated the political and social sphere and, late on Friday afternoon, the military made pointed statements referring to the Prime Minister. The very tough statements, which mirrored the tone of Yilmaz's own statements, obviously referred to the Prime Minister.

Political circles instantly became speechless and people started to ask: "What will happen now? Will the government leave and will Prime Minister Yilmaz resign?" Actually, only "that section of society that deals with politics" considers and worries about what will happen in Turkey. The night the note was submitted, Mesut Yilmaz was a guest on Ali Kirca's TV program "Siyaset Meydani" (Political Domain) and only 7.4 percent of Turkish people watched it then, which indicates the degree of depoliticization in Turkey. The thing that can be deduced from this is that people want to say: "Do whatever you want." Those responsible for this are the politicians. It is very dangerous that the Turkish people have become so depoliticized, because it then becomes very difficult to please them.

Prime Minister Mesut Yilmaz, responding to Ali Kirca's question, "How would you interpret the TSK's declaration?," said in a very casual manner that it was a democratic attitude and that the TSK has exercised its democratic rights. What does that mean? He said that it was a democratic right. After the note on March, 1971, written almost with the same words, Suleyman Demirel (then prime minister) took his hat and left... Now the present prime minister, Yilmaz, said that it was a democratic right.

Prime Minister Yilmaz referred 27 times to "me" and "my government," however he was talking about the achievements of the coalition government. He works with two older and more experienced partners, Bulent Ecevit and Husamettin Cindoruk. He talked as if he possessed all the power himself. There is a saying in Turkish, "People are only beautiful with their environment."

### **Biting one's tongue**

Democratic Left Party (DSP) Chairman Bulent Ecevit expressed his opinion one day after the TSK's declaration. He said, "These subjects will be considered at the meeting of the National Security Council and a common point can be reached then." Forty-eight hours after the TSK declaration, the coalition leaders held a meeting after which Husamettin Cindoruk, Democratic Turkey Party (DTP) chairman, said: "Prime Minister Yilmaz will make the declaration. During all speeches one should bite one's tongue." Thus, he gave the message that people should think before speaking. This message is very important.

### **Presidential system is the solution**

Turkey can only eliminate the chaos, the struggle and the deadlock in Turkey by applying the presidential system. In order to form public opinion for the purpose of establishing a presidential system, the media, all democratic institutions and nongovernmental organizations (NGO's) in Turkey have to start a comprehensive campaign. Our country's president is already one of Turkey's, even the world's, most experienced leaders. He loves Turkey, he is addicted to Turkey. I don't know anyone else who knows the country as well as he does. Too many political parties in a democracy is also problematic. In other countries, the number of parties is less, because with too many parties in the political domain, coalition governments have to be established, and democracy cannot function as well as it has to.

### **The success of the private sector**

Turkey has a bright future. The construction companies such as Enka Holding or Bayindir Holding are very

successful in foreign countries. I was in London last week because of health reasons and I visited the factories and shops of Turkish businessmen in my leisure time. These businessmen are very important in the English commodity exchange, and the English consider them to be "honorable businessmen." Because Turkish businessmen's future is bright, thus Turkey's future is also bright -- unless the politicians themselves become an obstacle.

## DKP closure case in Constitutional Court

- **Prosecutor:** 'The party aims to destroy the integrity of the nation by protecting, developing and spreading cultures and languages other than Turkish language and culture'

Ankara - Turkish Daily News

Democratic Mass Party (DKP) Chairman Serafettin Elci, defending his party in its closure case, testified at the Constitutional Court along with his party's deputy general chairman on Tuesday.

After Elci gave his testimony, he explained that their defense rested on the facts that the DKP respected the unity of the country, was against all sorts of violence and was not involved in any incidents necessitating the party's closure. Elci claimed that the Court of Appeals chief prosecutor could not provide any evidence to substantiate his charges and that he had directed unfair, mistaken accusations towards the DKP. He stated: "Showing the people of the Southeast as a mass under the control of the PKK is a very unfortunate evaluation. The prosecutor contributed to the propaganda of the PKK with his statements", the Anatolia news agency reported.

On the other hand, the chief prosecutor of the Court of Appeals demanded in his allegations the closure of the party with the charge that the party aims to destroy the integrity of the nation by means of protecting, developing and spreading cultures and languages other than Turkish language and culture. The chief prosecutor claimed that the DKP also aimed at changing the main principles of the Constitution and causing the country to be based on regional and racial characteristic by creating minorities on Turkish soil. The chief prosecutor demanded the closure of the party for the speeches of party administrators, which he claimed were contrary to the Political Parties Law.

## Iraq Will Give UN Access To Jailed Arms Scientist

Reuters

**BAGHDAD** — Iraq will allow United Nations arms inspectors to meet with a top Iraqi germ warfare scientist who was detained for trying to flee the country, an Iraqi source said Wednesday.

"If the biological team wants to meet him, it can do so," the source said. "The right of Unscorm will not be affected by his detention." Unscorm is the special UN commission charged with disarming Iraq.

"All the documents in his possession have been handed over to the special commission 10 days ago," the source added.

Unscorm said Tuesday that Baghdad had recently handed over a batch of documents said to have been taken from Nassir Hindawi, who pioneered Iraq's biological warfare program.

The source said that Scott Ritter, a UN arms inspector from the United States whom Iraq had accused of spying, "expressed appreciation for this step through the special commission."

The suspension of Mr. Ritter's inspections two months ago sparked a crisis

over access to Iraqi sites, including eight presidential compounds. The crisis was defused last month when the UN secretary-general, Kofi Annan, struck a deal with Baghdad guaranteeing UN arms inspectors full access to all Iraqi facilities.

Jayantha Dhanapala, head of the UN team of diplomats assembled to join inspections of Iraq's presidential sites, said Wednesday that preparations for the inspections were complete.

Of the detained scientist, the Iraqi source said: "The documents seized from him were scientific reports he himself had taken part in preparing when he was working, within the past biological program."

"Nassir Hindawi was arrested because he violated laws related to traveling abroad," the source said. "And he is accused of keeping with him documents relating to Iraq's past biological program."

A UN spokesman, Ewen Buchanan, said the documents included many that the commission had previously known about. It was not known whether others contained any significant revelations.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

MARCH 26, 1998

## Armenians in Turkey / 'We're From Here'

# In Istanbul, the Terror of 1915 Is a Faded Memory

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

**I**STANBUL — When the Armenian patriarch of Istanbul, Karekin II, died this month, his funeral produced a scene that some foreigners found surprising. More than 1,000 Turkish citizens of Armenian background, together with senior diplomats and government officials, crowded the stately cathedral where a Mass was celebrated in Armenian for the repose of his soul.

Although the occasion for the ceremony was sad, it served as a reminder that despite the vicissitudes of history, Istanbul's Armenian minority remains large and vibrant. In some parts of the world Turks and Armenians are viewed as natural enemies, but the funeral showed once again that in Istanbul, they live peacefully together.

There are about 70,000 Armenians in Turkey, nearly all of them in Istanbul. They form this country's largest non-Muslim minority, maintaining 33 churches, 16 schools, several hospitals and a variety of other institutions. Largely because of religious traditions on both sides, there is little intermarriage.

"I've never had any problems, and I never felt different from any other Turkish citizen," said Ara Kocunyan, editor of the Armenian-language newspaper *Jamanak*, which was founded by his great-grandfather in 1908. "Many Armenians in the diaspora have to accentuate their ethnic identity because they're so far from the homeland. We don't have that problem. We didn't come here from somewhere else, we're from here."

Relations between Turks and Armenians were good during much of the Ottoman period, but they were deeply scarred by massacres of Armenians that pro-Ottoman forces in eastern Anatolia carried out in the spring of 1915. Details of what happened then are still hotly debated, but it is clear that vast numbers of Armenians were killed or left to die during forced marches in a burst of what is now called "ethnic cleansing."

Armenian nationalists have waged a worldwide campaign aimed at forcing Turkey to admit that the Ottoman government committed genocide in 1915, but successive Turkish leaders have refused to do so. In the 1970s the dispute became so intense that Armenian gunmen began killing Turkish diplomats.

For many Armenians in the United States and elsewhere, the nightmares of 1915 are as intensely painful as if they had happened yesterday, and Turkey remains a symbol of evil. But Armenians here have concluded that there is no point in dwelling on the unpleasant past.

"One reason we don't talk about 1915 is that we don't know much about it," said Kirkor Dosemeciyan, an engineer and businessman. "To tell you the truth, I'm not really interested. A lot of things happened in history, and if you want to dwell on them you don't have time to live in the present or think about the future."

**T**URKEY'S record in dealing with minorities is decidedly mixed. Turks of Armenian background, like Kurds, Georgians and members of other minority groups, are free

to rise in every field of public or private endeavor, but they are expected to consider themselves Turks first. If they insist on asserting their ethnic identity too strongly, they risk being viewed as separatist.

The Ottoman authorities who ordered the expulsion of Armenians from eastern Anatolia in 1915 did so because they believed that the Armenians had joined with Russia in a plot to sever that region from the rest of Turkey. Armenians living in Istanbul, hundreds of miles from the killing fields, were not severely persecuted, and many were barely aware of what was happening to their cousins in the east.

Although the Armenian minority in Istanbul was largely unaffected by the events of 1915, it was severely shaken by an outburst of anti-minority rioting in 1955.

The government's reluctance to suppress those riots led many Armenians to conclude that they were no longer welcome here. Thousands left, among them many of the most successful and highly educated families. They were replaced by poorer

Armenians from Anatolian villages, a process that Armenians here say has reduced their community's cultural level.

Nonetheless, the Armenians are quite prosperous. Many of them own businesses, and others have become prominent university professors and performing artists.

"They've assimilated a little better than we have," said a prominent Greek resident of Istanbul who asked not to be identified. "Maybe they accept the facts more than we do. Their attitude is that life goes on. They're not as egotistical as we are. They balance their two identities better than we do."

Armenians in Istanbul say they are sometimes insulted by Turks who associate them with policies of the Armenian government. Occasionally Turkish officials make statements that Armenians consider offensive, such as one several years ago in which a cabinet minister described Abdullah Ocalan, leader of the Kurdish guerrilla movement and a widely reviled figure here, as "a breed of Armenian."

But if Armenians in Istanbul feel victimized by prejudice, they hide their feelings well. Many say that they have lived their whole lives without a single unpleasant incident, and that they see no contradiction between being Armenian and Turkish. There is no visible trace here of the anti-Turkish sentiment that burns in some Armenian hearts, and little desire to recall the horrors of the past.

"I had a teacher who told me some things about what happened in 1915, and I've heard my parents discuss it with their friends," said a 17-year-old high school student who studies at an Armenian school here. "I could learn more by reading books, but I don't feel ready to read those books. I am afraid they would make me lose my humanity."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 26, 1998



## La Turquie va relancer sa lutte contre le fondamentalisme religieux

Ven 27 Mar 98 - 10h10 GMT

ANKARA, 27 mars (AFP) - Les plus hauts responsables civils et militaires turcs devaient résoudre vendredi une dispute entre l'armée et le gouvernement sur la manière de combattre le fondamentalisme musulman et annoncer des mesures radicales contre les extrémistes.

Le tout-puissant Conseil national de Sécurité (MGK), où siègent le chef de l'Etat, le Premier ministre Mesut Yilmaz, les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, ainsi que les cinq plus hauts commandants des armées, devait se réunir à 15h00 (13h00 GMT).

Cette réunion survient alors que vient juste de retomber la tension créée la semaine dernière lorsque M. Yilmaz avait appelé les militaires à "s'occuper de leurs affaires", s'attirant en retour un sévère avertissement de l'état-major.

La dispute, autour de la performance du gouvernement dans la lutte contre le fondamentalisme, que les militaires estiment inefficace, avait ranimé les craintes d'un coup d'Etat.

Depuis, M. Yilmaz a ravalé ses paroles de défi, déclarant que "le gouvernement de coalition estime qu'il n'y a pas de différence entre le cabinet et les militaires" sur la lutte contre l'extrémisme religieux.

Des sources proches du gouvernement ont indiqué qu'il devrait accepter de nouvelles propositions des généraux, qui considèrent le fondamentalisme comme la menace numéro un contre le régime.

Lundi dernier, M. Yilmaz avait annoncé plusieurs mesures, dont un projet de nouvelle législation pour contrôler les activités des institutions soupçonnées de soutenir l'intégrisme musulman, et surveiller les émissions des radios et télévisions privées.

La construction de nouvelles mosquées devra être autorisée par le département des affaires religieuses, organisme gouvernemental.

La loi sur les manifestations doit être modifiée et les peines pour contravention aux lois sur l'habillement dans la fonction publique doivent être alourdies.

Mais, selon la presse, les mesures de M. Yilmaz ne satisfont pas les militaires, qui réclament également le limogeage des gouverneurs de 20 des 80 provinces de Turquie, réputés sympathisants du mouvement islamiste.

Ils devaient présenter un rapport sur les activités de l'influent chef d'une secte religieuse, Fethullah Gulen, dont le but à terme, selon eux, est d'aider à l'instauration d'un régime islamique.

L'armée estime aussi que le parlement, dominé par les conservateurs, rechignera à approuver de nouvelles lois anti-islamistes. Elle prône la prise de décrets et la stricte application des lois déjà existantes, selon les journaux.

Dans un communiqué sévère vendredi dernier, les généraux avaient déclaré que personne ne pouvait, "pour ses intérêts personnels et ses ambitions politiques", remettre en cause la détermination et la vocation de l'armée à combattre le fondamentalisme. Cette phrase visait personnellement M. Yilmaz.

Les militaires ont accusé ce dernier en privé de courtiser les électeurs religieux en adoptant une approche souple de la "menace fondamentaliste".

L'armée, qui avait joué un rôle central dans l'éviction du gouvernement à dominante islamiste de Necmettin Erbakan, a fait trois coups d'Etat, en 1960, 71 et 80, officiellement pour protéger le régime contre des menées subversives.

Les généraux, qui se considèrent comme les gardiens de la laïcité de l'Etat, avaient déclenché leur campagne anti-fondamentaliste l'an dernier, durant le gouvernement Erbakan, qu'ils accusaient d'encourager les religieux radicaux.

Ayant refusé de satisfaire les exigences de l'armée, M. Erbakan avait été contraint de démissionner en juin et été remplacé par M. Yilmaz.

## **Former PKK members join KDP front in fight against separatist group**

- Ongoing splits within the PKK will affect Syrian policy, sources say

**Saadet Oruc**

Ankara- Turkish Daily News

More than 700 former members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) have joined the Kurdistan Democratic Party front in the fight against their former comrades.

Western diplomatic sources told the Turkish Daily News about the surrender of former "so-called" PKK commander Semdin Sakik to the KDP, and said that there are more than 700 former PKK members in the KDP front who are now fighting against the PKK. "They are reported to be fighting better than the KDP peshmergas," diplomatic sources said.

### **Shaqlawa-Koysinjaq process**

Meanwhile, relations between the rival Iraqi Kurdish groups, the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), are getting better and better following the four bilateral meetings held in the framework of the Shaqlawa-Koysinjaq process, which was initiated by the KDP and the PUK.

According to sources in the region who briefed the TDN, a fifth meeting will be held in the coming days. Meetings are being held both in Shaqlawa and Koysinjaq.

There is a permanent committee which includes six Kurdish politicians from the KDP and the PUK.

Last week, after a meeting on March 20, prisoners were exchanged between the KDP and the PUK.

### **Sakik's surrender and Syria**

Turkish officials, commenting on the surrender of Sakik to the KDP, said that the ongoing splits within the PKK will certainly affect the Syrian attitude towards the PKK.

"They have seen that the PKK is breaking up and they are playing for a good card," a Turkish official said.

"Perhaps they can take a further step which will soften Turkey's anger, such as deporting PKK leader Abdullah Ocalan or extraditing some of the leading PKK members to Turkey. But, of course, Syria will only do this after being assured that they will receive the necessary amount of water, which they are arguing for," he said.

There are three main obstacles to improved Turkey-Syria relations:

- The presence of Ocalan in Damascus
- Water (the sharing of waters of the Tigris and Euphrates rivers)
- Territorial claims by Syria on the Turkish southern region of Hatay

Before Syria makes any concession on the PKK, Ankara will not "abandon its concerns" in order to ease its ties with Syria, reports said.

27 March 1998, Copyright © Turkish Daily News

## Iran and Greece accused of aiding PKK

Ankara - Turkish Daily News

Turkish Daily News Electronic Edition, Foreign Affairs Section  
March 27 1998

Iran and Greece have recently enhanced cooperation in their efforts to support the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), intelligence sources said.

Since last January, the two countries have expanded their support of the PKK by providing military training, the sources said.

Previously, it had been reported that PKK terrorists trained in Greece had been flown to Tehran, from which point they had infiltrated Turkey and Iraq.

But the latest intelligence reports say that Greek support and involvement have increased with military officers training PKK terrorists in the 11 PKK camps in Iran.

Three Greek officers, based in the Razayi camp which is the second largest PKK camp in Iran, are providing the Kurdish separatists with military training, including in the use of heavy artillery which Greece sells to the Iranian army under a bilateral agreement, the sources said.

The sources added that the Greek officers had arrived in Tehran from Athens, and after having talks with Iranian intelligence and military officials, had headed to the PKK camps.

PKK informants had revealed that four Greek officers had been training PKK terrorists in northern Iraq. On March 13, 1998, the four officers had reportedly moved from the Chemirezan camp to an area in the Sakran Mountains with 180 PKK members and military equipment.

The same intelligence sources said that Greece had been providing special training for a group of PKK terrorists on a farm in the town of Psakhna on the Evoia Peninsula in Greece.

Turkey has repeatedly condemned Greece for supporting the PKK and for turning a blind eye to a number of PKK camps on its territory. Athens denies the accusations, dismissing them as mere propaganda. However, an article in the latest issue of Time magazine has provided detailed information supporting Turkey's claims.

### PKK target of Syrians' antipathy

Meanwhile, the monument to the PKK leader, Abdullah Ocalan, in Syria's Berkefire district, has become the target of local people's anger, intelligence sources said.

The monument, which was erected there last February, was pelted with stones by the citizens of Berkefire. The Syrian authorities had to surround the monument with barbed wire, but this measure failed to halt the attacks. The Syrian government has reportedly decided to dismantle the monument very soon.

Ocalan himself has been granted safe haven in Damascus, where he has been living for years.

## DGM releases Ahmet Turk

- Ahmet Turk was released because he said in his interrogation that he had not been to party offices for eight months and did not know anything about HADEP's education project and because he was sick

Ankara - Turkish Daily News

In Ankara, the State Security Court's (DGM) Chief Prosecutor Salk released Ahmet Turk, a party assembly member of the People's Democracy Party (HADEP), following his interrogation. However, Abdullah Varli, who had been taken into custody within the framework of the

investigation of HADEP, was transferred to a substitute judge to be arrested for being a director of an illegal organization.

Ahmet Turk was released because he said in the interrogation that he had not been to party offices for eight months and did not know anything about HADEP's education project and because he was sick.

Ankara's chief prosecutor ordered a search of HADEP's headquarters and offices in the framework of the investigation into HADEP's 1998 calendar, a publication regarded as containing illegal elements. Raids of party offices have uncovered some illegal documents that have been seized. Following the seizure of those documents, Chief Prosecutor Salk ordered 51 party administrators be detained, with seven of them, including Chairman Murat Bozlak, actually taken into custody. Chief Prosecutor Salk filed charges against the seven party administrators for being leaders of an illegal armed organization's political wing and demanded prison sentences of at least 22 years and six months for each defendant.

---

## MED TV fails to open an office in the Netherlands

Ankara - Turkish Daily News

MED TV failed to open a studio in Sittard, the Netherlands, a city which is close to Belgium and Germany.

Local officials from Sittard said that the film production company ROJ, which is registered in Denderleeuw, Belgium, had appealed to them to rent a large space in an old factory building, the Anatolia news agency reported.

After being informed that ROJ was working for MED TV, Sittard officials refused to allow them to rent the space.

MED TV is a television station which propagates the ideology of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and has studios in London and offices in Belgium.

Turkey has informed these two countries on a number of occasions that MED TV is a pro-PKK institution.

---

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 MARS 1998

## Turquie : gouvernement et armée s'accordent sur la lutte anti-islamiste

**ANKARA.** Après de vives tensions, la puissante armée turque et le gouvernement se sont mis d'accord, vendredi 27 mars à Ankara, lors d'une réunion du Conseil national de Sécurité, sur un programme de lutte contre le fondamentalisme musulman, priorité des militaires, mais qui respecte les règles de la démocratie comme le souhaitaient

les politiques. « Dans la lutte contre les mouvements religieux réactionnaires qui visent à abattre le régime laïc, les lois existantes doivent être appliquées sans concession et de nouvelles lois doivent être rapidement adoptées par le Parlement », a déclaré, dans un communiqué, le Conseil national de sécurité qui réunit chaque mois le chef de l'Etat, le premier ministre, les ministres de la défense, de l'intérieur et des affaires étrangères ainsi que les cinq plus hauts commandants des armées. Cette réunion met fin aux tensions survenues il y a une semaine lorsque le premier ministre Mesut Yilmaz avait appelé les militaires à « s'occuper de leurs affaires » et à laisser au gouvernement le soin de combattre le fondamentalisme musulman, s'attirant en retour un sévère avertissement de l'état-major. - (AFP)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## **Des séparatistes kurdes à Chypre au service de la lutte kurde contre Ankara**

Par Rafika MAHJOUR

NICOSIE, 29 mars (AFP) - La République de Chypre, qui entame lundi des négociations d'adhésion à l'Union européenne contestées par la Turquie, abrite des séparatistes kurdes en lutte armée contre Ankara.

"Ce qui nous rapproche, c'est notre hostilité commune à la Turquie", explique à l'AFP le porte-parole de la communauté kurde à Chypre, forte de quelque 200 personnes.

Se défendant de diriger une représentation officielle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le porte-parole, qui se présente comme le "camarade Aziz", affirme être à la tête d'une association d'amitié kurde-chypriote tolérée par les autorités chypriotes.

"Les Chypriotes-grecs sont solidaires avec nous dès lors qu'ils mesurent à leur juste valeur les souffrances que nous endurons de la part de l'armée turque", note-t-il.

"Eux-mêmes sont confrontés à un problème de disparus et de déplacés depuis l'occupation turque du nord de Chypre" il y a plus de 23 ans, ajoute-t-il.

Plus de 1.600 Chypriotes-grecs sont portés disparus depuis l'intervention de l'armée turque dans le nord de Chypre en 1974, à la suite d'un coup d'État nationaliste grec visant à rattacher l'île à la Grèce.

Ankara qui, depuis, maintient 35.000 militaires dans le nord de Chypre, est opposé à une adhésion de la République de Chypre à l'UE, laquelle refuse l'amorce d'un processus d'élargissement à la Turquie en raison, notamment, de la situation dans ce pays des droits de l'Homme, en particulier ceux des Kurdes.

Selon le "camarade Aziz", les autorités chypriotes ne "s'immiscent pas dans les affaires kurdes". "Nous n'avons ni réfugiés ni camp d'entraînement militaire à Chypre", assure-t-il.

"Du moment que leurs activités à Chypre sont d'ordre culturel et humanitaire et n'enfreignent pas la loi du pays, ces Kurdes sont les bienvenus", précise à l'AFP un responsable chypriote ayant requis l'anonymat.

Certains activistes à Chypre distribuent un bimestriel en grec, "La Voix du Kurdistan".

"C'est un bulletin d'information que nous recevons de Grèce pour informer les Chypriotes-grecs des exactions de l'armée turque contre notre peuple", explique le "camarade Aziz". Ce bulletin diffuse un appel à des dons au profit du PKK.

Se réclamant du Front populaire de libération du Kurdistan, l'aile politique du PKK, le "camarade Aziz" assure que les activités de son association à Nicosie et celles d'un centre culturel à Limassol (sud) sont totalement financées par la communauté kurde à Chypre, principalement des ouvriers du bâtiment.

A Nicosie, l'association occupe un appartement de deux niveaux avec un équipement moderne, notamment un ordinateur et une antenne satellitaire.

Les Kurdes viennent à Chypre "par leur propres moyens, déjà munis de contrats de travail et leur séjour est temporaire, dans l'attente d'obtenir l'asile politique en Europe", ajoute "le camarade Aziz".

Il ne manque cependant pas de préciser que le chef du PKK Abdullah Ocalan, dont le portrait orne l'entrée du siège de l'association, "insiste pour veiller aux intérêts des Kurdes partout dans le monde".

Activistes politiques ou non, ces Kurdes de Chypre ne sont pas à l'abri des attentats commis par "des agents à la solde de la Turquie", selon leur porte-parole.

Le porte-parole rappelle un attentat qui avait coûté la vie le 20 mars 1993 à Théofilos Georgiadés, le fondateur (chypriote) de l'Association en 1988, ainsi qu'un attentat commis en 1996 contre le centre culturel kurde à Limassol.

"La Turquie nous pourchasse partout dans le monde", résume-t-il.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## **Ankara accuse la Grèce de faciliter l'entraînement des rebelles kurdes**

Sam 28 Mar 98 - 11h54 GMT

ANKARA, 28 mars (AFP) - La Turquie a accusé la Grèce de soutenir les rebelles kurdes qui luttent contre Ankara en aidant les membres du Parti des travailleurs kurdes (PKK) à apprendre à fabriquer des bombes.

"Le monde sait que la Grèce soutient les organisations terroristes qui luttent contre la Turquie, en particulier le PKK en autorisant à ouvrir des bureaux (en Grèce), à faire de la propagande, à s'entraîner, et même en employant des spécialistes grecs pour apprendre à fabriquer des bombes et enseigner des méthodes de sabotage", indique un communiqué du ministère turque des Affaires étrangères publié vendredi soir.

Le communiqué du ministère a été publié à la suite de la publication par le magazine américain Time qui fait état du recrutement par le PKK de sympathisants dans des camps de réfugiés kurdes installés en Grèce.

# Tehran Studies U.S. Proposal to Open an Office

Reuters

TEHRAN — Iran is studying a U.S. proposal to base an American official in Tehran, an Iranian newspaper reported Sunday.

"A proposal has been sent to the Iranian government in writing regarding the setting up of an American office at the Swiss Embassy, which is being examined now," Ataollah Mohajerani, Iran's minister of Islamic culture and guidance, was quoted as saying by the Khabar newspaper.

The minister did not say what role the U.S. official would have, but a report in The New York Times on Thursday said the United States had offered to appoint an official from the U.S. Information Agency to be stationed in Tehran.

The Swiss Embassy handles all U.S.

diplomatic correspondence with Iran. The United States and Iran cut diplomatic ties after Iranian militants stormed the U.S. Embassy in 1979 and took its diplomats hostage. They were held for 444 days.

In Paris on Friday, Mr. Mohajerani said Mr. Clinton's recent message to the Iranian people, congratulating them on their New Year, which followed a call by President Mohammed Khatami for opening "cracks in the wall of mistrust," were positive signs in the Iran-U.S. relationship, the newspaper said.

## ■ Iran Official Attacked in Paris

France is investigating an Iranian complaint about security at a reception on United Nations property in Paris where demonstrators attacked an Ira-

nian minister, the Foreign Ministry said Sunday, Reuters reported from Paris.

The ministry said the French police were not responsible for security at the event Friday at the headquarters of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. The target of the attack was Mr. Mohajerani.

"We are looking into the protest and hope to reply as soon as possible early next week," a ministry spokesman said.

The Unesco building, he said, was covered by special international conventions and handled its own security.

The official Iranian press agency, IRNA, reported Sunday that Mr. Mohajerani was assaulted by members of Iran's opposition Mujahidin Khalq organization. It added that the minister had not been harmed.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MONDAY, MARCH 30, 1998

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Trois nouvelles arrestations de dirigeants d'un parti pro-kurde

Lun 30 Mar 98 - 13h42 GMT

ANKARA, 30 mars (AFP) - Trois dirigeants du Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde) ont été interpellés mardi matin par la police à Ankara, dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée contre la plupart des dirigeants de ce parti, a rapporté l'agence Anatolie.

Sirri Sakik et Sedat Yurttas, deux anciens députés, et Feridun Yazar, l'un des avocats du parti, ont été arrêtés par la police anti-terroriste et seraient passibles de plus de 22 ans de prison en cas d'inculpation par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara (DGM), selon cette source.

Ahmet Turk et Abdullah Varli, deux autres dirigeants du parti, avaient été arrêtés, puis libérés, la semaine dernière, dans le cadre de la même enquête.

Sept dirigeants du Hadep, dont son président Murat Bozlak, avaient été inculpés il y a deux semaines sous l'accusation d'être la branche politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les dirigeants du Hadep sont accusés "d'avoir agi et tenu des propos en faveur du PKK", ce qui les rend passibles d'au moins 22 ans de prison, selon l'article 125 du code pénal turc.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Le Hadep avait obtenu quelque 4,5% des voix aux dernières élections législatives en décembre 1995, mais n'avait pu être représenté au parlement, faute d'avoir atteint la barre des 10% des voix à l'échelon national requis par la loi électorale.

Le Hadep avait succédé au Parti de la Démocratie (Dep), dissous en 1994 pour activités séparatistes. Quatre anciens députés du Dep purgent actuellement des peines de 15 ans de prison pour "appartenance" au PKK, dont Mme Leyla Zana, à qui le parlement européen avait décerné en 1996 son prix Sakharov pour la liberté d'expression.

TIME, MARCH 30, 1998

E U R O P E

# A Hellenic Haven

The flight of Kurdish refugees to Greece adds to a cycle of violence and vengeance

By MASSIMO CALABRESI

IT'S NOT EVERY DAY ONE SEES RECRUITS inducted into a terrorist organization. But at the Kurdish Cultural Center in downtown Athens it happens three or four times a month. About that often, a self-described "political branch" of the Kurdistan Workers' Party (P.K.K.) sets up a few dozen plastic chairs in a room on the center's dingy first floor, hangs the red and yellow P.K.K. flag on the wall and carts in a Yamaha electric organ to pound out *Ey Ragip*, a P.K.K. anthem. Grizzled P.K.K. loyalists watch as recruits proclaim their allegiance to the armed movement that has earned a place on the U.S. State Department's list of terrorist organizations. "Five to 10 Kurds leave here every week to return [to Kurdistan] and fight," says Rozerin Laser, Bal-kans general director of the National Liberation Front of Kurdistan (E.R.N.K.), the P.K.K. political group that seeks a Kurdish homeland in parts of Turkey, Syria, Iran and Iraq.

The P.K.K. recruitment of Kurds in Greece is an overlooked link in the vicious cycle of refugees and revolution across Europe's southeastern frontier. In January, an influx of thousands of Kurds into Italy and Greece reminded the rest of the E.U. how permeable its borders really

are. But not all Kurdish asylum seekers end up in Western Europe. Some join the P.K.K. and return to would-be Kurdistan to fight, fueling more Turkish repression and a new flood of refugees and potential P.K.K. recruits. With the Greek government turning a blind eye, P.K.K. representatives claim the recruiters

are free to start the process over again. The latest refugee crisis, says one senior Western diplomat in Athens who specializes in terrorist issues, "unveiled Turkey's appalling human rights record and revealed the porous frontiers of Greece and Italy." But, he says, "It also took the wrappings off Greece's tolerance of rebel Kurds."

The E.R.N.K.'s induction ceremonies are just the tail end of the process for turning refugees into revolutionaries. The real indoctrination and recruitment goes on at places like Lavrion, 45 km southeast of

**“It is away from their homeland that Kurds learn who they are and how they've been abused.”**

Athens, one of about five main refugee camps for the 100 or so Kurdish asylum seekers arriving each month. Although hardly lavish, the camp boasts an 18-inch color TV with a satellite dish to receive daily broadcasts from MED TV, the Kurdish news station. Kurdish camp leaders use cell phones for calls to their "brothers in battle," as they describe their cohorts on the outside. The crumbling walls are hung with pictures of P.K.K. strongman Abdullah Ocalan and martyrs to the Kurdish cause.

"This is the greatest help that Greece is providing us," says Ferzeyn Iskender, a self-proclaimed P.K.K. loyalist at Lavrion. "It is here away from their homeland that the Kurds nurture their ethnic identity, learn who they are, what they stand for, how they've been abused by the Turkish authorities." He points to a group of children playing in the compound's concrete courtyard. "Listen," he says. "They're singing *Ey Ragip*."

P.K.K. tutors arrive twice a week, according to camp leaders, to teach the history of Kurdistan, its language, customs and traditions, subjects that would be illegal in Turkey. But P.K.K. activists at the camp quickly turn such topics into propaganda. The E.R.N.K.'s Laser admits that

her success in recruitment "is the result of a process of ideological training."

Turkey says Greece is aiding and abetting the P.K.K., citing the confessions of P.K.K. members as proof. "We are just stating what P.K.K. terrorists captured in Turkey are saying," says Sermet Atacanli, a spokesman for Turkey's Foreign Ministry. "They have been trained in Greece, both ideologically and militarily." "Lies, lies, lies!" responds Greece's fiery Foreign Minister, Theodore Pangalos, to accusations of Greek involvement. Western diplomats



CRADLING THE FUTURE: A terrorist identity built on revolution

monitoring the P.K.K. say there's no hard evidence substantiating such accusations, but that "there is a gray area in the field of financial support."

Much sympathy and support comes from the Greek population itself, which sees parallels between the Kurdish nationalist movement and their own 1830 liberation from the Ottoman Empire. "The same thing is happening now with the Kurds," says English teacher Kaiti Piperopoulou as she delivers school supplies to Lavrion. "We must help them." The P.K.K. builds on that backing, circulating fundraising leaflets festooned with symbols of Greek, Kurdish and Greek Cypriot unity and bearing slogans like, "The solution to the disputes in the Aegean and Cyprus goes through Kurdistan." The leaflets always include the bank account numbers for the E.R.N.K. "We are not hiding what we are doing," says Lavrion's Iskender.

In the U.S., such open P.K.K. activities would be a breach of the Anti-Terrorism Act of 1996 and would bring prison sentences of up to 10 years for those perpetrating them. But in Greece, the P.K.K.'s terrorist fire spreads virtually unchecked. Across the border, Turkey fans the flames with its draconian treatment of the Kurdish minority, and year by year more Kurds are drawn into the conflagration.

—Reported by Anthee Carassava/Athens

# Lendemain de cauchemar

**PAR KHALIL ATTYAH**

Rejetée par l'Europe, suspectée par le monde arabo-islamique, confrontée, à l'intérieur, à une montée des périls du fait de l'irréductibilité kurde, de la poussée islamiste et de la corruption généralisée de la classe politique, la Turquie n'en reste pas moins une pièce maîtresse sur l'échiquier moyen-oriental.



**Le problème kurde reste entier...**



**Necmettin Erbakan, le leader du parti islamique Refah, dissous, n'a pas encore dit son dernier mot.**



Photos DR

□ Après l'abolition du régime de califat par Atatürk, qui voulait faire de son pays une nation laïque, moderne, et résolument tournée vers l'Europe, un chroniqueur égyptien, nostalgique de l'empire ottoman, écrivait : *"Avec l'empire, la Turquie était le premier pays musulman. Aujourd'hui, elle est le dernier des Européens."* Trois quarts de siècle plus tard, cette boutade n'a rien perdu de son mordant. Les héritiers d'Atatürk n'ont pas encore convaincu l'Europe de leur "européanité" puisque leur dernière candidature à l'Union européenne (UE) a été poliment, mais fermement, rejetée par les quinze chefs d'Etat européens réunis en décembre dernier au Luxembourg. Piqués au vif, les dirigeants turcs, qui se disent "laïcs" et viennent d'en administrer la preuve en ordonnant la dissolution du parti islamique du Refah de Necmettin Erbakan – pourtant élu au suffrage universel et qui avait remporté le plus grand nombre de sièges lors des dernières élections parlementaires – n'ont pas eu peur du ridicule en proclamant haut et fort que la vraie raison de ce refus est à rechercher dans la nature même de l'UE qui est, disent-ils, un véritable "club chrétien fermé". Argument qui ne convainc personne, particulièrement quand il est avancé par des généraux qui font de l'anti-islamisme à la sauce laïque leur fond de commerce.

**Le port du voile, de plus en plus répandu, inquiète les gardiens du dogme kémaliste de laïcité.**

**LES RAISONS PROFONDES DU REPORT - ET NON DU REJET DÉFINITIF -** de la candidature turque à l'UE sont nombreuses et ne sauraient s'expliquer démagogiquement par un quelconque choc des cultures ou des religions. Il y a d'abord les fameux critères

kurdes avaient, dans un passé tout récent, connu le même sort. La Haute Cour constitutionnelle d'Ankara n'en est pas à sa première dissolution : depuis 1968, plus de vingt-trois partis politiques ont été bannis, tantôt au nom de la sécurité nationale, tantôt au nom du sacrosaint dogme de la laïcité kémaliste. Dans cette longue liste, le Refah côtoie des marxistes, des nationalistes, des kurdes et des groupuscules d'extrême droite...

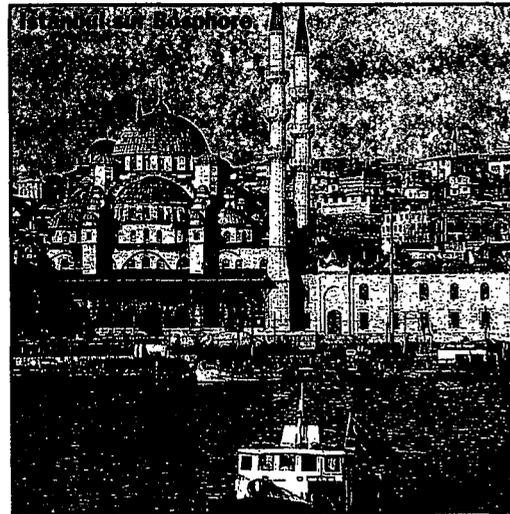
**POURQUOI TANT DE SUSPICION ET DE VIOLENCE** à l'égard de la société civile qui empêche toute démocratisation du régime ? L'un des éléments de réponse à cette question capitale est à chercher dans la perception de la classe dirigeante turque des fragilités internes du pays. A l'entendre, le principal danger qui guette la Turquie, c'est la désintégration, l'implosion interne. Une telle perception a ceci de dangereux qu'elle pousse l'Etat, par un réflexe d'autodéfense contre un péril imaginaire, à commettre les pires atrocités et à s'embourber dans des alliances contre nature. Ainsi, le kémalisme, au nom de la défense de la "civile turque assiégée", a systématiquement foulé aux pieds les droits des minorités vivant en Turquie, les Arméniens d'abord, victimes d'une politique génocidaire, les Kurdes aujourd'hui, assimilés dans le langage officiel à des "Turcs de la montagne" ou à des "terroristes". Le conflit avec la Grèce, qui a connu son paroxysme avec l'occupation de la partie nord de Chypre en 1975, est à placer dans cette même perception stratégique étiquée. Idem pour le conflit avec la Syrie et de l'Irak sur le partage des eaux de l'Euphrate, qui risque de s'envenimer dans les années à venir avec l'achèvement de vingt et un barrages géants dans l'Est de la Turquie. En refusant de mener une politique réaliste de coopération avec ses deux voisins, Ankara leur a donné l'occasion d'exploiter ses contradictions internes. Le soutien multiforme de la Syrie au PKK est une réaction à la politique de la Turquie en matière de partages des eaux.

Au lieu de calmer le jeu en acceptant de se concerter réellement sur les enjeux hydrauliques régionaux, la Turquie des généraux a cru bon de jouer la carte israélienne en signant une série d'accords militaires avec Tel-Aviv, quitte à entraîner une accélération de l'aide syrienne, et éventuellement irakienne et iranienne, au PKK et aux islamistes turcs. En voulant punir la Syrie par un rapprochement avec Israël, elle est en train de monter tout le monde arabo-islamique contre elle. Au dernier sommet de la Conférence islamique à Téhéran, le président turc a dû claquer la porte et regagner son pays tant la réprobation des membres de la conférence à son égard était générale.

Repoussée par l'Europe, mal vue par les pays arabes voisins, la Turquie, membre important de l'Otan et allié stratégique des Etats-Unis, se trouve aujourd'hui dans une position fort inconfortable. A ce titre, elle ne peut

## Les barrages de la discorde

A l'origine de la guerre souterraine qui oppose la Turquie à ses deux voisins arabes, la Syrie et l'Irak, se trouve le gigantesque complexe hydraulique Ataturk. Ce projet, dont les travaux ont déjà démarré il y a quelques années dans le



rien refuser à Washington. Son rôle dans une éventuelle frappe américaine contre l'Irak serait capital. Les Etats-Unis pourraient même se servir d'elle comme tête de pont pour désintégrer l'Irak. Désintégration, suivie d'une guerre civile annoncée qui mettrait sur les routes des millions de réfugiés. Au nom du principe de l'ingérence humanitaire, les Etats-Unis saisissent cette tragédie pour imposer, dans le Nord irakien, un mini-Etat kurde qui leur soit totalement inféodé. Les généraux turcs pourront mettre à profit le chaos programmé et annoncé pour remettre à l'ordre du jour leurs revendications territoriales sur la riche province irakienne de Mossoul, où vivent plusieurs centaines de milliers de Turkmènes et dont le sous-sol recèle de grandes réserves de pétrole. Ce scénario simpliste risque de mettre tout le Moyen-Orient à feu et à sang. La Turquie elle-même ne pourra pas être épargnée. Cet Etat kurde sera, à n'en pas douter, un facteur de désintégration de toute la région.

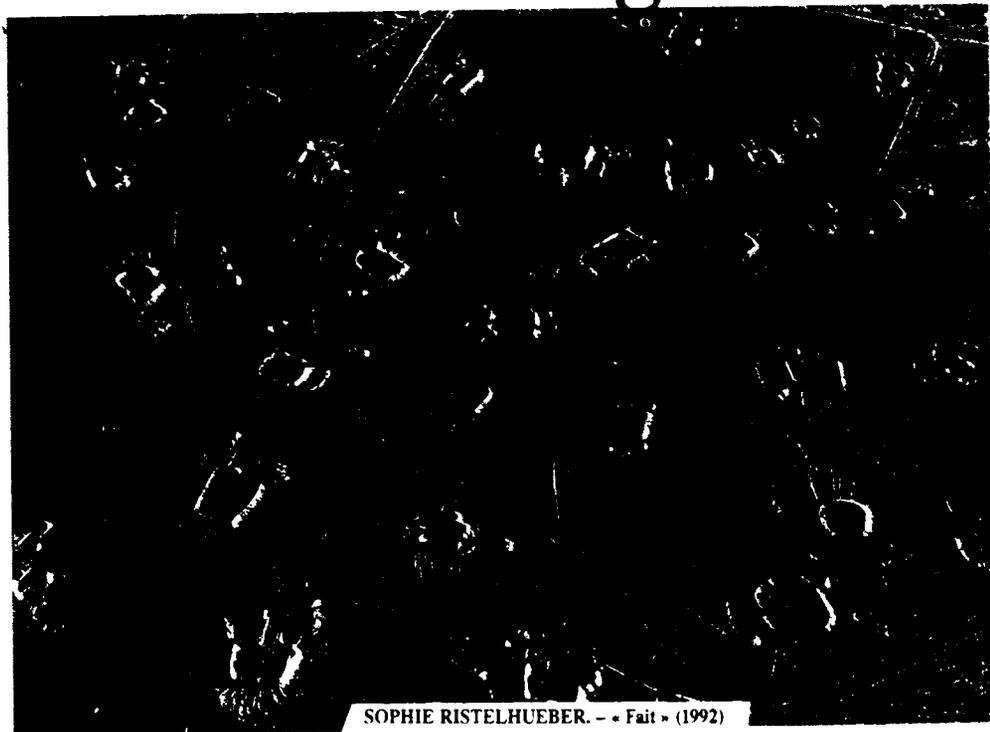
Il y a cependant une autre voie que le régime turc rechigne encore à suivre, c'est celle de la démocratisation et de la réconciliation avec la société civile. Le courant islamique, qui représente près de 25 % de l'électorat, ne peut plus être éradiqué de la scène politique. Les élections générales qui doivent se dérouler cette année seront un test décisif. Interdits de tribune, les électeurs du Refah, comme ceux des partis kurdes, n'auront d'autre choix que de porter les armes. Le syndrome algérien pointe à l'horizon. Mais à la différence de l'Algérie, entourée de voisins qui veulent à tout prix circonscrire l'incendie, la Turquie, mal aimée de tous les pays qui l'encerclent, ne peut attendre d'eux qu'une chose : qu'ils jettent de l'huile sur le feu. □

Sud-Est anatolien, sur les sources du Tigre et de l'Euphrate, comprendra, à son achèvement, vingt et un barrages et dix-sept centrales électriques produisant 8 000 mégawatts. Les eaux inonderont une superficie de 73 000 km<sup>2</sup> sur une hauteur de 179 mètres. 4 100 villages et 5 150 petites localités, pour la plupart kurdes, seront rayés de la carte. La première phase, qui a commencé en 1992, a couvert 8 000 km<sup>2</sup> et noyé 250 villages. Pour remplir le premier barrage construit, les autorités turques ont réduit drastiquement les quantités d'eau allouées à la Syrie et l'Irak, provoquant une grave pénurie dans ces deux pays. Dépendant de l'étranger pour sa consommation énergétique, la Turquie, avec ce projet gigantesque, compte réduire cette dépendance, grâce notamment à l'électricité générée par les dix-sept centrales prévues. Mais les considérations économiques ne sont pas suffisantes. Ankara envisage aussi d'exporter une partie de cette électricité et de ces eaux vers les pays arabes et Israël, aux dépens de la Syrie et de l'Irak qui crient au hold-up hydraulique. Les deux pays font valoir que ces deux fleuves sont internationaux et il n'est pas admis qu'un seul pays, en l'occurrence la Turquie, en dispose à sa guise et en fasse un instrument de chantage.

Mais au-delà des calculs politiques, le projet aura des conséquences néfastes sur le climat, l'environnement, la faune et la flore. Il risque surtout d'engloutir une région qui comporte des sites archéologiques prestigieux, en quelque sorte une partie de la mémoire de l'humanité. Plus grave encore, la région est régulièrement secouée par des éruptions sismiques qui risquent, en cas de rupture des barrages, de provoquer des inondations indomptables dans les pays voisins. □

## L'HÉGÉMONIE DES ÉTATS-UNIS À L'ÉPREUVE

# Quand « notre » ami Saddam gazait ses Kurdes



SOPHIE RISTELHUEBER. - « Fait » (1992)

**La recherche des armes chimiques et bactériologiques irakiennes a été au cœur de la récente crise du Golfe. Le refus de Bagdad de laisser les experts des Nations unies inspecter les sites présidentiels, où elles seraient dissimulées, devait justifier la nouvelle campagne de bombardements. Les temps changent. Il y a dix ans, le gazage systématique des populations kurdes du Nord de l'Irak avait nettement moins ému les Etats-Unis. Six mois après le martyre de la ville de Halabja, la Maison Blanche devait même accorder 1 milliard de dollars de crédits supplémentaires à M. Saddam Hussein. A l'époque, il est vrai, le futur « nouvel Hitler » était encore l'allié de l'Occident contre la Révolution islamique d'Iran...**

Par  
KENDAL  
NEZAN \*

**L**E 16 mars 1988, au beau milieu d'une matinée printanière, des bombardiers irakiens font irruption dans le ciel de Halabja, une ville de 60 000 habitants située à l'extrémité sud du Kurdistan irakien, à quelques kilomètres de la frontière iranienne (1).

La veille, la ville était tombée dans les mains des peshmergas (maquisards) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, soutenus par des Gardiens de la révolution iraniens. Habités aux offensives et contre-offensives se succédant dans le conflit irako-iranien ravageant la région depuis septembre 1980, les habitants croient d'abord qu'il s'agit d'une opération de représailles classique. Ceux qui en ont le temps se réfugient dans des abris de fortune. Les autres sont surpris par des bombes chimiques que des Mirage et des Mig irakiens déversent, vague après vague. Une odeur nauséabonde de pomme pourrie envahit Halabja. A la tombée de la nuit, les raids aériens cessent et il se met à pleuvoir. Les troupes irakiennes ayant détruit la centrale élec-

\* Président de l'Institut kurde de Paris.

trique, c'est à la lumière des torches que les habitants partent à la recherche des leurs, morts, dans la boue.

Le spectacle qu'ils découvrent le lendemain est épouvantable : des rues jonchées de cadavres, des gens frappés par la mort chimique au milieu des gestes ordinaires de leur vie, des bébés tétant encore le sein maternel, des enfants tenus par la main par leur père ou leur mère immobilisés, comme dans un instantané, pétrifiés sur place. En quelques heures, il y a eu 5 000 morts, dont 3 200, n'ayant plus de famille, sont enterrés dans une fosse commune.

Les images de ce massacre font le tour du monde grâce à des correspondants de guerre iraniens, relayés par la presse internationale qui se rend sur les lieux et accorde une certaine place à cet événement sans précédent. Car l'usage des armes chimiques est formellement prohibé par la convention de Genève de 1925 - seule l'Italie de Benito Mussolini a enfreint cette interdiction durant sa guerre d'Abyssinie. Cette fois, c'est contre sa propre population qu'un Etat use de gaz chimiques...

A vrai dire, l'Irak a eu recours aux armes chimiques contre les Kurdes dès le 15 avril 1987, deux semaines après la nomination d'un cousin de M. Saddam Hussein, M. Hassan Ali Al Majid, comme chef du bureau des affaires du Nord, c'est-à-dire du Kurdistan. Le décret n° 160 du 29 mars 1987 du Conseil de commandement de la révolution (CCR) l'investissait de pleins pouvoirs pour mettre en œuvre la solution finale au problème kurde, que ni la politique d'arabisation intensive, ni les déplacements de population, ni les exécutions des « meneurs », ni une guerre qui durait par intermittence depuis 1961 n'avaient pu résoudre.

Investi du pouvoir de vie et de mort, le proconsul irakien décide d'évacuer et de détruire tous les villages, de regrouper leurs habitants dans des camps aménagés le long des grands

axes routiers et d'éliminer physiquement les populations considérées comme hostiles. Dans le cadre de cette stratégie, l'usage des armes chimiques est préconisé à la fois pour « nettoyer » les réduits des maquisards et les villages de montagnes difficiles d'accès.

Ménées à partir du 15 avril contre une trentaine de villages dans les provinces de Suleymanieh et d'Erbil, les premières expériences chimiques de M. Hassan Al Majid font des centaines de morts et se révèlent redoutablement efficaces. Le 17 avril, après une attaque à l'arme chimique qui fait 400 morts dans la vallée de Balisan, 286 survivants, blessés, tentent de se rendre à Erbil pour s'y faire soigner. Ils sont arrêtés par l'armée et abattus.

Afin de convaincre ses collègues, et notamment le président Saddam Hussein, de l'efficacité de sa méthode, le chef du bureau des affaires du Nord fait filmer les massacres, les déportations et l'effet des gaz chimiques sur la population. Formés par les spécialistes de la Stasi est-allemande, les services irakiens ont un goût prononcé pour les archives, même concernant leurs actions les plus horribles. Lors du soulèvement kurde de mars 1991, une partie de ces archives tombera dans les mains de la résistance, qui les fera passer aux Etats-Unis à l'organisation humanitaire Human Rights Watch. La garde et l'exploitation de ces 18 tonnes de documents policiers et politiques sont assurées par l'université du Colorado, et ils seront bientôt accessibles sur Internet. Grâce à eux, on peut retracer l'histoire de la campagne génocidaire du régime du président Saddam Hussein contre les Kurdes.

## 400 000 morts en quinze ans

ON apprend ainsi que, le 26 mai 1987, M. Hassan Al Majid réunit les responsables du parti Baas et leur déclare : « Dès que nous aurons terminé les déportations, nous commencerons à les attaquer [les pershmergas] de partout. (...) Nous les encerclerons alors en petites poches et les attaquerons avec des armes chimiques. Je ne les attaquerai pas avec des armes chimiques juste un jour, je continuerai de les attaquer pendant quinze jours. (...) J'ai dit aux camarades-experts que j'ai besoin de groupes de guérillas en Europe pour tuer tous ceux [les opposants kurdes] qu'ils peuvent. Je le ferai, avec l'aide de Dieu. Je les vaincrai et les poursuivrai en Iran. Je demanderai alors aux Moudjahidines [du peuple iranien] (2) de les attaquer là-bas (3). »

Le 3 juin 1987, le proconsul signe sa directive personnelle n° 28/3650 : celle-ci déclare « zone interdite » un territoire couvrant plus de 1 000 villages kurdes d'où toute vie humaine ou animale doit être éliminée. Selon cette instruction, « toute circulation de nourriture, de personnes ou de machines vers des villages prohibés pour des raisons de sécurité est totalement interdite (...). Concernant les moissons, elles doivent être terminées

avant le 15 juillet et, à partir de cette année, l'agriculture ne sera plus autorisée dans cette région (...). Les forces armées doivent tuer tout être humain ou animal présent dans ces zones ».

Munies de ce blanc-seing, les forces irakiennes se lancent dans un assaut qui atteint son apogée avec les opérations « Anfal » (du nom d'un verset du Coran autorisant le pillage des biens des infidèles), entre février et septembre 1988. La dernière de ces opérations est lancée le 25 août, quelques jours après le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, qui met fin à huit ans de guerre. Seize divisions et un bataillon d'armes chimiques, soit au total 200 000 hommes soutenus par l'aviation, mènent une « campagne de nettoyage final » dans la province kurde du Bahdinan, qui longe la frontière turque. Cette opération provoque l'exode vers la Turquie de près de 100 000 civils.

En juillet 1988, l'armée dynamite et rase complètement la ville de Halabja, que les Kurdes considèrent comme un haut lieu de culture. La cité a même acquis une certaine notoriété dans le monde anglo-saxon, grâce à la fascination qu'exerçait sur les Britanniques sa souveraine du début du siècle, Adela Khanum, protectrice des arts. A cette Médicis en terre d'Islam, Londres, devenue puissance mandataire après la Grande Guerre, avait décerné le titre de Khan Bahadur – la princesse des Braves. Renommés depuis Xénophon pour leur habileté dans le maniement des armes traditionnelles et dans l'art de la guerre, ces Braves ont finalement été vaincus par un ennemi invisible : les gaz.

Les destructions des villes et villages kurdes se poursuivent en 1989. En juin de cette même année, Qala Diza, une ville de 120 000 habitants à la frontière iranienne, est évacuée, dynamitée et rasée. C'est le dernier acte majeur de cette campagne. Le 23 avril 1989, par le décret n° 271, le Conseil de commandement de la révolution révoque les pouvoirs spéciaux conférés à M. Hassan Al Majid et, en décembre, le président Saddam Hussein, estimant la question kurde réglée, abolit le comité des affaires du Nord du CCR qu'il avait créé dix ans auparavant.

Au terme de cette folie génocidaire, 90 % des villages kurdes ont été rayés de la carte (4), ainsi qu'une vingtaine de bourgades et de villes. Les campagnes sont truffées d'environ 15 millions de mines afin de les rendre impropres à l'agriculture et à l'élevage. Et 1,5 million de paysans kurdes ont été internés dans des camps.

(1) Lire Christiane More, « Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie », *Le Monde diplomatique*, octobre 1988.

(2) Organisation de l'opposition iranienne basée en Irak et aidée par le gouvernement de Bagdad.

(3) La transcription de la cassette de cette réunion est publiée dans *Genocide in Iraq, The Anfal Campaign Against the Kurds*, Human Rights Watch, New York, 1993.

Depuis 1974, la guerre de Bagdad contre les Kurdes se solde par plus de 400 000 morts, dont près de la moitié disparus, soit environ 10 % de la population kurde de l'Irak.

Le sort des disparus est évoqué, en mai 1991, par une délégation kurde lors des pourparlers de paix – qui n'aboutiront pas – avec Bagdad. Interrogé sur le destin des 182 000 personnes dont nul n'avait de nouvelles, M. Hassan Al Majid s'empare : « Vous exagérez toujours les choses. Le nombre total de gens tués pendant l'Anfal n'a pas dû excéder 100 000 ! » Quant aux moyens utilisés, il n'en fait pas mystère dans le compte-rendu d'une réunion tenue en janvier 1989 (5) : « Suis-je supposé les garder en bonne forme, prendre soin d'eux ? Non, je les enterrerai avec des bulldozers. Ils me demandent les noms de tous les prisonniers pour les publier. Où est-ce que je suis censé mettre ce nombre énorme de gens ? J'ai commencé à les distribuer entre les gouvernorats. J'ai dû envoyer des bulldozers ici et là. »

## Protections occidentales

LE régime ne craint alors aucune réaction internationale. Dans la cassette de la réunion du 26 mai 1987, le proconsul Al Majid proclamait : « Je vais les tuer tous avec des armes chimiques ! Qui va dire quelque chose ? La communauté internationale ? Je l'emm... ! (6) » Si son langage est brutal, le boucher du Kurdistan, promu plus tard gouverneur du Koweït, puis ministre de la défense, affiche un cynisme justifié.

Considéré à l'époque comme un rempart laïque contre le régime islamiste de Téhéran, l'Irak est soutenu par les pays de l'Est et de l'Ouest ainsi que par l'ensemble du monde arabe, à l'exception de la Syrie. Les Etats occidentaux lui fournissent tous des armes et des crédits, avec une mention spéciale pour la France : outre la vente de Mirage et d'hélicoptères, Paris va jusqu'à lui prêter, en pleine guerre contre l'Iran, des avions Super-Etendard. L'Allemagne livre à Bagdad une grande partie de la technologie des armes chimiques et, dans une insolite coopération militaire Est-Ouest, des ingénieurs allemands perfectionnent les Scud irakiens d'origine soviétique – ils en allongent la portée afin qu'ils puissent frapper les villes iraniennes éloignées comme Téhéran.

Malgré l'immense émotion de l'opinion publique à la suite du gazage de Halabja, la France, puissance depositaire de la convention de Genève de 1925, s'est contentée d'un communiqué sibyllin condamnant l'« usage d'armes chimiques où que ce soit ». L'ONU dépêchait sur place un expert militaire espagnol, le colonel Dominguez, dont le rapport, rendu public le 26 avril 1988, se bornait à noter que « des armes chimiques ont de nouveau été employées tant en Iran qu'en Irak » et que « le nombre de victimes civiles augmente (7) ». Le secrétaire général de l'ONU déclarait le même

jour que « les nationalités sont difficiles à déterminer, tant pour les armes que pour les utilisateurs de celles-ci ».

Assurément, les puissants alliés de l'Irak ne souhaitent pas une condamnation de Bagdad. En août 1988, la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies estime, par 11 voix contre 8, qu'il n'y a pas lieu de condamner l'Irak pour des violations des droits humains ! Seuls les pays scandinaves, l'Australie et le Canada ainsi que des organismes comme le Parlement européen et l'Internationale socialiste sauvent l'honneur en condamnant clairement l'Irak.

Les choses ne commencent à bouger qu'après la fin du conflit irako-iranien et l'afflux en Turquie, en septembre 1988, de réfugiés fuyant une nouvelle offensive à l'arme chimique. François Mitterrand, le pré-

sident français, dans un communiqué du 7 septembre, exprime son « inquiétude devant les informations concernant les moyens de répression employés à l'encontre des populations kurdes en Irak, et notamment l'emploi des moyens chimiques ». Sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne, ajoute-t-il, il estime que les « liens d'amitié qui unissent l'Irak et la France l'autorisent d'autant plus à faire connaître son sentiment ». Le président George Bush, pour sa part, fait bloquer une résolution adoptée, à l'initiative du sénateur Claiborne D. Pell, par les deux Chambres et prévoyant des sanctions contre l'Irak. La Maison Blanche accorde même à Bagdad une nouvelle ligne de crédit de 1 milliard de dollars.

C'est seulement après l'occupation, en août 1990, du riche émirat du Koweït que le président Saddam Hussein deviendra la bête noire des Etats-Unis et qu'il sera qualifié de « nouvel Hitler » par le président George Bush. Utile, l'épouvantail survivra à la guerre du Golfe : non seulement les troupes américaines ne feront rien pour renverser le dictateur, mais elles laisseront, au printemps 1991, sa garde présidentielle écraser dans le sang la révolte populaire à laquelle le président des Etats-Unis avait pourtant appelé le peuple irakien...

KENDAL NEZAN.

(4) Selon une étude du ministère de la reconstruction et du développement du gouvernement kurde, dans les trois gouvernorats d'Erbil, de Duhok et de Suleymanieh, 4 049 villages ont été détruits, 673 préservés. Cette étude n'inclut pas la province de Kirkouk où plusieurs centaines de villages ont également été détruits.

(5) *Genocide in Iraq*, op. cit.

(6) *Genocide in Iraq*, op. cit.

(7) *Le Monde*, 28 avril 1988.

## Ankara Accord Aims at Keeping Pressure on Islamists

By Kelly Couturier  
Washington Post Service

ANKARA — Military and government leaders have pledged to continue to crack down on Islamic radicalism in Turkey after a lengthy meeting that apparently eased tensions between the armed forces and the government of Prime Minister Mesut Yilmaz.

A statement after the monthly meeting of the country's National Security Council called for strict implementation of existing laws and new legislation to counter "reactionary religious movements that target the secular regime."

The military-dominated council, which includes the five top armed forces commanders, the president, the prime minister and key cabinet members, is considered the country's most powerful policy-making body.

The statement released Saturday, which also pledged to respect the rules of democracy as well as the religious sentiments of Turkey's overwhelmingly Muslim population, signaled an easing

of a power struggle between military leaders and the Yilmaz government over the issue of fighting Islamic radicalism.

Since last year, the military has led an open and forceful battle against the country's sizable Islamic movement, becoming increasingly involved in day-to-day government business in the process.

Top military leaders say they are determined to wipe out radical Islamic activities, which they say pose a serious threat to Turkey's secular foundations. Many in the secular establishment, including the state bureaucracy and the business sector, apparently share the generals' belief that the Islamic movement wants to install a religious regime.

In recent weeks the military has accused Mr. Yilmaz of softening his stand against fundamentalism to try to win votes in the Islamic camp. The prime minister has responded by telling the military leadership to "mind its own business" and let the civilians take care of the fundamentalist threat.

The disagreement was a blow to Mr. Yilmaz's minority coalition, already foundering amid criticism of its inability to solve the nation's pressing economic problems.

Mr. Yilmaz came to power in July

with the backing of the military and other powerful secular institutions after a pro-Islamic government collapsed under military pressure. That government, led by Necmettin Erbakan, refused to implement anti-fundamentalist measures demanded by the army.

To appease the generals, Mr. Yilmaz

last week announced measures to counter radical Islamic activity, including harsher fines and prison sentences for violations of the country's secular dress codes, legislation to control the activities of schools and foundations suspected of supporting or financing the spread of fundamentalism, and a restriction on the construction of mosques. The proposals await parliamentary approval.

Mr. Erbakan's Islam-based Welfare Party was banned for anti-secular activities, and Mr. Erbakan himself was banned from party politics for five years. But many Welfare lawmakers have regrouped in the newly formed Virtue Party. Lutfu Esengun, an official of the Virtue Party, criticized the announced new moves against the Islamic movement, saying Turkey was heading toward becoming a police state, the state-run Anatolian news agency reported.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 30, 1998

## Cohen to Visit Turkey in April

ANKARA — The U.S. defense secretary, William Cohen, is to visit Turkey next month to discuss defense ties between the two NATO allies, the Anatolian News Agency said Monday.

On April 17, Mr. Cohen is scheduled to visit an air base in southern Turkey used by U.S. forces, and on the next day

he is to go to Ankara for talks with Turkish authorities, the agency said. U.S. officials in Ankara were not available for comment.

The U.S. Air Force has used the Incirlik base to patrol the skies of northern Iraq to protect Kurds from aerial attack by Baghdad since the 1991 Gulf War. (Reuters)

# Toward Normal Links Between Iran and America

By Stanley A. Weiss

**T**EHHRAN — What do the president and foreign minister of Iran have in common with the president and secretary of state of the United States? They all want a dialogue.

Mohammed Khatami wants to establish a "thoughtful" dialogue; Kamal Kharrazi, one that is "constructive." Bill Clinton wants it to be "honest"; Madeleine Albright, to be "direct." And the European Union has now agreed to a dialogue that is "open" rather than "critical."

But A. N. S. Khamooshi, head of Iran's state-supported Chamber of Commerce, told me when I began my visit: "Forget dialogue. Let's do business." To an American businessman, that sounded very promising.

The problem has been that when I try to discuss specifics, I hear the same mantra from almost every Iranian I meet — top government officials, opposition leaders, professionals, economists, journalists, conservatives and moderates, including those who spent time in the shah's and the ayatollahs' prisons.

It goes like this: Just as President Khatami expressed regret over the seizure of American hostages in 1979, President Clinton must apologize for the part the United States played in overthrowing the Mossadegh regime in 1953 and bringing back the shah.

Surprising as it may seem in a country where half the male population is too young to shave, the coup that took place almost half a century ago is a fresh memory, and a national obsession.

Iranians feel like a woman deceived. The United States had been a hero since the beginning of the century for its anti-colonialist stance, and a savior immediately after World War II for helping get the Russians out of Iran. But in 1951 Mohammed Mossadegh, an anti-Communist nationalist, became prime minister and nationalized the Anglo-Iranian Oil Company.

At the urging of political mullahs and British intelligence, the CIA served as paymaster to help overthrow Mossadegh and reinstall the shah. The line from that event in 1953 to the taking of the U.S. hostages in 1979 runs straight and true in the minds of practically every Iranian I speak to.

Americans seem equally stuck in time. The fact is that the Islamic "revolution for export" died on June 3, 1989, and is buried along with Ayatollah Ruhollah Khomeini. Today Iran has a president who speaks openly for the rule of law, a civil society based on the constitution, and individual rights for all Iranians.

He was elected by 70 percent of the electorate, 90 percent of whom voted last May. He is resisted by Ayatollah Sayed Ali Khamenei, Iran's supreme leader. But their "good mullah, bad mullah" partnership seems to be working. It is time that the United States

began to readjust its policies based on this new reality.

Unfortunately, the Iranian economy is "sick," as President Khatami said recently. The state controls 85 percent of an economic system that is mismanaged, bloated, over-regulated and corrupt. The budget policies of the Parliament are subject to the final say-so of a mullah-dominated Council of Guardians.

It is as if the U.S. Supreme Court, made up members of the Moral Majority, had to approve congressional decisions. One doesn't have to be an ayatollah to know that this doesn't have a prayer of working.

Worse, 80 percent of the government's hard currency earnings and 70 percent of its revenues come from oil exports, and world oil prices have dropped to the lowest levels in a decade. The rial has gone from 70 to the dollar at the time of the 1978 revolution to a market rate today of more than 5,000.

Half the population lives below the poverty line. At least half of young Iranians are unemployed or underemployed. Annual inflation is 50 percent, more than twice the official rate.

And then there are the semi-governmental "foundations." These financial organizations, purportedly charitable and run mostly by merchant-traders, operate at least 750 companies and command assets second only to those of the state. Much of their profits go to high-ranking government officials and clerics.

Yet of the 120,000 mullahs, 95 percent confine themselves to religious, not political, pursuits. You can tell who they are; they ride on buses, not in chauffeur-driven limousines.

In 10 days in Tehran, Isfahan and Shiraz, I have not seen a mugger or a beggar, or anyone looking remotely like the homeless people I see when I walk down Connecticut Avenue in Washington. The wide streets are clean and free of potholes. Iranian family values would make the most devout Christian or Jewish fundamentalist proud.

The literacy rate among Iranians under 30 is an astounding 93 percent. Unlike Islamic countries like Saudi Arabia, where women cannot drive or vote, Iran does not write off half of its population. Iranian women are doctors, lawyers, teachers, psychologists — and vice President. Daughters of Ayatollah Khamenei and former President Hashemi Rafsanjani are feminists.

Iran is of enormous strategic importance to the United States. Sixty-four percent of the world's known oil reserves lie below and around the Gulf. This most populous nation in the Middle East has the second largest natural gas reserves in the world.

And there is the Caspian Sea, with

potential oil and gas reserves worth as much as \$4 trillion. The shortest and cheapest pipeline route to the Gulf and to Western markets runs through Iran.

Containment is no longer U.S. policy toward China, whose record on human rights and the proliferation of weapons of mass destruction has been criminal. So why does the United States continue to try to "contain" Iran?

Whatever the rationale for a hard-line policy during the 1980s, today it only isolates the United States and Israel. America should lift its trade embargo and repeal its secondary sanctions on non-U.S. companies that invest in Iran. This would be a blow to the reactionary forces which at present control almost all of Iran's domestic income.

They would like nothing better than for the United States to continue its current policies, because if President Khatami does not succeed in attracting foreign investment and delivering a better standard of living for most Iranians in the next two years, the moderates will be out.

Normalizing U.S.-Iranian relations would bring cheers from Iranians as loud as those that recently greeted the U.S. wrestling team — and a mad scramble from the German, Italian, Norwegian and Japanese business executives operating here. The ones I meet love the U.S. sanctions. They are working frantically to get their contracts finalized because. The day Washington gives the green light for U.S. business to invest and trade, they say, "we might as well pack up and go home."

It is time for Bill Clinton and congressional leaders to have a serious dialogue about renewing the close and historic links between two great nations.

*The writer is chairman and founder of Business Executives for National Security, an organization of U.S. business leaders. He contributed this comment to the International Herald Tribune.*

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

**MARCH 31, 1998**

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Visite mercredi du général américain Wesley Clark en Turquie

Mar 31 Mar 98 - 16h05 GMT

ANKARA, 31 mars (AFP) - Le commandant en chef des forces américaines en Europe, le général Wesley Clark, doit effectuer mercredi à Ankara une visite de quelques heures portant sur la coopération militaire turco-américaine, a annoncé mardi le service de presse de l'ambassade américaine.

La visite du général Clark s'inscrit dans le cadre du dialogue poursuivi entre responsables militaires de haut niveau des deux pays, selon cette source.

Le secrétaire américain à la Défense William Cohen se rendra à Ankara les 17 et 18 avril pour des rencontres axées également sur la coopération militaire.

Les Etats-Unis sont traditionnellement le plus gros fournisseur d'armes de la Turquie, qui entend dépenser 150 milliards de dollars sur les trente prochaines années pour la modernisation de son armée, la seconde par le nombre dans l'OTAN après celle des Etats-Unis.

La Turquie projette de construire un millier de chars et 145 hélicoptères d'assaut avec des partenaires étrangers pour un montant total de 3,5 milliards de dollars.

---

## Série de prises d'otages dans les prisons turques

Mar 31 Mar 98 - 16h28 GMT

ANKARA, 31 mars (AFP) - Au moins 37 personnes étaient retenues en otages mardi par des détenus d'extrême gauche dans quatre prisons turques, à Istanbul, Ankara, Bursa (ouest) et Bergama (ouest), selon des sources judiciaires.

Onze personnes, dix gardiens et le directeur adjoint de l'établissement, étaient retenues en otages dans la prison de haute sécurité d'Umranıye, dans la partie asiatique d'Istanbul.

Onze gardiens étaient également retenus en otages à la prison de Bursa.

D'autres détenus d'extrême gauche des prisons de Bergama, près de la cité antique de Pergame, et d'Ankara retenaient respectivement douze et trois gardiens en otages pour protester contre le transfert de 12 autres détenus d'une prison de Buca, près d'Izmir (ouest), vers d'autres établissements pénitentiaires, selon ces sources.

Les preneurs d'otages sont membres du Parti et Front révolutionnaires de Libération populaire (DHKP-C), prônant la guérilla urbaine, et de l'Armée de Libération des Ouvriers et Paysans de Turquie (Tikko), deux groupes d'extrême gauche clandestins.

D'importantes mesures de sécurité ont été prises aux alentours de ces trois prisons et des pourparlers visant à obtenir la libération des otages étaient en cours.

Une cinquantaine d'autres détenus membres du DHKP-C d'une prison de Canakkale (ouest) avaient refusé mardi matin d'être recensés, en signe de solidarité avec leurs camarades des prisons d'Ankara et d'Umranıye.

Des détenus appartenant à la même organisation refusent, par ailleurs, depuis lundi soir d'être recensés par leurs gardiens dans la prison de Buca, et ont blessé légèrement plusieurs d'entre eux lors d'incidents.

La prison d'Umranıye avait été le théâtre d'incidents meurtriers entre gardiens et détenus d'extrême gauche, notamment en 1996.

En janvier, plus d'une centaine de détenus kurdes et d'extrême gauche avaient observé une grève de la faim par rotation pendant 55 jours dans plusieurs prisons de Turquie pour protester notamment contre les conditions de détention.

Les grévistes de la faim appartenaient majoritairement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara, ainsi qu'à des organisations d'extrême gauche.

En juillet 1996, 12 détenus, membres d'organisations clandestines d'extrême gauche, avaient trouvé la mort à l'issue d'une grève de la faim totale qui avait duré 69 jours.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## Could situation on Iraqi oil exports turn against Turkey?

- Deputy Undersecretary Aykut Cetirge opens discussion on whether a period of reconciliation is about to emerge with longtime foe and neighbor Syria
- Both Turkey and Iraq desire full lifting of economic sanctions, but Ankara underlines that this can only occur 'after Iraq has complied with UN resolutions'

**ELIF SEMIHA KUFLU**

Frankfurt - Turkish Daily News

Now that it seems almost certain that most of Iraq's oil exports will be transported via Turkey, diplomatic observers are warning that Turkey's share in the trade may decrease slightly.

Turkey, a favored route for transferring Iraqi oil to world markets, also supplies Iraq with the food and medicines that country hungers for. Turkey, which suffered greatly from the economic impact of the U.N. sanctions imposed on Iraq after the Gulf War in 1991, is expected to transport up to 70 percent of Iraq's oil, with the remaining percentage transferred via Gulf countries. But now, an Iraqi official told the Turkish Daily News (TDN) on Monday, Syria also wants to handle a portion of the recently increased Iraqi oil exports. According to this same Iraqi official, who asked not to be named, "Syria, which closed its pipeline to Iraq a few years ago, now says it is ready to reopen it and export some of the increased oil output, like Turkey."

On the diplomatic front, a recent visit to Damascus by Foreign Ministry Deputy Undersecretary Aykut Cetirge prompted a discussion on whether or not a period of reconciliation is about to emerge with longtime foe and neighbor Syria. Turkey and Syria are at odds over water-related disputes and Damascus' support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). None of the outstanding disputes seem near resolution.

In evaluating the recent U.S.-Iraqi crisis, the Iraqi official commented, "The worst thing about it was that it only served to strengthen [Iraqi President] Saddam Hussein." Another diplomatic observer told the TDN, "The people in northern Iraq, perhaps ironically, have a better chance of getting food from the food-for-oil deal, but that is not a sure thing for the rest of the country."

Under a U.N. resolution passed after the latest U.N.-Iraqi standoff, Iraq's oil exports have increased by more than \$5 billion a year, strictly for use within the oil-for-food deal. Turkey, during a recent visit by high-level Iraqi officials to Ankara, took advantage of the opportunity to lobby for all the Iraqi oil it can get, as well as improved import conditions,

Meanwhile, diplomatic observers point out that smuggling, including that of diesel oil through Turkey, has increased. These observers warn that the countries with influence in the region, who are aware of this illicit trade and so far have not taken measures against it, might stop turning a blind eye to the issue soon.

Both Turkey's and its southern neighbor's economies took a nose-dive caused in part by the halt in cross-border trade following the Gulf War, when Turkey chose to support the United States and the rest of the allied forces and opened its territory to air strikes on Iraq prompted by Saddam's invasion of Kuwait.

Both Turkey and Iraq desire a full lifting of the economic sanctions, but Ankara continues to underline that this can only occur "after Iraq has fully complied with all U.N. resolutions."

---

1 April 1998, Copyright © Turkish Daily News

## America and Iran

The United States and Iran are engaged in the delicate business of trying to repair a broken relationship. Reconciliation will not be easy, and may prove impossible if Iran does not end its support of terrorism and its effort to develop nuclear weapons. But the initial signs are promising and should be pursued.

Iran's new president, Mohammed Khatami, and President Bill Clinton have already altered the tone of relations by speaking respectfully of one another's country and culture. Iran has shifted policy by accepting the idea of Israeli-Palestinian peace talks, curbing Iraqi oil smuggling and inviting cultural exchanges with America. After Iran warmly greeted an American wrestling team in February, Mr. Clinton acknowledged the gesture by receiving the wrestlers at the White House.

These may seem modest steps. but

they required a fair degree of courage by both leaders. Mr. Clinton still faces strong opposition in Congress to improved relations and knows that a misstep with Tehran could hand Republicans a foreign policy issue in this year's congressional elections. President Khatami, for his part, must contend with the conservative clerics who still hold supreme authority in Iran and are wary of his leadership in general and his opening to Washington in particular.

Even now he is restrained from opening direct talks with the White House.

The benefits of better relations could be significant for both countries. For America, the military containment and economic isolation of Iraq would be greatly simplified. Mideast peace talks, if they can be revived, would unfold in a less hostile regional environment, and Syria would feel pres-

sure to bargain on realistic terms. Tensions between America and Europe over energy investments in Iran would be defused, and more economical pipeline routes would be feasible for oil and gas from newly developed fields in the Caspian basin.

With an end to American pressure, Iran could obtain cheaper capital to develop its energy resources and the rest of its economy. It could also draw greater profit from its geographic location as the most direct route for oil and gas pipelines from the Caspian to Turkey, Europe and beyond. Better relations with Washington would leave Iran less isolated and vulnerable to Iraq, and better able to exercise its influence as a regional power.

Obstacles remain, but mending relations between America and Iran is worth some work and some risk for Mr. Khatami and Mr. Clinton.

—THE NEW YORK TIMES.

## The Trouble to Remove in Iraq Is Saddam Himself

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON — The UN inspectors entered the room in one of Saddam Hussein's "palaces." What was in this room, what was its function? the inspectors asked the Iraqi monitors crowding around them.

"Office of the special security organization," was the answer. Then how come there is not a piece of paper, a document of any kind to be found here? The Iraqis just did not know.

The palaces are great compounds that include offices and warehouses of Saddam's military, weapon-production and security organizations. As part of a deal with UN Secretary-General Kofi Annan last month, Saddam gave inspectors permission to enter the compounds barred to them for seven years. Nobody was crude enough to say that under the cease-fire agreement he signed with the Gulf War coalition in 1991 he had no right to keep them out for a day.

Now, in return for his act of grace and pending contracts, he knows that Russia, France, China and the Muslim countries will push hard to lift the sanctions that have blocked his military growth.

I wonder how diplomats kept a straight face during the closed UN Security Council meetings, when they approved the deal that Saddam had worked out with Mr. Annan. It bears the seeds of destruction of the entire inspection system, which uncovered so much of Saddam's weaponry of mass destruction — but not all.

First, Saddam gets away penalty-free for having tied up the inspection system since last fall. Bigger: The system is revised to his taste, with a small army of diplomats attached to inspect the professional inspectors.

And, the kicker: When inspectors finally entered suspect sites, he had had more time than he needed to move out suspicious documents and materials, as he did in that "security" office.

It is almost funny, this charade, but not hugely.

The inspectors had eliminated much of Saddam's chemical, biological and nuclear weaponry and were close to the rest. They were looking mostly for documents — documents that could reveal Iraqi testing of chemical and biological weapons on live humans, lead to missing warheads, disclose orders for chemicals that make the chemicals that make people dead. So foiling inspection by sanitizing sites and attaching non-inspectors to the inspection team were important to Saddam.

Sometimes inspectors tried to save face for the United Nations by saying, my, how cooperative the Iraqis had become. The truth is that after a few days the Iraqis started whittling down even the Annan-Saddam terms. They began skipping appointments, losing keys to locked doors, protesting against taking this picture or that, pushing surveillance so tight that it risks accidents.

The inspectors are the system's only remaining protection. They will not give Saddam the clearance he needs to get sanctions lifted unless he suddenly decides he does not want weapons of mass destruction after all. But he has powerful friends at the United Nations, and the United States so far has been no pillar of constancy against Saddam.

Once again, Saddam, with the help of UN allies like China, Russia and France, has come out way ahead. As in every self-made crisis since the end of the Gulf War, he has gained prestige by suckering the United States.

This time Saddam & Co. made the world concentrate on his campaign against the sanctions instead of on the core issue: that Saddam was and always will be a danger to world peace. He has never forsworn the kind of

aggression that brought the Gulf War, never deigned to conceal his plans to dominate the Middle East.

But Saddam's growing power at the United Nations has focused some U.S. minds on the reality that America faces — not inspection, not sanctions, but Saddam. In an article for the Los Angeles Times Syndicate, Henry Kissinger put it entirely straight and clear:

"After all that has passed between Saddam Hussein and the U.S., no deal is conceivable no matter what Saddam does regarding inspection. The depth of this feeling must be understood by foreign leaders pressing for accommodation ... If we cannot negotiate with Saddam we must try to weaken or, if possible, to overthrow him. The outcome of any crisis with Saddam must be viewed in terms of its impact on that objective."

The New York Times.

## L'Iran et l'Arabie Saoudite à l'heure du dégel

**Depuis vingt ans, la République islamique n'a cessé de marquer son hostilité à la monarchie saoudienne, allant jusqu'à organiser des manifestations violentes à La Mecque lors du pèlerinage annuel. Son nouveau président, Mohammad Khatami, joue la carte du rapprochement.**

KAYHAN

London

Extrêmement tendues depuis le début de la révolution islamique, les relations politiques entre Téhéran et Riyad ont pris une nouvelle tournure avec la visite de dix jours [du 27 février au 6 mars]

effectuée dans la capitale saoudienne par Hachemi Rafsandjani, l'ex-président iranien. Ce voyage s'inscrivait dans la logique diplomatique du président Mohammad Khatami, lequel veut désormais ouvrir son pays au monde, et notamment aux pays du Golfe.

Au lendemain de cette visite, les ministres des Affaires étrangères du Conseil des pays du Golfe se sont réunis en Arabie Saoudite pour discuter, entre autres, de la nouvelle diplomatie iranienne. Avant de quitter Riyad, Rafsandjani avait d'ailleurs rencontré les autorités des Emirats arabes unis, avec lesquelles il a évoqué le conflit portant sur les îles d'Abou Moussa, de la petite et de la grande Tomb [îles du Golfe

que les deux pays se disputent]. Le président du Conseil des pays du Golfe a rappelé que ce contentieux — qui date de l'époque du chah — représente un obstacle majeur pour la politique iranienne d'amélioration de ses relations avec les pays du Golfe.

En ce qui concerne Riyad, la volonté d'ouverture de l'Iran se mesurera très précisément lors du prochain pèlerinage à La Mecque [qui culmine cette année le 6 avril]. En effet, depuis le début des années 80, à l'initiative de l'ayatollah Khomeyni, des manifestations anti-américaines et anti-israéliennes étaient organisées chaque année dans la Ville sainte, animées par des activistes entraînés et envoyés par Téhéran. En 1987, le gou-

vernement saoudien avait décidé de s'opposer fermement aux manifestants, allant jusqu'à ouvrir le feu contre eux. Le bilan avait été de 400 morts, parmi lesquels beaucoup d'Iraniens. En signe de protestation, Téhéran avait alors décidé d'interdire aux Iraniens de se rendre à La Mecque.

Après la mort de Khomeyni, la longue période du mandat présidentiel de Rafsandjani fut marquée par la tension entre Téhéran et Riyad. L'Iran menait une propagande incessante contre le royaume wahhabite, considéré comme très proche des Etats-Unis. Même si, aujourd'hui, le président Khatami affirme sa volonté de changement, on ne peut vraiment affirmer que la visite de Rafsandjani ait réussi à faire franchir un pas décisif aux relations entre les deux pays.

Pendant que Rafsandjani se trouvait encore à Riyad, le président Khatami a pourtant très clairement assuré que le pèlerinage de cette année aura lieu sans aucun incident. Quant à Ali Khamenei, le Guide de la révolution, il n'a pas précisé ses intentions lors de la prière du vendredi 6 mars. Mais, au cours de sa rencontre avec les organisateurs iraniens du pèlerinage à La Mecque, il a insisté sur le respect de l'"éthique islamique". Les autorités de Riyad ont paru se satisfaire de ces assurances, garanties par les deux hommes forts de la République islamique.

### KURDISTAN

#### Hors de l'Irak, point de salut

"Nous sommes réalistes. Nous savons que la solution à notre problème passe par une confédération dans le cadre de l'Irak", avoue le leader kurde Masoud Barazani dans une longue interview publiée par l'hebdomadaire *Al-Wasat*. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan, allié au régime irakien dans sa guerre fratricide contre l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Tala-

bani, souligne que "le dialogue avec Bagdad s'est rarement interrompu depuis 1991", malgré la répression féroce dont les Kurdes ont fait l'objet après la guerre du Golfe.



COURRIER INTERNATIONAL N° 387

DU 2 AU 8 AVRIL 1998

## The Cyprus Mess

The bids by Cyprus and Turkey to join the European Union were once thought to provide incentives for an easing of tensions between Greece and Turkey and between Greek Cypriots and Turkish Cypriots, too. A general settling down of an agitated corner of Europe seemed the potential diplomatic prize. But that was before the European Union fumbled the opportunity away. Now there is fresh talk of war, and it's American diplomacy to the rescue, again.

It was awkward enough when the European Union took in Greece but not this strategically more powerfully but economically and politically less ready

rival, Turkey. That invited Greece to play the gatekeeper. Germany, inspired in part by its domestic argument over Turkish guest workers, took up a similar role. As a result, the Turks were insultingly denied a place in the queue of would-be EU new members. Others, including Cyprus and the new Central European democracies, went right into the line. The Turks countered excessively by suspending talks between the Greek government of divided Cyprus and the enclave that Ankara controls in the north, by threats to annex the enclave, and by military gestures. Greek Cypriots imprudently ordered anti-aircraft missiles from Russia.

A year ago it was possible to wonder why the United States should get into this particular European mess. The answer — the right answer — was and is that the American leadership role in NATO makes Washington the rescuer

of last resort when two alliance members depart reason.

The Europeans, however, should not be let off the hook. Greece and Turkey are not Middle East, they are Europe, Western Europe. This is not 1945, it is 1998. Europeans should have been able to compose a single political intelligence to deal with the Greek-Turkish question. At the least, the European Union could have handled its accession affairs in a manner that, if it did not ease national grievances, would not have aggravated them. Now the United States is left to help, if it can, bring Greeks and Turks back to the starting line.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE, APRIL 2, 1998

# The Battle for Secularism Moves to a Turkish Court

## Mayor of Istanbul Faces Charges of Subversion

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Defendants who face state Security Courts in Turkey tend to be suspected guerrillas, Kurdish nationalists or the odd journalist or editor who violates unwritten rules about what may and may not be said in public.

Few defendants arrive at the local airport on a chartered jet accompanied by a phalanx of lawyers and have a chauffeur waiting to take them to court. That happened recently, however, when Mayor Recep Tayyip Erdogan of Istanbul flew to Diyarbakir, in the southeast, to answer charges of subversion.

Mr. Erdogan is the most prominent of more than 200 mayors and other officials, elected and appointed, who are targets of an army-backed campaign against Islamic fundamentalism. Because he is a national figure and hero to millions of Islamic-oriented voters, his case has focused attention on politicians who are feeling the generals' wrath.

The mayor, 43, is being prosecuted for a speech he gave near Diyarbakir last year in which he said: "The mosques are our barracks, the domes are our helmets, the minarets are our bayonets, and the faithful are our army."

Prosecutors assert that, by making such a statement, he was praising fundamentalism and violating a law that bans "provoking enmity and hatred among the people." If convicted, he faces loss of his office and a prison term of up to three years.

In his defense, Mr. Erdogan said the words he spoke were from a poem and were aimed at "no person or target." After his testimony he flew back to Istanbul and his job of running a metropolis that is home to 9 million people.

Mr. Erdogan declined to discuss the case against him. He agreed, however, to reflect on the secularist crusade that threatens to put him behind bars.

"It doesn't seem that democratic principles are being applied," Mr. Erdogan said. "In a democracy, only the people can put you in power and only the people should be able to remove you. Democratization should go hand in hand with civilization. That is a sign of development and progress. Otherwise you enter a period of stagnation."

Although the case against Mr. Erdogan has been brought in a security court, many other mayors are threatened by the Interior Ministry, which has power to remove those it considers subversive.

The ministry has used that power several times in recent days. One victim was Mehmet Sekmen, mayor of the Kartal district in Ankara. The decree ordering his removal said he had placed "advocates of the reactionary movement," meaning fundamentalists, on the public payroll. It also said he had allowed religious groups to use city facilities and favored advocates of political Islam when awarding contracts.

At least six other mayors have been removed in recent weeks. Among those still under investigation are Melih Gokcek, mayor of Ankara, and Ali Nabi

Kocak, mayor of a district in Istanbul. Mr. Kocak is charged with feigning illness in order to avoid attending ceremonies honoring Mustafa Kemal Atatürk, founder of the Turkish Republic and the pre-eminent symbol of Turkish secularism.

All these mayors, like Mr. Erdogan, belong to the Islamic-oriented Virtue Party. This is the successor to the Welfare Party, which was banned in January on the ground that it was trying to subvert the secular order.

Although mayors from all major parties are under investigation, the largest group is from the Virtue Party.

Many of the investigations began after a meeting of the military-dominated National Security Council last month where generals gave Prime Minister Mesut Yilmaz a list of officials they consider untrustworthy.

Prosecutors are also reviewing tapes of radio and television broadcasts, especially by stations considered pro-Islamic. They say they will close those that "motivate the masses to change the democratic legal order."

But secularists insist they must act to save the country from militants who are posing as simple believers.

"There is a conscious effort on the part of ultra-religious groups to infiltrate people into these high positions," said Sunna Kili, a political science professor at Bosphorus University in Istanbul who maintains close ties to the military.

"They want to have a voice in controlling the government, and the military is the only institution which can be successful against them," he said. "The question is how democratic this all is, especially when you are dealing with elected officials. You cannot challenge someone for expressing his views after he is elected. But if he is violating the principles on which our constitution is based, that is another matter."

# Detention of Mayor Seems to Highlight Iran Political Split

Reuters

DUBAI — The detention of Mayor Gholam-Hossein Karbaschi of Tehran on graft charges has brought into the open a struggle between moderates and conservatives brewing in Iran since the election of President Mohammed Khatami, according to analysts.

Iranian analysts as well as some of the media said Monday that Mr. Karbaschi's detention on Saturday went beyond the legal issues and highlighted a national dispute among the factions.

"This is not a minor investigation into a city mayor," Jahangeer Behrouz, a Tehran-based political analyst, said by telephone. "This is a national issue which is part of the battle between the right and the left in Iran's government."

"The conservatives sent a message through the judiciary.

The message is that we have power, too."

The judiciary denies the charges, pointing to the conviction of several of Mr. Karbaschi's top aides on graft charges since last year. The moderates have questioned the legality of some of those convictions by referring to charges of torture and mistreatment raised by the convicted officials.

Mr. Karbaschi, a close ally of Mr. Khatami's, was detained following a court appearance on graft and mismanagement charges. The court ordered the mayor to be held without bail for up to one month pending further investigation.

Newspapers said Monday that his case would go to trial in about three weeks.

Supporters of the mayor say he was targeted by the conservative-led judiciary because of his open backing of Mr. Khatami in elections last May, when the moderate Shiite cleric soundly defeated conservative opponents.

"The right-wing forces have expended a lot of energy on bringing Karbaschi down since the election," said Amid Naeini, editor of Payam-e-Emrouz, a moderate monthly magazine.

"Karbaschi's detention is aimed at imposing pressure on the government of President Mohammed Khatami and weak-

**'This is a national issue which is part of the battle between the right and the left.'**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 6, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 7, 1998

ening his government," Faezen Hashemi, a pro-Khatami member of Parliament who is the daughter of former President Hashemi Rafsanjani, told the daily Iran News.

Conservative members of Parliament defended the decision on Monday, saying that the mayor should not be above the law. "If Karbaschi is guilty and the case has been proven, then he should be dealt with and punished free from any factional and political pressure," Hossein Ali Qassemzadeh told Iran News.

The analysts said the issue posed a major test for Mr. Khatami, a moderate who has adopted a nonconfrontational policy toward his conservative opponents, who still wield much power.

"If this situation is not resolved, we could see a full-blown political crisis," Mr. Naeini said.

Iran's cabinet condemned the decision, saying Mr. Karbaschi would continue to work from his jail cell.

#### ■ U.S. Hopes Iran Will Not 'Misinterpret' Detention

The Clinton administration said Sunday night it hoped that Iran did not misinterpret the detention of Iranian wrestlers by

the immigration authorities when the athletes entered the United States this week to take part in a tournament, The New York Times reported from Washington.

The group, the first Iranian sports team to visit the United States since the fall of the shah in 1979, was detained for two hours, photographed and fingerprinted as it entered the country at O'Hare International Airport in Chicago. They were on their way to take part in the World Cup of Freestyle Wrestling at Oklahoma State University.

"We certainly hope that this procedure is not misinterpreted as a sign of diminished interest in promoting such exchanges because it is not," an administration official, who insisted on not being identified, said.

James Foley, deputy spokesman for the State Department, said Sunday night that federal law required such procedures for "nonimmigrant" visitors, mainly tourists who are not government officials, from Iran, Iraq, Libya and Sudan. Mr. Foley said he hoped the delay and the procedures would not disrupt the tentative steps that the United States and Iran have been taking to warm relations.

### TURQUIE Religion

## Un modeste prêcheur devient la vedette de l'"islam modéré"

Vu d'un bon œil par les Américains, Fethullah Hodja s'est hissé à la tête d'un empire de presse. Sa communauté possède 300 écoles en Turquie et en Asie centrale.

CUMHURİYET

Istanbul

J'admire les disciples de Fethullah Hodja. Toutes les voies qui mènent au pouvoir sont bonnes pour leur communauté. Quelle magnifique capacité d'adaptation, quelle flexibilité ! "Ne sois pas comme tu parais, ne parais pas comme tu es"...

Ils ont leur chaîne de télévision, leurs quotidiens, leurs magazines, leur agence de presse. En somme, un groupe de médias complet, prêt à exécuter toutes sortes de "tâches". Mais ce n'est pas tout ! Sur les autres chaînes de télévision et les autres journaux, d'anciens gauchistes reconvertis crient à tue-tête pour promouvoir la communauté de Son Excellence Fethullah. S'ils obtiennent l'honneur de l'avoir sur leur plateau, ils se tortillent devant lui au point de se rendre totalement ridicules. Qu'importe, ils savent que chaque chose a son prix. Fethullah Hodja, ce modeste prêcheur à la retraite sans même un tapis de prière, est aujourd'hui à la tête d'un vaste empire évalué à des centaines de millions de dollars.

Ceux qui ont une bonne mémoire se souviennent du célèbre politologue américain Samuel Huntington, venu en Turquie l'an dernier pour une série de conférences. Parmi les bêtises qu'il avait prononcées à cette occasion, certaines m'étaient déjà très familières. "Si la Turquie abandonnait un peu son obsession de devenir un pays occidental, elle constituerait un grand modèle pour l'islam, expliquait-il. La démocratie n'a pas nécessairement besoin d'un fondement laïc. Islam et démocratie devront être compatibles."

Ces vues étaient incroyablement similaires à celles exprimées par le célèbre chef d'agence de la CIA en Turquie, Paul Henze. Elles vont en outre dans le sens de cet "islam modéré" que nous prônent l'administration et les journaux américains les plus influents. Quelle coïncidence !...

Voilà comment les choses ont évolué, dans l'ordre chronologique. La communauté de Fethullah Hodja a commencé par les écoles. En peu de temps, plus de 300 d'entre elles ont émergé dans les Républiques turques d'Asie centrale, en Turquie et dans certains autres pays qui semblent sans rapport les uns avec les autres. Aux naïfs (comme moi) qui demandaient d'où venait l'argent on a répondu que cela avait été rendu possible par le "travail collectif" des croyants. Puis on a commencé à raconter à l'opinion les "miracles" du prêcheur retraité. Les prêches de Fethullah Hodja, pleurant d'émotion, ont inondé les écrans de télé-

vision. L'an dernier, lors de la crise du 28 mars [mise en garde des militaires contre le danger intégriste], Fethullah Hodja est brusquement tombé malade et il est parti aux Etats-Unis. Quand le calme est revenu, il est rentré au pays. Il a alors commencé à distribuer des "prix de la tolérance" à tous ceux qui pouvaient lui servir, à commencer par le président de la République, sans oublier des éditorialistes de journaux ou des personnalités scientifiques. Ensuite, Fethullah est allé s'entretenir avec le pape. Ses flatteurs ont aussitôt procédé à un tapage sans précédent : "L'homme qui réconcilie les religions", "Le maître de la tolérance et du compromis"... Dans ce vacarme, personne n'a entendu des questions du genre : mais qui est cet homme ? Est-ce que tout le monde peut s'entretenir avec le pape ou bien dispose-t-il d'un statut diplomatique discrètement accordé ?

Le dernier numéro des gens de Fethullah est un projet secret pour donner une image laïque, moderne et kémaliste à leur groupe de presse. Ne vous étonnez pas : bien des choses ont changé. Nous sommes désormais face à des islamistes modérés.

Ümit Ziloli

## **Le chef du PKK propose un cessez-le-feu à l'armée, selon la presse**

Mar 07 Avr 98 - 08h48 GMT

ANKARA, 7 avr (AFP) - Le chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes Kurdes de Turquie) Abdullah Ocalan a proposé un cessez-le-feu à l'armée turque, a rapporté mardi le journal Milliyet.

Dans une lettre envoyée à l'état-major général des armées turques, Abdullah Ocalan, alias Apo, affirme ne pas vouloir diviser la Turquie et estime que l'armée turque semble être "plus démocrate que la classe politique turque", selon le journal.

"Nous sommes prêts à décréter un cessez-le-feu pour ouvrir la voie d'un dialogue (avec la Turquie) et trouver une solution à la question nationale kurde", a écrit M. Ocalan, selon la même source.

Le chef du PKK avait, par le passé, déclaré au moins à deux reprises un cessez-le-feu pour plusieurs mois, en mars 1993 et décembre 1995.

Ces trêves unilatérales n'avaient pas été reconnues par les forces de l'ordre turques qui avaient poursuivi leurs opérations quotidiennes pour traquer les maquisards kurdes dans le sud-est.

"Apo", qui réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon les autorités turques, affirme que le PKK représente les 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie, sur une population totale de 62,5 millions de personnes.

L'Etat turc réfute cette représentativité et refuse tout dialogue avec le PKK, qu'il qualifie "d'organisation terroriste et séparatiste".

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 29.000 morts, selon un dernier bilan.

---

## **La Turquie menacée d'une crise financière et d'une inflation galopante**

PARIS, 8 avr (AFP) - La Turquie va connaître une décélération de sa forte croissance à 5,5% en 1998 et 5% en 1999 après 6,3% en 1997, avec un déficit budgétaire toujours aussi élevé et une inflation extrêmement rapide, selon l'OCDE.

Malgré un gel des tarifs dans le secteur public et une politique monétaire restrictive, l'inflation (qui avait atteint 80,5% l'an dernier) ne reviendra qu'à 75% en 1998 puis 65% en 1999, chiffres peu rassurants pour les investisseurs, selon l'OCDE.

"La menace d'une nouvelle crise financière et d'une inflation galopante est toujours présente", estime l'OCDE.

L'Organisation préconise "une réforme vigoureuse du système public de retraite lourdement déficitaire, une amélioration de l'administration fiscale, une privatisation rapide et une restructuration des entreprises économiques d'Etat" pour venir à bout des déficits et de l'inflation.

L'OCDE note que le déficit de la balance courante a été "étonnamment réduit en 1997" (à -0,9% du PIB), grâce au tourisme et à la croissance soutenue des exportations, mais se creusera à 1,7% et 2,2% en 1998 et 1999.

L'EXPRESS 9/4/98 ● 91

# Kurdes Histoire d'un



Médecin et missionnaire de l'Eglise presbytérienne, Joseph Plum Cochran s'installe au Kurdistan, avec son épouse, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il ouvre l'un des tout premiers dispensaires.

# Peuple sans patrie

Leur territoire s'étend  
principalement sur  
la Turquie, l'Iran et  
l'Irak. Ils n'en ont  
jamais vraiment  
été les maîtres.

Qui sont-ils ?

L'Américaine Susan  
Meiselas a réuni des  
images qui, depuis  
le XIX<sup>e</sup> siècle, racontent  
leur quotidien



Cette photographie de la femme  
d'un peuple kurde a été prise entre  
1890 et 1895 par Anton Sevrugin,  
un photographe arménien qui  
s'est surtout intéressé aux  
différentes communautés de  
la Perse de l'époque d'Iran actuel.

## Le guerrier oublié de Sulaimaniya

Le photographe kurde Mahmud Efendi avait ouvert un studio à Sulaimaniya (Kurdistan irakien), au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est dans les archives de ce studio qu'a été retrouvée cette photographie de guerrier. L'homme est le cheikh Abdul Kadir.



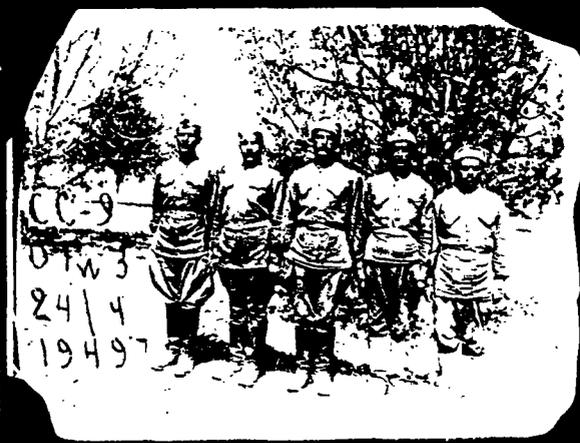
# Kurdes Histoire d'un peuple sans patrie



À Busan (Turquie), au Kurdistan turc, une jeune fille accompagnée  
par les hommes de la famille, le jour de ses noces.  
La photographie a été prise par l'écrivain turc Muzaffer İnan.



Mustafa Barzani avec ses compagnons d'armes (ci-contre)  
et lors d'un stage d'entraînement en URSS  
(ci-dessous). L'homme est l'une des figures les plus  
prestigieuses du mouvement national kurde de l'après-guerre.





En avril 1991, des réfugiés fuient le Kurdistan irakien après la contre-attaque des troupes de Saddam Hussein. C'est à la suite de cet exode que les Occidentaux décident de créer une « zone de sécurité » au Kurdistan.

Toutes ces photographies ont été réunies dans *Kurdistan. In the Shadow of History* (éditions Random House), par Susan Meiselas. Cette photographe de l'agence Magnum, qui a surtout couvert l'Amérique centrale, s'intéresse au Kurdistan depuis 1991.

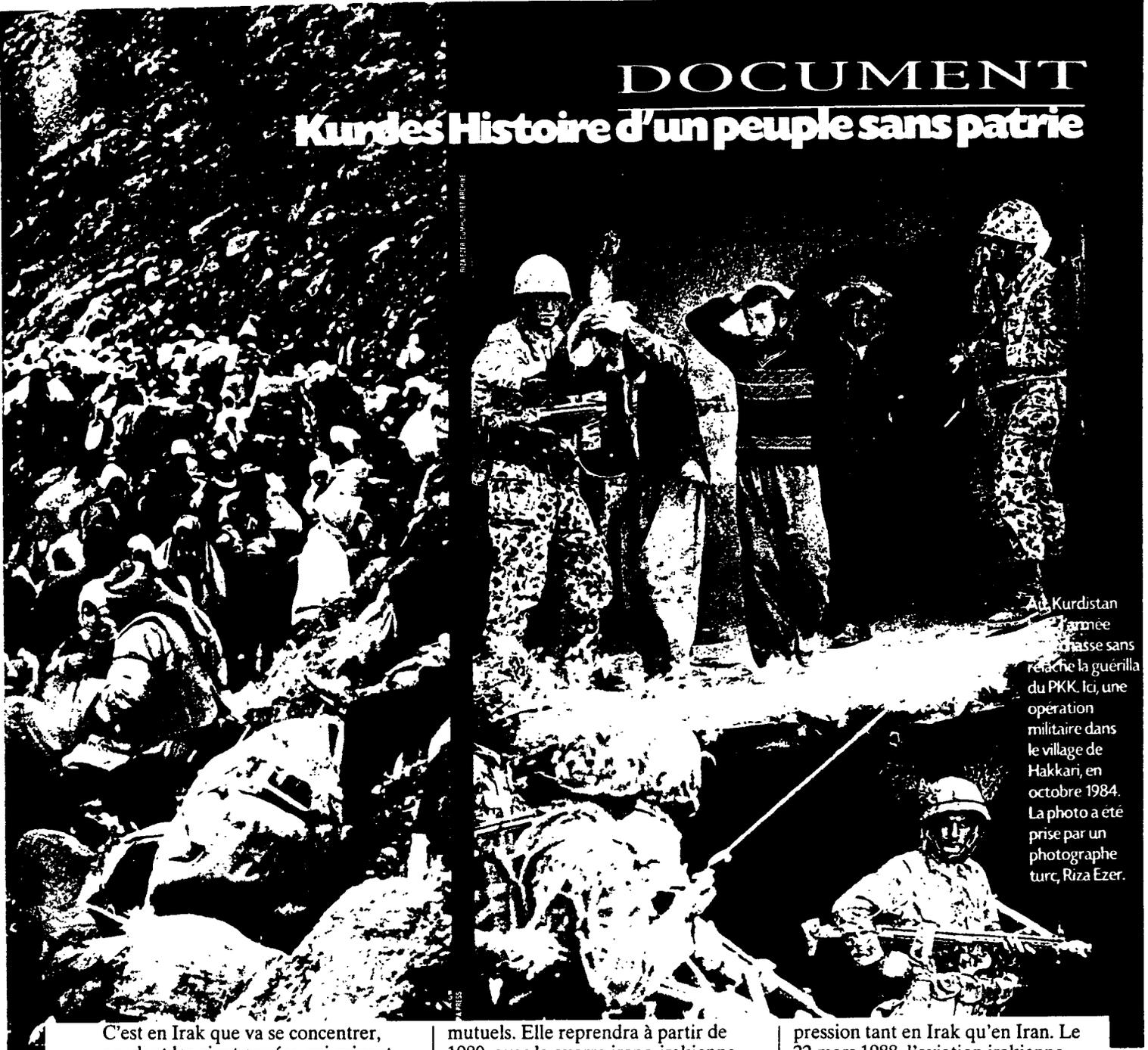
**P**euple sans Etat, les Kurdes doivent sans doute à leurs montagnes d'avoir pu préserver leur identité, leur culture et leur langue. Ils seraient aujourd'hui environ 12 millions en Turquie, 7 millions en Iran et 4 millions en Irak. Des communautés moins importantes sont également établies en Syrie et dans l'ex-URSS. Les premiers textes qui leur ont été consacrés ont été écrits par des historiens arabes et persans. L'Europe, elle, les découvre au XIX<sup>e</sup> siècle, à travers les comptes rendus des premières expéditions scientifiques ou missionnaires. La plupart des auteurs témoignent de la fierté d'un peuple qui souffre de sa dépendance à l'égard du

pacha de Bagdad. Ils soulignent également l'importance de l'esprit de famille et du clan. Les récits de cette époque, antérieurs aux premières photos, comportent aussi des descriptions. Le géographe Elisée Reclus note, par exemple, en 1884, que « les femmes, qui ne se voient jamais la face, ont en général les traits d'une régularité sévère, de grands yeux, un nez aquilin, des formes robustes, une longue chevelure nattée dont le noir s'harmonise avec la nuance légèrement bistrée de la peau » (*Le Kurdistan*, recueil de textes choisis et présentés par Chris Kutschera [éd. Favre]). Au lendemain de la Première Guerre mondiale et du démantèlement de l'Empire ottoman, les Alliés envisagent de créer un Kurdistan indépen-

dant. Le traité de Sévres, signé le 10 août 1920, préconise l'« autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde ». Mais, après la victoire de Mustafa Kemal en Turquie, les Alliés reviennent sur leur décision. Le traité de Lausanne, signé en 1923, consacre la domination sur le Kurdistan de la Turquie, de l'Iran, de la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et de la France (pour la Syrie). Pendant l'entre-deux-guerres, des révoltes éclatent, surtout en Turquie et au Kurdistan irakien. Après la Seconde Guerre mondiale, les Kurdes font brièvement l'expérience de l'autonomie avec la république de Mahabad, proclamée en Iran au tout début de l'année 1946, avec l'appui de l'URSS. Mais l'armée iranienne met fin à cette expérience en décembre de la même année.

# DOCUMENT

## Kurdes Histoire d'un peuple sans patrie



Au Kurdistan, l'armée turque chasse sans relâche la guérilla du PKK. Ici, une opération militaire dans le village de Hakkarî, en octobre 1984. La photo a été prise par un photographe turc, Riza Ezer.

C'est en Irak que va se concentrer, pendant les vingt années qui suivent, l'essentiel de l'activisme kurde. Au début des années 60, Mustafa Barzani y prend la tête d'un mouvement insurrectionnel de grande envergure. En 1970, des négociations sur le statut du Kurdistan irakien s'ouvrent avec le pouvoir central de Bagdad. Mais elles achoppent sur la délimitation de la région kurde – les Kurdes veulent la ville pétrolière de Mossoul, ce que Bagdad refuse – et, en 1974, le gouvernement irakien promulgue unilatéralement sa loi d'autonomie, aussitôt rejetée par les mouvements kurdes. La résistance des Kurdes d'Irak s'effondre un an plus tard, à la suite des accords irano-irakiens d'Alger, dans lesquels les deux pays s'engagent, notamment, à cesser de soutenir leurs opposants

mutuels. Elle reprendra à partir de 1980, avec la guerre irano-irakienne. En Iran, la guérilla kurde tente de profiter de la chute du chah pour prendre le contrôle de la région. Mais le projet de Constitution retenu par Téhéran écarte le principe d'une autonomie pour les minorités ethniques et l'armée islamique écrase dans le sang – plus de 18 000 morts entre 1980 et 1984 – la rébellion. En Turquie, où, devenu « région militaire », le Kurdistan était resté fermé à tout étranger jusqu'en 1965, l'état de siège est à nouveau instauré en 1978. En 1984, le Premier ministre turc de l'époque, Turgut Özal, annonce que son gouvernement a conclu un accord avec l'Irak pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes. La fin de la guerre irano-irakienne se traduit par un durcissement de la ré-

pression tant en Irak qu'en Iran. Le 22 mars 1988, l'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique des villages du Kurdistan dans la région de Halabja, faisant 5 000 morts et autant de blessés. En 1991, à la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak parviennent à prendre le contrôle d'une importante partie du Kurdistan. Mais le mouvement de rébellion est suivi d'une brutale reconquête par l'armée irakienne, qui jette des centaines de milliers de réfugiés sur les routes. Les Occidentaux décident alors de créer au Kurdistan irakien une « zone de sécurité », placée sous leur contrôle. Les luttes entre factions kurdes n'ont cependant jamais permis d'y mettre en place un véritable régime d'autonomie. ●

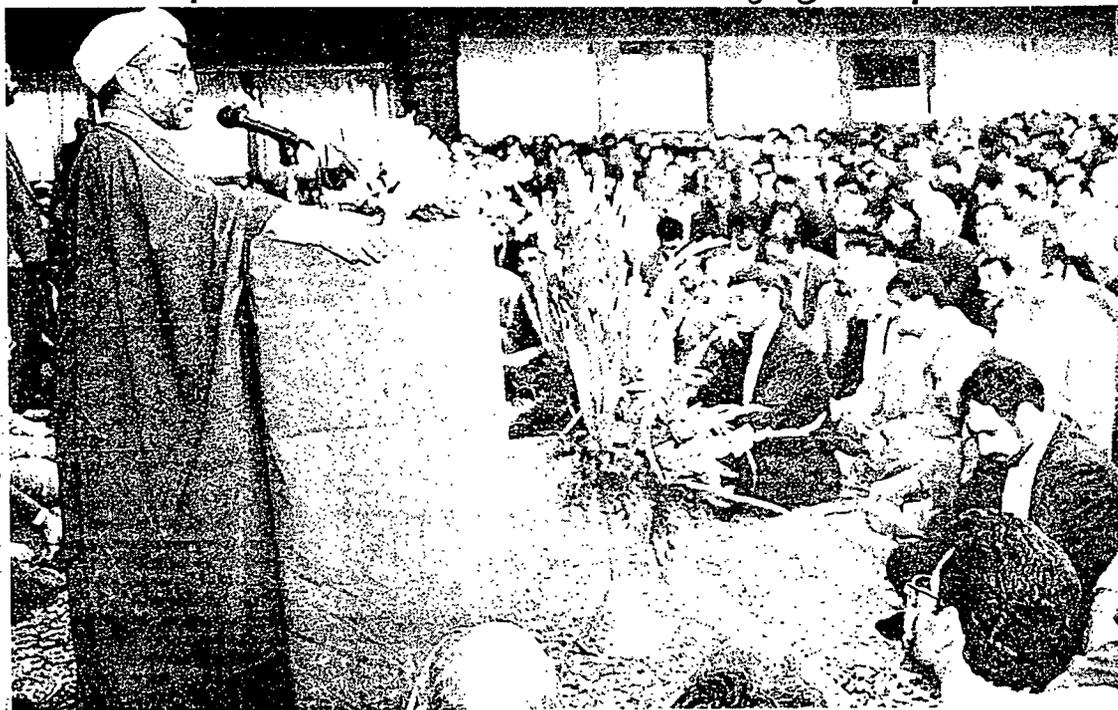
Dominique Lagarde

# LE MAIRE DE TEHERAN ATTISE LA GUERRE DES FACTIONS

*Incarcéré pour «corruption», Karbastchi doit être jugé en public.*

La mise en détention, à la prison d'Evine de sinistre réputation, du maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, est devenue l'enjeu d'un bras de fer sans précédent entre les modérés, proches de l'actuel président iranien, Mohammed Khatami, et les conservateurs, qui contrôlent largement l'appareil judiciaire. Un conflit de plus en plus criant depuis l'élection du président réformateur, en mai 1997. Pris par surprise par l'inculpation du maire, le 4 avril (*Libération* du 6/4/1998), pour «escroquerie et mauvaise gestion», les modérés ont organisé ce week-end leur contre-attaque, tandis que le pouvoir judiciaire annonçait que Karbastchi ferait l'objet d'un procès public à une date encore indéterminée, une première pour un personnage de cette importance depuis la révolution islamique de 1979.

Prenant la tête des défenseurs du maire emprisonné, le ministre de l'Intérieur, Abdollah Nouri, a réclamé hier un référendum sur cette affaire et annoncé la création d'un comité de défense qui présentera au public le bilan de l'action de Karbastchi dans sa gestion de la capitale depuis 1989. Le ministre s'est d'abord rendu au domicile du maire pour assurer son épouse de son «soutien», avant de dénoncer son arrestation «arbitraire» dans un discours prononcé devant les maires des vingt arrondissements de la capitale et des membres du personnel de la municipalité. «*Avant et après la révolution, et dans aucun pays, jamais un membre du Conseil des ministres n'a été arrêté à l'insu des hauts responsables gouvernementaux*», a déclaré le ministre de l'Intérieur, cité par l'agence officielle Irna. Pour Abdollah Nouri, «*il est étonnant qu'un responsable gouvernemental soit ar-*



Le ministre de l'Intérieur Abdollah Nouri a dénoncé «l'arrestation arbitraire» de Karbastchi devant les maires des 20 arrondissements de Téhéran et le personnel municipal.

*rêté par un juge et détenu comme un simple prisonnier de droit commun vêtu de l'uniforme pénitentiaire.* Les participants ont demandé la «libération immédiate» du maire. Dans un geste sans précédent, également, une trentaine de membres de la coalition radicaux-modérés, proche du maire, ont demandé une «intervention personnelle» du Guide

**«Il est étonnant qu'un responsable gouvernemental soit détenu comme un simple prisonnier de droit commun vêtu de l'uniforme pénitentiaire.»**  
Abdollah Nouri, ministre de l'Intérieur

de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, pour mettre fin aux «tentatives» des conservateurs d'affaiblissement du gouvernement. «*La poursuite de cette situation mettrait le régime et le pays*



Karbastchi

*devant une sérieuse crise», avertissent, dans leur lettre ouverte, ces 34 personnalités politiques et gouvernementales proches du président Khatami. Près de 700 maires de villes et de villages ont eux aussi demandé au chef de l'Etat de «déployer des efforts particuliers pour enquêter sur cette affaire et pour ne pas laisser d'honnêtes fonctionnaires et des personnes comme Karbastchi être sacrifiés pour des problèmes politiques partisans». Une manifestation est prévue demain de-*

vant l'université de Téhéran à l'appel d'organisations estudiantines.

La presse modérée et radicale – notamment les journaux *Hamchahri* (*Citoyen*), publié par la municipalité à plus de 300 000 exemplaires, *Iran et Salam*, organe des radicaux – consacre chaque jour des pages entières favorables au maire de Téhéran. A l'opposé, le journal intégriste *Jomhuri-Eslami* accuse le ministre de l'Intérieur d'«attiser la crise en se posant en porte-parole d'une faction politique». Le journal appelle le ministre à agir de manière «plus mûre»... Autre illustration de ces tensions, un incident rapporté par la presse, lors de la prière du vendredi à Ispahan: le discours de l'ayatollah Taheri, imam de la prière, a été perturbé par une cinquantaine de personnes présentées comme membres de

l'association fondamentaliste Hezbollah. Les manifestants, hostiles aux prises de position de l'ayatollah Taheri favorables au maire, ont crié «Mort à Karbastchi et mort à Montazéri» (ancien dauphin désigné de l'imam Khomeiny, Montazéri avait été disgracié en 1989, peu avant la mort du fondateur de la République islamique, et depuis vit sous surveillance renforcée à Qom, ndlr).

Devant l'ampleur de la «crise municipale» et du bras de fer entre les factions iraniennes, l'ayatollah Khamenei, numéro un du régime, avait convoqué mercredi une réunion exceptionnelle des plus hauts

dirigeants du pays, sommés de trouver une issue à la crise. A la demande de l'ayatollah Ali Khamenei, les chefs des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif ont tenu samedi soir un nouveau meeting consacré essentiellement à «l'examen de l'affaire», à laquelle a également été invité l'ancien président Rafsandjani. Cette réunion au sommet s'est déroulée, selon le journal conservateur *Tehran Times*, au bureau du président du Parlement, Ali Akbar Nategh-Nouri. Il ne semble toutefois pas qu'elle ait permis de désamorcer une crise qui prend chaque jour un peu plus d'ampleur ●

(D'après AFP, Reuter)



1 3 A V R I L 1 9 9 8

## Un voile pudique sur la presse iranienne

Le Parlement iranien, dominé par les conservateurs, a adopté hier une loi controversée prévoyant l'interdiction de publication de portraits de femmes non voilées dans la presse iranienne. Cette proposition de loi, déposée par 90 députés, sur les 270 que compte le Majlis (Parlement), a été votée en dépit de la vive protestation du gouvernement. Le ministre de la Culture, Ataollah Mohadjerani, a affirmé que cette loi «n'était pas nécessaire».

L'adoption de cette loi, déposée en février, fait suite à une polémique sur la publication de photos de maîtresses supposées de Clinton dans l'hebdomadaire *Fakour* (*Penseur*). La revue avait été interdite de vente. Plusieurs membres actifs de la majorité conservatrice de l'Assemblée ont défendu cette loi, en affirmant vouloir s'op-

poser à l'abus de publication de portraits de femmes non voilées et jugées «provocantes» en couverture de certaines revues. Le chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Mohammad Yazdi, avait mis en garde au début de l'année contre la publication de tout article ou de photo contraire aux valeurs islamiques.

Cette interdiction intervient alors que le pays connaît depuis plusieurs mois une certaine détente culturelle sous l'impulsion du nouveau ministre de la Culture, considéré comme un modéré. Cette politique s'était notamment traduite par une multiplication des autorisations pour l'édition de revues, particulièrement de cinéma et de jeunes, ainsi que par la publication d'un nombre croissant de portraits d'actrices occidentales tête nue ●

(D'après AFP)

## Military captures PKK commander Sakik

- Yilmaz says that Turkey had previously requested Sakik's extradition, in contradiction to a statement by KDP leader Massoud Barzani that Turkey had not done so

Ankara - Turkish Daily News

14 April 1998, Copyright ©

In an apparent effort to reinforce its armed struggle against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkey on Monday announced that its forces had captured the terrorist organization's former leading field commander in a surprise raid.

Military officials said Semdin Sakik, who broke away from the PKK last month, was picked up in a surprise operation in northern Iraq and brought back to the southeastern Turkish town of Diyarbakir. The same officials said Sakik had been under close surveillance by Turkey after he split from the PKK. It was feared that he might be killed by followers of Abdullah Ocalan, the PKK leader. Sakik and Ocalan have been at loggerheads for some time.

Prime Minister Mesut Yilmaz said the operation was coordinated by the General Staff but denied that he had been informed about it beforehand. Yilmaz said he had discussed the raid with the National Intelligence Organization (MIT) but not with the chief of General Staff, Gen. Ismail Hakki Karadayi.

Other government members declined to comment on Sakik's capture. Defense Minister İsmet Sezgin said after leaving Monday's Cabinet meeting that he was briefly informed by the wire services and later by the military about the capture but avoided commenting on the issue. Also, Interior Minister Murat Başesgioglu said Sakik's capture was a matter out of his jurisdiction.

Semdin Sakik, a leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) who has been at odds with PKK leader Abdullah Öcalan, was captured along with his brother by a Turkish special forces unit as they were leaving a house near Dohuk. The special teams flew by helicopter into the city of Dohuk, some 60 kilometers (36 miles) south of the Turkish border, and caught Semdin Sakik and his brother, according to military sources. Sakik is currently being questioned in Diyarbakir and reportedly said in his first testimony that Öcalan's attitude of encouraging PKK members to fight against other Kurdish groups in northern Iraq has accelerated the unraveling of the terrorist group.

Sakik was the PKK official responsible for operations against Turkish government forces inside Turkey. He had reportedly surrendered to the Kurdistan Democratic Party (KDP) last month. However, recent reports said that he actually was flirting with joining the Vejin group, an opposition group to the PKK in the area which is believed to be under the control of the KDP. Yılmaz told reporters that Turkey had previously requested Sakik's extradition, in contradiction to a statement by KDP leader Massoud Barzani that Turkey had not done so. He also said that Sakik would be tried for his actions.

Earlier, sources had claimed that Sakik would remain in KDP custody, adding that Turkey's choice would be to keep Sakik in northern Iraq under KDP control as an alternative force against Öcalan in an effort to further split the illegal separatist organization.

Sakik's surrender has been called a major blow to the PKK and is expected to divide the organization into two factions. Sakik's defection from the terrorist group came after PKK leader Abdullah Öcalan had ordered the execution of 18 terrorists known for being close to Sakik, reports said.

Meanwhile, Cemil Bayik, another key figure in the PKK, also recently fell out with PKK leader Öcalan and left the organization.

Worsening ties between the Abdullah Öcalan and Sakik, which signalled a possible split inside the organization, had been previously reported by the Turkish Daily News. Sakik has been accused in the killing of 33 unarmed soldiers, breaking a PKK-declared cease-fire in 1993 and sparking an eventual rift with PKK leader Öcalan.

## ***Rebel Commander Seized By Turks in Northern Iraq***

ANKARA — Turkish special forces captured a senior commander of rebel Kurds in Turkey in northern Iraq and brought him back to Turkey, the Anatolian News Agency said Monday.

The Turks landed by helicopter in D'hok, about 50 kilometers south of the Turkish border, and captured the commander, Semdin Sakik, and his brother as they were leaving a house, the agency said, quoting NTV television.

Mr. Sakik took refuge with an Iraqi Kurdish group last month, reportedly after falling out with the leader of the Kurdish Workers Party, Abdullah Öcalan. (AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

APRIL 13, 1998

## ***Iran Official Supports Mayor***

TEHRAN — Interior Minister Abdollah Nouri has called for a referendum to resolve a dispute over the arrest of Tehran's mayor, Gholam-Hossein Karbaschi, and has announced the creation of a center for his defense, the Iran Daily reported Sunday.

Mr. Karbaschi has been charged by the conservative-led judiciary with embezzlement, misappropriation of funds and mismanagement.

Mr. Nouri's moves were the latest sign of support for Mr. Karbaschi, a close ally of President Mohammed Khatami's. Mr. Karbaschi's arrest April 4 has brought into the open a clash between conservatives and moderates that has been brewing since Mr. Khatami's election last year. (Reuters)

WORLD NEWS

**ONIN**  
interactive

## Turkey scores win in anti-rebel Kurd fight

14 April 1998

Web posted at: 18:23 CEST, Paris time (16:23 GMT)

ANKARA (Reuters) - The Turkish military's dramatic abduction in northern Iraq of a Kurdish guerrilla mastermind was hailed Tuesday as a sign of Turkey gaining the upper hand in its bitter fight against armed separatism.

Special forces troops swept 43 miles deep into Iraq in U.S.-made helicopters to snatch Semdin Sakik, for years the main field commander in the Kurdistan Workers Party (PKK) rebel group. He was flown back to Turkey for questioning.

"The capture of Sakik ... is a turning point in the military struggle against the PKK," liberal columnist Hasan Cemal wrote in the Sabah daily.

Sakik, nicknamed "Fingerless Zeki" after losing his right thumb in combat, was the highest-ranking rebel captured in 13 years of conflict.

Following the rebel commander's arrest, Turkish troops backed by planes launched an operation against rebel bases along the Iraqi border Tuesday, Anatolian news agency said.

It said planes took off from two separate bases early in the morning and bombed the area around Cudi Mountain close to the Turkey's rugged border with Iraq. It was not immediately clear if there were any military or rebel casualties.

Sakik split with PKK leader Abdullah Ocalan last month in a dispute over tactics. His downfall underscored Turkey's assertions that the rebel group is falling apart under military assault.

"It is one of the symptoms of (Turkey's) success," Cemal wrote.

Despite Sakik's reputation for ruthlessness, Ocalan had publicly berated him for a poor showing against NATO member Turkey's well-equipped military.

A rough count compiled mainly from government figures shows a sharp increase in the rebel death toll in recent years and a slowing down of PKK attacks.

More than 27,000 troops, civilians and rebels have died since the PKK took up arms for Kurdish independence in 1984.

Rebel leader Ocalan last week repeated assurances that he no longer sought to wrench the mainly Kurdish southeast away from the rest of the country.

"Following a realistic policy of Kurdish independence does not mean changing the borders," he said in a call to military and civilian authorities for a cease-fire.

Politicians leave the fight against Kurdish separatism mostly to the generals, at a high cost diplomatically. Accusations of human rights abuses in the southeast have hindered Turkey's attempts to join the European Union.

Foreign analysts say Turkey will still have a Kurdish problem while the southeast remains an impoverished region denied the chance to assert its own ethnic identity.

"You can cut the PKK right down to the bone militarily but you may yet have millions of Kurds whose aspirations are not being satisfied," a Western diplomat said.

Previous attempts to capture or kill Sakik failed but he finally fell to a well-executed raid, dubbed "Operation Bat."

Turkish airborne troops, dressed as Iraqi Kurdish militiamen, landed near a road outside the northern Iraqi town of Dohuk early Monday morning, set up a roadblock and pulled the guerrilla from a car several hours later.

"Sakik bent down on his knees and put his hands up as soon as he stepped out of the car," the Sabah daily said. Nobody was wounded in the abduction, carried out in deepest secrecy.

wounded in the abduction, carried out in deepest secrecy.

## Turquie - Le dialogue ou la guerre, menace le chef du PKK

TUNCELI (Turquie), 12 avril, Reuters - A l'approche de la saison touristique en Turquie et alors que des combats ont lieu dans les environs de la station balnéaire d'Antalya, le chef du PKK menace d'intensifier les opérations de son mouvement kurde s'il n'obtient pas de réponse à son appel au cessez-le-feu et au dialogue.

De son côté, le Premier ministre Mesut Yilmaz s'est engagé à assurer la sécurité des zones touristiques.

"Si aucun signe de solution n'apparaît, la guerre sera intensifiée", a déclaré Abdullah Ocalan, tard samedi, à la télévision kurde. "Si la guerre a lieu, nous mettrons la pression sur les centres-villes, les bases militaires et les groupes anti-terroristes."

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan avait annoncé la semaine dernière avoir écrit à Mesut Yilmaz et aux généraux pour leur proposer une trêve et l'ouverture d'un dialogue afin de mettre un terme à 13 ans de conflit qui a fait plus de 27.000 morts.

Ankara a ignoré de précédents appels au dialogue du PKK et refuse de négocier avec cette organisation qu'elle considère comme un groupe terroriste.

Ocalan, recherché pour "trahison et crime contre l'Etat", assure que son groupe ne réclame pas un Etat indépendant pour le sud-est de la Turquie, mais une autonomie pour les Kurdes, au sein des frontières actuelles.

Les affrontements entre le PKK et l'armée, habituels dans le sud-est du pays, se sont récemment étendus vers la province méditerranéenne d'Antalya où, selon Mesut Yilmaz, cité par l'agence anatolienne de presse, les forces de sécurité avaient tué samedi 10 séparatistes kurdes. Un gendarme a également été blessé lors des combats qui se déroulent à quelque 25 km des plages d'Antalya.

Les autorités turques accusent aussi le PKK d'être à l'origine de l'attentat à la bombe qui a fait neuf blessés vendredi dans le centre touristique d'Istanbul.

Mais le Premier ministre a tenu à rassurer tant les Turcs que les vacanciers occidentaux: L'action de l'armée "aura des effets positifs (...) car nous savions depuis longtemps qu'ils (les rebelles) étaient là-bas (dans la province d'Antalya). Maintenant, elle est dans une large mesure nettoyée", a-t-il dit samedi.

---

## Le PDK "condamne" une opération militaire turque

ANKARA, 13 avr (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani a "fermement condamné" une opération militaire turque lundi en Irak du nord, lors de laquelle un ancien commandant des séparatistes kurdes de Turquie et son frère avaient été arrêtés et conduits en Turquie.

"Le PDK (...) condamne fermement l'opération turque et tient responsables les autorités turques pour cet acte grave et pour la sécurité des personnes enlevées, dont nos propres hommes", affirme un communiqué du PDK, reçu lundi soir par l'AFP à Ankara.

L'armée turque avait auparavant annoncé avoir arrêté dans le nord de l'Irak un ancien

commandant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et son frère et les avoir conduits en Turquie.

"Semdin Sakik et son frère Hasan ont été emmenés en Turquie après une opération menée par les forces spéciales turques à Dohouk", à quelque 60 km au sud de la frontière turco-irakienne, avait indiqué l'armée dans un communiqué.

Semdin Sakik, qui était en désaccord avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait fait défection de cette organisation le 16 mars et s'était livré au PDK, allié de la Turquie contre le PKK dans le nord de l'Irak.

Selon le communiqué du PDK, l'opération turque a été menée alors que Semdin Sakik et son frère ainsi que leurs gardes du corps "étaient en train d'être transférés vers un autre endroit plus sûr" dans la région d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien.

"Une équipe des forces spéciales turques a stoppé le convoi près de Qassrok, situé entre Dohouk et Aqra, et conduit Semdin Sakik et son frère par hélicoptère en Turquie", ajoute le texte. "Cet acte sape gravement les relations de bon voisinage et constitue une violation grave de la souveraineté de notre pays", affirme le document.

L'opération a été décidée "après le refus du PDK de livrer Semdin Sakik aux autorités turques", précisait le communiqué militaire turc.

Le 23 mars, le PDK avait indiqué que Semdin Sakik ne serait pas livré à la Turquie et qu'il était

---

## **Un responsable kurde condamné pour formation de "bande armée"**

Mer 15 Avr 98 - 13h43 GMT

ANKARA, 15 fév (AFP) - Le président du parti démocratique du Kurdistan (PDK-Bakur, parti turc pro-kurde), Hamdi Turanli, a été condamné mercredi par contumace par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara à 5 ans de prison et à près de 60.000 dollars d'amende pour avoir formé une "bande armée", a-t-on appris mercredi auprès de son avocat, Ferit Saatcioglu.

Hamdi Turanli, alias Hemres Reso, possède la double nationalité allemande et turque. Domicilié depuis plusieurs années en Allemagne, il avait été arrêté le 13 janvier à Ankara et incarcéré à la prison centrale de la capitale turque.

Il avait été libéré fin février à l'issue d'une première audience et était rentré en Allemagne.

"Je ferai appel du verdict dans les jours prochains mais je ne suis pas très optimiste", a déclaré à l'AFP Me Saatcioglu.

Le procureur de la Cour, Unal Haney, a demandé que M. Turanli soit condamné en vertu de l'article 7/1 de la loi anti-terroriste turque et non pas selon l'article 168 du code pénal sur la "formation d'association ou de bande armée" qui requiert une peine beaucoup plus lourde de 15 à plus de 22 années d'emprisonnement.

"Quoi qu'il en soit, la peine est lourde", s'est plaint son avocat.

Amnesty international avait lancé le 16 janvier dernier un appel pour la libération de M. Turanli, considéré comme un "prisonnier de conscience" et dont "la santé est en danger".

LUNDI 13 AVRIL 1998

Le Figaro

Conservateurs et réformistes s'affrontent

# Iran : tchador et ballon rond

*Les Iraniennes pourront jouer au foot. Mais pas question d'apparaître non voilées dans la presse...*

Les femmes, encore et toujours ! La République Islamique d'Iran n'en sort pas. A chaque fois que s'opposent les conservateurs et les réformistes – aujourd'hui, après l'arrestation de Gholamhossein Karbastchi, le maire de Téhéran –, la question des droits et des devoirs de la moitié de l'humanité persane resurgit.

Le vote, hier, par la majorité conservatrice au Parlement d'une loi interdisant aux journaux de publier des photos de femmes non voilées n'est pas une simple coïncidence. La proposition de loi avait été déposée en février par quatre-vingt-dix des deux cent soixante-dix députés au Majlis. Leur rêve purificateur a donc mis deux mois à se réaliser, et, comme par hasard, au cœur d'une crise pratiquement sans précédent dans l'histoire du régime fondé par l'ayatollah Khomeyni.

Paradoxalement, si l'on songe aux rapports conflictuels qu'entretiennent Téhéran et Washington, cette énième entorse au féminisme à l'occidentale a pour point de départ la publication dans la presse locale de photos de Paula, de Monica et des autres accusatrices de Bill Clinton ! Quoi qu'il en soit, le ministre de la Culture, Ataollah Mohadjerani, a estimé que le nouveau texte « n'était pas nécessaire ».



La loi interdisant les photos de femmes non voilées dans les journaux a pour point de départ la publication dans la presse locale de clichés de Paula, de Monica et des autres accusatrices de Bill Clinton. (Photo Thomas Haley/Sipa.)

## Une crise nationale exceptionnelle

Le passage de cette loi apparaît aussi comme une réplique à la décision, annoncée jeudi, d'autoriser les jeunes filles à pratiquer le football. « Le droit au sport est un terrain sur lequel les femmes iraniennes se sentent très fortes », souligne Fariba Adelkhah, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, qui vient de publier *Etre moderne en Iran* (1). « Elles ne réclament pas la mixité. Elles ne remettent pas en question la loi islamique. Elles demandent seulement des installations leur permettant de pratiquer le sport, comme les hommes : des

stades ou des piscines séparés, notamment. »

Cette affaire de foulard et de ballon rond survient donc au cœur d'une crise nationale exceptionnelle, à double titre : les conservateurs, qui détiennent encore la plupart des leviers de commande, tentent, en incitant le maire de la capitale, d'affaiblir – et pourquoi pas d'abattre – le président Khatami, un libéral élu en mai dernier par 70 % des électeurs.

D'autre part, et contrairement à la pratique, la controverse n'oppose pas seulement les professionnels de la politique. Fariba Adelkhah : « La société iranienne tout entière en discute. Les journalistes prennent part, y compris aux

micros des radios étrangères, et par conséquent sans se sentir en danger. » La nouveauté, souligne Fariba Adelkhah, « c'est la transparence du débat. Cette évolution sert la stratégie du président Khatami ».

Perceptible dès son arrestation, le 4 avril, la mobilisation populaire autour de Gholamhossein Karbastchi se confirme, jour après jour.

Elle est surtout sensible dans le camp des réformateurs, qui exploitent le capital de voix recueilli par leur leader, le très charismatique Mohammad Khatami.

Car, si les hezbollahi d'Isbahan crient : « Mort à Karbastchi », sept cents maires de villes et de villages écrivent au

président de la République leur soutien au maire emprisonné. Abdollah Nouri, le ministre de l'Intérieur, fait monter les enchères, en lançant l'idée d'un référendum.

« Si, dit-il, l'affaire du maire est une question d'envergure nationale, pourquoi une consultation ne serait-elle pas organisée pour en savoir plus sur l'opinion de la population ? »

**Claude LORIEUX**  
(avec AFP, Reuter)

(1) *Etre moderne en Iran*, Editions Kurthala, collection « Recherches internationales » (266 pages).

## **Un ancien commandant du PKK arrêté dans le nord de l'Irak et conduit en Turquie**

ANKARA, 13 avr (AFP) - L'armée turque a annoncé lundi avoir arrêté dans le nord de l'Irak un ancien commandant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) et son frère et les avoir conduits en Turquie.

"Semdin Sakik et son frère Hasan ont été emmenés en Turquie après une opération menée par les forces spéciales turques à Dohouk", à quelque 60 km au sud de la frontière turco-irakienne, a indiqué l'armée dans un communiqué.

Semdin Sakik, qui était en désaccord avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait fait défection de cette organisation le 16 mars et s'était livré au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani, allié de la Turquie contre le PKK dans le nord de l'Irak. Cette opération militaire a été décidée "après le refus du PDK de livrer Semdin Sakik aux autorités turques", précise le communiqué militaire.

Le 23 mars, le PDK avait indiqué que Semdin Sakik ne serait pas livré à la Turquie et qu'il était libre de se déplacer dans les zones du nord de l'Irak sous son contrôle.

Après le refus du PDK, les forces spéciales turques ont surveillé Semdin Sakik et découvert sa résidence à Dohouk. Lundi matin, l'ancien commandant du PKK et son frère ont été arrêtés alors qu'ils circulaient à bord d'un véhicule, selon le texte.

Selon la chaîne d'information en continu NTV, Semdin Sakik a été conduit en hélicoptère à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

Les représentants du PDK à Ankara n'étaient pas joignables dans l'immédiat. On ignorait si l'opération turque avait été menée avec l'assentiment du PDK ou si elle détériorerait ses relations avec Ankara.

Selon les analystes, elle pourrait constituer un moyen de sauver la face du PDK. Celui-ci, malgré son alliance avec Ankara, était peu désireux de livrer Semdin Sakik, de peur de susciter l'hostilité de la population kurde du nord de l'Irak.

Semdin Sakik, alias "Zeki-sans doigt" a été le commandant des rebelles du PKK dans le "Kurdistan nord", c'est-à-dire le sud-est anatolien selon la terminologie du PKK. Dans cette terminologie, le "Kurdistan sud" est le nord de l'Irak.

Les autorités turques le tiennent pour responsable du massacre de 33 soldats turcs sans armes, tués en mai 1993 dans la province de Bingol (sud-est) par des rebelles du PKK alors qu'ils voyageaient en autocar.

L'Etat turc pourrait demander la peine capitale contre Semdin Sakik, même si aucune peine de mort n'a été exécutée en Turquie depuis 1984.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", avait qualifié de "traître" Semdin Sakik après sa défection. Selon les journaux turcs, Ocalan et Sakik étaient en désaccord sur la stratégie à suivre pour le PKK et étaient aussi en concurrence pour la direction du mouvement.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est, région frontalière de la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

Le PKK utilisant le nord de l'Irak comme base arrière, l'armée turque y mène de fréquentes incursions. Depuis mai dernier, le PDK de Massoud Barzani est l'allié de la Turquie contre le PKK. En échange, la Turquie lui fournit une aide financière et militaire.

# La déroute des Kurdes du PKK

Ankara arrête deux responsables «historiques» du mouvement.

Istanbul de notre correspondant

**R**èglements de comptes internes, défections, revers militaires. Les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) d'Abdullah Öcalan traversent leur crise la plus grave depuis le début de leur lutte armée contre Ankara dans le Sud-Est anatolien, qui a fait 29000 morts depuis 1984. Un des commandants «historiques» du PKK, Semdin Sakik, a été arrêté hier en Irak du Nord par une équipe des forces spéciales turques. Il avait rompu avec le PKK le 16 mars dernier en même temps qu'un autre responsable militaire «historique», Cemil Bayik, pour se réfugier avec une partie de ses hommes chez le leader kurde irakien Massoud Barzani (président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak), allié d'Ankara. Ce dernier avait refusé de livrer à la Turquie les deux transfuges, qui dénoncent «la tyrannie» d'Öcalan. Semdin Sakik, surnommé «Zeki sans doigts», était le légendaire commandant du front du «Kurdistan-Nord», (c'est-à-dire le Sud-Est anatolien dans la terminologie du PKK), traqué depuis des années et plusieurs fois donné pour mort. Depuis plusieurs mois il était en conflit ouvert avec le leader de l'organisation séparatiste. Les autorités turques exultent, soulignant qu'il s'agit «du début de la fin du PKK».

**Déplacements de population.** Cette organisation militaro-politique a subi depuis 1993 une série de graves revers. Dénoncés par les organisations de droits de l'homme et les capitales européennes, la stratégie de répression de l'armée turque et les déplacements systématiques des populations suspectes de sympathie pour la guérilla se sont avérés redoutablement efficaces. Des milliers de villages et de hameaux ont été vidés et quelque trois millions de Kurdes ont fui le Sud-Est anatolien pour les grandes villes de l'ouest du pays. Les incursions répétées en Irak du Nord et l'alliance avec les *peshmergas*, les combattants kurdes irakiens de Massoud Barzani, ont permis d'éliminer les



Istanbul, 21 mars. Des Kurdes sympathisants du PKK célèbrent le Newroz, fête du printemps.

bases arrière du PKK, qui s'est ainsi retrouvé affaibli militairement et isolé dans la population. Le Conseil national de sécurité, où siègent tout à la fois les hautes autorités militaires turques, le chef de l'Etat Suleyman Demirel et le Premier ministre Mesut Yilmaz, avait ainsi estimé, lors de sa dernière réunion de fin mars, que «le terrorisme séparatiste était réduit à une dimension contrôlable», mais qu'il «fallait poursuivre des efforts économique-sociaux afin d'empêcher son renforcement».

**Processus difficile.** Mais, malgré son affaiblissement militaire, le PKK reste un interlocuteur difficilement contournable pour une solution du problème kurde en Turquie dans ses dimensions politiques et culturelles. Les déroutes subies auraient accéléré l'évolution interne de l'organisation. «Le PKK, qui lutte depuis quatorze ans, a commencé à comprendre qu'il lui faut devenir un parti politique urbain. C'est un processus difficile pour un mouvement de paysans pauvres et militaires, voire militaristes», analyse un expert qui désire rester anonyme.

L'intelligentsia kurde d'Istanbul résume l'enjeu en une formule: «Comment le PKK peut devenir l'OLP.» Il s'agit donc essentiellement de poursuivre la lutte pour les droits politiques, historiques et culturels

des Kurdes par des méthodes purement pacifiques, démocratiques et légales. La dernière lettre d'Abdullah Öcalan affirme n'être «ni contre l'Etat turc ni contre la présence de l'armée turque au Kurdistan», revendiquant «la réorganisation des rapports turco-kurdes au sein d'un Etat démocratique, sans changer les frontières du pays». Les autorités ont refusé catégoriquement, insistant sur le fait «qu'un Etat ne négocie pas avec les brigands». Les militaires soulignent que «le vrai danger pour la Turquie serait d'avoir à faire face à un mouvement séparatiste politique soutenu diplomatiquement par les alliés d'Ankara».

**Obstacle à l'entrée dans l'UE.** La République turque, directement inspirée du modèle jacobin, reconnaît aux Kurdes tous les droits individuels des autres citoyens turcs mais leur refuse toute existence collective. Ils sont entre 12 et 20 millions sur 65 millions de Turcs. Il est nécessaire de trouver un statut qui garantisse leurs droits culturels et politiques au sein de la Turquie. Les Européens rappellent régulièrement que les droits de l'homme et la non-solution du problème kurde restent parmi les principaux obstacles à une acceptation de la candidature d'Ankara pour l'Union européenne ●

MUSA AKDEMIR

# L'arrestation du maire de Téhéran met à rude épreuve le camp des modernistes

Dix jours après la mise en détention de Gholamhossein Karbastchi, l'une des figures de proue des modérés, pour « escroquerie et mauvaise gestion », les responsables politiques et religieux, ainsi que la presse, se déchirent publiquement

L'ARRESTATION du maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, pour corruption, n'a pas fini de faire des vagues. M. Karbastchi, l'une des figures de proue des modérés du régime, a été inculpé le 4 avril par un tribunal de Téhéran d'« escroquerie et mauvaise gestion » et placé en détention provisoire à la prison d'Evine, dans le nord de la capitale.

Le Parlement, selon des députés, devait tenir une session à huis clos mardi 14 avril sur cette affaire. Le ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, l'un des défenseurs les plus actifs de M. Karbastchi, pourrait, d'après les mêmes sources, être amené à s'expliquer, mercredi, devant le Majlis (Parlement).

M. Nouri, qui a appelé à la formation d'un comité de défense du maire, a déploré, lundi, que les Iraniens aient la « mémoire courte » et aient oublié tout ce que l'assainissement et l'embellissement de la capitale devaient à son maire. M. Nouri, qui avait aussi donné le feu vert à une manifestation de soutien à M. Karbastchi que des organisations étudiantes projetaient d'organiser mardi, a été accusé par le journal intégriste *Jomhuri Eslami* d'« attiser la crise en se posant en porte-parole d'une faction politique ».

A la suite d'un appel au calme lancé par le gouvernement, les étudiants ont annulé leur défilé, qui devait avoir lieu sous le slogan « Unité du peuple, pouvoir de Karbastchi ». A l'issue d'une réunion dimanche, le gouvernement avait « appelé les sympathisants du maire de Téhéran à se garder de manifester leurs sentiments et renoncer à organiser des manifestations en sa faveur en attendant que son cas soit pacifiquement résolu ».

Pour l'heure, si l'on en croit deux quotidiens conservateurs du soir, *Keyhan* et *Resalat*, M. Karbastchi reste en prison. Les deux journaux ont en effet affirmé, lundi, que la justice avait rejeté une demande de mise en liberté du maire. Cette annonce surprise est survenue alors que le quotidien *Hamchahri*, organe de la municipalité, parlait d'une libération « prochaine », et que le journal



gouvernemental Iran affirmait qu'il serait « remis en liberté aujourd'hui, jusqu'à son procès ».

Le journal Iran croyait pouvoir affirmer, citant des sources parlementaires, que la décision avait été prise après une réunion, samedi soir, des chefs des pouvoirs exécutif, le président Mohammad Khatami, judiciaire, l'ayatollah Mohammad Yazdi, et législatif, le président du Parlement Ali Akbar Nategh-Nouri.

D'après l'hodjatoleislam Mohseni Ejei, spécialiste des dossiers de corruption, le pouvoir judiciaire iranien prépare un procès public dont la date sera fixée par le juge d'instruction après « conclusion des interrogatoires et enquêtes préliminaires en cours ».

Les partisans de M. Karbastchi, qui ont lancé une vaste campagne politique pour le soutenir face aux attaques des conservateurs, approchent à ces derniers de vouloir « affaiblir » le gouvernement de M. Mohamad Khatami. *Hamchahri*, qui tire à plus de 300 000 exemplaires, a lancé une vaste campagne de mobilisation en appelant la population à « défendre le président Khatami et le maire ».

Mettant l'accent sur les réalisations de ce dernier, le quotidien de langue anglaise *Iran Daily* soulignait, lundi, que « le Téhéran d'au-

jourd'hui rend jaloux urbanistes, experts et autorités municipales de villes lointaines ». Dans le nord de la capitale, des graffitis pro-Karbastchi, comme « Vas-y, on te soutient », « Le maire est un héros », ont été tracés sur les murs.

Certains dignitaires du clergé chiite se sont publiquement interrogés sur la légitimité de l'arrestation du maire. L'ayatollah Nasser Makarem Shirazi a estimé que ce n'est pas « en montant les factions

l'une contre l'autre » que la crise pouvait être surmontée. Un autre dignitaire chiite, l'ayatollah Yousef Sanei, a estimé que les accusations retenues contre M. Karbastchi n'étaient pas véritablement fondées. Il s'agit, selon lui, de « cadeaux donnés [par le maire] à ses assistants pour les motiver. Le juge doit considérer ces cadeaux comme des récompenses pour ses directeurs », a-t-il expliqué.

L'avocat du maire, M<sup>r</sup> Bahman Keshavarz, qui n'a pas été autorisé à voir son client depuis son incarcération, a en quelque sorte adopté la même ligne de défense publiquement. Certaines charges pour corruption seraient simplement liées, selon lui, à des cadeaux offerts lors du départ d'un responsable de la municipalité.

Samedi, une conférence de presse de Kheiolnessa Asghari, l'épouse de M. Karbastchi, avait été annulée in extremis. M<sup>me</sup> Karbastchi, qui a rendu visite à son époux à la prison d'Evine, a expliqué aux journalistes présents à son domicile que le maire lui avait demandé de « ne pas s'adresser à la presse ». - (AFP, Reuters.)

## « Ultime examen » en justice pour le journaliste Morteza Firouzi

Le procès du journaliste Morteza Firouzi, condamné à mort en première instance, fait l'objet d'un « ultime examen » en appel, a déclaré le chef du service d'information du pouvoir judiciaire, Fotovat Nassiri Savad-Kouhi. Dans des déclarations rapportées, lundi 13 avril, par le journal *Keyhan*, ce responsable a affirmé que le cas de M. Firouzi, ancien rédacteur en chef du journal *Iran News*, accusé d'espionnage et d'adultère, était en cours d'examen par la Cour suprême. M. Savad-Kouhi a démenti que le verdict émis en première instance ait été « annulé » et a ajouté que le dossier suivait son « cours normal » devant la justice. Le ministre iranien de la culture, Ataollah Mohadjarian, avait indiqué, fin mars, que M. Firouzi bénéficierait d'un « nouveau procès » pouvant déboucher sur un « autre verdict ».

Début mars, Amnesty International avait affirmé que la condamnation à mort de M. Firouzi avait été levée après intervention du président Mohamad Khatami, et que l'affaire devait être de nouveau examinée par un tribunal. - (AFP)

## La Turquie annonce la capture d'un chef du PKK

ISTANBUL

de notre correspondante

Semdin Sakik, le plus important dirigeant militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été capturé lundi 13 avril par les troupes d'élite de l'armée turque au cours d'un raid lancé près de la ville de Dohuk, au nord de l'Irak. Apparemment en conflit avec le dirigeant du mouvement, Abdullah Oçalan, et craignant pour sa vie, Semdin Sakik, mieux connu

sous le nom de guerre « Zeki sans doigt », acquis après un accident qui lui avait coûté un doigt, s'était récemment rendu aux peshmergas kurdes irakiens du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Les autorités turques ont affirmé que, malgré des accords de coopération avec la Turquie, Massoud Barzani, le dirigeant du PDK, avait refusé de leur remettre son prisonnier.

En 1993, « Zeki » avait brutalement mis fin au cessez-le-feu unilatéral annoncé par le PKK en attaquant un bus transportant des jeunes soldats. Trente-trois membres des forces armées avaient trouvé la mort dans l'embuscade. « C'est un de nos plus grand succès depuis le début du conflit », a affirmé un porte-parole des forces armées après sa capture. Les autorités turques affirment que le PKK, confronté à la pression constante de l'armée turque, aurait des difficultés à recruter de nouveaux combattants et serait sur le point de s'effondrer.

Abdullah Oçalan a récemment lancé un appel au cessez-le-feu et

au dialogue, précisant que le PKK ne demandait pas la formation d'un Etat kurde indépendant. Le militant kurde a également menacé d'« intensifier la guerre », et de « faire pression sur les villes, les bases militaires et les équipes anti-terroristes », si le gouvernement turc n'accepte pas de négocier. Ankara s'y refuse.

Bien que visiblement affaibli, le PKK n'a pas perdu sa capacité d'action. L'armée demeure déployée en force dans le Sud-Est anatolien et dix militants kurdes ont été tués, vendredi, au cours d'affrontements près de la ville touristique méditerranéenne d'Antalya. Les autorités turques attribuent également au PKK l'explosion d'une bombe rudimentaire qui a légèrement blessé, vendredi, neuf personnes, dont trois touristes, sur la place de Sultanahmet, au cœur de la vieille ville historique d'Istanbul.

Nicole Pope

# A Claim of Mass Executions in Iraq

## 'Prison-Cleansing' Was Ordered by Saddam's Son, UN Report Says

By Barbara Crossette

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The government of President Saddam Hussein of Iraq has executed at least 1,500 people in the last year mostly for political reasons, a former Dutch foreign minister concluded in a report Tuesday to the UN Human Rights Commission.

Most of the deaths occurred during a "prison-cleansing campaign" in November and December ordered by Mr. Saddam's younger son, Qusay. He directs Iraq's special security organization, one of a number of armed intelligence agencies that sustain an atmosphere of terror in Iraq, diplomats based there say.

The report says that after Qusay Hussein's visit to one prison, Abu Gharib, large numbers of prisoners condemned to death or to sentences of 15 years or more were shot, hanged or electrocuted there and in other prisons. The families of those shot were forced to pay for the bullets used before they could claim the bodies.

The report was prepared by Max van der Stoel, a former foreign minister of the Netherlands, for the Human Rights Commission. It is in line with charges that Iraqi exiles have been leveling against Mr. Saddam's administration in recent months.

[On Tuesday, Iraq rejected the report's findings as being "in harmony with the hostile campaign led by the

United States of America and Britain," Reuters reported from Geneva. "Iraq confirms that this allegation is a mere fabrication and baseless lies," the Iraqi delegation said. "What may have happened is against ordinary criminals, murderers who committed crimes of armed theft and premeditated murder and were legally prosecuted and convicted according to the law."]

Reporting on human rights issues is virtually nonexistent inside Iraq, where news media are controlled and opposition to the president and his family is met with Draconian measures, including assassination and imprisonment without a fair trial.

The report followed a separate study carried out for the United Nations in March which concluded that Iraq leads the world in forced disappearances, with 16,000 people reported missing in the last decade.

The Clinton administration has made an improvement in Iraq's human rights record — along with a demonstrable end to prohibited weapons programs — a prerequisite to the lifting of economic sanctions that were imposed on Iraq in 1990 after the country's invasion of Kuwait.

The United States is likely to face pressures in the UN Security Council by the end of this month, however, to reward Iraq for what appears to be a new spirit of cooperation with arms inspections.

Mr. van der Stoel, who holds the title of United Nations Special Rapporteur on

Iraq, has been refused entry to the country since 1992. His survey, completed last month, is based on reports and documents smuggled out of Iraq as well as on information compiled from a number of sources by exiled Iraqi opposition groups. Mr. van der Stoel also collected information in Turkey because information often reaches that country through Iraqi Kurds who live in the border area.

His report paints a picture of persistent persecutions of Kurds, Shiite tribes in the southern marshes, Turkomans and other ethnic or religious groups. It describes a relentless pursuit of all political critics or would-be critics.

Among the instances of summary executions that Mr. van der Stoel cited were the killings in October of 14 military officers and politicians who were accused of planning an attempt on Mr. Saddam's life. In another instance, he said 23 people were sentenced to death, among them three military officers charged with "maneuvering" against the government.

Mr. van der Stoel received reports of the executions of army deserters, Islamic activists, Shiite tribe members and people connected with opposition groups that maintain offices in exile — including nine people with ties to a group called the Iraqi National Council and seven people associated with another group, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq.

As with other UN human rights investigators, Mr. van der Stoel guards his sources of information to protect them from retaliation. His work is given considerable credibility by many because he has been reporting on Iraq since the Gulf War.

"Iraqi law imposes life imprisonment and, in certain cases, death on anyone insulting the president," the report says. It notes that the Iraqi government explanation is that officials distinguish between criticism and insult, reserving death for the latter. Mr. van der Stoel said he found this distinction "neither convincing in theory nor reflective of the factual situation in Iraq."

Membership in political parties not officially working with the governing Ba'ath Party is punishable by death, the report says. And crimes against property can also bring the death penalty or, in

some cases, disfigurement. Iraqi thieves may be branded, or limbs may be amputated, or both. In December, Iraq executed four Jordanian students who had smuggled \$850 in auto parts into the country.

In addition to information about executions, the report detailed a continuing Iraqi policy of forcibly resettling people belonging to ethnic minorities — especially Kurds and Turkomans in Kirkuk, north of Baghdad — and of moving Arabs into that region. Mr. van der Stoel said Arabs were given incentives of money and apartments to settle in Kirkuk.

"Families who are perceived to be opposed to the regime, families who have relatives outside Iraq or in southern Iraq and those who have relatives in detention or executed are said to be the first targets of forced displacement," the

report said. It added that officials from the Ba'ath Party were given the power to move targeted families, often with as little as 24 hours' notice.

Iraq has told UN committees that it is fighting a rising crime wave brought on by the economic sanctions. The van der Stoel report challenges that explanation and also criticizes Iraq for not accepting for more than four years a Security Council plan allowing the limited sale of oil to raise money for food and medicine.

"Instead, the government of Iraq decided to rely only on domestic production to meet the humanitarian needs of its people — preferring to let innocent people suffer while the government maneuvered to get sanctions lifted," the report said.

## Military feared Sakik would be 'eliminated'

- The fact that the government did not know about the military operation to capture Semdin Sakik shows how the system is working in Turkey...

Editorial by Ilnur Cevik

There is an ongoing debate on whether the Turkish military did the right thing by sending a crack military squad into northern Iraq to apprehend Semdin Sakik, the PKK terrorist leader who gave himself up to the Iraqi Kurdish administration...

The military told the Turkish Daily News they had no other option but to capture Sakik and bring him back to Turkey because they felt they needed him alive and that they feared his life was in danger because of the lax security situation surrounding him...

That may well be true because the Turkish military shadowed Sakik for nearly a month and no one noticed. The fact that the military managed to grab Sakik so easily shows the rather lax security situation surrounding Sakik as well as the skills of the special Turkish military units involved in the action...

The military wants Sakik to spill the beans and that means trouble for many people at home and abroad who have been supporting the terrorist organization PKK, the Kurdistan Workers' Party led by Abdullah Ocalan. Sakik, the number two man of the PKK and the one who commanded most of its militants inside Turkey, must have much to tell to the Turkish military.

There are two losers in all this. One is the Kurdistan Democracy Party (KDP) led by Massoud Barzani who rules the Iraqi Kurdistan Autonomous Administration in northern Iraq, and the other is the minority coalition government led by Mesut Yilmaz. Sakik was under the KDP's custody and the fact that they lost him will no doubt hurt their credibility. The KDP will also be humiliated by their opponents, who will turn to them and say, "You were allies with Turkey and look what they did to you..." Now Turkey has to do something for the KDP to make amends...

What is sad in all this is the fact that the civilian rulers of Turkey have been left in the dark... Many government officials admitted they were unaware of the military operation but later tried to make amends by claiming they were informed about it but did not know the details. What is clear is that the military did this on its own and the civilians were sidelined. We are told even the Turkish national intelligence and security departments were unaware of the operation...

This will not look good for our government, which claims to be "in charge." We feel this kind of lack of coordination is unhealthy for our country, which has to get its act together if it really wants to deal with the growing threats all around us.



## **Tansu Ciller: un personnage controversé réprouvé par l'armée (bio-portrait)**

ANKARA, 16 avr (AFP) - L'ex-Premier ministre Tansu Ciller, qui fait l'objet d'une enquête parlementaire sur sa fortune personnelle décidée jeudi par l'assemblée turque, est un personnage charismatique mais controversé qui s'est attiré les foudres des militaires pour s'être allié avec les islamistes.

L'armée, gardienne farouche des principes laïcs de la république, n'a jamais pardonné à Mme Ciller d'avoir formé un gouvernement avec les islamistes en juin 1996 et, pire encore, d'avoir ainsi permis à leur chef, Necmettin Erbakan, de prendre le poste de Premier ministre.

Les militaires l'avaient alors vivement critiquée "pour ses petites manoeuvres politiques", l'accusant de placer ses ambitions au dessus des intérêts de l'Etat.

M. Erbakan est aujourd'hui interdit de politique, après la dissolution de son parti pour activités hostiles au régime laïc.

Accusée de corruption lorsqu'elle était au pouvoir, Mme Ciller risque de voir sa carrière politique se terminer dans les mois à venir si l'enquête parlementaire conclut à sa culpabilité et si elle est envoyée devant la Cour constitutionnelle.

Mme Ciller, élégante blonde de 52 ans, était parvenue, dans le sillage du président Suleyman Demirel, à devenir en juillet 1993 jusqu'en mars 1996 la première femme chef de gouvernement de la Turquie moderne.

Née à Istanbul en 1946, elle a fait ses études dans un établissement américain d'Istanbul, puis aux Etats-Unis. Elle a été notamment professeur d'économie dans des universités américaines et turques, et conseillère auprès de la Banque mondiale.

Mme Ciller a entamé sa carrière politique en 1990 comme adjointe de M. Demirel, alors chef du Parti de la juste Voie (DYP, droite), dans le cadre d'un renouvellement de l'image du parti, alors dans l'opposition.

Ministre d'Etat à l'Economie en novembre 1991, elle est élue en juin 1993 à la tête du DYP, succédant à M. Demirel, devenu chef de l'Etat.

Sa personnalité s'est imposée à son mari, Ozer, ancien banquier en faillite, qui a abandonné son nom de famille pour adopter celui de son épouse. Lui aussi fait l'objet de poursuites judiciaires pour corruption.

Député d'Istanbul, Mme Ciller est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie turque. Elle parle anglais et allemand et est mère de deux garçons.

---

## **Semdin Sakik: un homme poussé vers la rébellion par la pauvreté par Ceyhun ERGUVEN**

ANKARA, 17 avr (AFP) - L'interrogatoire de l'ex-chef des rebelles kurdes de Turquie Semdin Sakik, capturé au début de la semaine dans le nord de l'Irak par l'armée turque, révèle un cas assez typique d'homme poussé vers la guérilla par la pauvreté et le sentiment d'abandon plutôt que par l'idéologie.

Semdin Sakik, ancien commandant du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été transféré après sa capture à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, où il est toujours interrogé.

Selon des extraits de ses premières confessions, publiés vendredi par la presse turque, ses années de jeunesse ont été vécues dans la pauvreté et un sentiment d'abandon, inspiré notamment par son père.

Il est né en 1959, dans un champ où sa mère travaillait, près d'un village de la province de Mus, dans ce sud-est qui est la région la plus déshéritée de Turquie. Son père s'étant marié à trois reprises, il avait 18 frères et soeurs.

Une de ses soeurs, Adife, également membre du PKK, a été tuée par l'armée en 1985 et un frère, Seyyar, est encore au PKK, a-t-il indiqué. Un autre frère, Arif, a été capturé en même temps que lui.

Après ses études au lycée, il rentre dans son village natal pour travailler dans les champs de tabac.

Son père ne l'aime pas et ne le soutient jamais financièrement. Il vit de petits travaux, vendant des cigarettes dans les rues ou travaillant comme berger. Son père refuse de payer, selon la coutume locale, une dot de 150.000 livres turques, somme importante il y a 20 ans, alors qu'il en avait les moyens, pour qu'il puisse épouser une cousine.

Une dispute violente s'ensuit lors de laquelle Semdin blesse son père d'un coup de feu. Selon lui, son père tente par la suite de le faire tuer par des amis.

Il ne lui reste plus qu'à quitter la famille et en 1980, persuadé par un militant du PKK, il rejoint ce mouvement marxiste kurde dont il devait devenir le numéro deux.

Les autorités turques le tiennent pour responsable d'attaques ayant coûté la vie à 134 personnes, dont 84 soldats.

Semdin Sakik était tombé en désaccord avec le chef dictatorial du PKK, Abdullah Ocalan, et s'était réfugié à la mi-mars auprès du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani, allié de la Turquie.

Sakik, surnommé "Zeki-sans-doigt" car il lui manque un pouce, est passible de la peine capitale. Mais l'éventualité a été évoquée qu'il bénéficie d'une loi sur les repentis, destinée à encourager des militants du PKK à se rendre aux forces de sécurité.

Cette possibilité a toutefois indigné une partie de l'opinion, notamment des familles de militaires tués lors d'attaques ordonnées par Sakik.

---

### **L'opération de l'armée turque déborde sur le nord de l'Irak**

DIYARBAKIR (Turquie), 16 av (AFP) - L'armée turque a élargi à certains secteurs du nord de l'Irak son opération commencée le week-end dernier contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on appris jeudi de sources locales.

De petits groupes de soldats turcs sont entrés jeudi dans le nord de l'Irak contre certains objectifs du PKK situés à quelques kilomètres en territoire irakien, notamment dans les régions de Seranis, Kanimasi, Batufa et Begova, selon ces sources.

L'opération des forces turques en territoire irakien ne doit pas être considérée comme une incursion importante dans cette région, toujours selon les mêmes sources.

Safeen Dizayee, représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, allié d'Ankara dans le nord de l'Irak, a indiqué à l'AFP ne pas être au courant d'un débordement de l'opération de l'armée turque dans cette région.

Un dernier bilan annoncé par la super-préfecture de Diyarbakir faisait état de 81 rebelles tués dans cette opération de l'armée turque commencée le week-end dernier.

11 membres des forces de sécurité, dont un officier, ont également été tués dans les accrochages. Un rebelle a été capturé, avait-t-on ajouté de même source.

Des troupes turques soutenues par des hélicoptères et des avions ont lancé leur offensive pendant le week-end dans la région montagneuse de Besta, dans la province de Sirnak près de la frontière avec l'Irak. Elle a été élargie depuis mardi aux régions d'Uludere et Beytussebab, plus à l'est, ainsi que de Catak, plus au nord, dans la province de Van.

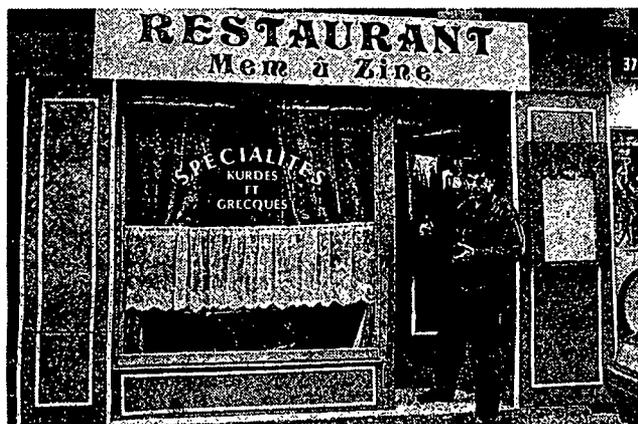
Depuis plusieurs années, l'armée turque lance de grandes offensives au début du printemps afin d'empêcher le PKK de se réorganiser après l'hiver.

Jeudi, cette opération se poursuivait dans un triangle situé entre les provinces de Siirt, Sirnak et Van, sur un territoire de quelque 1.200 km carrés.

Le PKK utilise le nord de l'Irak frontalier comme base arrière et l'armée turque y fait de fréquentes incursions contre ses positions.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le Sud-Est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

# Une table kurde à Cherbourg



Mem û Zîne, 35, rue de la Paix, à Cherbourg, (tél 02.33.93.92.73.) est ouvert tous les jours sauf le mercredi. Avec aussi des plats à emporter.

Suayip Adlig vient d'ouvrir à Cherbourg un restaurant voué aux spécialités de son pays. Il a été acteur, assistant-réalisateur, photographe... Kurde réfugié politique depuis treize ans en France,

La façade du restaurant, au 35 de la rue de la Paix à Cherbourg, est sobre. Mais dès que l'on passe la porte, l'atmosphère se fait chaleureuse. A l'image du nom de l'établissement, "Mem û Zîne", deux prénoms kurdes qui rappellent une belle légende, assez similaire à celle de Roméo et Juliette... « Ici, je reçois les gens comme s'ils venaient chez moi », insiste Suayip Adlig.

Ouvert dans le courant du mois de décembre, le restaurant propose midi et soir des spécialités kurdes et grecques. « Culturellement et humainement, ce sont des peuples très proches. Les Arméniens aussi d'ailleurs. Tous prennent leurs racines dans les premières civilisations de Mésopotamie. Et les Kurdes sont les créateurs du blé. » Au menu, on trouvera donc un choix de quatorze entrées, autant de plats de résistance et des desserts.

« La base de notre cuisine, c'est le gigot d'agneau, le poulet, le blé concassé et des légumes tels que le poivron et l'aubergine », explique Suiyap Adlig. Une cuisine colorée, qui se conjugue parfaitement en repas végétariens et appellera aussi, dans quelques temps, des plats de poisson...

La personnalité de l'hôte des lieux, elle aussi, vaut le détour. Kurde et fier de l'être, Suayip Adlig a longtemps collaboré avec le cinéaste Yilmaz Güney, rendu célèbre en Europe en 1980 avec le film *Yol*. Assistant et acteur, Suayip Adlig participera aussi aux films *Anxiété* et *Le troupeau*, réalisant entre temps des documentaires, sur les conditions de travail dans les plantations de tabac au Kurdistan par exemple, ou plus tard sur l'implantation des Kurdes en Suède.

Il suivra aussi Yilmaz Güney dans son exil politique en France, en 1983. Et à la mort de celui-ci, il lui rendra hommage dans un livre.

Installé dans l'Eure, Suayip Adlig va alors se consacrer à la photographie, travaillant avec le poète Yves Jouan, avec aussi en particulier une exposition intitulée *Les Kurdes, un peuple qu'on assassine* qui sera présentée dans le cadre des rencontres photographiques internationales de Normandie, à Rouen. Des clichés rappelant le Kurdistan que l'on retrouve aux murs du restaurant. « Mais ce sont de vieux tirages », s'excuse-t-il.

L'envie de bouger l'a conduit jusqu'à Cherbourg, une région qu'il avait déjà appréciée lors de vacances. « Le restaurant, c'est un contact différent, plus convivial. Ça calme l'esprit », ajoute-t-il avec un grand sourire. D'autant qu'il y travaille avec, côté cuisine, un musicien, Ibrahim Halil.

## Point de vue

### Ces Kurdes qu'on assassine

Une dépêche parmi tant d'autres, l'une de celles auxquelles on ne prête qu'une attention distraite parce que ça se passe ailleurs, que la situation ne change pas et qu'une autre dépêche, dans quelques jours, viendra recouvrir la précédente. Sachez donc qu'hier à Diyarbakir, en Turquie, soixante-trois rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été tués lors d'une offensive.

Les Kurdes viennent, comme cela hanter l'actualité, sorte d'empêcheurs de tourner en rond, qui compliquent un peu plus une situation difficile dans le Proche-Orient et jusqu'aux confins de l'Europe.

Oui, il existe un problème kurde. Il existe un drame kurde parce qu'il existe une nation kurde, que c'est indiscutable, que l'on s'efforce de faire comme si le problème n'existait pas et qu'on préférerait, en effet, qu'il n'existe pas. Mais ça ne va pas plus loin.

Parce que la nation kurde ne se cantonne pas dans une île, ni dans un désert déterminé privé de pétrole, mais elle s'étend (un peu comme les Basques) de part et d'autre de plusieurs frontières. Entre la Turquie, l'Irak et l'Iran notamment, ce qui suffit à tout compliquer.

On pourrait s'interroger. Ce qui complique tout, c'est peut-être justement que l'on pose le problème à l'en-

vers. C'est aussi que les régimes « hautement démocratiques » qui sévissent dans la région, ont l'habitude de faire dans la tendresse, et que les attentats ou même un génocide ne leur fait pas peur. On a vu un Saddam Hussein gazer sa population kurde comme on se débarrasse de chiots non souhaités.

La communauté internationale a, incontestablement, un déficit d'intérêt pour le peuple kurde. Or, on ne construira pas davantage la paix dans cette région du monde sur une injustice.

Les Kurdes, ce n'est pas un Etat qui défend âprement des prérogatives, c'est un peuple, fier et cultivé, qui souffre avec dignité d'être l'exclu de toute une région, lui dont la civilisation vient de celle qui a vu le jour il y a très longtemps en Mésopotamie.

Le peuple kurde, qu'on assassine depuis tant de temps, poursuit sa marche vers la liberté et l'indépendance chaque jour où tombent ses fils, en Turquie ou ailleurs. Il n'y a pas de dépêche banale. Le long drame continue de se vivre jour après jour.

Une exposition photographique, présentée à Louviers par Suayip Adlig, se tiendra prochainement à Cherbourg.

Il faudra bien que ce peuple étouffé, un jour, comme les autres, puisse vivre sa liberté.

Jean LEVALLOIS

J.L.

# L'enlèvement de Semdin Sakik par l'armée turque au Kurdistan irakien

JUUP

Une équipe de 40 hommes de forces spéciales turques transportés à bord de deux hélicoptères ont kidnappé dans la matinée du 13 avril Semdin Sakik, haut commandant du PKK qui s'était récemment réfugié auprès du PDK de Massoud Barzani. L'opération aéroportée a eu lieu près de la bourgade de Qasrok, située entre les villes de Dohouk et

Aqra à environ 60 km de la frontière turque. S.Sakik, son frère et les quelques gardes kurdes irakiens qui les accompagnaient vers Erbil, capitale kurde irakienne, ont été surpris par cette embuscade militaire turque préparée dans le plus grand secret, apparemment à l'insu du Premier ministre et du Ministre de la



défense. Arrêtés, Sakik et sa suite ont été transportés par hélicoptères à Diyarbakir, en Turquie.

Sakik, dit également Zeki sans-doigts, était le commandant militaire le plus célèbre du PKK. En conflit avec le chef de cette organisation, il s'était, le 16 mars, réfugié auprès de Barzani. Celui-ci s'était publiquement engagé le 23 mars à ne pas le rendre à la Turquie et avait déclaré qu'il serait libre de ses mouvements dans le Kurdistan irakien. Le chef du PKK, Ocalan, dans deux longues interventions sur MED-TV avait accusé Sakik de «trahison» et appelé la Turquie à le faire arrêter.

Dans un communiqué rendu public en début de l'après-midi du 13 avril, le secrétariat de l'état-major des armées turques annonce que l'opération du kidnapping de S.Sakik «dans le nord de l'Irak» a été décidée à la suite du refus réitéré du Parti démocratique du

Kurdistan irakien de le remettre aux autorités turques.

De son côté, le PDK, dans un communiqué publié quelques heures après le kidnapping, «condamne fermement l'opération turque et tient responsables les autorités turques pour cet acte grave et pour la sécurité des personnes enlevées, dont nos propres hommes». «Cet acte sape gravement les relations de bon voisinage et constitue une violation grave de la souveraineté de notre pays» ajoute ce communiqué qui indique par ailleurs que le kidnapping est intervenu alors que «Semdin Sakik, son frère, ainsi que leurs gardes du corps étaient en train d'être transférés vers un endroit plus sûr dans la région d'Erbil».

La Turquie considère le Kurdistan irakien comme son arrière-cour et y intervient à sa guise, en toute impunité. Depuis 1992 elle y a effectué 57 incursions militaires.

Par ailleurs, selon le quotidien turc Hürriyet du 8 avril 1998, le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a envoyé une lettre au Premier ministre turc, Mesut Yilmaz et au chef d'état-major turc, Ibrahim Hakki Karadayi pour proposer un cessez-le-feu dans la guerre du Kurdistan qui dure depuis août 1984.

Cependant, la Turquie, par la voix de son président S.Demirel a rejeté l'offre de cessez-le-feu du PKK. «L'État ne peut négocier avec des brigands» a déclaré, le 11 avril, le président turc à la presse.

Selon le «super-gouverneur» des provinces Kurdes Aydin Arslan, cité le 11 avril par l'A.F.P., plus de 29100 personnes dont «4600 membres des forces de sécurité, 4500 civils et plus de 20 000 terroristes séparatistes ont trouvé la mort en 14 ans de conflit armé opposant les troupes turques à la guérilla du PKK».

VENDREDI, 17 AVRIL 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 17, 1998

## Parliament Votes to Investigate Ciller

Reuters

ANKARA — Turkey's Parliament voted Thursday to begin an investigation of former Prime Minister Tansu Ciller on corruption charges that could lead to a trial against her in the country's highest court.

"The motion has been accepted," said Hasan Korkmazcan, the parliamentary speaker, in announcing the result of a show of hands in the National Assembly.

Prime Minister Mesut Yilmaz's Motherland Party had charged that Mrs. Ciller and her businessman-husband had accumulated vast wealth while she was in the government from 1993 to 1996.

Mrs. Ciller denies any wrongdoing and says the accusations are an attempt

to undermine her politically. She had the right to address Parliament on Thursday to defend herself but did not turn up.

Deputies from her rightist True Path Party walked out of Parliament in a debate before the vote.

Earlier, in a move to topple her conservative arch-rival, Mr. Yilmaz, Mrs. Ciller said that her party would ask Parliament for early elections. Elections are not due until the end of 2000.

But Mr. Yilmaz received a pledge of continued backing from a leftist party that should keep afloat his alliance, which has been under sustained pressure from the opposition for 10 months.

Deniz Baykal, the leftist leader, said at a news conference that the Repub-

lican People's Party would continue with the approach it has taken since the Yilmaz government was formed last June. Mr. Baykal had previously threatened to drop his support for the government if Mr. Yilmaz did not call elections this year.

The growing belief that the government will avoid early elections has strengthened Turkey's touchy financial markets. Istanbul's share index hit a high, up 7.08 percent at 4,092.40, after Mr. Baykal's comments Thursday.

The government needs the support of Mr. Baykal and his party's 55 deputies for a majority in Turkey's 550-seat Parliament. Mr. Baykal pledged to back the tax reforms and anti-Islamist measures that are Mr. Yilmaz's priorities.

# Iran Cleric Makes Plea For Unity

## *Khamenei Seeks to Mend Split Over Mayor's Arrest*

By Douglas Jehl  
New York Times Service

CAIRO — Iran's supreme leader called Thursday for unity as part of a renewed effort to head off a political rupture over a legal case involving the mayor of Tehran, who was freed from prison Wednesday.

In remarks broadcast on Iranian television, Ayatollah Sayed Ali Khamenei warned Iranians against trying to choose between rival branches of government. The branches' differences have been laid bare in the case, a flashpoint for moderates and conservatives who have been vying to shape the country's course.

But it remained apparent that many Iranians saw the episode as a symbol of the broader struggle for power.

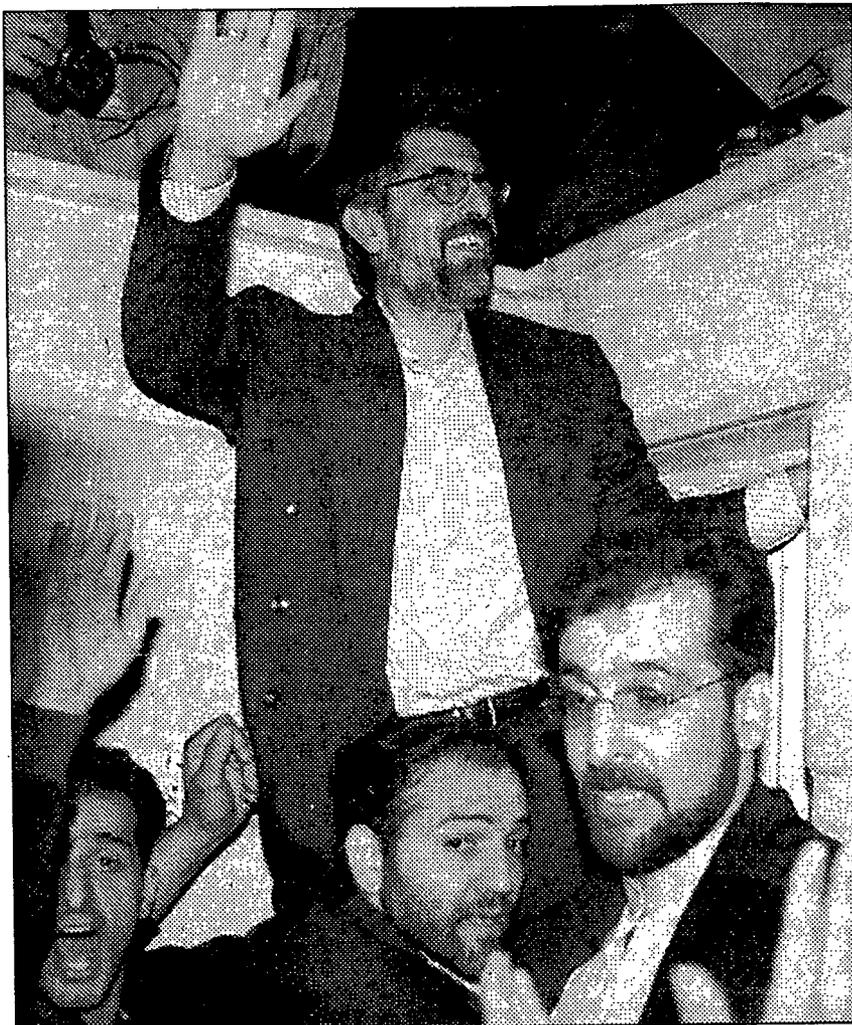
In Tehran on Thursday, hundreds of well-wishers flocked to the home of the mayor, Gholam-Hossein Karbaschi, where they chanted welcoming slogans, distributed celebratory sweets and erected a huge portrait of their hero at the end of his street. The visitors included top aides to President Mohammed Khatami, whose government has fiercely defended the mayor against corruption charges brought by the conservative-dominated judiciary and its leader, Ayatollah Mohammed Yazdi.

Mr. Karbaschi, 44, is a close ally of Mr. Khatami's, the moderate cleric who won an upset victory in May over candidates supported by the conservative establishment.

Many Iranian moderates regard the case against Mr. Karbaschi as part of a broader bid to obstruct Mr. Khatami's agenda. During the 11 nights the mayor spent in jail, their animosity had begun to erupt in street demonstrations.

The decision to free Mr. Karbaschi on bail was an undisguised effort by Ayatollah Khamenei to defuse those tensions, according to Iranian analysts and diplomats, as was the ayatollah's television appearance Thursday on the occasion of the Eid al Ghadir, a Shiite Muslim feast. In his remarks, Ayatollah Khamenei said that Iranians were "duty-bound" to support both the government and the judiciary and that "all forces" should "join hands to keep hoisted the flag of Islam with amity and sympathy."

As if to underscore that message, Ayatollah Khamenei was pictured seated in a chair, while on the floor beneath him were President Khatami; Ayatollah



Sayad/The Associated Press

Mayor Gholam-Hossein Karbaschi of Tehran, after his release on bail.

Yazdi; and Ali Akbar Nateq-Nouri, the conservative speaker of Parliament.

Under the law, Mr. Karbaschi could have been held without bail for a month. But his early release does not mean the charges against him have been dropped; he is still expected to face a public trial, although no date has been set.

A number of Mr. Karbaschi's top subordinates have been convicted of similar corruption charges as part of a broad inquiry begun by judicial officials began shortly after Mr. Khatami's victory.

### ■ U.S. Defends Persian Broadcasts

The State Department said a planned increase in U.S.-financed radio broadcasts to Iran was designed to "enrich" domestic political debate, not to undermine the Iranian government, Reuters reported from Washington.

Under pressure from the Republican-led Congress, the State Department has been discussing how to increase Persian-language broadcasts without derailing tentative steps toward U.S.-Iranian reconciliation initiated by President Khatami.

"The purpose of these broadcasts is not to beam anti-government propaganda into Iran," the State Department

spokesman, James Rubin, said Wednesday. "Rather, this new service would provide more detailed factual reporting on political, social and foreign policy issues affecting Iran."

"But no one should misinterpret this as an attempt to undermine the Iranian government or as in any way diluting the very clear position we have that we are encouraged by the developments in Iran."

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE

APRIL 17, 1998

## Sakik controversy continues

- The terrorist's capture is being discussed by the government, as well as by the KDP and the PKK, turning the Kurdish problem into the number one issue on the agenda once again
- Kurdish circles are discussing the possibility of a solution with or without the PKK, as well as the possibility of a cease-fire



### Mustafa Erdogan

Ankara - Semdin Sakik, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist who first surrendered to the forces of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in northern Iraq and then was brought to Turkey, has triggered heated debates in the ranks of the PKK, in the Kurdistan Democratic Party (KDP), and now in Turkey.

The Kurdish problem has become the number one item on the country's agenda once again. At a time when the Turkish army is more firmly in control of the situation than at any point in the past, various circles are debating whether a solution to the problem can be found with the PKK or without it.

The Sakik controversy began within the PKK in 1993, but his recent capture has drawn the KDP into the debate. Had Sakik been a "guest" of the KDP and, if so, had the KDP betrayed the trust of a person under its protection? Will the controversy cause the KDP to suffer a loss of military and political prestige? Turkey is also under scrutiny, concerning the actual date of the operation by which Sakik was brought to Turkey and the issue of whether the military had notified the government of the operation beforehand.

### Questions about Sakik

Had Sakik formed a gang of his own within the PKK? Did he mastermind the massacre of 33 soldiers in Bingol by collaborating with the so-called "Yesil?" Did he eliminate some of the PKK "commanders" who were coveting his own position in the organization? And, in the end, did he say "let us not fight anymore?" After Sakik sought refuge with the KDP forces, the PKK leadership announced that these issues had been debated in the ranks of the PKK for years, and urged all PKK circles to take part in the debate.

The KDP has had a power struggle with the PKK in some parts of northern Iraq from time to time, sometimes clashing with it due to "border security." When Sakik surrendered to the KDP, the latter found itself in the eye of the controversy. In the wake of the Turkish General Staff's special forces operation in northern Iraq, the KDP has been accused by certain circles of having condoned that development.

These circles have claimed that Sakik's surrender to the KDP was part of a "scenario" right from the start, and that no Turkish military operation had to be staged to capture him in northern Iraq and take him to Turkey, implying that Sakik had been willing to go to Turkey right from the start. They have asked why, if Sakik had genuinely sought refuge with the KDP, did the KDP fail to protect a "fellow Kurd in distress" and why the KDP failed to establish a "provisional base" for Sakik and other would-be PKK deserters in northern Iraq and thus create more room for maneuvering for itself. They have asked why the KDP would risk losing prestige in the eyes of people of Kurdish origin living in Turkey to whom the KDP has always attached great importance throughout its history.

The controversy has been even more complicated in Turkey. Sakik had caused Turkey many a headache and a special effort had been made to capture him during the Turkish military operations in staged in northern Iraq in the past five years. All of sudden, the Turkish government has Sakik in its hands. Why was the government not informed of the military operation in advance? Where exactly is Sakik being interrogated? Who is interrogating him? Why did the police officials not have any knowledge of the initial

interrogation? Has Turkey done a good thing by bringing Sakik to Turkey? Could Sakik not be used more effectively in other ways as a factor to speed up the PKK's disintegration?

Some of the TV channels have been trying to shape an anti-Sakik front, with one of them interviewing the relatives of the 33 soldiers whose deaths Sakik had ordered. Another TV channel, on the other hand, has argued that Sakik has been brought to Turkey too early. Some media establishments say that Turkey must draw rational conclusions from the PKK's disintegration process. They stress that the problems would not be over with the end of the PKK. They underline the need for tackling the core of the problem and to solve the problems of the people of the region.

Due to the Sakik incident the Kurdish problem has bounced back to the top of the agenda. The Republican People's Party (CHP) has been sending missions to the region for on the spot observations as part of its planned Southeast offensive. The names of persons suggesting "moderate solutions" to the Kurdish problem are coming to the foreground. One of these persons, Ibrahim Guclu, is returning to Turkey.

### **A solution without the PKK**

Once more the public is discussing the possibility of "a dialogue which does not involve the PKK." Observers recall that the Kemal Burkay-led Kurdistan Socialist Party (KSP) and the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) had launched an initiative which led to the 1993 cease-fire. Now the debate is whether a similar initiative could be launched, this time without the participation of the PKK, probably through the mediation of a number of "Kurdish intellectuals" who have remained outside these formations.

Speculation to this effect has upset the PKK leadership. PKK leader Abdullah Ocalan has accused Ibrahim Guclu, Samdin Sakik's brother Sirri Sakik, former deputies of the now defunct Democracy Party (DEP) Ahmet Turk and Sedat Yurtdas, and Democratic Mass Party (DKP) leader Serafettin Elci of "seeking reformist solutions." Also seen as a likely element to undertake such a mission is the "dialogue group" led by former True Path Party (DYP) deputy Abdulmelik Firat.

The feasibility of that alternative would depend on the degree of flexibility the PKK would display. The "Kurdish moderates" may make more vigorous efforts for a dialogue if the PKK lays down its arms, tries to shed its "terrorist" image in the eyes of the United States and other Western countries, and inspires some trust in the Turkish army. For the time being, these circles too seem upset due to the PKK's harsh stance. The tragic end of the 1993 cease-fire with the massacre of 33 young soldiers would make any effort for a new cease-fire quite difficult. Various segments of the public would demand a "guarantee" from the PKK on this issue.

### **A plausible cease-fire**

Meanwhile, PKK circles are trying to overcome the shock which Sakik's desertion caused them. After making a series of conflicting statements initially, the PKK leadership has started to say that Sakik's escape has allowed the PKK to rid itself of disorganized, unruly bands which have given it a "terrorist image."

Trying hard to turn Sakik's escape into a political advantage, the PKK leadership is maintaining that Sakik represented the undisciplined, trigger-happy part of the organization, and that his defection would not harm the organization either politically or militarily.

By making his major "commanders" appear on Med-TV programs one after another, Ocalan is trying to give an appearance of unity. Observers speculate that in the wake of the recent developments Ocalan will focus on political activities and gather around him younger persons whom he can rule more easily. These observers say that in an effort to create a "moderate" image Ocalan will launch a series of diplomatic offensives, the most important of which would be declaration of a "cease-fire" during the summer.

---

## Turkey and Israel to cooperate on new missile project

- Details of the enormous new project will be discussed during the upcoming visit of a Turkish delegation to Israel next month

**Metehan Demir**

20 April, 1998, Copyright © Turkish Daily News

Ankara - In an unexpected development, Turkey and Israel have decided to work on a new joint project to produce medium-range defensive missiles after the United States looked askance at earlier Tel Aviv-Ankara plans to include Turkey in the American-Israeli Arrow missile development, a senior military official said.

"During the recent Turkish-Israeli annual defense meeting held in Ankara at the end March, Israeli defense officials told us that the United States was deeply disturbed upon hearing of plans including Turkey in the Arrow missile development," said the military official.

"Therefore, Israel and Turkey decided to work on a new project which would be similar to the Arrow missile, which would have a range of approximately 150 kilometers, but its name and specifications would be different," he said.

The details of the enormous new project will be discussed during the upcoming visit of a Turkish delegation to Israel next month. Turkey has suffered from a lack of such defensive missiles in its arsenal, and concerns have been raised following Iran and Syria's efforts to increase their missile capacities, believed to be targeting Turkey and Israel.

Earlier, there had been Turkish-Israeli plans that envisaged involving Ankara in the Arrow missile program being developed by Israel and the United States. But Washington has long been keeping Turkey on a list of countries under the Missile Control Regime Systems concept which closes acquisition avenues to certain countries interested in buying missiles from European countries and the United States.

In March, a group of 30 Israeli defense officials visited Turkey to increase current defense industry cooperation between the two countries, the third annual gathering of key defense officials from both sides. The Arrow missiles were one of the key issues discussed during the meeting.

Meanwhile, the recent cooperation between Turkey and Israel has drawn the reproach of Middle Eastern countries like Egypt, Iran and Syria, who claim that this partnership is seriously damaging the strategic balance of power in the region.

Israel is currently upgrading 54 Turkish F-4 Phantoms in a deal worth \$632 million and recently won a bid to upgrade 48 Turkish F-5s Tigers for \$80 million. Israel also sold night-vision systems to Turkey last year.

In an earlier missile project, the two countries signed a memorandum of understanding for the joint production of hundreds of Popeye II missiles. The final agreement, which is expected to be concluded soon, will set production conditions for the 150-kilometer-range Popeye II missile. This is the advanced version of the Popeye I which is currently being used on F-16's and F-4's. MIKES will produce data-links for the Popeye II missiles, while another Turkish firm, Roketsan, will produce the ignition system and components. Israel's Rafael is to provide the technology.

Turkey also earlier decided to buy 200 Popeye I missiles from Israel, the deliveries of which started at the end of last year.

The defense links between Turkey and Israel were launched with a military training cooperation agreement signed in February, 1996. The second agreement came in August, 1996 with a defense industry cooperation deal. The military training accord involved reciprocal naval visits, the sending of delegations to military academies and the use of each other's airspace and seas for pilot training.

INTERNATIONAL

BOSTON - WEDNESDAY, APRIL 22, 1998

## With Rebels on Run, Turkey Gets Tougher

- A successful Army offensive and arrest of a Kurd leader may undermine hopes for a negotiated end to a guerrilla war.

**Sami Kohen**  
Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL, TURKEY

Turkey seems to have won the upper hand in its long and costly war against a Kurd separatist movement.

And amid new military gains against the rebel group PKK, or Kurdish Workers Party, Turkey's position has only hardened.

The prospect of a negotiated settlement with the group, which seeks a homeland for the region's ethnic Kurds, including 12 million in Turkey, appears to have faded.

Turkey is a key NATO ally that has increasingly sought to cement its special relationship with the United States, particularly since being snubbed earlier this year for membership in the European Union. The EU cited human rights concerns - including questions about Turkey's treatment of Kurds - as a reason it was not admitted.

The recent capture of a top PKK commander, Semdin Sakik, came amid an offensive in which Turkey's Army also claims to have killed scores of rebels in Turkey's southeast.

### 'Brink of collapse'

"The PKK has received a severe blow and is on the brink of total collapse," said a senior member of the Army's general staff April 17, speaking on condition of anonymity. "Now it is up to the government and other civilian organizations to resolve the region's economic and social problems, which are the real cause of the violence," he said.

Another military source, asked whether the "defeat" of the PKK might encourage Turkish authorities to listen to recent PKK overtures for a settlement, was blunt: "No one in Turkey would agree to negotiate with terrorists," he said. "We have always resisted any contacts with the PKK, and now that they are crumbling, there cannot be any question of ... acceptance of their conditions."

A call has gone up among liberal Turks, however, to go beyond economic and social reform in the region. There is debate over allowing Kurds to use their language in education, broadcasting, and official contacts.

"If we want this [military success] to be permanent, we have to deal urgently with other aspects of the problem," wrote Hasan Cemal, a prominent columnist for the daily newspaper Sabah, on April 17. "To secure economic well-being in the southeast is only one aspect; the other is to respect [Kurdish] identity and their rights to use their culture and language," he wrote.

### Army and government still at odds

Tensions remain high between the Army, which regards itself as guardian of the secular state founded by Mustafa Kemal Ataturk more than 70 years ago, and the civilian government. Prime Minister Mesut Yilmaz was not told about the raid to capture Mr. Sakik until the operation was over.

At the time the raid was being undertaken, PKK chief Abdullah Ocalan was making an appeal to both Mr. Yilmaz and to Gen I. H. Karadayi, the Army chief of staff. Mr. Ocalan proposed a cease-fire followed by a

dialogue, and stressed that he was not trying to establish an independent Kurdish state, which had previously been stated as the PKK's aim.

In a statement broadcast April 17 by a London-based Kurdish TV station, Ocalan pointed to the "Northern Ireland formula" as an example for Turkey. "I'm prepared to leave the arms and enable [talks]," he said.

But one senior government official says Ocalan is simply trying a new tactic. He says Turkey's "southeast problem" - officials still refuse to refer to it as a "Kurdish problem" - has no resemblance to the situation in Northern Ireland.

Public opinion, beyond that of the liberal elite, seems to favor a hard line. Many Turks blame the PKK for 14 years of terrorism, the deaths of 30,000 people, and a cost to Turkey of \$80 billion. Many have rallied for the execution of Sakik, who is likely to be tried for several guerrilla attacks, including one that killed 33 Turkish soldiers in 1993.

---

## No Progress in Iraq

"It was clearly apparent that all sites had undergone extensive evacuation. In all the sites outside of Baghdad, for example, there were no documents and no computers. The buildings were largely empty. ... Iraq's explanation for this was that such measures were taken in anticipation of a military strike."

So much for the United Nations' victory in winning access to Iraq's "presidential sites."

This was the issue, you recall, that stymied UN inspections of Iraqi nuclear, chemical and biological weapon capabilities, led to a buildup of U.S. forces in the Gulf and culminated in February in a deal negotiated by UN Secretary-General Kofi Annan with Iraqi dictator Saddam Hussein — a deal portrayed by the Clinton administration as a victory for its combination of diplomacy and show of force.

Now UN weapons inspector Charles Duelfer has reported to Mr. Annan. He notes that Iraqi cooperation since the agreement has been "satisfactory" and that the presence of senior diplomats, added to inspection teams by order of the Annan-Saddam agreement, "worked out generally well." But his report raises questions about who really gained from the months-long crisis that Saddam generated.

The Clinton administration said the presence of diplomats and Mr. Annan's promise to respect Iraq's "national security, sovereignty and dignity" would not make inspections more cumbersome. In fact, Mr. Duelfer says diplomats did at times challenge and argue with UN inspectors, "supporting Iraqi views against those of Unscorn," as the inspection commission is known. "Such problems are likely to re-emerge in the future, especially when true no-notice inspections are conducted," he said.

Iraqis outnumbered inspectors by

ratios of 5 to 1, at times so crowding inspectors that their work was impeded. With 25 UN vehicles and 50 or more Iraqi vehicles, "convoy at times exceeded a kilometer in length."

Administration officials insisted in February that, despite new intermediaries reporting to Mr. Annan, Saddam had not succeeded in undermining the inspectors' authority. But Mr. Duelfer notes that, when Iraqis objected to inspectors' plans at the presidential sites, they engaged directly with Mr. Annan, not with the inspectors. "This has important implications for the authority of Unscorn and its chief inspectors," Mr. Duelfer says.

Having had plenty of time to sanitize the palace sites, Iraqi officials now maintain that they have fulfilled their obligations and may not have to let inspectors back in. As Mr. Duelfer wrote, "One major aspect of the agreement, involving the continuing nature of such access, is still unresolved, merely postponed." Indeed, Baghdad last week resumed agitating for a lifting of sanctions and an end to inspections.

It is worth recalling that the point here was not to tour Saddam Hussein's palaces but to determine whether Iraq, a defeated aggressor, had given up its weapons of mass destruction, as promised. Toward that goal almost no progress has been made in the past six months, according to chief UN arms inspector Richard Butler; in fact, all evidence points to the contrary.

Soon Iraq, friends and would-be commercial partners can be expected to resume lobbying for a phony certificate of compliance. The last time that happened, America found itself with no appealing options. One wonders whether it is using this interval to put itself in a more advantageous position next time around.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 20, 1998

## **L'ancien commandant des rebelles kurdes risque la peine de mort**

Sam 18 Avr 98 - 11h34 GMT

ANKARA, 18 avr (AFP) - L'ancien commandant des rebelles kurdes de Turquie, Semdin Sakik, capturé lundi dernier par l'armée turque dans le nord de l'Irak et transféré en Turquie, pourrait être condamné à mort lors de son procès, a annoncé samedi un procureur turc.

"Les crimes de Semdin Sakik méritent la condamnation à mort et je demanderai la peine capitale lors de l'ouverture de son procès", a déclaré à Diyarbakir (sud-est de la Turquie) le procureur Nihat Cakar, à la télévision privée NTV.

Semdin Sakik, alias "Zeki-sans-doigt", car il lui manque un pouce, ancien commandant du parti séparatiste kurde PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), a été un des hommes les plus recherchés du PKK par la sécurité turque.

En désaccord avec le chef actuel du PKK, Abdullah Ocalan, il s'était livré le mois dernier au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), une formation kurde irakienne alliée de la Turquie contre le PKK. Selon des journaux turcs, les deux hommes se disputaient la tête du PKK.

Les autorités turques tiennent Semdin Sakik pour responsable, entre autres, du massacre de 33 soldats turcs sans armes, tués en mai 1993 dans le sud-est de la Turquie par des rebelles du PKK alors qu'ils voyageaient en autocar.

L'article 125 du code pénal turc sanctionne les actes visant à "diviser le territoire turc pour y créer un autre Etat" ou à "mettre une partie du territoire turc sous la souveraineté d'un autre Etat".

Semdin Sakik avait été capturé lundi dernier par une équipe de la marine turque à Dohuk, dans le nord de l'Irak, et transféré par hélicoptère en territoire turc. Depuis, il est interrogé par les services secrets, à Diyarbakir.

Le PDK a condamné l'opération militaire turque qui s'est déroulée dans une zone sous contrôle de la formation kurde irakienne. Il a estimé que cela nuisait aux bonnes relations qu'entretiennent habituellement le PDK et Ankara.

Selon l'armée turque, l'opération de capture a été décidée "après le refus du PDK de livrer Semdin Sakik aux autorités turques".

Le PKK utilise le nord de l'Irak frontalier comme base arrière et l'armée turque y fait de fréquentes incursions contre ses positions.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Il opère dans le sud-est de la Turquie, une région frontalière de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie où il veut créer un Etat kurde indépendant.

Plus de 29.000 personnes ont péri dans le conflit entre les autorités turques et le PKK.

---

## **Le maire d'Istanbul condamné à 10 mois de prison pour propos subversifs**

Mar 21 Avr 98 - 08h11 GMT

DIYARBAKIR (Turquie), 21 avr (AFP) - Le maire islamiste d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, a été condamné mardi par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir (sud-est) à 10 mois de prison ferme pour des propos "visant à la provocation raciale et religieuse", a-t-on appris dans cette ville de source judiciaire.

M. Erdogan, ex-membre du parti islamiste de la Prospérité (Refah, dissous), avait présenté les mosquées comme "les casernes" de son parti, lors d'un discours prononcé en décembre dernier dans la province de Siirt (sud-est). "Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les croyants nos soldats", avait-il dit.

Le tribunal a condamné d'abord M. Erdogan par contumace à un an de prison et commué la peine ensuite à dix mois de prison, indiquant qu'il n'y avait pas lieu d'accorder un sursis.

## **L'Etat turc poursuit tous azimuts sa lutte contre les menées islamistes**

Mar 21 Avr 98 - 12h24 GMT

ANKARA, 21 avr (AFP) - La condamnation mardi du maire d'Istanbul et les arrestations opérées dans les milieux d'affaires islamistes réaffirment la volonté de l'Etat turc, au sein duquel l'armée joue un rôle moteur, de poursuivre tous azimuts son offensive contre ce qu'il perçoit comme la menace islamiste contre le régime laïc.

Le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, une des figures les plus en vue du mouvement islamiste turc, a été condamné par une Cour de sûreté de l'Etat à 10 mois de prison ferme pour des propos constituant une "provocation explicite du peuple à la haine par discrimination religieuse, raciale ou régionale", devenant le deuxième maire d'une grande ville turque à risquer d'aller en prison pour ce crime.

"Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupes nos casques et les croyants nos soldats", avait dit M. Erdogan dans une déclaration publique l'an dernier.

Si sa peine est confirmée par la Cour de cassation, M. Erdogan, quadragénaire crédité d'une bonne gestion de l'immense métropole d'Istanbul et considéré par beaucoup comme un futur chef des islamistes en Turquie, sera déchu de son mandat de maire et ne pourra plus se présenter à des élections, voyant ainsi sa carrière politique terminée.

Considéré comme appartenant à la tendance dure du mouvement islamiste, M. Erdogan avait rallié le parti de la Vertu (Fazilet), après la dissolution en janvier du Refah par la Cour constitutionnelle pour activités contraires au régime laïc.

Un autre maire islamiste, celui de Kayseri (centre), Sukru Karatepe, avait été condamné, sous le même chef d'accusation, à un an de prison en 1997, peine confirmée en appel. Ayant obtenu un sursis d'incarcération, M. Karatepe n'a pas encore commencé sa peine.

Par ailleurs, la police a procédé dans la nuit de lundi à mardi à une vingtaine d'arrestations dans les milieux d'affaires islamistes, dans le cadre d'une enquête lancée par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

Ces opérations, sans précédent dans les milieux d'affaires islamistes, ont été effectuées à Ankara, Adana (sud), Bursa (ouest), Istanbul et Kayseri. Elles visaient des entreprises et leurs dirigeants soupçonnés d'être impliqués dans le blanchiment de fonds d'origine frauduleuse et le transfert illégal d'argent à des organisations islamistes.

Le gouvernement de coalition du conservateur Mesut Yilmaz avait annoncé fin mars une série de mesures de lutte contre le fondamentalisme musulman, après avoir reçu une sévère mise en garde de l'armée, gardienne farouche du régime laïc, qui avait mis en cause sa performance dans le combat contre l'extrémisme religieux, danger numéro un pour le régime, selon elle.

Cinq sous-préfets et trois maires islamistes ont déjà été déférés en justice pour menées islamistes dans le cadre des mesures annoncées par M. Yilmaz.

Ce dernier dirige un gouvernement de coalition tripartite pro-laïc depuis juin 1997. Il avait succédé à un gouvernement de coalition à dominante islamiste dirigé par Necmettin Erbakan, ex-chef du Refah qui a été interdit de politique pour 5 ans aux termes du verdict de la Cour constitutionnelle.

---

## **Opération policière dans les milieux d'affaires islamistes: 20 arrestations**

Mar 21 Avr 98 - 07h21 GMT

ANKARA, 21 avr (AFP) - La police turque a procédé dans la nuit de lundi à mardi à une vingtaine d'arrestations dans les milieux d'affaires islamistes, dans le cadre d'une enquête lancée par le Cour de sûreté de l'Etat (MGK) d'Ankara, a rapporté mardi l'agence Anatolie.

Les opérations de la police, effectuées notamment à Ankara, Adana, Bursa, Istanbul et Kayseri visaient des entreprises et leurs dirigeants soupçonnés d'être impliqués dans le blanchiment de fonds d'origine frauduleuse et le transfert illégal d'argent à des organisations islamistes, selon Anatolie.

La majorité des personnes arrêtées dans cette opération sans précédent dans les milieux d'affaires islamistes, sont membres de l'Association des Hommes d'Affaires et Industriels indépendants de Turquie (MUSIAD), connue pour ses positions pro-islamistes, notamment pour son opposition au système bancaire à intérêts, interdit par la religion musulmane.

Parmi les personnes toujours recherchées par les forces de sécurité se trouve le fils d'Ekrem Pakdemirli, un ancien

ministre d'Etat responsable de l'économie, membre du parti de la Mère patrie (Anap, droite) du Premier ministre Mesut Yilmaz.

M. Yilmaz avait annoncé fin mars un programme de lutte contre les institutions et organismes pro-islamistes, après une sévère mise en garde de l'armée, gardienne farouche du régime laïc, qui avait mis en cause la performance de son gouvernement dans le combat contre l'extrémisme religieux.

M. Yilmaz dirige un gouvernement de coalition tripartite pro-laïc depuis juin 1997. Il avait succédé à un gouvernement de coalition à dominante islamiste dirigé par Necmettin Erbakan, dont le parti de la Prospérité (Refah) a été dissous en janvier par la Cour constitutionnelle pour activités contre le régime laïc. M. Erbakan a été interdit de politique pour 5 ans.

---

## **Ankara refuse à une députée européenne de voir une ex-députée kurde en prison**

ANKARA, 21 avr (AFP) - Une députée du parlement européen s'est plainte mercredi que les autorités turques lui aient refusé une autorisation de rendre visite à une ex-députée kurde, Leyla Zana, emprisonnée à Ankara.

"Malheureusement ça s'est passé comme d'habitude (...) Le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem m'avait dit lundi qu'il n'était pas en mesure de transmettre ma requête", a déclaré à l'AFP Mme Claudia Roth, députée allemande des Verts qui est à Ankara pour une réunion de la commission parlementaire mixte Turquie-Union Européenne (UE).

"Evidemment, c'est n'importe quoi (...) Depuis l'entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Union Européenne et la Turquie je n'ai pas obtenu d'autorisation de visiter Mme Zana", a-t-elle ajouté.

L'accord d'union douanière euro-turc est en vigueur depuis janvier 1996.

Leyla Zana, 36 ans, ex-députée du parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) dissous en 1994 pour activités séparatistes, purge une peine de 15 ans de prison pour "appartenance" au PKK. Le parlement européen lui avait décerné en 1995 son prix Sakharov pour la liberté d'expression.

La presse turque, citant des sources proches du ministère des Affaires étrangères, a affirmé que Mme Roth n'avait pas fait une demande en bonne et due forme.

Mme Roth a précisé qu'elle s'était rendue mercredi devant la porte de la prison, et qu'elle avait remis aux responsables de l'établissement un bouquet de fleurs pour Mme Zana et rencontré son avocat, Yusuf Alatas.

---

## **M. Juncker conteste avoir été l'"exécutant de Kohl" contre l'adhésion d'Ankara**

Mar 21 Avr 98 - 13h36 GMT

BONN, 21 avr (AFP) - Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a jugé "absurdes" les propos de son homologue turc Mesut Yilmaz le taxant de simple exécutant du chancelier allemand Helmut Kohl dans le rejet de l'adhésion d'Ankara à l'UE, dans l'hebdomadaire Stern à paraître jeudi.

"Je suis un ami d'Helmut Kohl mais pas son receveur d'ordres", a souligné M. Juncker. Son pays occupait la présidence tournante de l'Union européenne en décembre, lorsque les Quinze avaient exclu la Turquie des négociations d'adhésion au sommet de Luxembourg.

Dans une interview à l'hebdomadaire Die Zeit paru jeudi, M. Yilmaz s'en était une fois de plus pris à l'Allemagne, l'accusant d'être la première responsable de sa mise à l'écart de l'UE.

Selon lui, sans les "injonctions" de M. Kohl, la Turquie serait aujourd'hui "sans le moindre doute" sur la liste des pays candidats. "A notre connaissance l'ancien président de l'UE Juncker n'a fait qu'appliquer les ordres du chancelier allemand", avait-il ajouté.

M. Juncker a souligné que l'UE attendait de la Turquie "uniquement ce qu'elle exige des autres candidats", notamment "le respect des droits de l'homme" et "le règlement de tous les conflits frontaliers".

"La Turquie doit bouger pour que l'on puisse reparler d'une adhésion", a ajouté le Premier ministre luxembourgeois. Il a réaffirmé qu'au sommet de décembre, aucun participant ne s'était prononcé en faveur de l'adhésion turque.

Cette question a plongé les relations germano-turques dans une passe délicate et M. Yilmaz a multiplié ces derniers temps les déclarations hostiles à l'Allemagne et au chancelier Kohl.

---

# Le génocide arménien victime du « négationnisme d'Etat »

LE PREMIER génocide du siècle, celui des Arméniens en 1915, n'est toujours pas reconnu par le pays qui l'a commis, la Turquie. La République turque, héritière du gouvernement jeune-turc au pouvoir pendant la première guerre mondiale, refuse l'idée que celui-ci ait eu l'intention d'exterminer les Arméniens et rejette le bilan, supérieur à un million de morts, généralement retenu. « Imaginons un Faurisson ministre, un Faurisson président, un Faurisson général, un Faurisson ambassadeur, un Faurisson président de la Commission d'histoire turque », écrit l'historien Pierre Vidal-Naquet.

Ce « négationnisme d'Etat » a été au centre du colloque international intitulé « L'actualité du génocide arménien », qui a eu lieu du 16 au 18 avril à la Sorbonne, à Paris, à l'initiative du Comité de défense de la cause arménienne. La date avait été choisie pour commémorer, avec quelques jours d'avance, la rafle du 24 avril 1915 dont a été victime l'intelligentsia arménienne d'Istanbul. Celle-ci a donné le signal des déportations en masse vers les déserts de Syrie et de Mésopotamie, parsemés de massacres tout au long du chemin. Ceux qui avaient survécu à cette épreuve sont morts pour la plupart de faim et de soif ou ont été exécutés, au cours de l'hiver 1915-1916, dans les camps de concentration sommairement établis, tels que Deir el-Zor, en Syrie.

Voici le tableau d'ensemble tracé en 1916 par l'historien Arnold Toynbee, qui avait été chargé par le gouvernement britannique d'un rapport sur la situation des Arméniens dans l'Empire ottoman. « La façon de procéder était systématique au plus haut degré. En fouillant toutes les maisons, l'une après l'autre, de chaque ville, ou de chaque village, on réunissait toute la population arménienne. Chaque habitant était poussé dans la rue. Lorsqu'ils étaient parvenus à une certaine distance, les hommes étaient séparés des femmes et

conduits dans les montagnes, où ils étaient tués à coups de fusil et de baïonnette par les soldats ou par les tribus kurdes que l'on avait appelées pour aider au massacre. On envoyait les femmes, les enfants et les vieillards sous la garde des soldats les plus vils - beaucoup de ces derniers avaient été tirés de prison à cette fin - vers le lieu de leur destination lointaine, le plus souvent le grand désert qui s'appelle Deir el-Zor et qui se trouve à l'est d'Alep, dans la direction de l'Euphrate. Ces malheureux, marchant toujours à pied, se voyaient sans cesse chaque jour poussés en avant par les soldats, battus par eux, ou bien abandonnés à la mort s'ils ne pouvaient avancer avec la caravane. »

## ARCHIVES INACCESSIBLES

Les rapports des consuls étrangers, en particulier ceux d'Allemagne et des Etats-Unis (deux pays qui avaient alors des relations diplomatiques avec l'Empire ottoman, le premier étant même son allié), confirment cette description. Les témoignages des survivants vont dans le même sens. Mais l'accès aux archives turques est extrêmement difficile, et certaines d'entre elles restent même totalement fermées. Beaucoup de convois sont passés par Alep. Or, constate l'historien français Raymond Kévorkian, les dossiers de la « sous-direction des déportés » de cette ville sont toujours inaccessibles.

Ara Sarafian, un jeune chercheur américain en histoire à l'université du Michigan, qui a pu un moment travailler aux Archives ottomanes d'Istanbul, est désormais interdit d'entrée à celles-ci. « La thèse officielle est que les Arméniens étaient des rebelles prêts à passer du côté des Russes [ NDLR: alors en guerre avec les Ottomans, auxquels ils venaient, en janvier 1915, d'infliger une sévère défaite dans le Caucase ], et qu'il fallait les éloigner du front. Les autorités m'ont ainsi permis de consulter les télégrammes de

Talat Pacha, le ministre de l'intérieur jeune-turc, ordonnant les déportations, qui illustrent cette thèse. Mais rien sur la façon dont se sont déroulées ces déportations, qui ont eu lieu partout et pas seulement près du front, ni sur leur résultat », explique-t-il.

Un historien allemand d'origine turque, Fikret Adanir, apporte un éclairage intéressant sur le refus persistant de la Turquie de reconnaître le génocide. L'opinion turque continue en effet d'avoir une mentalité de victime à propos de la première guerre mondiale, estimant que le peuple turc a failli disparaître dans la tourmente provoquée par la défaite et le démantèlement de l'Empire ottoman.

Dans ce contexte, la « réinstallation forcée » des Arméniens est présentée comme une nécessité de guerre. Le nombre des Arméniens tués serait dû avant tout au conflit et aux malheurs qui l'ont accompagné, ce qui permet d'évacuer toute culpabilité. En outre, la naissance d'une classe bourgeoise en Turquie est liée aux spoliations dont ont été victimes les minorités grecque et arménienne, ce qui rend le sujet encore plus tabou.

De nombreux participants à ce colloque ont appelé de leurs vœux une extension du champ de la loi Gayssot de juillet 1990, qui punit la contestation du génocide perpétré par les nazis contre les juifs au cours de la seconde guerre mondiale, afin que celle-ci puisse inclure la négation du génocide arménien. Tous ont souhaité la reconnaissance de celui-ci par la Turquie. Mais quelle serait alors l'étape suivante, s'est interrogé Richard Hovannissian, professeur à l'université de Californie ? Une telle reconnaissance suffirait-elle par elle-même ou servirait-elle de base à une demande de réparations ?

Dominique Dhombres

23 AVRIL 1998

Le Monde

## Le maire d'Istanbul a été condamné à dix mois de prison

Il est accusé d'incitation « à la haine par discrimination »

ISTANBUL

de notre correspondante

Signe que l'offensive des institutions étatiques contre les militants islamistes s'intensifie, la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a condamné, mardi 21 avril, le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, à une peine de dix mois d'emprisonnement pour avoir « incité le peuple à la haine par discrimination religieuse, raciale ou régionale », alors même que le procureur avait requis l'acquiescement. Plusieurs avocats, défenseurs de la laïcité, s'étaient également prononcés en faveur de son acquittement, affirmant qu'aucun crime n'avait été commis.

« Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casques, et les croyants nos soldats », avait déclaré Recep Tayyip Erdogan, lors d'un discours prononcé en décembre 1997 dans la ville sud-anatolienne de Siirt. Comble de l'ironie, la citation était extraite d'un poème de Ziya Gökalp (1876-1924), qui est considéré comme un des principaux idéologues du nationalisme turc et un des précurseurs du kémalisme.

### PLUSIEURS ARRESTATIONS

Populaire grâce à sa bonne gestion de la chaotique métropole, depuis son élection en mars 1994,

Recep Tayyip Erdogan semble désormais avoir des ambitions qui dépassent les rives du Bosphore. Membre de l'aile « réformiste » du Parti de la Vertu (FP) - la formation politique qui a pris la relève du Parti de la Prospérité (RP) après sa dissolution par la Cour constitutionnelle en janvier 1998 -, il est fréquemment cité comme un des futurs dirigeants du mouvement islamiste en Turquie.

Si la décision du tribunal, une institution semi-militaire, est approuvée par la Cour de cassation, M. Erdogan perdrait cependant à la fois son poste à la tête de la plus grande municipalité de Turquie, mais aussi le droit de se présenter à des élections. Selon la loi, le ministère de l'intérieur pourrait d'ailleurs relever le maire de ses fonctions par voie administrative, sans attendre le verdict de la cour d'appel. Trois maires islamistes ont déjà été suspendus de cette façon au cours des dernières semaines.

Lundi dans la nuit, seize hommes d'affaires, membres de la Musiad - une association qui réunit hommes d'affaires et industriels de tendance conservatrice et religieuse -, avaient été arrêtés au

cours de descentes de police dans plusieurs villes de Turquie. « Ils ont été pris à leur domicile à 4 heures du matin par des membres des brigades antiterroristes et emmenés à Ankara », a protesté Erol Yarar, le dirigeant du groupe. Les seize hommes seraient suspectés d'avoir « contribué financièrement au développement de l'islam politique ».

Vendredi 17 avril, près de deux cents personnes avaient été emprisonnées dans les villes de Bingöl et Batman, dans le Sud-Est anatolien, pour avoir manifesté contre l'interdiction du port du foulard islamique dans les bâtiments officiels. Les autorités ont décrété que les personnes arrêtées seraient désormais empêchées d'obtenir des emplois dans la fonction publique. Le ministre de l'intérieur, Murat Basgesgioglu, a également annoncé qu'une opération policière au cours des semaines écoulées avait mené à l'arrestation de nombreux membres du Hezbollah, une organisation islamiste apparemment présente dans le Sud-Est anatolien depuis 1980.

Nicole Pope

**Herald INTERNATIONAL Tribune**

APRIL 22, 1998

# In Southern Iraq, the '91 Revolt Is Long Over

By Doug Struck  
Washington Post Service

**KARBALA, Iraq** — The walls are whitewashed now, erased of the bloody handprints that told of death. The hypnotic blue tiles of the Al Abbas mosque are repaired, and President Saddam Hussein gave the gold to regild the shrine, pummeled when his tanks put down a revolt after the Gulf War.

Seven years after a fight-to-the-death uprising in southern Iraq, the Iraqi government has rebuilt the flattened buildings of the rebels' last stand and tightened its stranglehold on the region.

Here and in other cities of the south, the zeal that fed a revolt against Mr. Saddam's regime after the allied bombs stopped has been replaced by the weary struggle of daily life in an impoverished, sweltering land.

Only a museum of the macabre in a side room of the Al Abbas shrine in Karbala tries to preserve evidence of the fierce fighting. But even the strange track of aluminum windows laid end-to-end on the floor over blood from the rebels' victims has not kept the red stains from fading.

Shiite Muslims who embraced the revolt have now learned their lines: "Karbala is heaven," said Hassan Ali Hamsa, 50, sitting near a hotel built over his property, which was destroyed and then confiscated by the government. "Everybody loves the government," he insisted.

"The government has rebuilt us: roads, bridges, everything," said Mothena Jaffer, a freezer merchant in Basra, Iraq's southernmost city. "There is no more anger here. We have a saying, 'Live and let die.'"

Any hope that international isolation and the squeezing economic boycott of Iraq will create a revolt against Mr. Saddam appears ever more wishful thinking by the West. The CIA-sponsored resistance movement among Kurds in the north collapsed 20 months ago at the cost of millions of dollars and hundreds of lives, forcing a hasty evacuation of 7,000 collaborators and their families to Turkey and the United States.

And in southern Iraq, Shiite Muslims have no more taste for open revolution. They had watched, incredulous, as the U.S.-led allied forces allowed Mr. Saddam's heli-

copter gunships to mow them down in 1991 and they are resigned to the reign of the Iraqi president. "There are no signs of opposition," a veteran diplomat said in Baghdad. "There's no sign of it, no symptom of it."

With good reason. The UN Commission on Human Rights reported this month the Iraqi regime recently executed 1,500 political prisoners, giving credence to claims by Iraqi opposition groups in London that Mr. Saddam's son Qusay has ordered a "cleansing" of overflowing jails by

fore, even soap wouldn't clean us. And we don't have to buy water to drink. We are very grateful."

There are other longstanding problems. Electrical power in the south is still weak and unreliable, running at only about 40 percent of needs, and a recent UN report said that unless billions are invested in electrical generation no widespread improvements will be made to water purification, sewage treatment or reduction in waterborne disease.

Medical care remains a problem,

in its birth and was shown no mercy at its death.

When a correspondent visited Karbala after the revolt failed in 1991, the pools of caked blood underneath nooses in the Al Abbas shrine marked where 73 government and party members were hanged by the revolutionaries. Rooms that stank of death and carried the signature of bloody handprints suggested the brutal response of Mr. Saddam's regrouped Republican Guard.

Now, people here rewrite the past. The damage all was done by the Americans and other Zionist allies, people in Karbala and Najaf will suggest. If pressed about what they call the "Phase of the Traitors," they assert it was a conflict perpetrated by Iranians who came across the border.

## The Iraqi government has rebuilt the flattened buildings of the rebels' last stand and tightened its stranglehold on the region.

shooting and electrocution. "Saddam is for keeps here," an Asian diplomat said. "With every crisis he consolidates power. He has become a national hero for 'beating' the Americans."

Still, Mr. Saddam does not trust the goodwill of his people. The roads from Baghdad to Basra bristle with a show of force. There are scores of army checkpoints and military encampments, tents and gun emplacements baking in the sun. In Basra, a line of military statues points across the river to the traditional enemy Iran, but on the road to Basra the guns are pointed within.

Shiite Muslims make up 65 percent of Iraq's population, but have long been a repressed and suspect majority. An early schism in Islam produced two main branches of the faith; Iraq's Sunni Muslim minority — and for many years, the West — has long been wary of the spreading religious fervor from Shiite Iran. The 1991 rebellion briefly threatened to unite the Shiites in Iraq with their coreligionists in Iran, which could have further splintered Iraq, a country of tribal loyalties held together in Mr. Saddam's grip.

To reward the south's newfound loyalty, the president has rebuilt the mosques that are central to the Shiites and refurbished towns damaged in fighting. A new canal from the Euphrates and a water purification plant recently brought potable water to Basra for the first time.

"Now I can wash my face," said Jabber Ali, 31, a tea merchant. "Be-

as it is throughout Iraq. Medicine is scarce, hospitals lack staff and basic equipment. Mortality is high. The weak perish. The tiny baby in the rundown "preemie" ward in the Saddam Hussein Hospital for Children in Karbala probably will not make it. The old woman begging in the street will catch an infection and die.

These casualties do not threaten the Iraqi leader's rule. On the contrary, the deaths are propaganda windfalls, used by officials to illustrate what they portray as the evils of sanctions, which, indeed, kill the weakest and most vulnerable.

Southern Iraq has long carried a heavy share of this burden. It is poor, visited by disease and host to regular warfare since the seventh century. Imam Ali, cousin of the Prophet Mohammed, defeated two of his relatives nearby and paused to call Basra "an accursed place."

It is still dangerous. In rural areas, highway bandits prowl the roads. Drivers do not venture out at night and the government, with some reluctance, has sought help from local tribal leaders to curb the crime.

Basra was the front line of the Iran-Iraq War, which claimed a million lives between 1980 and 1988. Two years later, Iraqi troops rumbled through Basra to invade Kuwait, just 145 kilometers (90 miles) away, and returned after Operation Desert Storm. The routed tide of humiliated soldiers walking back to Iraq joined local Shiites and some Iranian fighters to stage a revolt that was merciless

The Iraqi woman in the black chador in Karbala knows otherwise. "My husband was taken on 19 of the March, 1991, because of the resistance," she said, gripping the veil across her mouth in Muslim modesty. "The government came to search our house and took him away. We have heard nothing since then."

The travails of their daily life, Iraqis insist, would disappear if the West would end its campaign to topple Mr. Saddam and let the United Nations remove the embargo.

"The problem is not with Iraq, the problem is with the United Nations," said Archbishop Djibrael Kassab, head of a tiny Catholic community in southern Iraq. "Believe me, these sanctions do not hurt me. They do not hurt Saddam Hussein. They hurt the people who are very poor."

### ■ Rights Condemnation

The UN Commission on Human Rights voted Tuesday to condemn "systematic, widespread and extremely grave violations" in Iraq after Russia failed in an attempt to water down the motion, Reuters reported from Geneva.

Iraq's observer delegation took the floor to reject the motion. It blamed international sanctions for the deaths of 1.5 million Iraqis since 1991 and said the commission was "overlooking the real crime of extermination taking place."

Thirty-two states backed the resolution against Iraq. None opposed it, but 21 abstained, including Russia and China.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 22, 1998

# Pro-Islamic Mayor Sentenced in Turkey

## Court Gives Istanbul Politician 10-Month Term for 'Inciting Hatred'

By Kelly Couturier  
Washington Post Service

ANKARA — A state security court sentenced the mayor of Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, a prominent pro-Islamic politician, to 10 months in prison Tuesday for "inciting hatred" in a speech he delivered last year.

Mr. Erdogan, who is widely expected to become the next leader of the country's sizable pro-Islamic political party, the Virtue Party, was sentenced for a speech in which he recited the following words from a folk poem to a crowd in the southeastern town of Siirt last December: "The mosques are our barracks, the domes our helmets, the minarets our bayonets and the faithful our soldiers."

The ruling against Mr. Erdogan by the Diyarbakir State Security Court comes amid a military-led crackdown against the pro-Islamic movement in which several pro-Islamic mayors have been sentenced to prison terms, religious education centers have been closed and secular dress codes have been enforced.

The popular pro-Islamic Welfare

Party was banned in January for anti-secular activities, following the collapse under military pressure last July of the government it led.

Necmettin Erbakan, the Welfare Party leader and former prime minister, was banned from politics for five years. Most of the Welfare Party members have now regrouped in the Virtue Party, over which Mr. Erbakan still exercises great control, but which some say Mr. Erdogan is set to take over.

Neither the Welfare Party nor its successor Virtue Party have used violence, but in the case last year against the Welfare Party, prosecutors pointed to several incendiary speeches by its members as evidence of the party's anti-secular nature.

Mr. Erdogan, who said he would appeal the ruling, had denied the charges of provocation, saying he had merely cited a poem in the speech.

If Mr. Erdogan's sentence is upheld by the court of appeals, he will be forced to step down as mayor and will not be allowed to run for re-election.

The announcement of the mayor's

sentencing followed overnight police raids in several cities and the arrests of 20 businessmen suspected in laundering money for radical Islamic groups or illegally transferring funds to them.

### ■ Rights Campaigner Faces Jail

Turkey's top human rights campaigner, facing several legal charges, denied at his latest trial Tuesday that he had aided Kurdish rebels, Reuters reported from Ankara.

"I do not accept the charges against me and want my acquittal," Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association, told a court. "I believe defending human rights is not a crime, but a duty," he said.

Mr. Birdal is charged with encouraging guerrillas by making a speech in Rome last year in which he urged a peaceful end to the 13-year-old Kurdish conflict.

He faces several criminal charges related to his criticism of Turkey's human rights performance and the treatment of its Kurdish minority. He faces up to seven years in jail in the latest case alone.

## Rights Panel Chastises Iran

Reuters

GENEVA — The UN Commission on Human Rights called on Iran on Wednesday to halt human-rights violations, including torture, amputations and stonings, and it expressed concern over the "large number of executions" in the country.

After intense debate and calls by the Organization of the Islamic Conference to recognize progress in Iran, the 53-member United Nations body passed a European Union resolution, 23 to 14, with 16 abstentions.

"In the past year, there have been changes in Iran, improvements in some aspects of the human-rights situation and statements by the government suggesting more changes are on the way," the British delegate, Audrey Glover, said on behalf of the EU. "Any resolution on human rights in Iran must recognize the good and the bad."

But the delegate from Pakistan,

Munir Akram, speaking for the 55-member Islamic group, rejected the EU text as "condemnatory," adding: "It is not the way to encourage further progress in the promotion of human rights in Iran."

The Iranian delegation pointed to initiatives taken by President Mohammed Khatami, who took office in August, said the EU motion fell short of "recognizing the reality" in Iran.

Separately, the UN commission adopted a U.S.-backed resolution on the former Yugoslavia, condemning violent repression in Kosovo and terrorism. It called on Serbian authorities to "put an end to the continuing repression of and prevent violence against the ethnic Albanian population."

The commission also condemned the abduction of children in northern Uganda, for which the Lord's Resistance Army, a rebel movement, has largely been blamed.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 23, 1998

## Turkish Politician Sees Elections in March '99

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey will hold general elections March 28, 1999, a party leader said Thursday after a meeting with Prime Minister Mesut Yilmaz.

Deniz Baykal, whose Republican People's Party has been giving key outside backing to Mr. Yilmaz's minority government, insisted on early elections in return for his party's continued support.

He said a new government would be formed in October to take the country to elections. General elections, last held in December 1995, were not officially due until 2000.

The agreement comes a day after Mr. Baykal's party backed a bill in Parliament pushed by Mr. Yilmaz's rivals to have an investigation opened into allegations that the prime minister tried to conceal some of his wealth.

Although Mr. Baykal insisted the party voted for an inquiry as a matter of principle, newspaper reports maintained it was intended as a message to Mr. Yilmaz. (AP. Reuters)

## Southeastern politicians' election debates

- The PKK has been inspired by Britain, which found a solution to the problem of the Irish Republican Army (IRA), using Sein Fein as a mediator. Ocalan, in a declaration on illegal TV channel-in-exile, MED TV, said that if the Kurdish candidates can participate in the elections without facing any obstacles, the problem of the mediator would automatically be solved

---

### MUSTAFA ERDOGAN

Ankara - Turkish Daily News

An agreement reached between the parties in the government on a new "election government" to be established during the next parliamentary term as well as an election date of March, 1999, has activated politicians interested in southeastern issues.

After the clarification of the election agenda, the Republican People's Party's (CHP) attempts to make an election alliance with the People's Democracy Party (HADEP) started discussions within Kurdish circles.

### Kurdish candidates on the list

The Kurdish politicians in the CHP and HADEP are trying to become candidates for the approaching elections. Part of these groups are attempting to approach the CHP administration while others are hoping to benefit from the existence of a power vacuum in HADEP because of the fact that most of its administrators are currently in jail. Meanwhile, a group in HADEP's Istanbul branch are preparing to join the CHP.

On the other hand, the recent resignations of Sedat Yurttas, Sirri Sakik and Ahmet Turk's from HADEP's central administrative board still occupy the core of the discussions within Kurdish circles. The process which led to their resignations went back to the days when Hatip Dicle was elected as banned Democracy Party (DEP) chairman. It is known that when Dicle became the party's chairman representing the so-called "falcon branch" within DEP, he had an argument with Yurttas, Sakik and Turk. The Dicle group had accused the other side of making soft-liner and reformist politics while Yurttas, Sakik and Turk had accused the falcon group of preparing the closure of DEP and making a political solution impossible. Both groups, having accused the newly established HADEP chairman, Murat Bozlak, of conducting passive politics, distanced themselves from HADEP.

Meanwhile, reactions are getting stronger against these groups within HADEP. Party administrators criticizing Sakik, Turk and Yurttas, claim that they fled from their duty and are trying to completely exclude them from engaging in politics in HADEP. There are claims that the three clashed with party administration because the administration halted the internal party education which previously had resulted in the arrest of HADEP's leading figures. Yurttas, Turk and Sakik, after the administration's action regarding the education issue, had ironically criticized the administration, saying that education should first be given to party administrators.

### Background of Turk, Yurttas and Sakik

Ahmet Turk has been in politics for many years. A CHP deputy before the 1980 coup, he was reelected in 1989 from the former Social Democratic People's Party (SHP). Turk then established the banned People's Labor Party (HEP) with a group of friends and became its first chairman. He continued his political career in the banned DEP and HADEP parties. Turk, who was a deputy candidate from Mardin in the last elections, could not become a deputy because HADEP could not pass the 10 percent country threshold, although it received a majority of the votes in Mardin. Turk is known, within Kurdish circles, for his compromising attitude and political experience.

Sedat Yurttas first became deputy in 1989 from the former SHP. In the last election, like Turk, although he received enough votes in Diyarbakir, the country threshold did not permit him to become a deputy. Yurttas is known in HADEP for being critical in his approach.

Sirri Sakik engaged in politics within Kurdish circles both in the SHP and HADEP, and he is perhaps the

best-known Kurdish politician. His name came on to the agenda again with the recent arrest of his brother, Semdin Sakik. The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) chairman, Abdullah Ocalan, also known as Apo, accused Sakik of not including the PKK and himself (Apo) in the solutions he was searching for. Nowadays, experiencing problems following his resignation from the HADEP Administrative Board and the arrest of his brother, he is waiting for the political atmosphere to calm down, evading questions on his brother.

## PKK determined who will be mediator

The PKK, on the other hand, is trying to manipulate the election debates from its side. It is searching for new ways to cause high-ranking state officials to drop their reluctance to meet with the PKK, saying that the state could not bargain with terrorists. The PKK has determined whom it will use as a mediator in the event the state agrees to sit at a negotiation table. The fact that none of the state officials want to talk with the PKK pushed them to find a neutral person to talk with the state on their behalf. The PKK has been inspired by Britain, which found solution to the problem of the Irish Republican Army (IRA), using Seán Fein as a mediator. Ocalan, in a declaration on illegal TV channel-in-exile, MED TV, stated his opinions on the possibility of a mediator. Ocalan said that if the Kurdish candidates can participate in the elections without facing any obstacles, the problem of mediator would automatically be solved.

# Retrofitting a Response to Saddam

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Despite new signs that Saddam Hussein may soon break out of his deal with UN Secretary-General Kofi Annan, the Clinton administration is weighing a retreat from its previous threats to bomb Iraq if Baghdad resumes active disruption of UN weapons inspections.

This budding shift in U.S. position is at the center of a continuing policy review on Iraq by President Bill Clinton and his principal national security aides.

Guarded comments from U.S. officials about the high-level "principals' meetings" on Iraq, which began in early April, confirmed that the U.S. response to a new expulsion of UN inspectors by Baghdad would not automatically involve military action.

"We would have to look at the circumstances," said an official.

The discussions thus far have produced a sense among some participants that the threshold for U.S. unilateral military action against Saddam is being raised significantly, while tough-sounding rhetoric about the urgent need to eliminate Iraq's weapons of mass destruction used by the administration last winter is being abandoned in favor of softer and vaguer formulations.

Proponents of these changes argue that they are necessary to maintain support for UN economic sanctions against Iraq. "We are studying how to adjust our rhetoric without changing our fundamental policy," said one senior official.

But the changes being urged on President Clinton also could result in significant damage to U.S. credibility if they are perceived as pretexts for his shying away once

again from military action to force Iraq to comply with UN resolutions.

The administration seems to be using the review to draw some of the correct lessons about the four-month confrontation that followed the November expulsion of UN inspectors. But some options being presented to Mr. Clinton emphasize toning down direct U.S. action against Saddam rather than enhancing it as punishment for his defiance.

The consultations in Washington coincide with renewed harsh denunciations of the UN inspections and of economic sanctions from Baghdad after a period of outward Iraqi cooperation.

Reacting to UN Special Commission Chairman Richard Butler's refusal to give Iraq a clean bill of health on hidden weapons, Saddam threatened to strike back at the UN if it did not lift sanctions immediately.

U.S. officials had expected the Iraqi dictator to wait until October to bring the inspections conflict to a head. But they must now worry that a show of American reluctance to commit muscle to back up the inspectors in the future could encourage Saddam to create a new crisis sooner.

Two things have been clear in the White House review: The United States would respond automatically and unilaterally with force to any open deployment of chemical or biological weapons, or to any threatening move by Iraqi forces against Kuwait or Saudi Arabia. Stating these "red lines" publicly would be part of a policy that would put new emphasis on "deterrence" rather than "containment."

But under one set of proposals being urged on Mr. Clinton, the United States would not treat expulsion of Unscm inspectors as a trigger for strikes, despite suggestions in February that Iraq's renegeing on the Annan deal would provoke an automatic U.S. military response that would be unilateral if necessary.

Some Clinton aides are urging the president at the same time to move back from the strong language used then by Defense Secretary William Cohen and others describing Iraq's ability to conceal weapons of mass destruction as a threat to the human race.

Their case is based not on any desire to make life easier for Saddam. It is based on a grim recognition that the United States failed to generate support from its Arab allies and from its main Security Council partners for effective multilateral military strikes.

Unable to persuade Saudi Arabia to join strikes against Iraq, the Pentagon now reportedly puts backing up Unscm with automatic strikes in the "too hard" category.

"The question that has to be faced is, 'How do you maintain a coalition for sanctions if you do not take into account the views of your coalition partners on the use of force and inspections?'" an official said. A Clinton aide added that the White House still hoped the Annan deal would hold.

This aide likened the current White House discussions to "making out a report card" on last winter's actions rather than a formal policy review that will lead to major change. That is a useful way to look at it if it reminds everyone that Mr. Clinton's grade on Saddam is still an Incomplete.

The Washington Post

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 24, 1998

**la Croix** VENDREDI 27 FÉVRIER 1998

# En France, la communauté kurde fait bloc

Les Kurdes de l'Hexagone constituent un puissant réseau de solidarités qui est prêt, s'il le fallait, à accueillir de nouveaux réfugiés, comme ceux qui ont récemment afflué vers l'Italie, fuyant la guerre et la misère

## ■ Par la frontière franco-italienne

La plupart des Kurdes qui ont récemment fui la Turquie par bateau ont pu finalement rester en Italie pour y demander l'asile. Certains ont quand même cherché et réussi, en dépit de la mobilisation de la police française, à franchir la frontière franco-italienne. Mais ils ne se sont pas arrêtés en France. Ils ont gagné l'Allemagne au plus vite.

## ■ En France depuis trente ans

La communauté kurde existe en France depuis le début des années 1970 avec l'arrivée de travailleurs migrants originaires de Turquie, à l'époque où l'Europe occidentale avait besoin de main-d'œuvre non qualifiée. La quasi-totalité des travailleurs kurdes est d'origine rurale. On les trouve surtout dans le bâtiment et la confection.

## ■ De 90 000 à 110 000 personnes

Les statistiques sur les Kurdes ne sont pas faciles à établir, car ils sont d'abord considérés comme Turcs, Irakiens, etc. Ils seraient entre 90 000 et 110 000 en France, soit la deuxième communauté kurde en importance d'Europe, la plus importante étant celle d'Allemagne : de 450 000 à 500 000 personnes.

Cet après-midi, quatre jeunes gens d'une vingtaine d'années rompent leur ennui en jouant aux cartes autour de l'une des tables du local de l'association des jeunes Kurdes d'Île-de-France, installée au rez-de-chaussée d'un vieil immeuble du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. À l'en

croire, l'un d'eux, Mashun, est arrivé seul en France à la fin du mois de décembre dernier. Par quel moyen et par quel itinéraire depuis la Turquie ? « Pas par bateau pour l'Italie, assure-t-il. Je suis venu à pied et en camion via la Roumanie. Cela m'a coûté 1 000 marks pour le faux passeport que j'ai acheté à un policier turc à



Des Kurdes participant à Paris en février 1994 à une manifestation contre les lois Pasqua. Les Kurdes se sentent souvent victimes d'une incompréhension de la part des Français qui restent parfois mal informés sur les difficultés que leur peuple doit affronter.

## **39.900 rebelles kurdes "mis hors de combat" depuis 1984, selon l'armée**

ANKARA, 25 avr (AFP) - Les forces de sécurité turques ont "mis hors de combat" un total de 39.900 rebelles kurdes depuis le début de l'insurrection dans le sud-est de la Turquie en 1984, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée.

"Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) arrive au bout de la route", a affirmé le porte-parole, Erol Ozkasmak.

Il n'a pas précisé les nombres respectifs de tués et de prisonniers. Mais les autorités présentes dans le sud-est ont indiqué il y a deux semaines que 20.000 combattants du PKK avaient été tués dans le conflit qui dure depuis 14 ans.

Le porte-parole, qui s'exprimait à Ankara lors de l'ouverture d'une exposition sur le conflit, a ajouté que près de 38.000 Turcs, dont 12.500 soldats, le reste étant des civils, avaient été tués ou blessés depuis 1984.

Aydin Arslan, le gouverneur régional du sud-est, a récemment cité un chiffre de 4.600 soldats tués et 4.500 civils morts dans les combats.

Cela établirait le nombre de soldats blessés à 7.900 et celui des civils blessés à 21.000.

---

## **L'armée turque présente des photos de responsables grecs avec le leader du PKK**

ANKARA, 25 avr (AFP) - L'armée turque a présenté samedi des photos montrant des parlementaires et des militaires grecs au cours d'une rencontre avec le commandant des rebelles kurdes Abdullah Ocalan, pour prouver que la Grèce les soutient contre Ankara.

Une exposition ayant pour thème la lutte menée par l'armée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est du pays a ouvert ses portes samedi à Ankara.

Elle comporte notamment une photo montrant le vice-président du parlement grec Panayotis Scuridis et d'autres parlementaires grecs en compagnie d'Ocalan.

La légende affirme que le cliché a été pris dans la vallée de la Bekaa au Liban.

Une autre photo, qui aurait été prise au même endroit, montre le général grec à la retraite Dimitris Matefias en conversation avec Ocalan.

Des responsables turcs ont à plusieurs reprises par le passé accusé la Grèce ainsi que la Syrie et l'Irak d'aider le PKK dans son insurrection armée contre la Turquie.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est, région frontalière de la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

---

## **Un dirigeant présumé du PKK interpellé et incarcéré**

KARLSRUHE (Allemagne), 27 avr (AFP) - Un dirigeant présumé du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Allemagne) a été interpellé lundi à Herne (ouest) et incarcéré, a indiqué le parquet fédéral.

Halit Y., 41 ans, est accusé d'appartenance à une organisation terroriste et tentatives d'incendies graves, a précisé le parquet dans un communiqué.

Il est soupçonné d'avoir dirigé depuis la mi-avril 1996 l'antenne du PKK pour la "région sud" en Allemagne, comprenant notamment les villes de Francfort et Mannheim, selon le communiqué.

Il est également accusé d'avoir ordonné en juillet 1996 l'incendie de deux entreprises turques dans la région de Giessen par solidarité avec des Kurdes en grève de la faim dans des prisons

turques, selon le parquet. Ces incendies avaient provoqué d'importants dégâts matériels, a ajouté le parquet.

Le PKK, parti séparatiste en lutte armée contre le pouvoir central turc, est interdit en Allemagne depuis une double vague d'attentats contre des intérêts turcs en 1993. Depuis janvier, le parti n'est toutefois plus considéré comme une organisation "terroriste" mais "criminelle".

---

### **Quatre rebelles kurdes tués près d'une zone touristique en Turquie**

ANKARA, 27 avr (AFP) - Quatre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués et quatre autres capturés dans des opérations de l'armée turque effectuées dans la province touristique d'Antalya (sud), a-t-on annoncé lundi de source officielle.

Les quatre membres du PKK ont été tués lors d'un accrochage intervenu dimanche soir à Serik à 30 km à l'est d'Antalya, précise un communiqué de la préfecture de cette ville.

Les quatre autres membres du PKK ont été capturés à Antalya et ses environs. Des armes et des documents ont également été saisis, selon cette source.

Dix rebelles du PKK avaient été tués et un lieutenant-colonel grièvement blessé lors d'affrontements avec les troupes turques dans cette province le 10 avril dernier.

Il s'agissait des premiers affrontements importants entre rebelles et forces de l'ordre dans cette région, à quelques dizaines de kilomètres seulement des plages d'Antalya, qui ont attiré l'année dernière trois millions de touristes.

L'armée avait depuis poursuivi ses opérations pour "éliminer" un groupe d'une vingtaine de rebelles.

Le PKK opère d'habitude dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, près des frontières iranienne et irakienne.

Il avait menacé de monter des opérations contre les sites touristiques si les opérations militaires se poursuivaient contre ses bases.

La rébellion armée du PKK pour la création d'un Etat kurde dans le sud-est anatolien a entraîné la mort de plus de 29.000 personnes depuis 1984.

---

### **Paris "suit de très près" l'arrestation d'un homme d'affaires franco-turc à Istanbul**

PARIS, 27 avr (AFP) - La France "suit de très près", l'arrestation d'un homme d'affaires franco-turc dimanche à l'aéroport d'Istanbul pour activité terroriste pro-arménienne, a indiqué lundi Yves Doutriaux, porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères.

"Le consul de France à Istanbul a été informé de cette affaire qu'il suit de très près", a déclaré le porte-parole.

Dimanche, Edmond Miyasyan, d'origine arménienne, directeur en Turquie du consortium Cegelec-AEG chargé des travaux de signalisation du métro d'Istanbul en construction, a été interpellé par la police au moment où il franchissait les contrôles de police à sa descente d'avion en provenance de Paris.

Selon le quotidien populaire turc Hurriyet, les services de sécurité locaux considèrent que M. Miyasyan appartient à l'organisation terroriste arménienne ASALA impliquée dans des actes contre la Turquie.

M. Miyasyan a été emmené dans les locaux de la police anti-terroriste à Istanbul et comparaitra devant une cour de sûreté de l'Etat de cette ville.

L'organisation clandestine ASALA a commis des dizaines d'attentats contre des diplomates turcs dans le monde dans les années 1970, mais n'a plus fait parler d'elle depuis la fin des années 1980.

Istanbul et 5 000 autres marks pour les passeurs. »

Un autre, Alan, a suivi une filière identique à celle de Mashun, mais c'était en 1994. Il avait 17 ans, son père avait été tué par l'armée turque et ses deux frères aînés, réfugiés politiques, l'attendaient à Paris. Hatice, elle, est arrivée en France la même année à l'âge de 14 ans avec ses parents « pour échapper aux massacres ». Quant à Ozgur, il est né en terre française où son père, maçon, a émigré voilà plus de vingt ans.

### Face à l'incompréhension, l'énergie des Kurdes

Mashun ne parle pas français, Hassan traduit. Une figure, Hassan ! Agé de 41 ans, cet agent de sécurité a passé seize ans en France et a fait partie des militants kurdes interpellés en 1993 par la police sur ordre du ministre de l'intérieur de l'époque Charles Pasqua. Aujourd'hui, Hassan dé-

ploie beaucoup d'énergie à mettre en contact ses compatriotes depuis le foyer des travailleurs kurdes, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ainsi, nombreux sont ceux qui s'y retrouvent, le week-end, pour regarder, ensemble, le programme de la chaîne de télévision kurde (Med TV), qui émet depuis Bruxelles.

À Paris, la vitrine la plus officielle de la cause kurde est le Centre d'information du Kurdistan. Créée en 1987, cette structure est aujourd'hui animée par Delil Yilmaz. Ce sociologue de 28 ans a débarqué en France en 1980. Avec sa mère et ses frères et sœurs, ils rejoignaient leur père, ouvrier, qui avait émigré en 1972 pour des raisons économiques et qui, inquiet par le coup d'État militaire en Turquie, a préféré procéder à un regroupement familial.

Avec Delil, qui a, en outre, étudié dans une université française, pas besoin d'interprète. Culturellement intégré, il fait partie de la

« deuxième génération ». À la charnière entre les migrants économiques et les migrants politiques, il plaide avant tout pour « une meilleure information des Français sur la réalité kurde ». Pour lui, les Kurdes sont victimes d'une incompréhension en Europe. « On nous prend pour des terroristes, alors que nous demandons simplement une reconnaissance des droits fondamentaux de notre peuple », argumente-t-il.

### « Tous solidaires »

Persuadé que le récent exode vers l'Italie a eu « au moins le mérite d'ouvrir les yeux des Occidentaux » sur le drame des siens en Turquie, Delil démarche les gouvernements et les autorités européennes pour obtenir « un soutien moins frileux ». Fin janvier, il s'est rendu au Parlement de Strasbourg qui devait débattre d'une résolution sur la question kurde. Un déplacement pour rien : la séance a été, au

dernier moment, reportée sine die et remplacée par une discussion sur la situation algérienne. Décourageant. Le directeur du Centre d'information du Kurdistan demeure néanmoins convaincu que sa diaspora fera front, en se tenant par la main.

« Nous sommes tous solidaires ! » scandent inlassablement les quelque 90 000 Kurdes de France, installés, qui à Paris ou sa région, qui à Rennes, qui à Toulouse, qui à Strasbourg. Prêts, si nécessaire, à accueillir et à intégrer leurs milliers de frères et sœurs qui ont récemment afflué en Italie, fuyant la guerre et la misère de la Turquie, entassés sur des bateaux de fortune...

Antoine FOUCHET

## Entre l'asile politique et la prison, la frontière est parfois fragile

En France, 10 000 Kurdes ont le statut de réfugiés. Six d'entre eux sont en prison en région parisienne

### RENNES

De notre envoyé spécial

Trois ans après son arrivée de Turquie, Bahattin Bingol sait que la liberté, en France, a des limites pour le militant politique qu'il a été : celles du devoir de réserve. Six de ses compatriotes, accusés de ne pas les avoir respectées, sont en prison en région parisienne, la plupart depuis plusieurs mois. Bahattin, 41 ans, a trouvé refuge, avec son épouse et ses trois filles, dans un foyer pour immigrés de Rennes.

C'est que, dès le début des années 70, des Kurdes avaient choisi la Bretagne pour y travailler dans le bâtiment ou dans l'industrie alimentaire, ils y ont fait venir femme et enfants. Bahattin, lui, comptable de profession, n'a pas encore d'emploi et

commence à peine à suivre des cours de français. Aujourd'hui, ce n'est que grâce aux allocations qu'il parvient à faire vivre sa femme et ses trois filles. Mais, hier, c'était pire.

### Un devoir d'entraide pour les nouveaux arrivants

Trapu, chauve et moustachu, Bahattin fond en larmes quand il évoque les tortures qu'il a subies en Turquie. Et le récent exode des siens en Italie le renforce dans ses convictions : ce n'est pas aujourd'hui qu'il va cesser d'aider ses compatriotes fraîchement débarqués et qui désespèrent, de démarches en démarches, d'obtenir l'asile politique !

Ancien responsable, à Erzurum, du Parti de la démocratie du peuple — formation kurde de gauche tolérée

dans un premier temps en Turquie, puis interdite —, Bahattin explique : « Je ne fais pas de politique et je respecte les lois françaises, je pratique seulement l'entraide. »

Ses six collègues emprisonnés en région parisienne n'auraient pas eu les mêmes scrupules, si l'on en croit le juge d'instruction parisien Jean-François Ricard, qui les a mis en examen et écroués pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Parmi ces prisonniers, Memet Akansu, Irsan Balsak, Idris Durmus et Lokman Tas se trouvent à Fleury-Mérogis, tandis que Hassan Nogut et Orhan Yilmaz séjournent à la Santé. Deux d'entre eux sont incarcérés depuis le 17 janvier dernier, les autres depuis deux ou trois ans.

Le 27 octobre 1997, un autre prisonnier kurde s'est suicidé, « par désespoir », disent ses amis, dans sa cellule de Fleury-Mérogis. Il s'appelait Ramazan Alpaslan, avait 28 ans et était accusé d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (mouvement clandestin de libération des Kurdes). Il était incarcéré depuis le 6 décembre 1996. Ironie du sort : le lendemain de sa mort, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a répondu favorablement à sa cinquième demande de mise en liberté.

Deux avocats spécialistes du dossier kurde — M<sup>e</sup> Jean-Jacques de Felice et Jean-Louis Malterre — dénoncent depuis « la situation des Kurdes emprisonnés » dont les dossiers sont, selon eux, « quasiment vides ».

A. F.

# Le Conseil de sécurité de l'ONU maintient les sanctions contre Bagdad

Les Etats-Unis adoptent toutefois un ton plus modéré à propos du désarmement irakien

Le Conseil de sécurité des Nations unies a maintenu, lundi 27 avril, pour une nouvelle période de six mois, les sanctions contre l'Irak liées au

désarmement du pays. Au cours des réunions, le représentant des Etats-Unis a cependant adopté un ton plus modéré, notant certains

« progrès », alors que les diplomates chinois et russe ont demandé que le volet nucléaire du désarmement irakien soit clos au plus vite.

## NEW YORK

de notre correspondant

Isolé face à une communauté internationale qui refuse désormais ouvertement de suivre sa politique en Irak, Washington s'efforce d'atténuer son discours. Ainsi, lundi 27 avril, les Américains ont reconnu « un certain progrès » sur le désarmement irakien ouvrant, pour la première fois depuis presque huit ans, la porte à la possibilité qu'un des cinq dossiers du désarmement en Irak puisse être déclaré clos. Leur ton relativement modéré n'a fait qu'attiser l'ardeur des autres pays, qui estiment que la population irakienne a suffisamment souffert des sanctions imposées depuis 1990, et dont la levée est directement liée au désarmement. Le Conseil de sécurité n'en a pas moins décidé, à l'unanimité, de maintenir ces sanctions pour une nouvelle période de six mois.

La Russie, la Chine et la France, membres permanents du Conseil, mais aussi le Portugal, le Brésil et la Suède notamment, parmi les non-permanents, ont plaidé tout au long de la journée de lundi pour une attitude politique plus souple vis-à-vis de Bagdad. Ces

pays sont favorables à la clôture, un par un, des différents dossiers du désarmement, à commencer par le dossier nucléaire.

Se basant sur le dernier rapport, fort positif, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Moscou a déjà fait circuler un projet de résolution demandant le passage au contrôle continu prévu par les résolutions de l'ONU. Washington propose la fermeture, conditionnelle, du dossier dans six mois. Bagdad, pour sa part, exige la levée immédiate des sanctions en menaçant de rompre toute coopération avec les inspecteurs chargés de son désarmement. Tout en se félicitant du fait « qu'aucun » membre du Conseil n'a demandé la levée des sanctions, l'ambassadeur américain a tenu à insister sur les « progrès » acquis « sur l'inspection des sites présidentiels ainsi que sur le volet nucléaire », en déclarant toutefois la clôture de ce dossier « prématurée ».

Le représentant de la Chine a déclaré au contraire à la presse que la population irakienne a « assez souffert » et que le Conseil de sécurité a « l'obligation de fermer le dossier nucléaire ». Au sein du

Conseil, ses propos auraient été plus virulents, accusant notamment la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak (Unscm) de « se comporter comme une armée d'occupation en Irak ». L'ambassadeur russe s'est montré tout aussi incisif à l'occasion de l'audition du chef de l'Unscm, Richard Butler.

## CONTRÔLE A LONG TERME

Plus modérée, mais tout aussi déterminée, la France, qui soutient le passage au contrôle continu du volet nucléaire, estime que le projet de résolution russe concernant ce dossier « n'est qu'une reconnaissance des faits ». En transférant le volet nucléaire au contrôle à long terme – la France n'utilise jamais le mot clôture –, estime l'ambassadeur français Alain Dejammet, « nous enverrions aux dirigeants irakiens le message qu'avec leur coopération d'autres dossiers pourraient aussi passer au contrôle à long terme ».

Au cours d'une réunion à huis clos tenue avant le vote de lundi, les ministres irakiens des affaires étrangères et du pétrole avaient rassuré le Conseil de sécurité sur la

volonté de Bagdad d'honorer les engagements pris lors du voyage du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en Irak, le 23 février, sur l'accès inconditionnel aux sites présidentiels. Le diplomate irakien Mohamed El Sahaf a aussi affirmé que Bagdad « comprend » que le contrôle à long terme de son industrie d'armement peut donner lieu à des inspections surprises et même intrusives. Les deux ministres ont affirmé que l'Irak « ne possède plus d'armes prohibées », mais leurs affirmations n'ont pas convaincu les pays membres du Conseil.

Le dossier nucléaire, selon des diplomates, va faire l'objet de négociations dans les jours qui viennent. Moscou souhaite une décision avant la fin de la semaine. L'un des inspecteurs de l'Unscm présent à la réunion du Conseil et parlant sous couvert d'anonymat a tiré comme enseignement de la journée de lundi, en dépit de la reconduction des sanctions, que « les membres du Conseil ne sont pas d'humeur à entendre de mauvaises nouvelles sur l'Irak ».

Afsané Bassir Pour

## Turkey's Generals

Turkey's politically meddling generals seem determined to push their country into crisis by thwarting democratic solutions to its problems. Their latest outrage is a security court's sentencing of Istanbul's Islamist mayor, Recep Tayyip Erdogan, to 10 months in jail for a speech that supposedly violated the military's rigid standards of secularist orthodoxy.

Earlier the generals outlawed Mr. Erdogan's former party, Welfare, after bullying a democratically chosen Welfare government out of office last year. In recent months, they have jailed pro-Islamic mayors, closed religious schools and arrested businessmen on charges of financing Islamic politics.

Mr. Erdogan was sentenced for inciting hatred in a speech to supporters last year in which he likened the Islamic faithful to an army on campaign. He says the language in question came

from an old folk poem. The source of his words should not matter. Jailing people for political speech is offensive and usually strengthens rather than weakens the appeal of those it makes martyrs.

Mr. Erdogan, who has been an effective mayor, was considered a likely future leader of Turkey's Islamic electoral movement. He is appealing the court's decision, but can now be removed from office and banned from standing for election, even before his case is legally resolved.

Turkey is a NATO ally and an important American military partner in the Middle East. Hence Washington maintains cordial ties with Turkish generals. But it should reject the generals' contention that their clumsy interventions in political life defend the causes of secularism and democracy. In fact, the military's conduct undermines both.

The threat of Iran-style fundament-

alism understandably worries secular Turks, especially women, and concerns Washington. But radicalizing an Islamic electoral movement and driving it underground will only lead its supporters to give up on the peaceful and democratic means that they now believe in.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

TUESDAY, APRIL 28, 1998

## How credible are Semdin Sakik's confessions?

- Sakik is dropping names and making incriminating statements about some prominent personalities which are all over the newspapers. Should such accusations be taken seriously?

**Editorial by Ilnur Cevik**

Are we going to believe the disclosures and incredible accusations of a top terrorist militant who has fallen out with his organization and has actually defected?

Semdin Sakik, code-named Fingerless Zeki in the PKK terrorist organization, seems to be talking his head off to the authorities these days. Thus it seems it would be more appropriate to give him a new code name, "Singing Bird."

Who is Semdin Sakik? He is the terrorist leader who has actually led PKK terrorist bands all across the country, playing havoc with the security forces for more than a decade. He has the blood of too many innocent Kurds and Turks on his hands.

He fell at odds with PKK terrorist leader Abdullah Ocalan because he felt that while he and his militants were wreaking havoc in eastern and southeastern Turkey, Ocalan was living in safety in Syria giving out orders like a monarch.

After Sakik and his brother Arif were brought back to Turkey and were questioned by the authorities it became apparent that they would spill the beans about the PKK and its connections both inside Turkey and abroad.

Now we see the "revelations" of Semdin all over the newspapers. He is accusing Ocalan of incompetency as well as of being a womanizer who took advantage of the young girls who were lured to the PKK.

All these are well-known facts. It is no secret that the PKK is a terrorist organization bent on setting up a Kurdish state in southeastern Turkey. It is no secret that the PKK has tried to exploit the justified dissatisfactions of the people living in southeastern Turkey and to attract sympathy for its goals. It is also no secret that the PKK has supporters both at home and abroad.

The fact that the PKK is being given material and moral support by some of our neighboring states who want to undermine our country is also no secret. The support given to the PKK by Greece is so well documented that this has been the subject of a highly damaging report in Time Magazine. The fact that Ocalan lives in Syria and in the Syrian-controlled areas of Lebanon is yet another well-established issue which the Damascus government pretends to ignore. Many of our neighbors have tried to use the PKK card against us at some time or another.

At home, some organizations and persons support the PKK. Some publications have openly backed PKK terrorist actions. However, Semdin Sakik is now making revelations which are rather shattering. He claims some prominent journalists and human rights activists are on the PKK payroll.

We feel these claims should be regarded with great reservations. It is easy to smear people but it is not easy to erase the damage. Such claims also cast a shadow on the important revelations that Semdin may make about the PKK because they undermine the credibility of his confessions. Some independent observers in the West already feel the authorities are using Semdin to ruin the credibility of some prominent personalities in Turkey...

We should not play with the dignity and honor of people through the statements of a self-confessed terrorist. If such things are to be revealed to the press, we feel the authorities should be very careful on how much and what is made available to the newspapers.

Semdin Sakik will be brought to trial. What he says during his hearings should be more important than what is being leaked to the press as his confessions...



## Olof Palme aurait été tué par le PKK, selon un de ses anciens commandants

ANKARA, 28 avr (AFP) - L'assassinat de l'ancien premier ministre suédois Olof Palme, en 1986, a été l'oeuvre du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), selon un ancien commandant de cette organisation séparatiste, Semdin Sakik, a affirmé mardi le quotidien populaire turc Sabah.

"Je ne connais pas les détails de l'assassinat du Premier ministre suédois Olof Palme. Je ne sais pas non plus comment le meurtre a été organisé et comment la décision de le tuer a été prise. Mais je sais que ce meurtre a été commis par le PKK", a affirmé Semdin Sakik, selon Sabah.

Olof Palme avait été tué en février 1986 à Stockholm à la sortie d'un cinéma.

Semdin Sakik a été capturé le 13 avril dernier dans le nord de l'Irak par l'armée turque et est interrogé depuis lors par les services de sécurité. Peu avant sa capture, Sakik, en désaccord avec le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait fait défection du PKK et s'était livré à un groupe kurde irakien allié de la Turquie dans le nord de l'Irak.

Sabah a publié mardi un texte qu'il présente comme la version intégrale des propos de Semdin Sakik à propos d'Olof Palme.

Selon le journal, Sakik a justifié l'assassinat par le fait que le parlement suédois avait à l'époque adopté une loi qui prévoyait l'expulsion des personnes déclarées terroristes et aux termes de cette loi, une décision avait été prise pour l'expulsion du territoire suédois de huit militants du PKK.

"L'action visant à tuer Olof Palme avait reçu le nom de code +noce+ et l'ordre de l'assassinat a été donné par Abdullah Ocalan", affirme Sakik.

"Envoyez-le à la noce", a dit Abdullah Ocalan lors d'une conversation téléphonique avec un militant du PKK, dont le pseudonyme est "Harun", et qui a été à l'époque le responsable politique du PKK en Europe, pour ordonner l'assassinat d'Olof Palme, toujours selon lui.

Après le meurtre, l'assassin a pu sortir du territoire suédois et s'est rendu en France où ses traces ont été perdues, a encore affirmé Sakik, selon Sabah.

Il a précisé que le PKK n'avait pas revendiqué le meurtre à l'époque pour éviter "d'être considéré comme une organisation terroriste par la communauté européenne".

Le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit a confirmé les propos de Semdin Sakik, selon Sabah. "L'ambassadeur de Suède à Ankara sera informé demain (mardi) sur cette déposition", a-t-il dit.

Le rôle du PKK dans ce meurtre avait été évoqué à l'époque par les polices turque et suédoise. La Suède d'Olof Palme était alors en mauvais termes avec le PKK.

Le premier chef des enquêteurs suédois, Hans Holmér, avait fait de la piste du PKK son cheval de bataille. Un coup de filet avait eu lieu parmi les sympathisants en Suède du PKK, mais ils avaient été relâchés à la demande du procureur du Royaume qui avait estimé les preuves insuffisantes, entraînant la démission de M. Holmér en mars 1987.

La piste kurde n'en avait pas été abandonnée pour autant. Un proche de M. Holmér, Ebbe Carlsson, avait été chargé d'une enquête parallèle pour continuer à creuser dans cette direction. Découverte par hasard en juin 1988, cette enquête "sous le manteau" avait coûté son poste au ministre de la Justice, Anna-Greta Leijon, qui la couvrait.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 29.000 morts.

Le groupe est considéré comme terroriste par la Turquie et plusieurs pays occidentaux dont les Etats-Unis.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

## La lutte contre la rébellion kurde passe sur le terrain des mots par Tom SEIBERT

ISTANBUL, 28 avr (AFP) - Dans la guerre que livre la Turquie aux rebelles kurdes du PKK, les mots ont pris le relais des fusils, avec la publication depuis plusieurs jours dans la presse d'affirmations selon lesquelles certains activistes des droits de l'Homme, journalistes et politiciens sont à la solde de cette organisation illégale.

Et mardi, le quotidien Sabah a affirmé que le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste) était également responsable de l'assassinat de l'ancien Premier ministre suédois Olof Palme en 1986.

Toutes ces affirmations sont basées sur ce que les journaux présentent comme des extraits des interrogatoires de Semdin Sakik, ancien commandant du PKK capturé par les troupes turques dans le nord de l'Irak le 13 avril, et interrogé depuis par les services de sécurité turcs.

Les déclarations de Sakik n'ont pas été publiées officiellement et sont impossibles à vérifier de manière indépendante.

Mais les observateurs notent que l'essentiel des informations parues dans la presse tombe à pic pour la stratégie turque.

Ankara tente depuis des années de convaincre l'Occident que le PKK est une organisation terroriste sans scrupules et non un mouvement politique légitime.

Plus de 29.000 personnes ont été tuées depuis que le PKK lancé sa rébellion armée contre Ankara en août 1984 pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est du pays.

Le PKK a subi une série de revers militaires récemment et la capture de Sakik est considérée comme un nouveau coup dur pour lui.

De source diplomatique à Ankara, on relève le gros coup publicitaire que constitue pour la Turquie l'information de Sabah, tout en n'excluant pas que le PKK ait pu effectivement assassiner Olof Palme.

"Vraie ou fausse, cette information va donner de quoi réfléchir aux Occidentaux qui appellent la Turquie à ouvrir un dialogue politique avec le PKK", selon cette source.

Hakan Yilmaz, expert en sciences politiques de l'université du Bosphore, a estimé que si elles sont confirmées, les déclarations de Semdin Sakik donneront une bonne occasion à la Turquie de dénoncer le PKK comme organisation terroriste.

"Si c'est vrai, c'est tout bon politiquement", a-t-il dit.

Mais M. Yilmaz a mis en garde contre la tentation de prendre ces déclarations au pied de la lettre.

"On ne sait pas ce qu'il a dit et même s'il l'a dit, on ne sait pas sous quelles contraintes il était", a souligné M. Yilmaz. "Pour tout le monde, l'important sera ce qu'il dira au tribunal quand il passera en jugement".

Quelques jours avant celle concernant Olof Palme, d'autres informations présentées comme des témoignages de Sakik avaient créé une polémique, des militants des droits de l'Homme et des politiciens rejetant avec indignation l'affirmation qu'ils s'étaient faits les instruments du PKK.

Selon ces informations, Sakik aurait déclaré que le président de l'Association des droits de l'Homme de Turquie, Akin Birdal, était "davantage un combattant du PKK" que lui-même.

M. Birdal a rejeté cette information, affirmant qu'il considérait le PKK comme une "organisation de guérilla armée". "C'est un stratagème très primaire", a-t-il dit.

Selon d'autres informations parues dans la presse, Sakik aurait dit à ses interrogateurs que des pays comme

l'Allemagne, la Syrie, l'Iran, l'Arménie et la Grèce soutenaient le PKK et que plusieurs hommes d'affaires turcs et des journalistes renommés en étaient des sympathisants.

Deux éminents chroniqueurs, Cengiz Candar et Mehmet Ali Birand, ont été suspendus par leur journal, Sabah, après avoir été nommés par Sakik parmi ces sympathisants.

Tous deux ont rejeté ces allégations, M. Birand les qualifiant de "plaisanterie", M. Candar déclarant au quotidien Zaman: "Cette boue ne peut pas m'atteindre."

M. Birand a aussitôt démissionné de Sabah, M. Candar est parti en vacances.

---

## Assassinat d'Olof Palme: de nombreuses pistes suivies sans succès

STOCKHOLM, 28 avr (AFP) - La piste kurde dans l'enquête sur l'assassinat en 1986 du Premier ministre suédois Olof Palme, rouverte mardi par un journal turc, est l'une des nombreuses hypothèses examinées sans succès par la police suédoise pour élucider un attentat qui hante l'inconscient collectif du pays.

Selon le quotidien populaire turc Sabah, un ancien commandant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - séparatiste), Semdin Sakik, a affirmé aux services de sécurité turcs que son organisation avait assassiné Olof Palme parce que la Suède s'apprêtait à expulser huit militants de cette organisation séparatiste.

Une piste kurde avait effectivement été ouverte peu après l'attentat, la Suède d'Olof Palme étant alors en mauvais termes avec le PKK en lutte armée contre Ankara. En janvier 1987, la police suédoise avait arrêté une vingtaine de Kurdes qui avaient été relâchés à la demande du procureur pour preuves insuffisantes, provoquant la démission du chef de l'enquête, Hans Holmér.

La piste kurde n'avait été abandonnée pour autant, un proche de Holmér, Ebbe Carlsson, se chargeant de mener une enquête officieuse. Découverte par hasard en juin 1988, cette enquête "sous le manteau" avait coûté son poste au ministre de la Justice de l'époque, Anna-Greta Leijon, qui l'avait couverte.

En décembre de la même année, les policiers avaient cru tenir le coupable en arrêtant Christer Petersson, un alcoolique et drogué de 41 ans. Lisbet Palme, qui accompagnait son mari le soir de sa mort, avait reconnu Petersson qui avait été condamné en juillet 1989 à la prison à perpétuité par un tribunal de Stockholm.

Mais en novembre de la même année, Petersson avait été acquitté en appel. La Cour suprême de Suède doit statuer le mois prochain sur une demande de révision déposée en décembre par le procureur du roi.

Autre piste explorée sans succès par les enquêteurs, la police. Accusé de "vendre la Suède" à Moscou, Palme s'était fait des ennemis jurés parmi les policiers et les militaires, dont des sympathisants d'extrême droite.

En septembre 1996, l'ancien chef de la police secrète sud-africaine, le colonel Eugene De Kock, avait ouvert la piste sud-africaine. Lors de son procès à Pretoria, De Kok avait affirmé qu'un espion sud-africain, Craig Williamson, était impliqué dans le projet d'assassinat de Palme qui avait pour nom de code "Opération Longreach". Cette voie avait été rapidement abandonnée.

En février 1997, la presse suédoise a cru avoir établi un lien entre le meurtre et un contrat d'obusiers décroché en 1986 en Inde par la firme d'armements suédoise Bofors. L'ancien Premier ministre suédois avait joué un rôle important dans l'attribution de ce contrat d'environ 1,3 milliard de dollars. Les enquêteurs s'étaient demandés, sans résultat, si Palme n'avait pas été assassiné par un concurrent de Bofors.

Au cours des deux dernières années, le groupe d'enquête spécial a axé son travail sur la thèse dite du "tireur isolé". Celle-ci a été confortée par le FBI américain sollicité pour définir le profil du tueur. Selon les enquêteurs, le lieu du meurtre --à découvert, sur la plus grande avenue du centre-ville--, l'arme et le type de balles employés tendent à exclure le travail d'un professionnel.

# UN Ignores Iraq Sanctions Threat



Saddam Hussein, who celebrated his 61st birthday on Tuesday.

## But Council Agrees to Reviews Every 60 Days

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — The Security Council has decided to extend sanctions against Iraq, ignoring threats from Baghdad that it would disrupt future arms inspections if the sanctions were not lifted.

"No member of the council is arguing for the lifting of sanctions against Iraq," said Sir John Weston, Britain's representative, near the end of a daylong debate Monday on the matter.

But in a gesture to the Iraqis, who have recently allowed greater access to arms inspectors, the council also decided that in the future, reviews of sanctions would take place every 60 days. That was the procedure before Iraq instigated a series of crises last year, bringing President Saddam Hussein and the United States to the brink of war by late January.

But diplomats do not expect the next big push for lifting or easing the sanctions until October, when the next major report on Iraqi compliance is due from the United Nations Special Commission, which has been in charge of eliminating Iraq's weapons of mass destruction and its capacity to make more.

Iraq's foreign minister called the Security Council's decision to maintain sanctions "very disappointing," but said Tuesday that Baghdad would cooperate with the United Nations in order to undermine U.S. efforts to maintain the sanctions. The Associated Press reported from Baghdad.

[Despite the pledge of cooperation, Foreign Minister Mohammed Said Sahhaf took issue with UN interpretations of an agreement in February to open presidential palaces to UN inspections. The issue of access to the palaces nearly led to U.S.-led military strikes. But Mr. Sahhaf said the agreement between Iraq and Secretary-General Kofi Annan guaranteed "subsequent visits" by inspectors but not unlimited ones.

[Mr. Sahhaf said that Baghdad destroyed all banned weapons in 1991. But the chief UN inspector, Richard Butler, said Tuesday that his teams had in recent weeks found artillery shells in Iraq filled with mustard gas.]

The United States has vowed to veto any lifting of the sanctions, imposed in 1990, until Iraq has met a number of requirements — not only verifiable disarmament but also the return of Kuwaiti prisoners and property seized in the 1990 Iraqi invasion and a general improvement in respecting human rights.

Although there was never a chance that Iraq would be freed from sanctions in this review — the first since the agreement in February between Mr. Saddam and Mr. Annan that defused the most recent crisis — the atmosphere around

the Security Council meeting Monday was noticeably different from previous sessions on the issue.

Bill Richardson, the U.S. representative, was somewhat conciliatory in his assessment of Iraq's recent performance.

Facing eroding support for unlimited sanctions, Mr. Richardson acknowledged some Iraqi progress in disarmament, including meeting most demands of nuclear inspectors from the International Atomic Energy Agency. But he continues to object to Russian, Chinese and French calls to "close the file" on nuclear weapons and shift from an active "search and destroy" phase of disarmament to long-term monitoring.

Russia has proposed a formal resolution making the change, which the United States opposes.

Shen Guofang, China's new deputy representative to the United Nations and a former Foreign Ministry spokesman, argued not only for closing the nuclear weapons file now but also for moving to end sanctions generally "because the Iraqi people are suffering a lot."

But he acknowledged that Iraq still had requirements to meet.

The council heard Monday from Mr. Butler, whose commission is in charge of eliminating Iraq's biological, chemical and missile programs, and Garry Dillon, leader of the International Atomic Energy Agency inspectors.

Mr. Butler has found no progress on outstanding issues in the last six months and Mr. Dillon, while more upbeat, still has some unanswered questions.

The United States, increasingly isolated among council members who say that eight years of sanctions are enough, gets its strongest support from Britain, whose diplomats caution against shifting the debate from Iraqi compliance to Iraqi suffering.

### ■ Iraqis Fete Saddam's Birthday

Iraqi media trumpeted President Saddam's 61st birthday Tuesday, hours after the government failed in its unusually strong bid to win relief on sanctions from the Security Council. The Associated Press reported from Baghdad.

Entire newspaper editions were devoted to stories about Mr. Saddam, with one headline in a government-controlled daily boasting that 22 million candles had been lit "with joy on the beloved president's birthday." That would be one for each of Iraq's citizens.

A song broadcast on television referred to the president's tireless sparring with the United States, saying "Saddam, your name has shaken America."

The festivities, weeks in preparation, focused on Mr. Saddam's hometown of Tikrit, 160 kilometers (100 miles) north of Baghdad, where a parade was held.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
PUBLISHED DAILY, 1101 NEW YORK AVENUE, LEXINGTON, MASSACHUSETTS 01968

APRIL 29, 1998

## **Athènes maintient son veto à l'aide financière de l'UE à la Turquie**

LUXEMBOURG, 27 avr (AFP) - La Grèce maintient son veto à l'octroi d'une aide financière à la Turquie au titre de compensations pour les éventuelles pertes des entreprises turques liées à l'entrée en vigueur de l'Union douanière avec l'UE le 1er janvier 1996, a annoncé lundi le chef de la diplomatie grecque Theodoros Pangalos.

"Nous sommes d'accord pour la tenue d'un conseil d'association entre l'UE et la Turquie, mais pas d'accord sur la discussion des questions économiques", a déclaré M. Pangalos à la presse en marge de la réunion mensuelle des ministres des affaires étrangères de l'UE à Luxembourg.

Les ministres devaient examiner les possibilités de débloquer le volet financier de l'Union douanière concernant une aide européenne de 375 millions d'écus (412,5 millions USD).

Le Secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, qui présidait la réunion, a exprimé "l'espoir qu'on puisse tenir ce conseil d'association avec les représentants d'Ankara comme prévu" le 25 mai prochain. Il a ajouté que les discussions pour préparer ce conseil visant à renouer le dialogue avec les responsables turcs, vont se poursuivre, y compris celles concernant le déblocage du volet financier de 375 millions d'écus.

Pour Athènes, en revanche, "il ne saurait être question de faire des cadeaux" à la Turquie. Les autorités grecques ont rappelé, par la voix de M. Pangalos, que tout déblocage passait par le règlement au préalable du différend territorial turco-grec à propos de l'îlot d'Imia en Mer Egée.

La Turquie doit accepter que la question soit réglée par le biais "d'un jugement impartial de la Cour internationale de Justice de La Haye", a souligné M. Pangalos.

Le conseil d'association UE-Turquie, s'il a lieu, sera la première réunion entre les Européens et les Turcs après le refus d'Ankara de participer à la Conférence européenne le 12 mars à Londres pour marquer sa colère après son éviction de la liste des onze pays d'Europe de l'est et Chypre sélectionnés pour l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE. Les négociations concrètes ont débuté avec six d'entre eux fin mars à Bruxelles.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

## **La mise en garde turque: "une provocation inadmissible", selon Athènes**

ATHENES, 30 avr (AFP) - La mise en garde du Premier ministre turc Mesut Yilmaz jeudi contre la Grèce constitue "une inadmissible provocation", a déclaré jeudi soir le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Reppas.

Les déclarations de M. Yilmaz "prouvent une fois encore l'incapacité de la Turquie à se plier à l'ordre légal international", a ajouté M. Reppas.

"Son effort malheureux de créer des impressions contre la Grèce avec des arguments trompeurs ne se tournent pas seulement contre les règles de bon voisinage mais finalement contre les intérêts de la Turquie elle-même et de son peuple", a affirmé le porte-parole grec.

Au lieu de contribuer à la création d'un climat positif dans la région, la Turquie choisit d'alimenter la tension en proférant des menaces", a souligné M. Reppas.

Dans l'après-midi, M. Yilmaz avait notamment averti "la Grèce des conséquences négatives que pourraient avoir la mentalité hostile et la politique d'animosité qu'elle semble décidée à poursuivre" contre la Turquie.

Précisant que le gouvernement grec avait dernièrement accéléré ses initiatives visant à "dégrader irréparablement" les relations de la Turquie avec l'Union Européenne (UE), M. Yilmaz a invité Athènes à renoncer à "sa priorité consistant à maintenir la tension" à propos des différends turco-grecs.

M. Yilmaz a aussi une nouvelle fois accusé Athènes de soutenir le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes Kurdes de Turquie). "Cette organisation criminelle s'attaque à l'intégrité territoriale et à la stabilité de la Turquie (...) La soutenir est un objectif stratégique de la Grèce", a affirmé M. Yilmaz.

Jeudi, le PKK a annoncé l'ouverture à Athènes d'une représentation officielle, lors d'une réception en présence d'une dizaine de députés grecs dans un grand hôtel. "Il s'agit de la première représentation de ce type en Europe", a déclaré à l'AFP sa responsable, Semsî Kilç, dite "Dilan".

Un message du chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été lu sous un poster le représentant au côté du héros grec de la guerre d'indépendance contre les Ottomans Théodore Kolokotronis, et des drapeaux grecs et du PKK.

Dans une autre déclaration et sans jamais citer le PKK, M. Reppas a condamné "le terrorisme et l'utilisation de la violence" assurant que "ni maintenant, ni dans l'avenir, la Grèce permettra le fonctionnement de groupes qui développent une activité armée qui se tourne contre des gouvernements d'autres pays. Toutes les mesures ont été prises dans ce sens".

"En Grèce, a cependant ajouté M. Reppas, comme dans beaucoup d'autres pays de l'UE (Italie, Espagne, Finlande, Autriche, Norvège, Suède, Danemark), il existe des bureaux politiques d'organisations kurdes

---

## **Turkish troops push on against Kurd rebels**

By Ferit Demir

Thursday April 30 4:53 PM EDT

TUNCELI, Turkey (Reuters) - Turkish military officials said thousands of troops were engaged Thursday in one of the country's biggest offensives against Kurdish separatists in the rugged mountains of the southeast.

They said troops killed a further 39 Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas in fierce clashes in a remote triangle of the towns of Kulp, Hani and Genc, north of the regional capital Diyarbakir.

Security officials said that brought the death toll to 74 rebels in the latest campaign.

"This is one of the biggest PKK strongholds in the region. The Turkish armed forces are staging the most extensive operation in the area to date. With support from the air a great success has been won," one of the officials told Reuters.

"This operation is the biggest we have carried out so far," said another.

Up to 40,000 Turkish troops, along with fighter planes and attack helicopters, launched the assault against the rebels at the weekend. Three soldiers have been killed in the clashes.

More than 28,000 people have been killed since the conflict began in 1984.

Officials said clear, sunny weather was working to the advantage of troops who were able to deploy at will by helicopter on the mountain peaks in a sweeping pursuit of the rebels who were fleeing to the north.

Turkish F-16 jets and U.S.-made Super Cobra helicopters had heavily bombed suspected guerrilla positions throughout the day, the officials said.

Large amounts of ammunition, food and guns were captured in overrun rebel hide-outs, they said.

State-run Anatolian news agency quoted army field officers as saying the guerrillas had split into small groups in an effort to escape encircling troops. "We made calls to them to surrender," it quoted a senior officer as saying.

Turkish security forces staged a similar operation earlier this month to hit the PKK as they renewed their fight for Kurdish self-rule with the onset of spring.

A senior member of the PKK said Thursday the group would intensify its armed campaign unless Ankara accepted a political solution.

"If there is no solution in view, then operations will intensify," Semsî Kilic Dilan, the new chief Balkans representative for the PKK told a news conference in Athens.

Greece, a traditional enemy of Turkey, has often been accused by Ankara of sheltering and training PKK guerrillas, something that Athens has repeatedly denied.

للمعارضة. فالانقسام بين الهدف العام والهدف الخاص في الوقت الراهن مسألة حيوية للوصول إلى نتائج ايجابية تخدم المشروع الوطني العراقي المعارض، وإذ قلنا إن إحدى أبرز الانعكاسات السلبية على وضع المعارضة كان نتيجة انغماس القوى الكردية في إطار البحث عن تحقيق المصلحة القومية لها بذاتها في وقت كان فيه الزمن يمضي باتجاه تغيير النظام، مما عرقل التنفيذ الشامل للمشروع الوطني العراقي المعارض وساهم في خلق بؤر جديدة للصراع في إطار كردستان العراق، ومسهد للنظام العراقي الطريقة لانتقاط الانفاس وإعادة ترتيب اوضاعه، وما هي إلا فترة من الزمن حتى تمزقت اللحمة بين القوى الكردية الرئيسية، وضاعت فرصة الانتقال من مرحلة ثورية إلى أخرى متقدمة تتعلق بالعراق كله.

والحال أنه لا يمكن للمعارضة العراقية في إطار الوضع الراهن تحقيق مستوى معين من التعاون الصحي لا في الداخل ولا في أوروبا والولايات المتحدة، إذا لم تطور وجودها في كردستان العراق، وإذا لم تستطع ترميم ما أصيبت به من خراب في علاقاتها مع بعضها بعضاً، فيجب عليها أن تفكر جلياً بأنها ينبغي أن تجعل من كردستان العراق نموذجاً مصغراً لعراق المستقبل، فإذا كان هذا النموذج مشوهاً وقاصراً، فإن ذلك التشويه سوف يمتد نحو العراق كله وتصبح صورته المنتظرة صورة مشوهة أيضاً، أما إذا كانت صحيحة ومنسجمة وتعبر عن شكل التعاون والتلاحم وتقدر خصال الاختلاف الموضوعي وتعتمد على منهج الديمقراطية الحقيقية، فإن عراق ما بعد صدام لا بد أن يكون في وضع صحي ومنسجم.

إن المرحلة الراهنة مرحلة دقيقة وخطيرة، تتطلب من رجالها أن يكونوا في مستوى المسؤولية وأن لا يتحولوا إلى أشخاص يستانسون بعوامل الخلاف والصراع والمواجهة غير المبررة، فيجب والحال إيقاف الأساليب المدانة في التعامل بين بعض الأطراف العراقية المعارضة، فلا يمكن استنساغ حرب «الفاكسات»، و«الأعمدة الصحافية»، الهجومية ضد البعض والبعض الآخر. فالعراقيون جميعهم يعرفون الحقائق ويعرفون ما ستؤول إليه هذه الوسائل، لذلك فإن الجميع يستهجنونها، ويطالبون جهاتها بالتوقف عن مواصلة هذه الطريقة والانتقال إلى الأساليب التي تخدم توجهات المشروع العراقي المعارض، لأنه هو الذي نحتاجه، أما الخلافات غير المبررة فيجب تأجيلها إلى ما بعد تحرير العراق.

\* كاتب وصحافي عراقي مقبم في بريطانيا.

العراقية يشكل أحد أبرز المطالب، بيد أن الخلافات والصراعات بين الأكراد حالت دون تحويل هذه المنطقة إلى إطار نموذجي لوحدة السيارات العراقية المختلفة، كما فشلت أيضاً قضية تحقيق الحقوق القومية المستندة إلى موثيق واتفاقات مكرة، فلا الأكراد حصلوا على حقوقهم، ولا بقية الأقليات القومية، مما دفع التركمان داخل منطقة النفوذ الكردي للمطالبة بحقوقهم، وهذا يعني حقوقاً ضمن حقوق، فليس من المعقول أن يحصل الأكراد على حقوقهم وفي داخلهم تعيش قومية أخرى ليس لها حقوق، وهذا ينطبق على الأثوريين الذين سلبت حقوقهم على مر العهود والأزمان، وهم من أهل العراق القدامى والأصليين، وهذه الظواهر التي يمكن تسميتها بـ «تناسل العصبية»، قد تكون صحيحة لأنها مرتبطة بواقع ملموس، فكل هذه القوميات لها حقوق معلومة ولكن مع كل ذلك لا بد لنا أن نشير إلى أن المطالب بالحقوق القومية في ظل الوضع الراهن ربما تؤدي إلى أرباك في الاستراتيجية السياسية

لها أبعاد أخرى غير هذه أو تلك، ويقيناً أن قيادة هذه الجهات لا يحبذون الاستمرار في منهج الخلافات التي يتبناها أشخاص آخرون، لذلك فإن ردود فعلهم تقول إنهم يدركون حجم المسألة التي يتعرض لها المشروع الوطني العراقي المعارض، ولكن عليهم أن يوقفوا هذا التناحر الآن، وهذا هو مطلب الشارع العراقي، وأن يضعوا بدلاً عنه منهج التسامح والتفاهم والنقد الموضوعي، فالمشروع الوطني العراقي مهدد الآن لا فقط في إطار الصراع الذي يقتحم المعارضة العراقية وبفتت قواها، وإنما مهدد أصلاً من قبل النظام العراقي، وبعض الدول الإقليمية التي لا تتمنى لهذه المعارضة تحقيق أهدافها السعيدة، لذلك فإن منطقة الجسم التي تتحرك منها بعض الدول الإقليمية كتركيا وإيران في تكريس انشقاق الأكراد وتقاسم ولاءاتهم، إنما تشكل عنصراً آخر في عملية تهميش المشروع الوطني العراقي المعارض. كان ولا زال مطلب تحويل كردستان إلى قاعدة شاملة للمعارض



وفد المعارضة العراقي في زيارة سابقة للبيت الأبيض. (رويترز)

الكرستانية. وقد انجرت كل مراهات النخب الحاكمة في العراق وكتابات اعلاميها ومنظريها بصدد الانزلاق المزعوم للحركة الكردية الى خندق انعرالي معاد لتطلعات القومية العربية.

فحتى حين بلغت حرب الإبادة العنصرية ضد اكراد العراق ذروتها من خلال كارثة حلبجة عام ١٩٨٨ في ظل صمت رسمي عربي انذاك، لم تنجح القيادة الكردية في التعرف على وتب الطلاق بين الحرب والاكراه وفضل من قوايتها تنميتها استناداً للقوانين والقوانين بين الشعبين العربي والكرد.

لذا وقياساً الى حجم المهمة فإن الجانب الكردي مطالب بتحشيد نوعي متميز يكون مخولاً سياسياً ومقنناً فكرياً ومعلوماتياً لعرض رسالة قضية عابدة لشعب مغبون تاريخياً، بتضاعف غبته حينما يسىء جيرانه فهم محتوى كفاحه من أجل الحرية. وهو، على رغم كل شيء، مصمم على نقل رسالته الى الآخرين.

\* كاتب كردي مقيم في ألمانيا.

وكتابات لا حصر لها اخضعت رصانة الفكر ولبات النهج العلمي في التعامل مع المشكلات لزلزلة السياسة اليومية، ملثما سيكون امراً تعجيزياً ان نطالب كل المحاورين العرب بالتخلي عن قصورهم المعلوماتي حول تفاصيل الشأن الكردي في العراق لأن تعنتهم نشأ منذ ايام مرسته اكلة البطة على الكوفة. منهجية غارقة في الرجعية والملا واقعية روجت لها بعض واجهات الاعلام العربي الرسمي كثيراً، مفادها مقارنة كردستان العراق بإسرائيل. وحتى في زمن التطبيع العربي - الإسرائيلي مازالت بعض الاعلام تنحو هذا المنحى.

ورغم ذلك بل بسبب ذلك، يصبح الحوار هو الاسلوب الذي لا بديل عنه للوصول الى خلاصات فكرية حول القضية الكردية بجنورها واقفاها ومشروعية مطالبها، يجمع عليها المتحاورون وثمها لها منافع اعلامية للانتشار والترويج والحلول تدريجياً محل الصورة السلبية التي لا تزال الى حد ما سائدة في اوساط عربية.

ان الشعب الكردي في العراق وحركته المنبثقة رداً على الظلم باتت حقيقة دامغة، وهي خرجت من اكثر من اختبار، وفي كل مرة كانت تزداد مصداقيتها وتزدهر وطنيتها العراقية بالتوافق مع هويتها القومية

احتوتها اجابات حاد ابن خلدون للدراسات الإنمائية، للثقل الجليل، الطويلون الكردية ضيقها، اهتماماتها اليومية، وعصمتم عن الفكر. العراق الى مؤتمر قبرص عام ١٩٩٤. وكانت تلك فرصة ودعوة ضمنية لكل الإطاعات الفكرية العربية لتفهم هموم الاكراد وعدالة قضيتهم. وكان مزماً ان ينقد المؤتمر الأنف الذكر في القاهرة ولكن المحاذير السياسية حالت دون ذلك، لذلك اصبح اللقاء العربي - الكردي المرتقب ذا دلالة اضافية اخرى بسبب انعقاده في عاصمة عربية.

ان الحوار الكردي - العربي مهمة عاجلة لا تقبل التاجيل وهي ضمن استحقاقات العصر وموجباته. والعرب اولي بغيرهم لبراءة الاهتمام بمشكلة ساخنة بين ظهرانينهم. فالسياسة والفكر العربيان ستحققان قفزة نوعية حين ينخرطان في البحث في هموم القوميات والأعراق والطوائف ومن ثم اقتراح حلول واقعية لها، بدل استمرار حالة التعطيم وتاجيل مرحلة اداء الاستحقاق الحضاري والنظر بعين الريبة والشك الى الجنوب الظاهرة في موزاييك العالم العربي والوان طيفه الاثني الثقافي الديني.

وطبيعي ان من السذاجة ان نتوقع ان يغير اللقاء المرتقب بين ليرة وضحاها تراكمات عقود سادت فيها النظرة الرسمية العربية

### معارضة ضد معارضة

# خلافات سياسية وايدولوجية تهدد المشروع الوطني العراقي بالانهيار

مهدي السعيد \*

جديد يخدم الذهنية التي تطالب بإعادة صياغة الوضع في ضوء الغواهر العاصفة بالمعارضة العراقية، ونك بالانقلاب من النظام العراقي اكثر فأكثر ما دامت بعض الدول الإقليمية بدأت تمهد لهذا الاقتراب، وما على أطراف المعارضة سوى الاستعداد للانعطاف اللاحق متى ما استعاد النظام العراقي شروط تاهيله المفقودة.

لا يمكن باي حال من الأحوال تفسير الخلافات التي أخذت اتجاهاً آخر غير اتجاه الاحتكام إلى المرونة والتسامح والتفاهم وتغليب مصلحة الشعب العراقي على المصالح الذاتية للأحزاب والقوى والشخصيات المتصارعة. أقول لا يمكن تفسير ذلك على انه انعكاس للاختلاف في وجهات النظر السياسية والاستراتيجية. فمعظم القوى المتصارعة تلتقي من خلال برامجها وسياساتها العامة على جملة من القضايا الرئيسية المهمة المتعلقة بالوضع العراقي، كما ولا يمكن تفسيرها بانها صراع بين القادة للسيطرة على القرار السياسي المعارض لان هؤلاء القادة يعملون جيداً أنهم يشكلون جزءاً بسيطاً في جسم المعارضة العراقية، التي تجمع عشرات القوى والخيارات، وهذا الأمر مستبعد جداً، إن لم يكن هذه الظاهرة

وتستخت صغوفها، لأن مجمل الاختلافات والصراعات التي اثمرت في هذه المعارضة لم تكن تتعلق بالمصلحة الحقيقية للشعب العراقي، لذلك فإنها ربما كانت صراعات مفتعلة تحركها وتغذيها ممارسات أشخاص أو جهات محددة، حيث يلاحظ من خلال هذه المواجهات التي وصلت إلى حد انتهاك الحزمة الشخصية للأفراد ان الاستفادة الأولى والأخير ليس الجهات العراقية المعارضة، وإنما تلك الجهات التي لها مصلحة في تصعيد حال التناحر والصراع الذي اكتسب مضامين غريبة جداً عن منطق الحوار الهادف والنقاش الموضوعي الذي يصب في خدمة النوايا الطيبة التي يتطلع إليها كل العراقيين من ضحايا النظام.

السؤال هو من المستفيد من كل ذلك؟ يقيناً أن النظام العراقي أول المستفيدين، لكن ما هي دوافع أولئك الذين يحاولون تاجيح حدة الحرب بين بعض قوى المعارضة العراقية؟ ربما يكون ذلك بدافع التفخيش عن وسائل لإعادة فرز المعارضة وتشكيل نهضة مختلفة للرؤيا السياسية لمستقبل العراق، وهذا الدور تنوط به عناصر متداخلة في هذا الوسط العراقي الواسع، وقد يكون احتمال لجوء هذا النفر من المعارضين إلى أسلوب خلط الأوراق بغية تفتيت المعارضة أولاً ثم البحث عن إطار

ممثلاً لقطاعات واسعة من الشعب الكردي، وعنده مجاميع كبيرة من المقاتلين الأشداء الذين تمسروا في حرب العصابات منذ عقود طويلة. ولسنا هنا بصدد تقييم ابتعاد بارزاني عن المعارضة، لكن لنا ان نسجل في هذا الخصوص إشارة توثيقية بحجة، وهي ان بارزاني لم يذهب للنظام العراقي نكابة بالمعارضة، وإنما ذهب بعد ان ذاق العلقم من هذه المعارضة، وفقد الأمل كلياً في تحول الوضع باتجاه العمل الجدي والفعال انطلاقاً من حسن النوايا والتكافل واحترام الانفاقات.

بعد انقراط الاتفاقات الكردية تصاعدت حدة الخلافات في اوساط المعارضين العراقيين من العرب، فبدأت حملات التشهير والاساءة والاتهام تسيطر على الساحة السياسية العراقية عموماً، وبذلك انهارت كل المحاولات لانقاذ المشروع الوطني العراقي من السقوط وربما كان البعض من قادة المعارضة العراقية ياملون إلى وقت قريب بإمكان ترميم الوضع، لكنهم اصبوا بخيبة أمل كبيرة جراء إصرار البعض من الأطراف العراقية المعارضة على مواصلة نهج الاختلاف بدلاً من نهج الوحدة، ونهج الحرب الإعلامية ضد بعضها بعضاً بدلاً من التفاهم والحوار الموضوعي، وكان هذه الظاهرة، ويقصد بها ظاهرة المواجهة والصراع غير المبدئي كانت تحركها جهات أخرى لها مصالح محددة في اضعاف وإلهاء المعارضة العراقية

ربما تبدو ظاهرة التمركز الذي تعاني منه المعارضة العراقية في الوقت الراهن إحدى أبرز ملامح الانهيار التي أصابت المشروع الوطني العراقي الذي صيغت اتجاهاته العامة في تشرين الأول (أكتوبر) عام ١٩٩٢ في مؤتمر صلاح الدين الذي حضرته غالبية التيارات والقوى العراقية المعارضة. وهذا الانهيار رافقه صعود وتسلق للطرف الآخر المتمثل بالنظام العراقي على كل الأصعدة بما في ذلك العلاقة مع الطرف الكردي المؤثر، وهو الحزب الديمقراطي الكردستاني، حيث قضى بصورة شبه نهائية على عنصر المقاومة للنظام في كردستان التي كانت حسب معطيات مؤتمر صلاح الدين المنظمة المحول عليها في زعزعة الوضع وانعاش حركة الرفض الشعبية للسلطة المركزية.

فمنذ اندلاع القتال الكردي - الكردي، وزحف القوات العراقية على مدينة أربيل والمناطق الأخرى، وإنهاء وجود المراكز والمكاتب والتجمعات العراقية المعارضة، بدأ العد التنازلي في اوساط هذه المعارضة التي فقدت في مسعود بارزاني حليفاً فعالاً ومؤثراً في ميدان مواجهة النظام، وعنصرأ أساسياً في المشروع الوطني العراقي لاعتبارات كثيرة، منها انه يسيطر على مناطق واسعة ومهمة في كردستان العراق، فضلاً عن كونه

يزيدانه خراباً على خراب.

\* كاتب عراقي مقيم في بريطانيا.

AL HAYAT  
28, APRIL, 1998

الحزبين، أو فتح المجال امامهما للمشاركة في توزيع المواد الغذائية والادوية وخطط إعادة بناء الاقتصاد الكردي. والأصح هو الحذر من وصول النقد إليهما كما هي الحال مع حكومة صدام حسين. والسبب ان الحزبين، كما الأخير، لا يتوانيان عن التلاعب بالمستحصل من الأموال والمواد، وتحويله إلى قنوات صرفهما الخاصة: الامتيازات الشخصية وتقوية الآلة الحربية ومقاومة الخلافات. وفي الحالين، المتضرر الأول هو المواطن والاقتصاد المدمر الذي لا يني الحزبان

أوجه صرفها. الأرجح ان الامم المتحدة تملك برنامجها الخاص، المستمد من تقارير الوكالات التابعة لها في المنطقة، لصرف الحصة الكردية وتوزيع المواد بشكل عادل على مواطني المحافظات الثلاث اربيل والسليمانية ودهوك. والأرجح انها لن تخضع ببريق التعاون الذي يحرص الحزبان على ابدائه في خصوص القرار ٩٨٦. لكن مع كل ذلك، يبقى من المهم ان تنتبه الامم المتحدة ومنسقبوها ومسؤولوها إلى ان من الاجحاف وضع أي كمية نقدية، ولو صغيرة في يد

## اعترافات صايق في ٤٠٠ صفحة كشفت عملية «عرس»؛

# أوجلان أمر باغتيال أولف بالمه

ستوكهولم في ٢٨ شباط (فبراير) ١٩٨٦، فر إلى فرنسا وتمكن من اجتياز حواجز الشرطة بتغيير ملابسه.

وجاء في تقرير «صباح» ان صايق ابلغ المحققين ان اوجلان قرر التخطيط لاغتيال بالمه لأن السويد كانت منحت اللجوء لزوجته السابقة قسيري اوجلان، التي شكلت تنظيمًا مناوئًا، ولقياديين آخرين انشقوا عن الحزب بعد مؤتمره عام ١٩٨٢. ونفذت العملية عندما قررت الحكومة السويدية طرد الأشخاص الذين يعتبرون «ارهابيين» بعد مقتل منشق عن حزب العمال الكردستاني على ايدي أحد مؤيدي اوجلان عام ١٩٨٤. ووضح صايق ان الحزب لم يعلن مسؤوليته عن الاغتيال اذ ان ذلك «لثلا تعتبره الذول الأوروبية منظمة إرهابية».

إلى ذلك، أفادت صحيفة «حرية» التركية امس ان اعترافات صايق وردت في ٤٠٠ صفحة، وأنه يسعى في مقابل الإلقاء بها إلى تخفيف العقوبة التي ستصدر بحقه، بموجب قانون مثير للجدل تنوي الحكومة التركية تمريره في البرلمان، يشمل الأشخاص الذين يعلنون توبتهم.

وكانت وحدة «كومانديس» تركية خطفت صايق، الذي اعتبر الرجل الثاني في حزب العمال قبل الانشقاق عنه، وتولى قيادة عملياته العسكرية في جنوب شرقي تركيا. ونفذت عملية الخطف في ١٣ الشهر الجاري في شمال العراق بعدما لجأ صايق إلى المنطقة طالباً حماية الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) خوفاً من قتله بناء على أوامر من اوجلان. وقررت إحدى محاكم امن الدولة التركية حبسه في سجن في مدينة ديار بكر بعد استجواب استمر عشرة ايام. وأثارت الشرطة التركية والشرطة السويدية في ١٩٨٦ دور حزب العمال في اغتيال بالمه، بسبب العلاقات السيئة بين الحكومة السويدية والحزب. وركز كبير المحققين السويديين هانس هولير اذ ان ذلك على الحزب الكردي، ونفذت حملة اعتقالات في صفوف ناشطيه في السويد، لكن

□ انقره - رشيد غيورديك

نقلت صحيفة «صباح» التركية امس عن مصادر استخباراتية ان شمدين صايق، القائد العسكري المنشق عن حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله اوجلان) ابلغ المحققين الاتراك ان رئيس الوزراء السويدي أولف بالمه اغتيل عام ١٩٨٦ بناء على أوامر من اوجلان.

وأوضحت الصحيفة ان وزير الدولة التركي وزير الخارجية بالوكالة سوكرو سينا غورل أكد اقوال صايق، وأبلغها انه سيسعدني السفير السويدي في انقره ليسلمه تفاصيل الاعترافات.

وبحسب تقرير الصحيفة، أكد صايق ان اوجلان اعطى شخصياً الأمر بتنفيذ عملية الاغتيال التي أطلق عليها «عرس»، خلال اتصال هاتفي مع «هارون» الذي كان مسؤولاً عن عمليات حزب العمال في أوروبا. ووضح ان القاتل الذي أطلق النار على بالمه في الظهر لدى خروجه من صالة سينما في هؤلا أطلقوا في وقت لاحق بطلب من المدعي العام الذي اعتبر ان الأدلة غير كافية، ما أدى إلى استقالة هولير في آذار (مارس) ١٩٨٧.

ولم يسقط احتمال تورط حزب العمال في الاغتيال، وكلف ابي كارلسون، احد مساعدي هولير، اجراء تحقيق مواز، واكتشف هذا التحقيق مصادفة في ١٩٨٨، وكلف ذلك وزيرة العدل انا - غريتا ليغون التي تسترت عليه منصبها.

# اول حوار كردي - عربي في القاهرة: الدور والموقع

فوزي الاتروشي\*

عقده يومي ٢٧ و٢٨ ايار (مايو) هو خطوة عميقة المغزى على طريق اتاحة الفرصة للمواطن العربي للاطلاع على قضية قومية شائكة، بعيداً عن تشنجات القوالب الايديولوجية الجاهزة وعن الاحكام المسبقة ونظرية المؤامرة التي روجت لها بعض اجهزة الاعلام العربي المرتبطة بسياسات النخب الحاكمة. وتزداد هذه المبادرة الاعطافية اخضراراً وظلالاً وارفة بسبب قدومها من دولة ذات وزن سياسي وثقافي وحضاري واعتباري كبير لدى الغرب جميعاً.

والواقع ان مصر لم تكن بعيدة عن الشأن الكردي ففيها صدرت اول صحيفة كردية عام ١٨٩٨، ومنها انطلقت دعوة جادة لدراسة المشكلة الكردية ومواجهتها بنهج علمي متفتح

الاستعمار التقليدي، وكان متناغماً ومكماً لنداء البارزاني الراجل في النعيم ذاته، والذي توخى فيه صمالة الاضواء التاريخية الخضراء بين العرب والاكرد، فأكّد «انني لم ولن احارب الشعب العراقي، هذا الشعب الذي انتمي اليه. ان نضالنا هو ضد الاستعمار وعملائه».

فكم كان وجه التاريخ سيتغير لو ان الاحداث حفرت مجراها في العقود الماضية وفق روحية هذا المنطق العقلاني، ولو لم تتجه السياسة الرسمية العراقية الحاكمة إلى التناكر والقمع والتكبل بشعب يقف حضارياً وتاريخياً ومصلياً الى جانب الامة العربية، وليس في صف اعدائها.

لذلك فإن الحوار العربي - الكردي المزمع

حين اطلق الامين العام الاسبق عبد الرحمن عزام باشا صيحته الشهيرة في مجلة «الهلال» المصرية في تشرين الاول (اكتوبر) ١٩٤٣ قائلاً «ان حبي وتقديري لاكرد العراق في مستوى حبي وتقديري لشعبي، ويجب ألا نترك المشكلة الكردية في العراق دون حل»، فإنه في الواقع كان يختر السياسة الرسمية العربية عموماً والعراقية خصوصاً من الفرق في متاهة سوء التقدير. وكان قارئاً مدققاً للمستقبل في تلك الايام الحبلية بثورات الشعب ضد

AL HAYAT

16, APRIL, 1998

أعدت الى بارزاني حارسين خُطفا مع القائد الكردي

## تركيا: صاقيق كشف "كنزاً" من المعلومات

□ انقره - رشيد غيورديك

انقرة وقيادة بارزاني. وشدد أوتكان على أن تركيا اوضحت غير مرة أنها لن تسمح أبداً بتحول شمال العراق «ملاذاً آمناً» لحزب العمال الذي بينه وحزب بارزاني ما صنعه الحداد.

وفي خطوة لتأكيد «الصلوات الودية» سلم الجيش التركي أمس سلطات بارزاني في شمال العراق الحارسين الكرديين اللذين كانا يرافقان صاقيق وشقيقه عارف وخطفا معهما.

وعلى صعيد التحقيق مع صاقيق نقلت وسائل الاعلام التركية أمس عن مسؤولين عسكريين وأمنيين قولهم أنه بدأ مذهباً بالعملية المفاجئة التي أدت الى خطفه وصب جام غضبه على زعيم حزبه، عبدالله أوجلان، واتهمه باهانتها. وأضافوا ان صاقيق كان «متعاوناً جداً» وتطوع لكشف

«كنز» من المعلومات. ووضحت المصادر ذاتها ان هذه المعلومات تتعلق بمخابىء الأسلحة والطعام في الجبال الشرقية والجنوبية الشرقية لتركيا، حيث معاقل المقاتلين الذين قادهم صاقيق طوال ١٨ عاماً.

الأهم من ذلك كله حسب المصادر ذاتها، ان صاقيق، (٤٥ عاماً)، كشف معلومات «ثمينة جداً» عن الدعم المزعوم الذي تقدمه سورية لحزب العمال وأكد للمحققين ان السوريين زادوا هذا الدعم في الآونة الأخيرة الى حد إرسال «ضباط» ليقدموا استشارات عسكرية الى المقاتلين الأكراد. كذلك كشف صاقيق معلومات عن دور حزبه في تهريب المخدرات من اسيا الى أوروبا وهي تجارة توفر المصدر الرئيسي لاموال الحزب.

وفي المقابل طلب صاقيق شموله بقانون التوبة الذي ينص على خفض كبير للعقوبات في حق الذين يدينون المنظمات «الإرهابية» التي كانوا أعضاء فيها ويقدمون معلومات عن نشاطاتها. لكن بدا ان صاقيق سيواجه عقوبة الاعدام بتهمة الخيانة. ورأى محللون أن تطبيق قانون التوبة عليه ستكون له ردود فعل عنيفة في الأوساط القومية والإف العائلات التي قتل ابناءؤها الجنود في المعارك بين الجيش والمقاتلين الأكراد الذين كان صاقيق قائدهم. لكن المحللين أضافوا انه حتى اذا حكم عليه بالاعدام، لن ينفذ الحكم لأن أي حكم من هذا النوع لم ينفذ في تركيا منذ ١٥ عاماً، إضافة الى أن الحكومة الحالية تدرس تقديم مشروع قانون لإلغاء الاعدام نهائياً.

وفي أي حال ان سلطات سجن ديار بكر، حيث يقبع صاقيق، لا تملك وقتاً للتفكير بهذا الأمر. فمشكلتها الأنية هي توفير حراسة شديدة لصاقيق، وباشرت بالفعل في بناء برجين إضافيين للمراقبة الى جانب الأبراج الموجودة حالياً حول السجن.

استمرت القوات التركية أمس في عمليات عسكرية على الحدود مع العراق وأكدت أنها أحكمت الطوق على وحدة مهمة من مقاتلي حزب العمال الكردستاني، في الوقت الذي أعلن محققون مع القائد العسكري السابق في الحزب شمدين صاقيق انه كشف «كنزاً» من المعلومات تتعلق بالدعم الذي تقدمه سورية للحزب، يشمل «ضباطاً» يوجهون العمليات القتالية.

وصرح مسؤولون عسكريون أتراك بان الاشتباكات المستمرة لليوم الثاني في المناطق الحدودية مع العراق أسفرت عن مقتل ٦٣ مقاتلاً من حزب العمال وسقوط سبعة قتلى بين الجنود الأتراك وأربعة من «حراس القرى» الأكراد الموالين للقوات الحكومية. وفي غضون ذلك واصلت طائرات تركية غاراتها على مواقع جبلية يتحصن فيها المقاتلون الأكراد في بيسته وديريلر وأورطه باغ وسفوح جبل جودي بين محافظتي شيرناخ وحتاري المتاخمتين للعراق، وهي المنطقة التي ذكر مسؤولون عسكريون ان قوات الجيش تحاصر فيها نحو ١٠٠ مقاتل من حزب العمال.

وكانت عملية ناجحة نفذتها وحدات من قوات كوماندوس تركية الإثنين الماضي أدت الى خطف صاقيق، أبرز قائد ميداني انشق الشهر الماضي عن حزب العمال، من شمال العراق حيث كان في حماية قوات الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني). وعلى رغم ان قيادة بارزاني احتجت على العملية، لكن الناطق باسم وزارة

الخارجية التركية نجاتي أوتكان قلل أمس من أهمية الاحتجاج ملمحاً ضمناً الى انه شكلي. وقال، ردأ على سؤال في مؤتمر صحافي في أنقرة، ان الاحتجاج كان «رد فعل طبيعي»، مضيفاً ان «الأمر المهم هو ان هذه المسألة لن تتخذ بعداً يمكن أن يؤثر في الصلات الودية الحالية» بين

الكرديين العراقيين للعودة إلى مبدأ الإحياء المغشوش بالتعاون، وتشكيل وفد مشترك على مستوى رفيع لمقابلة المدير التنفيذي لبرنامج لبرنامج الغذاء في الأمم المتحدة بغية اقناعه باسراهما، كل في منطقته طبعاً في تطبيق الفقرات المتعلقة بإعادة بناء البنية التحتية للاقتصاد في كردستان العراق. بعدها بايام سارعت القيادتان إلى استقبال منسق الأمم المتحدة في العراق الذي زار المنطقة الكردية للاطلاع على احتياجات الناس واجتمعنا به، في جو من الود والالفة والتعاون ربما استغربه الضيف،

الحزبية الضيقة والإحياء الكاذب بان علاقاتهما طبيعية ومؤهلة لتعاون جدي ولا ينسيان، طبعاً، التصريح بصوت عال بان تعاونهما النزيه! مرده حرصهما على مصالح المواطنين الغربيين ان كل ذلك يجري في وقت يعرف الكل ان السبب الرئيسي لقتالهما هو كيفية توزيع الاموال قبل اسابيع قليلة، تردد في اروقة الامم المتحدة في نيويورك ان هناك مقترحات تصب في اتجاه تخصيص ٥٠٠ مليون دولار من العائدات المضاعفة لبيع النفط العراقي لإعادة بناء البنية التحتية للاقتصاد الكردي. وكان التردد في حد ذاته كافياً لاندفاع قيادتي الحزبيين

## امنعوا النقد عن الأحزاب الكردية كما تمنعونه عن صدام حسين!

سامي شورش \*

مشترك، ولو ارتبط الأمر بمصالح المواطنين وتخفيف الأعباء المعيشية واليومية عن كاهلهم. لكن ما ان تلوح في الأفق امكانية حصولهما على امتيازات (مالية) جديدة، في حال التعاون، حتى يسارعان بجهد استثنائي إلى عقد الاجتماعات وتشكيل الوفود المشتركة بهدف استثمار تلك الامكانية لمصالحهما

■ يتحارب حزباً بارزاني وطالباني، ويتصارعان، ويضربان بكل جهود الوساطة بينهما عرض الحائط، بل يحجمان عن عقد أي لقاء ثنائي أو عمل

## مسؤولون في الاستخبارات التركية إلى شمال العراق

# إيران تعتقل عشرين من ممثلي حزب بارزاني

■ طهران، اسطنبول - أ ف ب، رويترز - ابُلغت المفوضية العليا لشؤون اللاجئين التابعة للأمم المتحدة السلطات الإيرانية بقلقها العميق، على مصير الإكراد العراقيين من أعضاء الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) الذين أوقفوا في إيران بتهمة التجسس لمصلحة تركيا وإسرائيل.

واعتقلت إيران خلال اليومين الماضيين عشرين من ممثلي حزب بارزاني، فيما أرسلت تركيا مسؤولين في أجهزة استخباراتها إلى شمال العراق لاستجواب قيادي بارز في حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله أوجلان) يعتقد أنه انشق على الحزب.

وقالت مصادر في مكتب المفوضية في طهران أمس ان حوالي عشرين شخصاً أوقفوا خلال اليومين الماضيين في منطقة ارومية (شمال شرقي إيران) وفي

كرج قرب طهران، على رغم تمتعهم بحق اللجوء. وتدخلت المفوضية لدى وزارة الداخلية الإيرانية. وهؤلاء يشكلون جزءاً من ممثلية الحزب الديمقراطي لدى إيران.

وأفادت المفوضية ان أحد الموقوفين توفي في ظروف غير واضحة خلال احتجازه، وان جثته سلمت الى عائلته في زيفه قرب ارومية.

وكانت الصحف الإيرانية أكدت الاسبوع الماضي ان العديد من ممثلي الحزب الديمقراطي في إيران أوقفوا بتهمة التجسس لمصلحة تركيا وإسرائيل، مشيرة الى ان بين الموقوفين صبري سرويش، أحد المستشارين الرئيسيين لبارزاني، من دون ان توضح عدد المعتقلين أو أماكن احتجازهم.

وأضافت ان هؤلاء اعترفوا بالتجسس لمصلحة

إسرائيل وتركيا، وبأنهم «روجوا معلومات خاطئة بهدف الإساءة الى العلاقات بين إيران وتركيا».

الى ذلك أفادت تقارير نشرت أمس في اسطنبول ان تركيا أرسلت بعض المسؤولين في جهاز استخباراتها الى شمال العراق لاستجواب شمدين صاكيك، أحد قادة حزب العمال الكردستاني، المحضّر لدى حزب بارزاني.

ونقلت وكالة «الأناضول» التركية للانباء عن نجاني بيليجان قائد الشرطة التركية ان المسؤولين سيسنجوبون صاكيك في شأن نشاطات حزب العمال. وكان صاكيك سلم نفسه الاسبوع الماضي الى الحزب الديمقراطي.

ونكر بيليجان ان بارزاني أبدى «استجابة طيبة» لرغبة تركيا في استجواب صاكيك أبرز قادة حزب العمال الميدانيين الذي تسعى أنقرة الى اعتقاله منذ سنوات.

وأفادت مصادر كردية ان الحزب الديمقراطي لن يسلم صاكيك لتركيا، بل سيسقطه في الصراع مع حزب العمال، في شمال العراق.

وأشار بيليجان الى ان عبدالله أوجلان زعيم حزب العمال، حقق مع صاكيك مرتين أخيراً، إلا ان هذا الأخير قرر الانشقاق عن الحزب خوفاً من اعدامه بسبب خلافات على سياسات الحزب.

AL HAYAT

26, MARCH, 1998 ISSUE NO 12806

AL HAYAT FRIDAY 17, APRIL, 1998 ISSUE NO 12827

## قتل ٨٢ كردياً و١١ جندياً تركيا في اشتباكات مستمرة منذ ثلاثة أيام

٨٢ متمرداً منذ ان بدأت العملية وقتل سبعة جنود من القوات وأربعة من مقاتلي حراس القرى. وقتل أكثر من ٢٧ ألف شخص في الصراع بين قوات الأمن التركية والمتمردين منذ ان بدأ حزب العمال الكردستاني العمل العسكري منذ سنة ١٩٨٤.

حزب العمال الكردستاني حول جبل جودي عبر الحدود العراقية. وذكر شهود ان مقاتلات تركية من طراز «اف ١٦» اقلعت من قاعدة عسكرية بالقرب من العاصمة الاقليمية ديار بكر وشنت غارات على الاكراد وقتلت القوات التركية

■ أنقرة، ديار بكر - رويترز - نكر مسؤول اممي أمس الخميس ان القوات التركية قتلت ١٨ كردياً في جنوب شرق البلاد ليرتفع عدد القتلى في ثلاثة أيام من المصادمات إلى ٩٣ شخصاً. وقال ان قوة كبيرة كانت تقاتل بين ١٥٠ إلى ٢٠٠ شخص من

الديموقراطية في العراق إذا كان صدام حسين على قناعة تامة بان كل ما فعله هو الصحيح؟ وما حاجة صدام وابنة عدي لعودة مثقفي العراق المعارضين الى بغداد، اذا كانوا مصريين على ان صيغة الحكم الحالية هي الصيغة المثلى، وان صدام حسين هو القائد الأوحده؟

\* كاتب عراقي

AL HAYAT 20, APRIL, 1998

## تجميل وجه صدام

زهير الدجيلي \*

الشان أو ذاك معقولة وواقعية. فابتداء من دعوة عدي صدام للصحافيين والكتاب العراقيين في الخارج أن يعودوا الى العراق ويستفيدوا من مكرمة أبيه بالعفو عنهم، وانتهاء بتقارير مصدرها عمان تعرض نوايا ايجابية لدى حكومة بغداد، يراد للسلطة أن تبدو وكأنها احرص من غيرها على مصير الوطن. وعلى مصير العراقيين، أو كأنها لم ترتكب يوماً ما جريمة بحق الشعب العراقي. والحال ان الإصلاحات الداخلية لها طرق معروفة وشفافة وهي لا تتم بوسائل الهبات أو اصدار أوامر

بدأت سلطة صدام حسين منذ فترة حملة إعلامية عبر تقارير صحافية تنشرها صحف عدة لتحسين صورة سياستها الداخلية إزاء المعارضة العراقية، وإزاء الحريات الأساسية التي نص عليها الدستور العراقي، بحيث تنده أطروحات حكومة صدام حول هذا

عفو وكان مثقفي العراق هم الذين تسببوا بالحرب العراقية الإيرانية وهم الذين غزوا الكويت وأشعلوا حرب الخليج الثانية وهم الذين تسببوا في هلاك أكثر من مليون عراقي بين قتل ومفقود وأسير ومعاق. ان تسريب تقارير عن سخوة ديموقراطية للسلطة في العراق ونشرها في حين ما تزال بغداد في النفق المظلم للسلطة هو عملية خداع يقوم بها متطوعون للعمل بمصلحة وزارة الثقافة والإعلام في بغداد، لكنهم يمارسون عملهم من الخارج. فما الحاجة الى مثقفي العراق والى المعارضة والى المؤسسات

في عملية تشبه أفلام المغامرات

# جنود أتراك دخلوا منطقة بارزاني وخطفوا منشقاً بارزياً عن أوجلان

□ انقره - «الحياة»

الماضي الى حزب بارزاني إثر خلاف نشب بينه وزعيمه أوجلان. وأكد الحزب آنذاك انه لن يسلم صاقيق إلى تركيا وإضافة انه يتمتع بحرية التنقل في المناطق الخاضعة لسيطرة هذا الحزب. وذكرت مصادر بارزاني انه سيستفيد من لجوء صاقيق إليه لتشجيع آخرين على الإنشقاق عن أوجلان بأمل تشكيل قوة كردية متعاونة مع الحزب الديمقراطي الكردستاني يمكن ان تكون بديلاً من حزب أوجلان في كردستان تركيا.

وأشارت «الاناضول» الى انه بعدما رفض الحزب تسليمه، بدأت القوات التركية الخاصة بمراقبته الى ان اعتقلته أمس هو وشقيقه بينما كانا يتنقلان في سيارة. ويقول محللون في انقره ان أسلوب الاعتقال يمكن ان ينقذ ماء الوجه لبارزاني الذي لم يكن يرغب كثيراً في تسليم صاقيق إلى تركيا على رغم كرهه الشديد لحزب أوجلان خشية ان يثير ذلك استياء الاكراد في شمال العراق.

لكن ناطقاً باسم المكتب السياسي لحزب بارزاني اعتبر، في بيان أصدره أمس، ان «هذا العمل لا ينسجم مطلقاً مع علاقات حسن الجوار وهو تجاوز خطير على سيادة بلدنا إستهدف حياة إنسان سلم نفسه بمحض إرادته». وأضاف: «في الوقت الذي ندين بشدة ونستنكر ما قامت به القوات التركية، نحمل السلطات التركية مسؤولية هذا العمل الخطير وحماية حياة المخطوفين بمن فيهم رجالنا». وخلص إلى الاعلان عن تشكيل «لجنة التحقيق» في ظروف الحادث.

وأوضح البيان ان الحزب لاحظ ان الاترك كانوا يجمعون في الآونة الأخيرة معلومات عن مكان صاقيق في دهوك فقرر نقله إلى أربيل حماية له، لكن موكبه تعرض في وقت مبكر أمس في منطقة قسروك، وهي مكان مكتنوف بين دهوك وعقره للانزال التركي وتطلعت صاقيق مع شقيقه وحراسهما المنتمين إلى حزب بارزاني ونقلوا فوراً إلى الأراضي التركية.

يذكر ان أوجلان كان وصف صاقيق بعد لجوئه الى بارزاني بأنه «خائن»، وأكد نيته اعطاء مزيد من المسؤوليات القيادية لعناصر شابة في حزبه. كذلك يذكر ان صاقيق أحبط أول وقف للنار أعلنه أوجلان من جانب واحد في آذار (مارس) ١٩٩٣، عندما امر مجموعة من مقاتليه بنصب مكن في منطقة تابعة له في جنوب شرقي البلاد لباصات كانت تنقل في ٢٤ ايار (مايو) من السنة ذاتها جنوداً غير مسلحين وقتل في العملية ٣٣ جندياً.

■ بثت وكالة «الاناضول» للانباء ان قوات خاصة تركية نفذت أمس عملية على غرار ما يحدث في أفلام المغامرات. وقامت هذه القوات بانزال مظلي مستخدمة طائرات هليكوبتر من طراز «سيكورسكي» في شمال العراق واعتقلت قائداً ميدانياً بارزياً سابقاً إنشق أخيراً عن حزب العمال الكردستاني (بزعامة عبدالله أوجلان) لجا إلى زعيم الحزب الديمقراطي الكردستاني مسعود بارزاني المتحالف مع انقره. ويدعى هذا القائد شمدين صاقيق وقد نقل إلى تركيا، فيما استنكر حزب بارزاني عملية الخطف.

وأوضحت الوكالة ان القوات التركية اعتقلت القائد الكردي، شمدين صاقيق، في مدينة دهوك التي تسيطر عليها قوات بارزاني وتقع على بعد ٦٠ كيلومتراً جنوب الحدود التركية - العراقية ونقلته في طوافة الى ديار بكر في تركيا. وتابعت الوكالة ان القوة التركية كانت مزودة أوامر بالاشتباك مع أي قوة عسكرية تابعة لحزب بارزاني إذا حاولت إحباط العملية التي أطلق عليها اسم «الخفاش». وأعلن وزير الداخلية التركي مراد باش إيسكي أوغلو ان العملية، نفذها ٥٠ عنصراً من قوات الكوماندوس، بعدما رفض حزب بارزاني طلبات انقره المتكررة تسليم صاقيق.

وكان صاقيق، القائد العسكري السابق لحزب العمال في محافظة تونجيلي في جنوب شرقي تركيا، سلم نفسه في ١٦ من الشهر

صدام الحاضر الغائب في حوار على موجتين بين الحزبين الكرديين

## طالباني يطالب بحكومة «موقته» وبارزاني يتمسك بـ «شرعية» برلمانه

□ لندن - كامران قره داغي

■ يتوقع ان يستأنف الحزبان الرئيسيان في كردستان العراق المحادثات بينهما بعدما انتهت عطلة عيد الأضحى، لكن مصادر مطلعة تعتبر ان «الحوار» بين الطرفين يجري على موجتين مختلفتين على رغم ان «الإرسال» موجه الى الطرف الثالث، الحاضر الغائب في المحادثات... الرئيس صدام حسين.

وكان ممثلو الحزبين، الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) عقدوا أخيراً لقاءات بوساطة الزعيم السابق للحزب الشيوعي العراقي عزيز محمد، وهو كردي، وبحسوا في آخر لقاء الشهر الماضي في إمكان العودة الى الإدارة المشتركة لاقليم كردستان العراق، الذي لم تعد بغداد تسيطر عليه منذ تشرين الاول (أكتوبر) ١٩٩١.

وأوضحت المصادر الكردية المطلعة ان هناك اختلافات جذرية في موقف الحزبين من إحياء الإدارة المشتركة، فبينما يطالب حزب طالباني بتشكيل حكومة مشتركة مناصفة أو على أساس قاعدة «عريضة، برئاسة شخصية مستقلة»، يصر حزب بارزاني على العودة الى نتيجة انتخابات ١٩٩٢ التي أسفرت عن برلمان وإدارة للإقليم. وكان حزب بارزاني حصل على ٥١ في المئة من الأصوات في مقابل ٤٩ في المئة لحزب طالباني، لكن الحزبين تبادلوا اتهامات بتزوير الانتخابات، وفي النهاية اتفق زعيماهما على تقاسم مقاعد البرلمان مناصفة (٥٠ مقعداً لكل منهما و٥ مقاعد لممثلي قوميات أخرى).

الى ذلك يطالب حزب طالباني بان تكون الحكومة المفترض تشكيلها على أساس اقتراحاته «موقته» لسنة أشهر مثلاً الى حين اجراء انتخابات جديدة في كردستان. لكن

حزب بارزاني يتمسك بـ «شرعية» البرلمان القائم في أربيل باعتباره ما زال يضم أكثر من ٥٠ في المئة من إجمالي أعضائه يواصلون نشاطاتهم. ويضيف ان برلمان أربيل هو الذي يجب ان يختار حكومة جديدة يكون حزب طالباني شريكاً أصغر فيها بما يتطابق والنتيجة الحقيقية لانتخابات ١٩٩٢.

في ضوء هذه الخلافات اعتبرت شخصيات كردية مستقلة ان الاتفاق بين الحزبين على احياء الإدارة المشتركة ما زال بعيداً، خصوصاً ان الاقتتال بينهما أدى الى خروج الولايات المتحدة عملياً من الصورة كي تنفرد القوى الإقليمية بالشان الكردي العراقي. وهذا خصوصاً في ظل العلاقات «الخاصة» بين بارزاني وانقرة من جهة، وطالباني وطهران من جهة أخرى، أعاد بغداد لاعبا رئيسياً في هذا الشأن كي يصبح صدام حاضراً في المحادثات بين الحزبين.

AL HAYAT TUESDAY 14, APRIL, 1998 ISSUE NO 12824

AL HAYAT TUESDAY 14, APRIL, 1998